

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°481

AVRIL 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **SYRIE : LES KURDES RÉUNIS EN CONFÉRENCE RÉCLAMENT "UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE ET DÉCENTRALISÉ"**
- **TURQUIE : LA JEUNESSE DANS LA RUE**
- **IRAK : LA FRANCE ÉVOQUE "LA FRATERNITÉ D'ARMES" ENTRE KURDES ET FRANÇAIS**
- **IRAN : POURPARLERS DE LA DERNIÈRE CHANCE ?**
- **ERBIL : 4ème CONGRÈS MONDIAL D'ÉTUDES KURDES**
- **PARUTION : HISTOIRE DES KURDES, DES ORIGINES À NOS JOURS**

SYRIE : LES KURDES RÉUNIS EN CONFÉRENCE RÉCLAMENT "UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE ET DÉCENTRALISÉ"

Le 26 avril s'est tenue à Qamichli une "conférence historique" de l'unité des Kurdes syriens. Plus de 400 représentants de l'ensemble des partis politiques kurdes et des personnalités de la société civile se sont réunis pour élaborer une position kurde commune et délibérer sur un projet commun pour l'avenir des Kurdes en Syrie et pour la restructuration de l'État syrien après six décennies de dictature. Une délégation du parti pro-kurde DEM ainsi qu'un représentant du leader kurde Massoud Barzani ont assisté à cette conférence.

La conférence, intitulée "Unité de la position et des rangs kurdes",

n'a pas pour objectif, comme certains le prétendent, de diviser le pays, mais au contraire de promouvoir l'unité de la Syrie, a déclaré le général Mazloum Abdi lors de l'ouverture de la conférence. "Nous voulons que toutes les composantes syriennes obtiennent leurs droits dans la constitution afin que nous puissions construire une Syrie démocratique, décentralisée et inclusive", a-t-il ajouté.

À l'issue d'une longue journée de débats, les participants ont adopté un "projet de vision politique partagée commune", exprimant une approche réaliste pour une solution juste à la question kurde en Syrie, en tant qu'État démocratique et décentralisé.

Selon un responsable kurde, Mohammed Ismail, cité par l'AFP (26 avril), la déclaration finale constitue "une charte fondatrice d'une Syrie unifiée, plurielle, multiconfessionnelle et multiculturelle, dont la Constitution garantit les droits nationaux du peuple kurde, protège la liberté et les droits des femmes et favorise la participation active à toutes les institutions politiques, sociales et militaires".

La déclaration finale de la conférence appelle à adopter cette vision commune comme "base de dialogue national" entre les forces kurdes ainsi qu'avec la nouvelle administration de Damas et l'ensemble des forces nationales syriennes. Une délégation

tion kurde représentative sera chargée d'engager le dialogue avec les parties concernées pour réaliser les objectifs fixés par la conférence. "Unis autour de ces objectifs, les Kurdes entendent jouer un rôle de premier plan dans les transformations démocratiques radicales en Syrie", affirme dans un message publié sur X un responsable de l'administration autonome kurde, Badran Ciya Kurd.

La conférence de l'unité kurde couronne un processus de dialogue inter-kurde relancé par la rencontre hautement symbolique entre le général Mazloum Abdi et le leader kurde historique Massoud Barzani, en mars 2025 à Erbil. Barzani a usé de toute son influence auprès des partis kurdes syriens opposés à l'administration autonome kurde pour que, dans ce moment critique, ils participent au processus d'unité et de réconciliation.

De son côté, la diplomatie française n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser l'unité des rangs kurdes syriens et le dialogue entre ces derniers et ceux de la Région autonome du Kurdistan. Le ministre français des Affaires étrangères, lors de sa visite à Erbil les 23 et 24 avril, a tenu à s'entretenir longuement avec le général Mazloum Abdi, venu spécialement par un hélicoptère militaire pour cette rencontre. Il s'agit d'un geste politique et diplomatique fort, car c'est la première fois que le leader kurde syrien est officiellement reçu par le chef de la diplomatie d'une puissance occidentale.

La présidence syrienne a réagi à la conférence kurde et à son appel à construire un État démocratique et décentralisé en rejetant, le 27 avril, "toute tentative de partition du pays". "Nous rejetons clairement toute tentative d'imposer une réalité séparatiste ou de créer des entités séparées sous le couvert du fédéralisme sans

consensus global", a déclaré la présidence dans un communiqué, condamnant "les récentes activités et déclarations des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui appellent au fédéralisme". "L'unité de la Syrie, de son territoire et de son peuple est une ligne rouge", ajoute le communiqué.

Même son de cloche du côté turc où les médias ont accordé une large place à la conférence et "au danger de partition de la Syrie", qui ne serait pas conforme à l'accord signé le 11 mars dernier entre le président par intérim syrien et le général Mazloum Abdi. Les réactions sont toutefois restées "mesurées" dans le délicat contexte régional.

Faible et encore mal assuré, le nouveau régime syrien n'est pas en mesure d'engager une épreuve de force avec les Kurdes. Contesté par les Alaouites, il a également dû faire face à la dissidence des Druzes. Après la publication sur les réseaux sociaux d'un message attribué à un Druze et jugé blasphématoire envers l'islam, de violents affrontements ont eu lieu dans la banlieue de Jaramana à Damas, où réside une importante communauté druze. Un premier bilan fait état d'une centaine de morts. Certains chefs druzes dénoncent une "campagne génocidaire", d'autres tentent d'apaiser les esprits.

Se posant en défenseur des Druzes, Israël a bombardé plusieurs positions de l'armée syrienne et menace d'étendre son intervention. Le président turc accuse l'État hébreu de vouloir "dynamiter" la révolution en Syrie. Pendant ce temps, victimes de récents raids sanglants menés par des milices islamistes alliées au pouvoir, des Alaouites se sont enfuis vers le Liban (Le Monde, 14 avril).

Les Kurdes, tout en affichant leurs revendications et leur

vision pour l'avenir de la Syrie, continuent d'œuvrer pour la stabilisation du pays. Le 4 avril, dans le cadre d'un accord avec le nouveau régime, les forces kurdes se sont retirées des deux banlieues kurdes d'Alep qu'elles contrôlaient depuis une dizaine d'années. Le 10 avril, un nouvel accord a été conclu entre Damas et les forces kurdes sur le barrage stratégique de Tichrin, sur l'Euphrate, dont celles-ci assureraient le contrôle depuis leur victoire sur Daech. La sécurité du barrage sera désormais assurée par l'armée syrienne, en coopération avec les forces kurdes. À la faveur de cet accord, les violents affrontements qui, depuis décembre dernier, opposaient les forces kurdes aux milices pro-turques, ont cessé (AFP, 12 avril ; Rudaw, 23 avril).

Cependant, le moment de grâce dont a bénéficié le nouveau régime à ses débuts est désormais révolu. Son image ne cesse de se dégrader auprès des minorités religieuses mais aussi dans les couches urbaines sunnites, qui craignent un nouveau cycle de violences confessionnelles aux conséquences désastreuses, et qui constatent l'incapacité du régime à redresser une économie dévastée. L'héritage de la dictature d'Al-Assad pèse de tout son poids. Chaque semaine, on découvre de nouveaux sites de production de captagon, une drogue de synthèse, à destination des pays voisins. Les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques affirment qu'il pourrait y avoir 100 sites d'armes chimiques en Syrie. Ils souhaitent se rendre sur place pour évaluer l'état de ces sites de production, de recherche et de stockage, et les sécuriser (*New York Times*, 6 avril).

Dans une visite à La Haye, en mars dernier, au siège de cette organisation, le ministre syrien des Affaires étrangères s'était

engagé à la destruction de ces sites. Mais les inspecteurs n'ont toujours pas pu se rendre en Syrie pour mener leurs propres investigations.

Le vide de pouvoir dans certaines provinces permet à Daech de se réorganiser. Son activité s'est accrue, même dans les territoires sous administration kurde. Le 18 avril, les forces de sécurité kurdes ont lancé une vaste opération pour démanteler les cellules dormantes de Daech à l'intérieur et autour du camp d'Al-Hol. L'opération a permis l'arrestation de 20 djihadistes et collabora-

teurs de Daech ainsi que la saisie d'armes, de munitions et d'équipements militaires. Une tentative d'évasion massive, coordonnée et impliquant des cellules à l'intérieur et à l'extérieur du camp, a été déjouée (*Rudaw*, 23 avril).

Le 29 avril, dans des affrontements avec les djihadistes dans la province désertique de Deir ez-Zor, cinq combattants kurdes ont été tués et plusieurs autres blessés (*AFP*, 29 avril). Dans cette vaste province à majorité arabe longeant la frontière irakienne, où les chefs de tribus arabes changent souvent d'allégeance, Daech

semble reprendre des forces.

La recrudescence des activités de Daech devrait inciter la coalition alliée à maintenir sa présence militaire au Rojava. Washington, qui ne semble pas avoir pris de décision définitive sur la question, a annoncé, le 18 avril, la réduction de moitié de ses effectifs en Syrie. "La présence militaire américaine en Syrie va être ramenée à moins d'un millier de soldats dans le mois prochain", contre environ 2 000 actuellement, a déclaré Sean Parnell, porte-parole du Pentagone, dans un communiqué (*AFP*, 18 avril).

TURQUIE : LA JEUNESSE DANS LA RUE

La mobilisation contre l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, s'est poursuivie à travers toute la Turquie. Ce sont surtout les jeunes, notamment les étudiants, qui sont désormais le moteur de ce vaste mouvement de contestation. Eux qui n'ont connu comme président que l'inamovible et autoritaire Erdogan se disent "exaspérés", privés d'avenir, et reprennent à leur compte la demande d'élections anticipées du leader du CHP (Parti républicain du peuple), Özgür Özel. Cette génération fait montre de convictions fermes. Selon une étude de 2022, citée par *Le Monde* du 2 avril, 90 % des jeunes se disent insatisfaits du fonctionnement démocratique, 84 % demandent l'égalité des genres et la protection de la liberté d'expression, 86 % soutiennent les droits des femmes et 71 % défendent l'égalité pour les personnes LGBTQ+. Des positions qui sont, pour la plupart, à l'opposé des pratiques du gouvernement actuel.

La liberté d'expression s'est dégradée à tel point que la Turquie se trouve désormais très

bas dans le classement annuel de *Reporters sans frontières* : 158e sur 180, alors qu'il y a à peine 15 ans, elle figurait dans la moyenne du classement. D'où l'un des slogans des manifestants : "Faites à nouveau briller la Turquie !" ou encore "Ne sois pas fâché, ô grand sultan, sois juste responsable". Ils dénoncent la corruption et le népotisme du régime, qui les privent d'avoir des emplois correspondant à leurs diplômes, les obligeant à travailler comme livreurs occasionnels ou caissiers pour survivre, malgré leurs diplômes universitaires.

Ce mouvement de révolte s'étend désormais aux lycées. Le 8 avril, l'annonce de la mutation forcée de plusieurs milliers de professeurs des lycées les mieux cotés du pays a provoqué une vague de colère chez les lycéens. À Istanbul, Izmir, Ankara, Antalya et dans la plupart des villes moyennes, un mouvement de protestation sous forme de sit-in et de boycottage des cours est venu s'ajouter à la vague de contestation qui déferle sur le pays depuis l'arrestation, le 13 mars, du maire d'Istanbul. Une mobilisation qui a surpris par son ampleur le gouvernement, qui,

pour l'atténuer, a décrété le 17 avril une "suspension partielle" de son projet de réaffectation de ces enseignants, qu'il juge proches de l'opposition (*Le Monde*, 18 avril).

L'un des moments symboliques de la contestation de la jeunesse a été la décision de boycotter les marques des entreprises proches du pouvoir. Celles-ci ont bâti de véritables empires commerciaux, s'étendant des médias — qui censurent les images des manifestations — aux mastodontes du BTP qui raflent les grands projets d'infrastructure, jusqu'aux chaînes de production de biens de consommation quotidienne. Les jeunes manifestants stigmatisent ces oligarques prospérant sur le dos d'une population appauvrie et dénoncent la "poutinisation" de l'économie par le régime d'Erdogan.

Depuis le début des manifestations, le pouvoir turc a déjà arrêté plus de 2 000 personnes, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur turc (*Challenges*, 11 avril). Parmi eux, des dizaines de proches du maire d'Istanbul. Les prisons turques étant surpeuplées, avec plus de 400 000 détenus,

nus, le pouvoir envisage une loi d'amnistie pour les "victimes du sort", c'est-à-dire les criminels de droit commun, afin de faire de la place aux nouveaux prisonniers politiques.

Dans *L'Opinion* du 2 avril, l'analyste Yaroslav Trofimov s'interroge sur les raisons pour lesquelles "l'Europe ferme les yeux sur la campagne de répression en Turquie". Par le passé, la répression de l'opposition démocratique en Turquie aurait suscité de vives réactions de la part de l'Europe, relève-t-il. Mais aujourd'hui, la rupture des relations transatlantiques et la menace croissante de la Russie l'emportent sur ces préoccupations, selon lui. Il y a surtout la peur d'un nouvel afflux de réfugiés syriens vers l'Union européenne, ce qui incite les dirigeants européens à ne pas irriter le président Erdogan. L'Union européenne verse d'ailleurs des milliards à la Turquie pour qu'elle empêche les réfugiés de venir en Europe, où l'immigra-

tion a fini par bouleverser les équilibres politiques traditionnels.

Le quotidien *The New York Times* dénonce également le silence complice des Etats-Unis. Son Editorial Board a publié dans son édition du 27 avril une tribune intitulée "Turkey's People Are Resisting Autocracy. They Deserve More Than Silence". Un silence assourdissant qui ne risque pas d'être brisé de sitôt par les chancelleries occidentales, lesquelles font le dos rond face aux turpitudes et aux pratiques répressives de leurs alliés turcs. La Suède s'est retrouvée bien seule à dénoncer l'arrestation d'un journaliste du quotidien *Dagens ETC* alors qu'il couvrait les manifestations populaires à Istanbul. La justice turque accuse ce journaliste suédois, Joakim Medin, 40 ans, d'avoir participé en janvier 2023 à une manifestation du PKK à Stockholm, au cours de laquelle une effigie du président Erdogan avait été pendue par les pieds. Ce

qu'il nie. Il dit qu'il a hâte de dire au juge que "faire du journalisme ne devrait pas être un crime, même en Turquie" (*AFP*, 3 avril). Son procès s'est ouvert le 30 avril et il risque jusqu'à 12 ans de prison.

Par ailleurs, le processus de paix visant à mettre fin au conflit avec le PKK s'est poursuivi en avril, sans avancée majeure, si ce n'est la rencontre entre la délégation du Parti DEM, composée de Mme Pervin Buldan et de Sirri Süreyya Önder, et le président Erdogan, le 10 avril à Ankara, au palais présidentiel. Dans une déclaration officielle, le parti DEM a qualifié la réunion de "positive, constructive, productive et prometteuse pour l'avenir". Les deux parties ont reconnu l'importance de la phase actuelle et ont souligné le besoin vital d'une nouvelle ère sans violence ni conflit, axée sur le renforcement des voies démocratiques et politiques, affirme le communiqué de DEM. Le président Erdogan n'a pas fait de commentaire.

IRAK : LA FRANCE ÉVOQUE "LA FRATERNITÉ D'ARMES" ENTRE KURDES ET FRANÇAIS

La France a été l'un des pays occidentaux les plus affectés par les attentats terroristes de Daech. Ce sont les combattants kurdes d'Irak et de Syrie, souvent soutenus par ceux du PKK, qui ont joué un rôle décisif dans la défaite de Daech et dans la destruction de l'État islamique, au prix de plus de 18 000 morts. Ce combat commun pour la défense de valeurs partagées a créé une "fraternité d'armes" qu'après les militaires, les politiques français évoquent à leur tour.

La diplomatie française a désormais une politique kurde, et elle agit pour faire respecter les droits du peuple kurde et la sécurité de "ses frères d'armes".

Les Kurdes sont devenus des acteurs politiques incontournables tant en Irak qu'en Syrie, et les meilleurs alliés de la France dans ce Proche-Orient compliqué, déchiré par des luttes d'influence entre puissances régionales.

C'est dans ce contexte, et pour approfondir le dialogue franco-kurde, que le président Macron a reçu, le 14 avril à l'Élysée, le président de la Région du Kurdistan, Nechirvan Barzani. Au menu de cet entretien, suivi d'un déjeuner de travail : les relations franco-kurdes, la situation en Irak, la relation entre Erbil et Bagdad, la situation en Syrie ainsi que les questions régionales. La question de l'organisation d'un nouveau sommet régional sur l'Irak a également été évoquée.

L'objectif de ce nouveau sommet, que la France appelle de ses vœux, serait de renforcer les relations de Bagdad avec les pays arabes de la région, et avec la France, et à travers elle avec l'Union européenne, pour contrer l'influence iranienne qui prédomine encore dans une bonne partie de la classe politique irakienne.

L'influence de l'Iran à Bagdad a également des conséquences néfastes sur le Kurdistan : l'objectif de l'Iran étant de vider progressivement l'autonomie kurde de sa substance et de la rendre financièrement dépendante de Bagdad. Les sunnites irakiens rejettent également l'influence iranienne, tout comme un nombre croissant de nationalistes

chiites. La présence politique kurde à Bagdad, où le président de la République et le ministre des Affaires étrangères sont kurdes, constitue un point d'appui pour la diplomatie française.

Le dialogue politique franco-kurde, initié par le président Mitterrand, est désormais bien engagé. Les observateurs font remarquer que le président du Kurdistan est le seul chef d'une région autonome à être régulièrement reçu à l'Élysée, quasiment comme s'il était un chef d'État indépendant. À titre d'exemple, ni le président de Bavière ni celui de la Catalogne n'ont jamais été officiellement reçus à l'Élysée.

Après cette visite largement relayée dans les médias kurdes, c'est le ministre français des Affaires étrangères qui s'est rendu au Kurdistan, le 23 avril, après une brève visite à Bagdad, où il a rencontré le Premier ministre irakien ainsi que son homologue Fuad Hussein.

À Erbil, Jean-Noël Barrot a tenu à rencontrer les principaux dirigeants kurdes : le président Nechirvan Barzani, le Premier ministre Masrour Barzani, le vice-premier ministre Qubad Talabani, ainsi que le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Bafel Talabani. Un moment fort de cette première visite de M. Barrot au Kurdistan a été sa rencontre avec le leader kurde historique Massoud Barzani, ancien président du Kurdistan et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Le ministre français lui a exprimé la solidarité constante de la France avec le peuple kurde. Les deux dirigeants ont discuté de la nécessité urgente de former un nouveau cabinet dans la région du Kurdistan, de l'état des rela-

tions entre Erbil et Bagdad et de la dynamique régionale au sens large. Ils ont tous deux souligné l'importance de l'unité kurde en Syrie et se sont félicités des efforts récents visant à une résolution pacifique en Turquie.

M. Barrot a salué la résilience du peuple kurde et a réitéré l'engagement de la France à soutenir les institutions démocratiques et les réformes en cours. Il a adressé une invitation officielle au président Masoud Barzani à se rendre à Paris pour une cérémonie destinée à honorer les sacrifices des forces peshmerga dans la lutte contre le terrorisme et à inaugurer une allée des Peshmergas dans un parc parisien.

Mettant en avant l'engagement régional de la France, M. Barrot a également souligné la « forte collaboration de son pays pour soutenir le général Mazloum et les entités politiques kurdes en Syrie », notant que de tels efforts visent à favoriser l'unité kurde et à « influencer positivement le processus de transition durable dans la région ».

Le 24 avril, au terme de sa visite à Erbil, le ministre Barrot a rencontré le général Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui s'est spécialement déplacé pour cet entretien. Selon un communiqué publié par les FDS, le ministre Barrot a salué le rôle clé des FDS dans la lutte contre ISIS et a souligné l'engagement de la France à fournir tout le soutien nécessaire. La réunion a également mis l'accent sur la nécessité d'une participation politique inclusive des Kurdes et de toutes les communautés syriennes afin de parvenir à une stabilité politique, sécuritaire et économique durable en Syrie et d'ouvrir la voie à la reconstruction nationale.

La visite du chef de la diplomatie française a coïncidé avec la tenue à Erbil du 4e Congrès mondial d'études kurdes, coorganisé par l'Institut kurde de Paris et l'Université du Kurdistan-Hewlêr, les 22 et 23 avril, avec la participation de plus de 140 intervenants de 27 pays, dont de nombreux chercheurs français. Le Kurdistan a ainsi vécu une semaine française, où la France était à l'honneur.

Dans le reste de l'actualité du mois, on notera que, malgré de nouvelles réunions, les deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, qui affirment s'être mis d'accord sur un programme de coalition gouvernementale, ne sont toujours pas parvenus à former un cabinet. Bagdad n'a toujours pas repris l'exportation du pétrole du Kurdistan, reprise pourtant annoncée comme "imminente" en mars dernier.

En pleine effervescence printanière, le Kurdistan a connu des moments d'émotion avec la commémoration du 37e anniversaire de la campagne génocidaire d'Anfal, lancée par le régime de Saddam Hussein, et qui s'est soldée par la mort de 182 000 civils kurdes et la destruction de 90 % des villages kurdes.

Il y a eu aussi des moments de liesse populaire après la victoire du club de football Duhok SC, qui a remporté en finale du championnat du Golfe une victoire 2-1 contre l'équipe koweïtienne Qadsia. C'est la première fois qu'une équipe kurde devient championne du tournoi de football des pays du Golfe. Cette victoire a eu le mérite d'unir et de combler de joie les Kurdes de tout âge dans la région et de leur faire oublier, pour un temps, les soucis du moment.

IRAN : POURPARLERS DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

L'Iran et les États-Unis ont engagé des pourparlers indirects sous médiation omanaise le 12 avril dans le sultanat d'Oman. Au menu des discussions : le programme nucléaire iranien et la levée des sanctions américaines contre l'Iran. Selon le *New York Times* du 13 avril, les deux parties ont fait preuve de pragmatisme et de sérieux pour trouver un terrain d'entente afin d'éviter une nouvelle guerre au Proche-Orient.

Cette première réunion aurait permis de débayer le terrain et de fixer les paramètres des futures négociations. Elle a été saluée comme "constructive" par les deux parties, et de ce fait, une nouvelle session a eu lieu le 19 avril à Rome. La Maison-Blanche évoque "un pas en avant vers un accord mutuellement satisfaisant". De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré à la télévision d'État iranienne que "ni l'Iran, ni les États-Unis ne souhaitent des négociations infructueuses et interminables". Le ministre iranien s'est rendu à Moscou pour informer les dirigeants russes des derniers développements.

De son côté, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est rendu en Iran le 16 avril pour une visite de travail. Dans une interview accordée au *Monde* du 16 avril, il a exprimé le souhait que l'AIEA soit associée au dialogue américano-iranien sur le dossier nucléaire iranien. Il affirme que l'Iran n'est pas loin de disposer de l'arme nucléaire et ajoute : "Sans nous, tout accord sur l'Iran n'est qu'une feuille de papier."

Malgré les premières annonces plutôt positives, les chances de succès d'une solution négociée

restent très incertaines. L'émissaire américaine Steve Witkoff demande le démantèlement du programme nucléaire, et notamment le retrait des centrifugeuses d'enrichissement d'uranium. Pour l'Iran, l'enrichissement de l'uranium n'est pas négociable (*Le Monde*, 16 avril), et les capacités militaires de l'Iran sont des "lignes rouges" inaccessibles dans les pourparlers (*AFP*, 15 avril).

Va-t-on alors vers un accord similaire à celui conclu en 2015 entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne ? Cet accord prévoyait une surveillance accrue du programme nucléaire iranien et le transfert vers un autre pays des stocks d'uranium enrichi, éloignant ainsi, au moins pour quelques années, la perspective de l'accession de l'Iran à l'arme atomique. L'administration Trump avait, en 2018, dénoncé cet accord et décidé du retrait des États-Unis, accompagné d'une série de sanctions sévères pour exercer une "pression maximale" sur l'Iran.

L'Iran n'a pas cédé à cette pression et a même accéléré son programme nucléaire. Principal allié des États-Unis au Proche-Orient, Israël ne cache pas sa préférence pour une intervention militaire contre un Iran plus affaibli que jamais, afin d'anéantir ses installations nucléaires. Selon le *New York Times*, Israël avait planifié une attaque contre les sites nucléaires iraniens, mais il en a été empêché par le président Trump, qui voulait donner sa chance à la diplomatie. Le soutien américain à une telle opération est crucial à la fois pour son succès et pour défendre Israël contre d'éventuelles représailles iraniennes.

Cependant, le président Trump

accorde un délai de deux mois aux pourparlers de paix. En cas d'échec, il menace de mener une action militaire contre l'Iran tout en affirmant qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants iraniens pour conclure un "deal" et éviter une confrontation militaire (*New York Times*, 25 avril).

Le 26 avril, un incendie a dévasté le port iranien de Chahid Rajai, faisant 46 morts et plus d'un millier de blessés. La déflagration, entendue à des dizaines de kilomètres à la ronde, s'est produite sur le quai de ce port stratégique par lequel transitent 85 % des marchandises en Iran. Selon les douanes, elle proviendrait "probablement" d'un incendie dans un dépôt de matières dangereuses et chimiques, à l'instar de celui survenu au port de Beyrouth (*AFP*, 28 avril).

Dans un pays où la théorie du complot est un sport national, on n'hésite pas à évoquer un sabotage par une puissance étrangère, en l'occurrence Israël. Le 30 avril, l'Iran a annoncé avoir exécuté "un espion de haut rang" lié à Israël. Officiellement, cette exécution n'a rien à voir avec l'incendie du port. Le supplicié était accusé d'avoir "acheté une moto pour surveiller" un colonel des Gardiens de la Révolution, Hassan Sayyed Khodai, tué le 22 mai 2022 à Téhéran.

Le timing de l'exécution fait tout de même réfléchir les Iraniens, qui avaient déjà attribué au Mossad la mort dans un accident d'hélicoptère de l'ancien président Raïssi, de retour d'un voyage en Azerbaïdjan.

L'Iran est champion toutes catégories dans le sinistre domaine des exécutions capitales. Dans un rapport publié le 8 avril, Amnesty International recense 1 518 exécutions dans le monde en

2024, dont 64 % en Iran avec 972 personnes mises à mort — soit 119 de plus que l'année précédente. Il surclasse ainsi sa rivale l'Arabie saoudite, qui, elle, a décapité 345 personnes (*Le Monde*, 8 avril).

Cette pratique funeste ne connaît pas de relâche en 2025, notamment au Kurdistan.

Le 20 avril 2025, Hamid Hoseinnezhad Heidaranolou, un prisonnier politique kurde de 40 ans, père de trois enfants, originaire de Chaldoran, a été exécuté en secret à la prison centrale d'Urmia. Arrêté en avril 2023 près de la frontière du Chaldoran, Heidaranolou a enduré près de deux ans de détention brutale marquée par l'isolement, la torture et le refus de toute représentation légale et de toute visite familiale. Bien que son passeport indique clairement qu'il se trouvait hors d'Iran le jour de l'affrontement armé présumé, il a été condamné à mort pour « rébellion armée contre l'État » (*baghi*) en raison de ses liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon l'organisation Hengaw pour les droits de l'homme, la condamnation a été prononcée sur la seule base des « connaissances » personnelles du président du tribunal, au cours d'un procès qui n'a duré que

quelques minutes et sans aucune preuve crédible.

Par ailleurs, la Cour suprême iranienne a rejeté une deuxième demande de révision du procès de Pakhshan Azizi, journaliste kurde et prisonnier politique actuellement détenu à la prison d'Evin. Condamnée à mort le 14 juin 2024 sur la base d'accusations de rébellion, Pakhshan Azizi risque désormais une exécution imminente. Son avocat, Maziar Tataei, a révélé que le tribunal avait rejeté la demande sans avoir examiné les documents du procès, estimant que les arguments de la défense étaient sans fondement. Le tribunal avait déjà rejeté une première demande de nouveau procès en février. Outre la condamnation à mort, les autorités ont infligé à M. Azizi une peine de six mois dans une affaire distincte pour avoir prétendument « fomenté des troubles en prison ». M. Azizi a été arrêté le 4 août 2023 à Téhéran et transféré à la prison d'Evin en décembre de la même année.

Dans le cadre de la répression continue des personnalités culturelles kurdes, les autorités iraniennes ont également emprisonné Serveh Pourmohammadi, 36 ans, professeur de langue kurde et membre de l'ONG Nojin. Elle a été placée en déten-

tion le 19 avril 2025 à Senna et transférée dans le quartier des femmes de la prison centrale de Senna pour commencer à purger une peine de cinq ans. Initialement condamnée à dix ans en novembre 2023 par la branche 1 du tribunal révolutionnaire de Senna pour avoir prétendument « formé un groupe pour perturber la sécurité nationale », la cour d'appel a ensuite réduit la peine, et le verdict final a été rendu en novembre 2024.

En outre, Shohreh Ghamar, une actrice kurde de 32 ans originaire de Bijar et résidant à Téhéran, a été condamnée à 56 mois de prison pour son activisme politique et social. Le 12 avril 2025, le tribunal révolutionnaire de Téhéran l'a condamnée à trois ans et six mois pour « soutien à Israël » et à 14 mois supplémentaires pour « diffusion de fausses informations en faveur du mouvement « Femmes, vie, liberté » et incitation de l'opinion publique ». Les autorités avaient déjà condamné Mme Ghamar à 15 mois pour avoir soutenu le même mouvement. Son avocat a fait appel de cette décision. Mme Ghamar avait été arrêtée par le ministère des renseignements le 5 août 2023 pour des messages « offensants » qu'elle aurait postés sur les réseaux sociaux.

ERBIL : 4ème CONGRÈS MONDIAL D'ÉTUDES KURDES

L'Institut kurde de Paris organise depuis 2006 des congrès mondiaux d'études kurdes en partenariat avec les universités du Kurdistan.

Le 4ème de ces congrès s'est tenu les 22 et 23 avril à Erbil à l'Université du Kurdistan-Hewlêr.

Plus de 140 chercheurs et universitaires venant de 27 pays ont pré-

senté des communications sur des sujets couvrant les divers domaines des études kurdes. Beaucoup d'étudiants de l'université ont suivi ces présentations, suivies de débats, avec grand intérêt, et ont fait la connaissance de chercheurs venus d'ailleurs tout au long de ces deux journées riches et intenses.

Les échanges, porteurs de futures coopérations, devraient avoir un

impact important sur les perspectives d'études kurdes. Les médias locaux ont consacré une large couverture à ces journées et interviewé de nombreux intervenants.

Les actes du congrès seront mis en ligne et publiés ultérieurement.

[Voir le programme du Congrès](#)

Voici, à titre d'information, le texte du discours de bienvenue

prononcé par Kendal Nezan, à l'ouverture de ce congrès.

Mot de bienvenue

Nous sommes très heureux de vous accueillir à ce 4e Congrès mondial d'études kurdes, coorganisé par l'Institut kurde de Paris, l'université du Kurdistan à Erbil et le Ministère de l'Enseignement supérieur du Kurdistan.

Les précédents congrès, organisés par l'Institut kurde, avaient eu lieu en septembre 2006 à l'Université Salahaddin d'Erbil, en mai 2011 à l'Université de Duhok, et en novembre 2019 en partenariat avec les Universités de Zakho et de Koya.

L'objectif principal de ces congrès et conférences est de faire le point sur l'état des recherches dans les divers domaines de la connaissance du monde kurde, de débattre des perspectives et — last but not least — de créer des liens entre les chercheurs du Kurdistan et ceux venant des quatre coins du monde, de favoriser les échanges et les synergies, et de contribuer ensemble à une meilleure connaissance du peuple et du société kurde.

D'un congrès à l'autre, nous constatons avec plaisir l'intérêt croissant pour les études kurdes. Ainsi, à Erbil, il y a presque 20 ans on avait pu réunir une vingtaine d'universitaires occidentaux dont les interventions devaient être traduites en kurde pour les étudiants et chercheurs kurdes d'ici.

Aujourd'hui, nous avons 140 participants de 27 pays qui présentent des communications sur une quinzaine de thèmes, classiques, comme la langue, la littérature, l'histoire, mais aussi sur des sujets plus récents comme les gender studies, genocide and memory studies, AI and Kurdish studies, peace building and reconciliation, global Kurdish

diaspora ou regional and international dynamics of Kurdistan — un très vaste panorama des divers domaines de la recherche sur le monde kurde, son passé, son présent et ses perspectives.

La richesse et la diversité de ce programme, le nombre et la qualité de ses intervenants reflètent les progrès considérables accomplis ces dernières années. Mais dans le domaine des études kurdes, on revient de loin. De vastes domaines allant de l'archéologie du Kurdistan à l'histoire préislamique des Kurdes, à l'étude de la littérature orale et du folklore kurde « hypertrophié », selon le mot du célèbre ethnologue russe Vilchevsky, les musiques populaires, savantes et religieuses kurdes, le patrimoine artistique kurde restent encore largement à explorer.

Privés d'État et d'institutions pendant près de deux siècles, les Kurdes n'ont guère eu la possibilité d'étudier, de connaître et de valoriser leur culture et leur patrimoine historique et artistique. Au cœur d'une région qui fut l'un des tous premiers foyers de la civilisation humaine, le Kurdistan est resté longtemps inaccessible aux chercheurs occidentaux. L'histoire de la région s'est longtemps écrite sans eux, voire contre eux, dans les récits des États se partageant le Kurdistan. Les Kurdes ont souvent été tenus pour "inexistants" et invisibilisés.

Au cours des dernières décennies, par leur combat pour la liberté, par leur rôle éminent dans les dynamiques régionales et internationales, ils émergent de ce "trou noir" de l'histoire. De victimes déplorées des injustices du XXe siècle, ils deviennent les acteurs de leur propre histoire. Le courage de leurs combattants, notamment des femmes, contre les djihadistes de Daech, a rendu le peuple kurde visible et apprécié dans l'opinion publique inter-

nationale. La jeune étudiante kurde Jîna Mahsa AMINI est devenue une icône mondiale du combat des femmes pour la liberté et l'égalité.

Le développement des études kurdes s'inscrit dans cette nouvelle dynamique. La kurdologie n'est plus une modeste niche réservée à quelques esprit curieux, mais une discipline en vogue. On publie désormais au Japon des mangas sur les Kurdes ; des étudiants chinois apprennent le kurde, on fait des recherches sur le cinéma kurde au Mexique, un personnage de Woody Allen suit un programme de Kurdish Studies à l'Université de Columbia.

Amis chercheurs ici rassemblés, rassurez-vous : vous êtes tout à fait à la mode ! Les Kurdes sont à la page, et ils pourraient bien le rester encore longtemps. Nous avons donc beaucoup à faire ensemble. Une meilleure connaissance du monde kurde apportera aussi un éclairage nouveau sur la compréhension de toute cette partie du monde.

Au nom de l'Institut kurde, je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue. Bienvenue à celles et ceux qui viennent des pays lointains, bienvenue aussi aux chercheurs venant de Bakur, de Rojhelat et de Rojava. Nous avons hâte de vous écouter et d'apprendre avec vous.

Pour finir, je voudrais exprimer mes plus chaleureux remerciements à l'Université du Kurdistan qui vous accueille ici. Ses équipes n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer le succès de cette conférence.

Nous sommes très heureux et émus d'être aujourd'hui dans cette belle université, qui a été fondée par l'un de nos anciens vice-présidents, Dr Abbas VALI, et construite grâce à deux membres distingués de notre Institut

la regrettée Ferda Cemil Pasha et Dana QASHANI, sans doute présent dans la salle.

Un grand merci aussi à notre partenaire, le Ministère de l'Enseignement supérieur du Kurdistan, qui a notamment pris en charge une partie des frais de cette conférence.

Les ministères français des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur, par l'intermédiaire de l'Institut kurde qu'ils cofinancent, ainsi que l'ambassade de France à Bagdad, ont également soutenu cette confé-

rence. Nous tenons à les remercier chaleureusement de leur soutien.

Merci à vous toutes et tous de votre participation, et très bonne conférence !

PARUTION : HISTOIRE DES KURDES, DES ORIGINES À NOS JOURS



L'occasion du 40e anniversaire de sa fondation, l'Institut kurde a mis en chantier la publication d'un ouvrage de référence sur l'Histoire des Kurdes, afin de faire le point sur l'état de nos connaissances et des recherches en cours sur cette question chère au cœur des Kurdes et de leurs amis.

Le professeur Hamit Bozarslan,

directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, a bien voulu se charger de la direction de cet ouvrage collectif, préfacé par Kendal Nezan. Outre Hamit Bozarslan, qui a rédigé une longue et savante introduction, Josef Wiesehöfer, *professeur à l'université de Kiel, Allemagne*, Boris James, *maître de conférences à l'université Paul-Valéry de Montpellier*, Metin Atmaca, *professeur à l'université des sciences sociales d'Ankara*, et

Cengiz Gunes, *senior lecturer à Open University, UK*, ont contribué à cet ouvrage de 613 pages, publié aux éditions du Cerf.

Le Monde du 28 avril a consacré une page à la publication de cet ouvrage avec un entretien avec Hamit Bozarslan, [lire article \(P.104-105\)](#).

Le livre est disponible à l'Institut et dans [notre boutique en ligne](#).

Hind Kabawat, ministre du travail et seule femme du gouvernement de transition en Syrie : « Al-Charaa a une vision, et il sait qu'il ne peut pas gouverner seul »

La chrétienne, opposante au régime d'Al-Assad, n'était pas revenue en Syrie pendant les quatorze années de guerre civile. Lorsque le poste de ministre lui a été proposé, elle n'a pas hésité une seconde

Sur la photo de famille du nouveau gouvernement de transition syrien, Hind Kabawat accroche les regards dans son tailleur blanc. Nommée aux affaires sociales et au travail, samedi 29 mars, cette chrétienne laïque de 51 ans est la seule femme parmi 22 hommes. Ce constat contrarie la militante des droits des femmes, déterminée à mener le combat pour une meilleure représentativité des Syriennes au sein des nouvelles autorités.

« J'ai tenté de convaincre qu'il fallait plus de femmes ministres, mais c'était compliqué, avec l'impératif d'assurer la diversité ethnique et religieuse au sein du gouvernement. Il n'y a néanmoins aucune excuse à ce qu'il n'y ait qu'une seule femme ministre. On m'a promis que davantage de femmes seraient nommées à de hautes fonctions », assure Hind Kabawat, installée à l'ombre des glycines, dans le patio de sa maison traditionnelle de la vieille ville de Damas.

Lors de la présentation du gouvernement, au Palais du peuple, samedi, devant le président de transition, Ahmed Al-Charaa, cette



Hind Kabawat nouvelle ministre des affaires sociales et du travail, chez elle à Damas, le 31 mars 2025.
LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

spécialiste du dialogue interreligieux et de la résolution des conflits, au caractère bien trempé, s'est efforcée de faire taire les mauvaises langues qui lui reprochent de jouer la « caution diversité » au sein du gouvernement. « Mon ministère est l'un des plus importants dans la période post-conflit, au vu du nombre d'orphelins, de déplacés et de personnes vulnérables que compte le pays », souligne la Syro-Canadienne, mère de deux enfants.

« On veut une démocratie inclusive »

Opposante au président Bachar Al-Assad, elle n'était pas revenue en Syrie pendant les quatorze années de guerre civile. Lorsque le poste de ministre lui a été proposé, quatre jours avant l'officialisation du cabinet, elle n'a pas hésité une seconde. « J'y ai retrouvé des gens pour lesquels j'éprouve un profond respect, choisis pour leurs mérites. Il y a aussi de nombreux jeunes qui nous apportent l'énergie, et à qui

nous apportons la sagesse. Nous pouvons faire beaucoup en coopérant », pense Hind Kabawat.

A ceux qui disent leur crainte de voir le président Ahmed Al-Charaa, un ancien djihadiste qui a rompu avec Al-Qaida en 2017, imposer une idéologie islamiste à la Syrie ou régner sans partage, Hind Kabawat appelle à donner de la voix. « On veut une démocratie inclusive en Syrie. Plus ceux qui mettent en doute et questionnent les choix des dirigeants, les

miens compris, seront nombreux, plus la chance de construire une société convenable sera grande. C'est là que le travail de la société civile est important », expose-t-elle.

Effarée par les massacres commis contre les alaouites et par la mort de membres de la sûreté générale dans les attaques menées par des partisans de l'ancien régime, début mars, Hind Kabawat se dit rassurée par les décisions prises par Ahmed Al-Charaa. « *Il a présenté ses condoléances aux familles des victimes, dont notre collègue, la militante Hanadi Zahlout. Il a établi un comité d'enquête et punira tous les responsables. Cela, nous ne l'avions jamais observé du temps de l'ancien régime, qui tuait sa population avec des armes chimiques. La leçon à en tirer est qu'il faut mettre en place, sans attendre, un processus de justice transitionnelle* », dit-elle.

Hind Kabawat n'avait jamais rencontré Ahmed Al-Charaa avant de se voir proposer, en février, d'être l'un des sept membres du comité préparatoire pour la conférence de dialogue national. « *Il a une vision pour la Syrie, et il sait qu'il ne peut pas gouverner seul. Il aime le travail en équipe. Il est très ouvert aux nouvelles idées, mais n'oubliez pas qu'il doit faire le consensus entre différentes tendances au sein de la société syrienne* », dit-elle de lui.

Aux côtés d'Ahmed Al-Charaa dès 2017

Par le biais du centre Tastakel pour les femmes syriennes, qu'elle a cofondé pour promouvoir la paix et la réconciliation durant la guerre, elle a été en contact avec le gouvernement de salut qu'Ahmed Al-Charaa avait mis en place, à Idlib, dès 2017. Elle a formé dans cette province, comme dans le reste du pays, des milliers de femmes et d'enfants syriens au travers de programmes d'éducation et de soutien psychologique, ainsi que d'ateliers sur la résolution des conflits, la gouvernance, le droit humanitaire et la citoyenneté.

« *Certains de mes étudiants sont devenus employés gouvernementaux, journalistes... Certains sont aujourd'hui mes collègues !* », se félicite Hind Kabawat. Dans les discours d'Ahmed Al-Charaa, elle retrouve des concepts qu'elle leur enseignait, comme celui de « *dirigeant serviteur* ». Intégrer le comité préparatoire pour la conférence de dialogue national lui a paru une évidence. « *J'ai fait cela toute ma vie au sein des organisations internationales pour d'autres pays. Il allait de soi que j'accepte de le faire dans mon pays !* », s'exclame-t-elle.

Multidiplômée, en économie, en droit et en résolution de conflits, Hind Kabawat a aussi obtenu une maîtrise en droit et diplomatie à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université Tufts, aux Etats-Unis. Elle a été directrice de la consolidation de la paix interconfessionnelle au centre pour les

religions du monde, la diplomatie et la résolution des conflits de l'université George Mason, aux Etats-Unis. Consultante auprès de la Banque mondiale, elle a également participé aux pourparlers de paix sur la Syrie de Genève, en 2017.

Au sein du comité préparatoire pour la conférence de dialogue national, dominé par cinq proches d'Ahmed Al-Charaa, Hind Kabawat a retrouvé une autre militante de la société civile, Houda Al-Atassi. « *Certains ont dit que nous avions été placées là pour jouer les cautions féminines. C'était méconnaître les femmes syriennes, qui sont très fortes et ne se laissent pas faire* », rit-elle. Elle aurait aimé que le dialogue national se poursuive pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, au lieu des deux petites journées qui lui ont été consacrées en février.

Un quota d'un tiers de femmes

« *On a fait tout ce qui nous était possible pour faire valoir nos idées. On a amené nos propres médiateurs et nos procédures, ainsi que de la diversité, avec des membres de la société civile, des différentes religions, de la jeunesse* », dit-elle. Les deux militantes ont obtenu l'adoption d'un quota d'un tiers de femmes dans la sélection des 1 200 participants au dialogue national. Leurs confrères se sont montrés à l'écoute. « *J'ai une longue expérience au sein de l'opposition syrienne, et je peux vous dire qu'ils sont bien*

plus flexibles et à l'écoute que l'ex-opposition au régime Al-Assad. Beaucoup de jeunes gens parmi eux savent qu'il est indispensable de coopérer avec nous, pour le bien de la Syrie », dit-elle.

Le gouvernement désormais formé, Hind Kabawat estime qu'il n'y a plus de temps à perdre. Elle entend mettre à profit son expérience et son réseau, ainsi que l'expertise des Syriens de l'intérieur et de l'extérieur du pays, pour élaborer un plan d'action. « *Il y a des choses que l'on peut faire tout de suite, même si les caisses de l'Etat sont vides, comme promouvoir la justice sociale, trouver des emplois pour les femmes... En parallèle, nous allons pousser pour convaincre la communauté internationale de lever les sanctions. Si cette dernière veut aider les femmes et les enfants de ce pays, qui paient le prix des sanctions, elle doit les lever* », plaide la ministre des affaires sociales et du travail.

Le soutien de la communauté internationale sera indispensable pour relever un pays en ruine, mais il est important, à ses yeux, que les Syriens aient leur destin en main. « *En cinquante-quatre ans de dictature, les Al-Assad ont cultivé l'individualisme, dressant les gens les uns contre les autres. Il est temps de reconstruire notre communauté et de travailler dans une culture de coordination, comme une équipe*, appelle Hind Kabawat. *Nous n'avons pas droit à l'échec.* »

« Les manifestations en Turquie expriment l'exaspération de la génération Z »

La mobilisation contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et principal rival politique du président Erdogan, ne faiblit pas à travers toute la Turquie. L'universitaire turque Müge Yılmaz souligne, dans une tribune au « Monde », le rôle déterminant des étudiants dans ce mouvement profond.

Le 19 mars, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, accusé de corruption, a été arrêté peu après avoir annoncé sa candidature à l'élection présidentielle turque de 2028. Beaucoup ont perçu cette décision comme une tentative politique du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, de neutraliser une figure majeure de l'opposition. Cette arrestation a déclenché des manifestations à travers tout le pays, sous l'impulsion d'une partie de la population souvent taxée de dépolitisation : la génération Z [les personnes âgées de 15 à 25 ans, grosso modo].

La jeunesse est descendue dans la rue en nombre, défiant à la fois le gouvernement et une opposition jugée trop passive. Pour une génération qui a grandi avec le numérique mais accablée par les difficultés économiques, les manifestations dépassent le seul geste politique : elles expriment l'exaspération d'une génération qui « n'a plus rien à perdre ».

L'annulation du diplôme universitaire d'Imamoglu, après son arrestation, a déclenché des manifestations à l'université d'Istanbul, où il a étudié, avant de se propager à l'échelle nationale. Des étudiants des principales universités de Turquie, dont la Middle East Technical University (METU), Hacettepe et Bilkent, ont rejoint le mouvement et transformé une réaction locale en un mouvement national. Les mé-



Manifestation à Istanbul, le 29 mars 2025, pour protester contre l'arrestation du maire de la ville, Ekrem Imamoglu, principal opposant au président turc, Recep Tayyip Erdogan. ED JONES / AFP

dias sociaux, en particulier X, ont joué un rôle-clé dans la mobilisation. Les diffusions en direct, depuis le compte X d'Imamoglu, des manifestations devant le bâtiment de la municipalité métropolitaine d'Istanbul, dans le quartier de Sarayhan, ont été suivies par plus de trois millions de personnes.

De la rhétorique à la rue

Le parti au pouvoir a affirmé que les arrestations n'étaient pas liées à la candidature de Recep Tayyip Erdogan, tandis qu'Özgür Özel, président du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), auquel appartient Imamoglu, les a condamnées comme une « tentative de coup d'Etat ». Malgré les interdictions gou-

vernementales, des manifestations ont éclaté dans les grandes villes, avec les étudiants en tête. Plus de deux millions de personnes se sont rassemblées à Sarayhan en une semaine, en ignorant les couvre-feux.

Contrairement aux stéréotypes, la génération Z en Turquie fait montre de fermes convictions. Une étude de 2022 a révélé que 90 % étaient insatisfaits du fonctionnement démocratique, 84 % demandaient l'égalité des genres et la protection de la liberté d'expression, 86 % soutenaient les droits des femmes et 71 % défendaient l'égalité pour les personnes LGBTQ+. Les slogans, sur les pancartes ou sur le Web, reflètent leur humour et leur

résolution : « J'ai séché l'école pour que mon diplôme ne soit pas révoqué demain », « Ne sois pas fâché, mon sultan, sois juste responsable », « Ils ont aboli l'évolution, nous sommes venus pour la révolution », « Mon mascara et ma volonté sont étanches » ou « Faites à nouveau briller la Turquie ».

Contrairement aux manifestations du parc Gezi, en 2013, où les étudiants n'étaient pas en première ligne, le mouvement de 2025 se caractérise par cette réaction initiale des étudiants, y compris ceux de droite. Beaucoup de ces jeunes considèrent suivre la voie du père fondateur du pays, Atatürk, et désirent que la Turquie en revienne à sa vision

de la modernisation et des valeurs démocratiques. La génération Z ne se contente pas de résister à l'autoritarisme, elle remet en cause des structures politiques selon elle obsolètes. Le mouvement ne souhaite pas un simple changement de gouvernement, il exige une transformation des processus politiques. Lorsque le président du CHP, Özgür Özel, a semblé tergiverser, les étudiants ont scandé : « *Tais-toi, Özgür, viens te faire gazer avec nous.* » Leur détermination a orienté la rhétorique de l'opposition vers une résistance active dans les rues.

Reconquérir l'avenir

Les difficultés économiques ont intensifié le mécontentement de la génération Z. Avec un taux de chômage en hausse, les diplômés travaillent comme livreurs ou caissiers faute de décrocher des emplois qualifiés et estiment que le népotisme du gouvernement pèse lourdement dans les embauches. Ils ne peuvent se permettre des aspirations basiques – comme prendre des vacances – et beaucoup guettent les occasions à l'étranger. A mesure que leur frustration grandissait, la répression politique

croissante est devenue le point de rupture.

Il est certes impossible de prévoir si ce mouvement aboutira à une victoire électorale ou à un changement politique à long terme. Cependant, il est acquis que la génération des réseaux sociaux a prouvé qu'elle n'était pas simplement **constituée de consommateurs passifs du numérique**, mais une force active capable de façonner l'histoire. Sa lutte ne concerne pas seulement Imamoglu ou les élections de 2028. Elle se bat pour reconquérir un avenir qui lui a été

volé depuis longtemps. Chaque jour, ses voix résonnent de plus en plus fort, sur un registre singulier, mêlant individualisme, activisme et fort sens de la justice. Après la résistance de la jeunesse iranienne, cela pourrait marquer l'aube d'une nouvelle ère contestataire sur la scène mondiale.

Müge Yilmaz est docteure en communication de l'université Hacettepe (Ankara). Ses recherches portent notamment sur les diverses formes que prend aujourd'hui la notion de post-vérité.

l'Opinion

Yaroslav Trofimov
02 avril 20225

Pourquoi l'Europe ferme les yeux sur la campagne de répression en Turquie

Par le passé, la répression de l'opposition démocratique en Turquie aurait suscité de vives réactions de la part de l'Europe. Mais aujourd'hui, la rupture des relations transatlantiques, la plus grave depuis des décennies, et la menace croissante de la Russie l'emportent sur ces préoccupations.

Dotée de la deuxième plus grande armée de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) et d'une solide industrie de défense, la Turquie représente un pilier de la sécurité européenne à l'heure où l'administration Trump cherche à se rapprocher du Kremlin et traite ses alliés européens avec une hostilité manifeste.

Après la réunion catastrophique entre Donald Trump et le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche, les leaders européens ont commencé à élaborer un plan de coopération, sans les Etats-Unis, pour maintenir leur sécurité, et les dirigeants turcs y ont pris une place de choix. La nouvelle feuille de route de l'Union eu-

ropéenne en matière de défense, qui présente les grandes lignes de l'importante campagne de réarmement de l'Europe, désigne la Turquie, aux côtés du Royaume-Uni, de la Norvège et du Canada, comme partenaire majeur de la sécurité européenne.

Alors que s'opère ce rapprochement, la Turquie a emprisonné ce mois-ci le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président Recep Tayyip Erdogan pour la prochaine élection présidentielle, à la mi-mars. Pour l'opposition, les accusations sont d'ordre politique. De vastes manifestations secouent tout le pays, de même que de nombreuses arrestations de figures de l'opposition, de journalistes et de mi-

litants des droits de l'homme.

Si certains pays européens, dont la France, ont exprimé leur « profonde inquiétude » face au placement en détention de M. Imamoglu, les critiques sont relativement discrètes et n'ont pas pour autant établi de lien entre la politique intérieure de la Turquie et l'élargissement de la coopération en matière de sécurité. Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a également informé son homologue turc de son « inquiétude ». « Nous n'apprécions pas une telle instabilité dans la gouvernance d'un pays si proche allié », a-t-il averti. L'Europe ne peut tout simplement pas se permettre de se focaliser sur la situation intérieure de la Turquie, étant

confrontée à une menace réelle de la Russie et à l'hostilité de plus en plus palpable de Washington, affirme Nico Lange, ancien haut responsable allemand de la défense et membre de la Conférence de Munich sur la sécurité.

« Les Européens partent du principe qu'ils sont les gardiens de la morale et font ce qui est juste avec le bon partenaire, en se basant sur la démocratie et les règles », explique M. Lange. « A présent, cependant, la sécurité doit être abordée sous un angle géopolitique plus adulte, qui tienne compte des différents intérêts en jeu. Il est tout à notre avantage de coopérer avec la Turquie dans le domaine de la sécurité. » Selon Igor Janke, directeur du

groupe de réflexion Freedom Institute à Varsovie, les Etats européens comme la Pologne doivent désormais se concentrer sur leur propre sécurité dans l'immédiat, puisqu'ils ne peuvent plus considérer la protection des Etats-Unis comme acquise. « Dans la situation actuelle, avec la nouvelle administration américaine et la menace russe, les problèmes de démocratie des autres pays n'ont plus autant d'importance », constate M. Janke.

« Du point de vue des Polonais, il est important pour nous d'acheter du bon [matériel militaire] et de garantir la sécurité de notre pays, précise-t-il. S'il y a une menace de guerre et que notre allié fidèle ne l'est plus autant qu'on le pensait, nous devons bien entendu chercher de nouveaux partenaires. »

Le modèle de coopération remonte à l'accord de 2015 entre l'UE et la Turquie, lorsque Bruxelles a accordé une aide de plusieurs milliards de dollars à Ankara en échange de mesures de lutte contre l'afflux de réfugiés de Syrie et d'autres pays, indique Gönül Tol, directrice du programme Turquie au Middle East Institute de Washington. « L'UE ferme les yeux sur tout ce que fait Erdogan, pour des raisons géopolitiques, poursuit-elle. Elle continuera à entretenir des relations de défense étroites avec lui. »

M. İmamoglu lui-même, dans une tribune libre du New York Times rédigée en prison, dénonce la complaisance de l'Occident face au recul de la démocratie en Turquie. Les récents événements « ont renforcé l'importance stratégique de la Turquie, en raison notamment de son rôle essentiel dans la sécurité européenne », écrit-il. « Cependant, la géopolitique ne doit pas occulter l'érosion des valeurs, en particulier les viola-

tions des droits de l'homme. Sinon, cela revient à légitimer ceux qui sont en train de démonter pièce par pièce l'ordre mondial fondé sur des règles. »

Lia Quartapelle, membre du Parlement italien, estime que les Européens doivent être lucides quant à la nature autoritaire du régime de M. Erdogan. « Si la coopération avec Ankara en matière de sécurité est souhaitable, la Turquie ne doit pas être mise sur le même plan que des démocraties comme le Royaume-Uni, la Norvège et le Canada. »

« Ignorer ce qui se passe sur le territoire turc révèle une vision à très court terme », poursuit-elle. « Quand la survie politique d'un dirigeant l'emporte sur l'intérêt national, nous ne pouvons pas bâtir une alliance fiable avec ce pays. Malheureusement, nous en tirons déjà les leçons à nos dépens avec les Etats-Unis. »

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, la Turquie tente de trouver un équilibre entre ses alliés occidentaux et la Russie. Elle a refusé de s'associer aux sanctions contre Moscou, devenant ainsi un relais commercial et technologique essentiel pour la Russie. Parallèlement, elle a également soutenu l'Ukraine, notamment en lui vendant des armes, et a interdit aux navires de guerre russes d'entrer en mer Noire.

Désormais, alors que M. Trump cherche à conclure avec le Kremlin un accord géopolitique qui ne se contente pas de mettre fin à la guerre en Ukraine, Ankara se retrouve déstabilisée face à de nouveaux problèmes de sécurité. Depuis des siècles, la Russie est la bête noire de la Turquie, et les responsables turcs craignent que tout accord entre Washington et Moscou ne se fasse inévi-

tablement à ses dépens.

« On n'entend pas les dirigeants politiques turcs débattre de la menace que représente la Russie mais, à huis clos, à Ankara, c'est un sujet d'une importance capitale », affirme Sinan Ülgen, directeur du groupe de réflexion Edam à Istanbul. « La réflexion part du principe qu'il serait très préjudiciable aux intérêts stratégiques de la Turquie si la Russie parvenait à rétablir ses zones d'influence, et en particulier à les étendre en mer Noire. »

La Turquie s'inquiète par ailleurs des propositions des responsables américains visant à élargir la coopération entre la Russie et les Etats-Unis au Moyen-Orient, une région où Ankara vient de remporter une victoire stratégique contre le régime de Bachar al-Assad en Syrie, que soutenait la Russie.

« Un accord entre grandes puissances qui leur permettrait d'obtenir leur propre sphère d'influence n'est pas vraiment de bon augure pour la Turquie et engendrerait forcément, à long terme, une situation conflictuelle avec la Russie, que ce soit en mer Noire, dans le Caucase ou en cas de retour de la Russie au Moyen-Orient », prévient Aslı Aydıntaşbas, spécialiste de la Turquie à la Brookings Institution. « Une victoire de la Russie mettrait la Turquie en grand danger, tout comme ce fut le cas pour l'Empire ottoman. Tout le monde en a conscience. »

La Turquie moderne a certainement beaucoup à apporter aux capacités de défense de l'Europe. Le géant de l'armement Baykar, qui est en train d'acquiescer le constructeur aéronautique italien Piaggio Aerospace, s'est imposé ces dix dernières années comme leader mondial des drones militaires. Le pays exporte également des véhicules de

combat, des munitions, des armes et des navires de guerre vers ses voisins européens. Ces systèmes d'armement sont souvent bien moins chers que leurs équivalents américains ou européens.

Le développement de sa propre industrie de défense s'explique en grande partie par les relations tendues entre la Turquie et ses alliés. Les Etats-Unis ont ordonné un embargo sur les armes de trois ans après l'invasion turque de Chypre en 1974. Plus récemment, l'Allemagne a elle-même interdit la vente d'armes à la suite des opérations terrestres menées par la Turquie dans le nord de la Syrie en 2016. Et en 2019, Washington a exclu le pays du programme F-35 en raison de l'achat par Ankara du système de défense aérienne russe S-400.

« En Europe, quelques pays seulement se sont longuement interrogés sur la manière d'accroître leur indépendance vis-à-vis des Etats-Unis : la France, la Turquie et la Suède. Une réflexion utile dans le contexte actuel », commente Camille Grand, chercheur au Conseil européen des relations étrangères et, jusqu'en 2022, secrétaire général adjoint à l'Otan pour les investissements de défense.

Pourtant, l'Europe ne peut pas renforcer davantage ses relations avec la Turquie en matière de sécurité en fermant les yeux sur les tensions intérieures, ajoute-t-il. « Cette situation peut-elle durer indéfiniment ? C'est compliqué », estime M. Grand. « Tout dépend de l'ampleur de la contestation en Turquie et de la répression. »

Les responsables turcs craignent que tout accord entre Washington et Moscou ne se fasse inévitablement à ses dépens



02 Avril 2025

Les grandes ambitions de la Turquie dans le domaine de la Défense

Alors que l'Europe tente de bâtir une nouvelle architecture de sécurité avec le probable recul du parapluie militaire américain, la Turquie se pose en alliée incontournable du bloc européen. Membre de l'Otan, elle est parvenue ces dernières années à faire émerger une armée et une industrie de défense de premier plan. Une influence qui rayonne hors de ses frontières.

Deuxième force de l'Otan, l'armée turque se classe au neuvième rang des armées les plus puissantes au monde, avec des effectifs de plusieurs centaines de milliers d'hommes réservistes compris. Des troupes aguerries, bien équipées et capables d'être projetées sur des théâtres extérieurs, souligne l'ancien colonel de troupes de marine Peer de Jong.

« Elle a été engagée à différentes reprises dans les affaires syriennes et la seconde zone de combat où ils se sont battus, c'était en Libye. Ils ont fait le choix de la partie ouest, donc ils ont fait le choix de Tripoli contre Tobrouk et Tobrouk, c'était le maréchal Khalifa Haftar, et Haftar, c'est la Russie. C'est une armée pléthorique, mais qui est opérationnelle. C'est une armée archi-conventionnelle, mais qui a une partie qui est quand même très efficace, modèle forces spéciales, ils travaillent sans arrêt comme cela », explique-t-il.

Une puissante industrie de défense

L'armée turque s'appuie sur une puissante industrie de défense nationale. D'ailleurs, certaines de ces entreprises sont devenues célèbres, Baykar pour les drones, Autokar pour les véhicules de combat. Ankara a ainsi exporté ces dernières années plus de 4 000 véhicules blindés vers près de 50 pays. Mais pour vendre ces matériels, la grande force de la Turquie, c'est de proposer des offres « tout inclus », comprenant la formation et l'entraînement, mais sans pour autant mobiliser son armée. Pour le service après-vente, la Turquie fait appel à une société militaire privée, la SADAT, qui est devenue incontournable.

Un savant mélange de soft power et de soutien militaire

Pour gagner des parts de marché et étendre son influence, le président Recep Tayyip Erdogan excelle dans la mise en place

de partenariats militaires, industriels et diplomatiques. La compagnie aérienne nationale Turkish Airlines entre aussi en jeu. Par exemple, elle a ouvert plus de soixante destinations vers l'Afrique en peu de temps, preuve de grandes ambitions, rappelle Peer de Jong.

« Ils sont sur une vague ascendante. Ils sont très performants dans les ventes d'armes et tout ce qui est blindé. Par exemple la Mauritanie, ils sont équipés avec des engins blindés de transport de troupes qui s'appellent Scorpion qui sont très bons, donc ils ont pas mal de choses à proposer et ils en vendent beaucoup. Ils sont tentés après de faire la formation sur les armes. C'est ce qu'ils ont fait en Libye où ils ont commencé à mentorer des unités. Et puis surtout, la Turquie travaille énormément avec les pays musulmans. La SADAT, c'est vraiment un truc musulman. Et Erdogan, c'est un prolifique comme on dit. L'objectif des Turcs, c'est

de récupérer une espèce de zone d'influence qui part de la Turquie, qui passe par le Moyen-Orient et qui revient sur l'Afrique », dit-il.

Une influence turque visible en Afrique et peut-être aussi en Europe

Aujourd'hui, la Turquie souhaite aussi exercer son influence en Europe. Alors que Paris et Londres envisagent le déploiement de troupes européennes sur le sol ukrainien pour garantir un éventuel accord de paix, le régime turc a fait savoir qu'il était disposé à rejoindre l'initiative.

Ankara est aussi disposé à demeurer un solide partenaire au sein de l'Otan, en contrepartie, peut-être, d'une inclusion de l'industrie turque de défense dans le programme de réarmement européen. Car en matière de défense, la Turquie n'est plus un poids plume, et elle le fait savoir.



Lucas Lazo
02 Avril 2025

Syrie: les Kurdes se retirent d'Alep au profit du nouveau pouvoir

Nouvel accord « historique » en Syrie : c'est ainsi que les autorités d'Alep, la grande ville du nord, ont présenté hier la signature d'une feuille de route entre les milices kurdes qui contrôlent les quartiers kurdes de la ville, et le gouvernement de Damas : ce dernier va reprendre le contrôle et la souveraineté sur ces enclaves kurdes, moyennant la reconnaissance de leur spécificité culturelle.

Bouleversement majeur à l'échelle de la guerre civile syrienne : les groupes armés kurdes vont quitter le quartier kurde de Cheikh Maqsood, 30 000 habitants, au nord d'Alep.

C'est en 2012, à la faveur des affrontements entre le régime et les rebelles que ces milices, émanations syriennes du Parti des travailleurs du

Kurdistan - le PKK, avait pris le contrôle de ces enclaves pour y protéger la minorité kurde.

Depuis, le quartier a résisté à de nombreuses attaques ainsi que de longues périodes de siège et début décembre, il accueillait encore des milliers de réfugiés kurdes fuyant les violences communautaires en marge

de la chute du régime syrien.

Les combattants **kurdes** vont donc évacuer la zone vers la région autonome kurde du Nord-Est et à Alep, ils seront remplacés par les hommes du nouveau ministère syrien de l'Intérieur.

Ce transfert de souveraineté est encadré par un accord en 14 points qui reconnaît la

spécificité kurde du quartier et garantit le maintien des programmes scolaires en langue kurde. Les instances représentatives de l'enclave kurde vont être intégrées aux institutions locales de la ville d'Alep, dans une tentative de compromis qui pourrait inspirer la poursuite des négociations entre Damas et les autorités kurdes du Nord-Est syrien.



April 04, 2025

Kurdish leaders urge compensation for Faili genocide survivors

ERBIL, Kurdistan Region - On the 45th anniversary of the genocide committed against Faili Kurds, Kurdish leaders called on the Iraqi federal government to compensate victims and their families who were stripped of their citizenship, deported, and executed under the former Baath regime.

"Today marks the 45th anniversary of the horrific genocide

of the Feyli Kurds, who were subjected to killings, arrests, deportations, enforced disappearances, and the loss of their citizenship and property during a ruthless campaign orchestrated by the Iraqi regime of the time, solely because of their Kurdish identity and support for the Kurdistan Revolution," read a statement from the Kurdistan Region Presidency on Friday.

Faili Kurds have historically settled across the Zagros Mountain range and speak a distinct dialect of Kurdish, a sub-dialect of Luri. Unlike other Kurds who are mostly Sunni Muslims, Failis are Shiites, and they have been exposed to persecution, especially when the Baath party was in power in Iraq.

In the 1980s, Faili Kurds were stripped of their citizenship,

their properties were confiscated, and many were deported to Iran. Over 22,000 Faili youth were executed.

The presidency's statement called on the federal government "to compensate the Faili Kurds in all aspects, restore their citizenship, property, and assets, and resolve their issues."

In 2006, the Baathist-era de-

cree was repealed and Faili citizenship was restored. The Iraqi Supreme Court in 2010 ruled that the crimes committed against Faili Kurds constituted genocide.

In early January, the Iraqi government designated April 2 as a day to commemorate the Faili Kurds killed by the former regime.

“We honor the memory of the victims of the Feyli Kurds genocide, who were killed in a horrific wave because of their Kurdish identity,” Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said in a post on X, adding that “After 45 years, it is time the federal government compensates the families.”

Deputy Prime Minister Qubad Talabani also issued a statement, using the opportunity to call for unity.

“The Kurdish people not only remember the genocide and deportation of Faili Kurds by the former Baath regime, but also use the memory of this heinous crime to strengthen the shared destiny and unity among the diverse communi-



Feyli Monument at Beirut Yard in the Iraqi capital of Baghdad. Photo: Culture Ministry Facebook

ties within Kurdistan. Furthermore, on this anniversary, we remind the Kurdish representatives in Baghdad to make every effort to secure compensation and the restoration of the rights seized from the Faili Kurds,” he said.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masour Barzani paid tribute to the thousands of Failis who were killed.

“On the 45th anniversary of the genocide against the Faili Kurds, we salute the pure bodies of the Faili martyrs and all martyrs on the path to Kurdistan’s freedom. Our Faili sisters and brothers played a significant role in the Kurdistan liberation movement and our people’s national cause. The genocide against the Faili Kurds was part of the former Iraqi regime’s systematic plan aimed at annihilating the

people of Kurdistan,” he said.

Today, an estimated 1.5 million Faili Kurds live in Iraq, according to the Minority Rights Group.

There are no confirmed numbers on how many have had their property returned to them or have obtained renewed citizenship documents.

Le Monde

Christophe Ayad
03 avril 2025

Quand les « Beatles » de l’Etat islamique faisaient la loi dans les geôles de Syrie

EnquêteL’ombre de quatre bourreaux à l’accent britannique a souvent plané lors du procès des geôliers et tortionnaires de l’organisation Etat islamique, qui s’est tenu cet hiver à Paris. L’un d’eux a été tué lors d’une frappe américaine en Syrie, en 2015. Les trois autres sont emprisonnés aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Comme les Beatles, ils étaient

trois au début. Comme eux, ils venaient du Royaume-Uni, mais de la banlieue ouest de Londres plutôt que de Liverpool. Comme eux, enfin, celui qui incarnait John Lennon est décédé de mort violente bien avant les trois autres, toujours en vie en détention. Ceux que les otages de l’organisation Etat islamique (EI) avaient surnommés « les Beatles », à cause de leur accent britannique, ont compté parmi

les pires geôliers du groupe djihadiste au temps où il se livrait, au milieu des années 2010 en Syrie, à un sordide commerce d’otages occidentaux, avant d’exécuter plusieurs d’entre eux.

Il a beaucoup été question des « Beatles » de Daech (acronyme arabe de l’EI) lors du procès des geôliers et tortionnaires du groupe djihadiste qui s’est tenu, du 17 février

au 21 mars, devant la cour d’assises spéciale de Paris. Mais aucun des trois membres restants de ce sinistre groupe n’a témoigné devant la cour, même à distance. Au dire de la plupart des otages, ils avaient remporté la palme de la cruauté dans l’enfer carcéral mis sur pied par l’EI pour ses détenus arabes et occidentaux, qu’ils soient journalistes, travailleurs humanitaires ou simples citoyens syriens consi-

dérés, à tort ou à raison, comme des ennemis de la cause djihadiste.

Ils avaient ainsi pris l'habitude de donner des noms de chien ou des numéros à leurs otages ; ce sont eux qui ont imposé la tenue orange des condamnés à mort, reprenant les codes vestimentaires de Guantanamo, le centre de détention américain installé sur une base des Etats-Unis à Cuba. Leur spécialité ? La *bat-tle royale*, des combats entre otages dont le perdant se voyait gratifié d'une séance de *waterboarding*, la tête plongée dans la cuvette des toilettes.

Ils faisaient aussi chanter à leurs détenus la chanson *Hotel California*, des Eagles (1976), en modifiant les paroles pour en faire un hymne à la gloire d'Oussama Ben Laden (le djihadiste saoudien leader d'Al-Qaida, tué par les forces spéciales américaines en 2011 au Pakistan) : « *Welcome to Osama's lovely hotel, Such a lovely place, Such a lovely place, You will never leave Osama's lovely hotel, And if you try, you will die.* »

Le plus connu des geôliers, **Mohammed Emwazi**, dit « **Jihadi John** », s'est rendu célèbre en décapitant sept otages étrangers, le visage masqué par un turban noir, sur des vidéos à la mise en scène macabre. Ce fils d'immigrés koweïtiens de 26 ans a été élevé dans les beaux quartiers de Londres. Ses parents ne sont pas fortunés, mais la classe moyenne koweïtienne est largement au-dessus de la moyenne britannique.

Arrivé en Grande-Bretagne à l'âge de 6 ans, il fait l'objet de moqueries – à cause de son physique et de sa foi affichée – et réagit par des accès de colère incontrôlables. Il entre en djihadisme grâce aux prêches de l'imam extrémiste égyptien Hani Al-Sibaï, apparenté à Al-Qaida, à la mos-



Mohammed Emwazi, connu sous le nom de « Jihadi John », à une date et dans un lieu inconnus. AL-NABA / AFP PHOTO

quée Al-Manar, à Londres, également fréquentée par Alexandra Kotey (« Jihadi George ») et Aine Davis (« Jihadi Paul »).

Ils sont les enfants du Londonistan, cet écosystème djihadiste né dans les années 1990 à la faveur du *free speech* (« liberté d'expression ») britannique et qui a survécu aux attaques du 11-Septembre aux Etats-Unis et du 7 juillet 2005 à Londres.

Diplômé de l'université de Westminster en informatique et en gestion, Mohammed Emwazi tente dès 2009 de rejoindre les **Chabab somaliens**, un groupe djihadiste affilié à Al-Qaida à l'époque. Renvoyé chez lui, il fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire, qui l'empêche d'épouser sa fiancée koweïtienne. Il en conçoit une haine sans limite.

Après deux tentatives avortées, il réussit à quitter le Royaume-Uni et à rejoindre la Syrie au terme d'un périple tumultueux à travers l'Europe en compagnie d'**Alexandra Kotey**. Ce dernier, aka « George » (Harrison), est né à Aden, au Yémen, dans une famille chrétienne. Il s'est

converti à l'islam à 19 ans, en 2005, « *par amour pour cette religion dont [s]es amis [lui] parlaient beaucoup* ». En 2009, il participe à un convoi d'aide humanitaire pour Gaza. Marié à une Syrienne dont il a deux enfants, il pratique la boxe et le MMA (arts martiaux mixtes).

Vaste marché sordide

C'est peut-être lors de sa formation chez les *military cadets* (cadets de l'armée britannique, entre 12 et 18 ans), ou dans un cours de boxe, qu'Alexandra Kotey rencontre **El Shafee El-Sheikh**, dit « Ringo » (Starr), né le 16 juillet 1988 à Londres, dans une famille musulmane originaire du Soudan. El-Sheikh passe par la délinquance, comme son ami Alexandra Kotey.

Tous deux sont arrêtés dans l'ouest de Londres le 11 septembre 2011, alors qu'ils s'apprentent à en découdre avec le groupuscule d'extrême droite English Defence League, venu perturber une manifestation de l'association Les Musulmans contre les croisés protestant contre un hommage aux victimes britanniques du 11-Septembre. Un temps considéré, à tort,

comme le quatrième « Beatle », Aine Davis a été surnommé « Paul », comme McCartney, mais, même s'il connaît plusieurs de ses membres, il ne fait pas partie du groupe et n'a pas participé à la gestion des otages. Comme Kotey, il s'est converti à l'islam.

Les trois premiers « Beatles » se retrouvent en Syrie dès 2012, un an avant la proclamation de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Ils combattent dans la Brigade Al-Muhajirin d'**Abou Omar Al-Chichani**, un Tchétchène qui se rallie à l'EI en novembre 2013. La même formation dans laquelle a combattu **Abdelhamid Abaaoud**, le chef du commando des attentats du 13-Novembre à Paris et à Saint-Denis.

La Syrie est alors un vaste capharnaüm milicien. La révolution pacifique de 2011 contre Bachar Al-Assad a vite dégénéré en guerre civile généralisée. Partout sur le territoire, des groupes armés font la loi dans leur village, mais, dès la fin 2012, les milices d'obédience salafiste ou djihadiste émergent comme les plus fortes, avec parfois le soutien des pétromonarchies

du Golfe, comme le Qatar ou l'Arabie saoudite.

C'est aussi en novembre 2012 qu'ont lieu les premiers enlèvements de journalistes occidentaux, notamment l'Américain [James Foley](#), le Britannique [John Cantlie](#) et le Polonais [Marcin Suder](#). Les « Beatles » ont également été personnellement impliqués dans les kidnappings d'humanitaires, l'Écossais [David Haines](#) et l'Italien Federico Motka.

Un vaste marché sordide s'organise, où des groupes armés revendent leurs otages au plus offrant. Au total, pas moins de vingt-cinq otages étrangers, dont plusieurs femmes, ont été enlevés en Syrie. Pour leur plus grand malheur, la majorité d'entre eux a fini dans les geôles de l'EI : huit (trois Américains, deux Britanniques, deux Japonais et un Russe) ont été exécutés, trois autres, dont deux femmes présumées mortes, sont toujours portés disparus.

Avec l'humanitaire américaine Kayla Mueller, « offerte » comme esclave sexuelle au « calife » de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi, John Cantlie a connu le sort le plus tragique. Ce photographe de guerre avait déjà été enlevé une première fois en juillet 2012 par des djihadistes britanniques, avant d'être relâché grâce à une attaque des rebelles syriens de l'Armée syrienne libre (ASL), plus libéraux.

De retour au Royaume-Uni, il témoigne contre ses preneurs d'otages, puis repart en Syrie, où il est à nouveau pris. Converti à l'islam, tout comme James Foley, il sera contraint par l'EI à devenir le propagandiste vedette de l'organisation. Sa dernière apparition

dans une vidéo à la gloire des djihadistes remonte à la [bataille de Mossoul, en 2016](#). Depuis, il est porté disparu.

Dans le système carcéral de l'EI, les « Beatles » se distinguent par leur violence et leur sadisme. « *C'était dans l'air, ça se sentait, quand ils entraient dans la pièce. Ils avaient quelque chose de malsain. Quand ils voyaient notre nourriture posée au sol, ils l'inspectaient du pied en disant : il y en a trop. On sentait qu'ils s'empêchaient de nous frapper* », a raconté la Belgo-Péruvienne Patricia Chavez Meja, au procès des geôliers de l'EI, à Paris.

Avec les hommes, ils ne retiennent pas leurs coups : « *Emwazi était obsédé par Guantanamo et recréait au maximum les conditions de détention qu'il pensait être celles de Guantanamo. Il nous parlait sans cesse des tenues orange et disait qu'il allait en obtenir pour nous. Il nous mettait en position de stress : pas de nourriture, aucun répit, on ne savait jamais quand les mauvais traitements pouvaient recommencer* », rapporte Federico Motka.

Devant et derrière les caméras

En raison de sa nationalité américaine, de ses articles passés pour *Stars and Stripes*, le magazine de l'armée américaine, et de son caractère dur au mal, James Foley devient le souffre-douleur des « Beatles ». De manière générale, ils s'acharnent sur les détenus dont les pays refusent de négocier une rançon, notamment les Britanniques et les Américains. « *On ne peut pas faire de hiérarchie dans la souffrance, tellement le niveau était stratosphérique, mais avec eux, c'était orga-*

nisé, réfléchi. Ça laisse des marques », témoigne le photjournaliste français [Edouard Elias](#).

Il raconte l'exécution de l'otage russe Sergueï Gorbounov : « *Un jour, ils ont sorti Sergueï. Puis ils nous ont montré la photo de Sergueï avec un pistolet sur la tête et nous ont demandé de commenter : "Qu'est-ce que tu vois ?" On répondait : "Sergueï is dead."* »

Les simulacres d'exécution se multiplient jusqu'en août 2014, où James Foley, contraint de lire un « message à l'Amérique », est le premier des décapités occidentaux par l'EI. Les « Beatles » sont devant et derrière la caméra. Ils sont aussi là pour la libération d'Edouard Elias, de Didier François, de [Nicolas Hénin](#) et de Pierre Torres, qu'ils conduisent jusqu'à la frontière turque avant de les relâcher, le 19 avril 2014.

Félicité pour ses talents de bourreau, « Jihadi John » (Mohammed Emwazi) est devenu le coordinateur opérationnel de la cellule des opérations extérieures, chargé de piloter les cellules dormantes envoyées en Europe, parmi lesquelles figurait [Mehdi Nemmouche](#), l'auteur de la tuerie du Musée juif de Bruxelles, en mai 2014.

Parallèlement, les trois Britanniques sont chargés des négociations pour obtenir des rançons contre la libération des otages. Ils écrivent directement aux familles. « *Ils étaient bien pires que les geôliers francophones. Soudés, adeptes de la torture, notamment du waterboarding, ils étaient chargés des négociations, des interrogatoires, mais aussi des exécutions* », confirme le journaliste français Didier François, qui a passé

plusieurs mois entre leurs mains.

« *Quand ils entraient dans la pièce, ils toquaient trois fois pour indiquer que c'était eux, les autres gardiens ne faisaient pas ça. On devait se mettre face au mur et puis, par derrière, ils frappaient les dos, les côtes, les jambes... Ils nous attrapaient par la tête, nous soulevaient jusqu'à ce que nous nous évanouissions* », complète l'otage humanitaire Federico Motka.

Le 12 novembre 2015, Mohammed Emwazi est tué dans une frappe de drone américain au rond-point de l'Horloge, à Rakka, dans le nord de la Syrie. Alexandra Kotey a été réaffecté en août 2014 à la Liwa As-Siddiq, une unité d'élite de l'EI. Il a ensuite été transféré au bureau des médias. El Shafee El-Sheikh, lui, dit avoir été affecté à un rôle de programmeur Linux pour l'EI. Le 4 janvier 2018, El-Sheikh et Kotey sont arrêtés par les forces de la coalition anti-EI. Ils sont transférés aux États-Unis, où Kotey plaide coupable, le 2 septembre 2021, et est condamné à la perpétuité, tandis qu'El-Sheikh, qui nie toutes les charges en bloc, est jugé et condamné à la perpétuité, le 19 août 2022.

Aine Davis, enfin, est interpellé peu de temps après son arrivée en Turquie, le 12 novembre 2015. Condamné à sept ans de prison pour « association de malfaiteurs terroriste », il est extradé vers le Royaume-Uni après sa peine. Il a été condamné à Londres à huit ans de prison pour « financement de terrorisme » et « possession d'armes à feu à des fins liées au terrorisme ».



04 Avril 2025

La France va porter plainte devant la CIJ au nom de ses ressortissants emprisonnés en Iran

Le chef de la diplomatie française a annoncé mercredi 2 avril que l'État allait porter plainte devant la Cour internationale de justice, au nom de ses ressortissants emprisonnés en Iran. Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris ont été arrêtés il y a près de trois ans, lors d'un voyage touristique. Accusés « d'espionnage », ils sont détenus à l'isolement à Téhéran.

Cela fait plus d'un an que Cécile Kohler et Jacques Paris n'ont pas reçu la visite de diplomates français. Ils y ont pourtant droit, au nom de la protection consulaire garantie par la convention internationale de Vienne que l'Iran a signée. C'est sur cette base que la France va porter plainte devant la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction de l'ONU, qui juge les litiges entre les États.

« L'ambassade de France à Téhéran fait régulièrement des demandes de visites consulaires. Ces demandes ne sont pas

honorées, regrette Christophe Lemoine, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, au micro de **Nicolas Falez** du service international de RFI. *Cécile Kohler et Jacques Paris sont détenus sans raison. Ils doivent pouvoir bénéficier de la protection consulaire de la part des autorités françaises, de la part de l'ambassade de France à Téhéran. Mais ce n'est pas le cas. Donc, le but de cette procédure est de rappeler les autorités iraniennes à leurs obligations, au terme de cette convention. C'est un point absolument fondamental.* »

« Tournant majeur »

Les proches des deux Français détenus en Iran parlent de « tournant majeur », à propos de la plainte qui sera prochainement déposée devant la Cour internationale de Justice de La Haye. « Les droits fondamentaux de Cécile et Jacques sont bafoués depuis le départ », déplore **Noémie Kohler, la sœur de Cécile**.

Le chef de la diplomatie française, **Jean-Noël Barrot**, a annoncé, mercredi 2 avril, que la France allait porter plainte contre l'Iran devant la CIJ pour « violation du droit à la protection

consulaire » des deux détenus, que Paris qualifie d'« otages d'État ». « Cette décision témoigne de la mobilisation de la France au plus haut niveau. C'est une piste que nous avons suggérée et on espère que cela va faire avancer le dossier », espère Noémie Kohler.

Le 17 mars, **Olivier Grondeau, autre ressortissant français, a été libéré** de la prison iranienne où il était détenu depuis deux ans et demi. Une vingtaine d'Occidentaux sont détenus en Iran, accusé par les chancelleries européennes et des ONG de pratiquer une « diplomatie des otages ».

La Syrie, théâtre de la rivalité entre la Turquie et Israël

L'Etat hébreu a lancé, mercredi et jeudi, une nouvelle série de frappes contre des bases militaires, près de Damas et dans le plateau du Golan.

Par une nouvelle série de frappes contre des bases militaires en Syrie, mercredi 2 et jeudi 3 avril, Israël a adressé « un avertissement » au président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, et à son alliée, la Turquie. « Si vous permettez aux forces hostiles à Israël d'entrer en Syrie et de mettre en danger les intérêts sécuritaires d'Israël, vous en paierez le prix fort », a menacé, jeudi, le ministre de la défense de l'Etat hébreu, Israel Katz.

Les velléités turques d'installer des bases aériennes et navales en Syrie, dans le cadre d'un accord de défense stratégique avec Damas, sont une ligne rouge pour l'Etat hébreu, qui entend conserver sa liberté opérationnelle dans le ciel syrien et son couloir aérien pour aller frapper l'Iran. « Nous ne pensons pas que la Syrie doive être un protectorat turc », a fustigé le ministre des affaires étrangères israélien, Gideon Saar, lors d'une conférence de presse, à Paris, jeudi, imputant à la Turquie « un rôle négatif en Syrie » et « au Liban ».

Le nouveau pouvoir syrien a dénoncé une « agression [faisant] partie d'une campagne israélienne contre le peuple syrien et la stabilité du pays ». Il ne dispose pas des capacités militaires pour empêcher



Un convoi de l'armée israélienne, à Hadar, dans la province de Kuneitra, dans le Golan syrien, le 29 mars 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR «LE MONDE»

ces attaques et ne veut pas risquer de saper sa légitimité sur la scène internationale, alors qu'il cherche à obtenir la levée des sanctions, étape indispensable pour redresser le pays en ruine après quatorze années de guerre et pour consolider son pouvoir encore faible.

« Politiques expansionnistes »

La Turquie, qui dispose déjà de troupes dans le nord de la Syrie, déployées aux côtés des factions rebelles syriennes depuis la guerre civile, a accusé Israël de « saper les efforts visant à établir la stabilité en Syrie ». « Israël est devenu la plus grande menace pour la sé-

curité de notre région avec ses attaques visant l'intégrité territoriale et l'unité nationale des pays de la région », a déclaré le ministère des affaires étrangères turc enjoignant à l'Etat hébreu d'« abandonner ses politiques expansionnistes ».

L'envoyé spécial de l'ONU, Geir Pedersen, a, lui aussi, appelé Israël, jeudi, « à cesser ces attaques (...) qui sapent les efforts visant à construire une nouvelle Syrie en paix avec elle-même et avec la région, et déstabilisent la Syrie à un moment sensible ». « Nous pensons que ces actions ne sont pas nécessaires car la Syrie n'attaque pas Israël en

ce moment, et cela nourrit la radicalisation qui est aussi dirigée contre Israël », avait, pour sa part, souligné la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, en visite à Jérusalem, lundi.

Depuis la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, Israël a mené plus de 730 frappes sur des sites militaires en Syrie, selon le décompte de Charles Lister, expert spécialiste de la Syrie. Il s'emploie à détruire les installations et l'arsenal militaires de l'ancien régime pour empêcher qu'ils ne tombent entre les mains des nouvelles autorités. Israël qualifie ces dernières de « djihadistes » en rai-

son de l'affiliation passée de M. Charaa à Al-Qaida, groupe avec lequel il a rompu en 2017.

L'armée israélienne s'est, en outre, déployée dans le Sud syrien, dans la zone démilitarisée du plateau du Golan qu'elle occupe depuis 1967 et a annexé en 1981, au motif de sécuriser sa frontière septentrionale. Alors que le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a exigé, le 23 février, la « *démilitarisation totale du Sud syrien* », son armée a mené plus de 130 incursions en territoire syrien, transformant une bande frontalière d'une dizaine de kilomètres de profondeur en zone tampon.

La dernière incursion, la plus profonde menée en territoire syrien par les troupes israéliennes, jeudi, a conduit à des affrontements violents avec la population. Les autorités provinciales de Deraa ont annoncé la mort de neuf personnes près de la ville de Nawa, après un bombardement ayant suivi une « *incursion israélienne* ». L'armée de l'Etat hébreu a déclaré que ses forces opéraient dans la région de Tasil, « *confisquant des armes et détruisant des infrastructures terroristes* », lorsque plusieurs combattants ont tiré sur eux.

Accord stratégique entre Syrie et Turquie

Des habitants de cette région ont déclaré à l'agence Associated Press qu'un groupe d'habitants armés

a été tué après avoir affronté un contingent de l'armée israélienne arrivé dans la région pour détruire un ancien camp de l'armée syrienne. « *La présence d'armes dans le sud de la Syrie constitue une menace pour l'Etat d'Israël* », a déclaré un porte-parole militaire israélien. Le ministre de la défense, Israel Katz, a affirmé que les forces armées israéliennes resteraient dans la zone tampon en Syrie et continueraient à agir en raison des menaces pesant sur la sécurité d'Israël.

Parmi les cibles militaires visées ces deux dernières semaines – la base militaire de Kisweh et le centre de recherche militaire de Barzeh, à Damas, l'aéroport militaire de la ville de Hama, la base de Palmyre et la base aérienne militaire T4 dans la province de Homs, dans le centre du pays – se trouvent des positions militaires sur lesquelles la Turquie aimerait se déployer dans le cadre d'un accord de défense stratégique avec Damas.

Il s'agit notamment, selon Charles Lister, des bases aériennes de Menagh, à Alep, et T4, à Homs, où la Turquie pourrait déployer des systèmes de défense antiaériens de type Hisar et des drones. La Syrie, qui entend diversifier ses alliances régionales, n'a pas encore signé cet accord, en vertu duquel la Turquie fournira un soutien aérien et une protection militaire au nouveau gouvernement. Mais, selon Charles Lister, « *le person-*

nel turc travaille déjà depuis des semaines sur la réhabilitation et la construction de la base aérienne de Menagh, et il en est aux premiers stades de la préparation de travaux similaires sur la base aérienne T4 ».

« *Israël ne souhaite pas que les bases qu'il a bombardées et détruites soient rétablies avec une capacité qui restreindrait la liberté de mouvement de son aviation. (...) Il ne veut pas que la Syrie se regroupe militairement, s'arme, installe des systèmes de défense anti-aérienne et perturbe ses drones et ses avions dans le ciel syrien*, analyse le journaliste turc et expert du Proche-Orient, Fehim Tastekin, dans une vidéo publiée le 1^{er} avril. *La Syrie que veut Israël est une Syrie qui ne peut pas répondre [militairement].* »

« Coup de semonce »

L'aéroport militaire de Hama a été « *presque entièrement détruit* » et des « *dizaines de civils et de militaires ont été blessés* » dans les frappes de mercredi soir, a confirmé le ministère des affaires étrangères syrien, dénonçant « *une tentative préméditée de déstabiliser la Syrie* ». Un correspondant de l'Agence France-Presse a vu au moins un avion militaire calciné et des véhicules militaires, dont un transportant un système de défense antiaérienne, très endommagés.

« *A ce stade, nous ne pou-*

vons pas dire qu'Israël a frappé la Turquie, mais cela peut être considéré comme un coup de semonce », estime Fehim Tastekin. Bien que les bombardements et les incursions répétées d'Israël en territoire syrien placent l'Etat hébreu sur une trajectoire de collision avec la Turquie, le journaliste turc estime que l'affrontement entre les deux pays ne devrait pas aller au-delà de la joute verbale, au vu des intérêts, notamment économiques, qui lient les deux pays, et de leur dépendance stratégique envers Washington, qui rêve de rabibochoer ses deux alliés.

« *La position des Etats-Unis ici est problématique : la Maison Blanche du président Donald Trump donne de facto le feu vert aux actions militaires d'Israël en Syrie, tandis que le Pentagone et le commandement militaire américain au Moyen-Orient [Centcom] encouragent de manière proactive une alliance de sécurité régionale qui remet en question cela* », analyse Charles Lister. Alors que Washington aimerait retirer ses troupes stationnées dans le nord et l'est de la Syrie dans le cadre de la lutte contre l'organisation Etat islamique, la Turquie plaide pour la formation d'une nouvelle alliance de sécurité régionale, avec la Jordanie, l'Irak et la Syrie, qui prendrait la relève du Centcom.

LE FIGARO

Amaury Coutansais-Pervinquière
5 avril 2025

De nouveaux bombardiers furtifs américains déployés à Diego Garcia à proximité de l'Iran, selon des images satellites

L'Amérique se tient prête. L'Iran subira des représailles en cas de poursuite de son programme nucléaire, a révélé Axios. Donald Trump a remis le 27 mars un document qui donne deux mois au régime des Mollahs pour négocier un accord. Il a été transmis par le sultanat d'Oman, faute de relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran. Afin d'appuyer son message, pour matérialiser sa menace, Washington a fait transférer des bombardiers furtifs à longue portée sur sa base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, à 3800 kilomètres des rives iraniennes.

Au moins trois B-2 y ont rejoint les quatre déjà prépositionnés depuis sept ans,

comme le montrent des images satellites. Ils sont conçus pour porter les bombes GBU-57, destinées à détruire des bunkers, et possèdent un rayon d'action de 11.000 kilomètres. Elles ont d'ailleurs été utilisées contre les Houthis, un groupe yéménite rebelle qui tire contre les navires israéliens, le 16 octobre dans un raid américain qui a détruit cinq sites de stockage.

Des munitions ont été installées sur ces bombardiers, comme le montrent des images satellites datées du 1er avril. Les bombes GBU-57 pourraient être utilisées contre les installations nucléaires de Ntanz et de Fordow, dont les défenses aériennes ont été affaiblies

par le raid aérien israélien du 26 octobre 2024. En sus des bombardiers, trois Boeing KC-135 ont également décollé de la base de Guam pour atterrir à Diego Garcia. Ces avions quadrimoteurs sont conçus pour ravitailler les appareils américains, et notamment les bombardiers. Quatre bombardiers de la classe B-52 ont également participé début avril à un exercice militaire aux abords de Diego Garcia. Ces appareils ont été utilisés dans des frappes contre les Houthis, a d'ailleurs révélé CNN.

Ces bombardiers, déplacés à Diego Garcia, ne sont pas les seuls avions américains disposés à proximité de l'Iran. Plus d'une centaine de F-35, F-15 et F-18 stationnent aux

Émirats arabes unis, au Qatar, en Jordanie, en Arabie saoudite, ainsi que sur le porte-avions USS Truman. Un destroyer, de la classe Arleigh Burke, serait également en route pour Diego Garcia. Les bâtiments de cette classe sont équipés du système Aegis, et sont conçus pour la défense aérienne.

Comme pour anticiper cette menace, le régime des Mollahs a menacé de frapper l'archipel des Chagos où se trouve la base américaine de Diego Garcia. Ce territoire appartenait au Royaume-Uni, mais Londres a annoncé vouloir le rétrocéder à Maurice. En échange, les Britanniques posséderont toujours la base aérienne, louée aux États-Unis.



avec AFP
06 avril 2025

Turquie : le chef de l'opposition défie Erdogan et appelle à des élections anticipées

Le chef du principal parti de l'opposition en [Turquie](#) a appelé, dimanche 6 avril, à la tenue d'élections anticipées «au plus tard en novembre», [après dix jours de contestation dans le pays](#) déclenchés par l'arrestation du maire d'Istanbul. Lors d'un congrès exceptionnel, Özgür Özel,

seul candidat à la direction du CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate), a été reconduit avec 1 171 votes sur 1 276 exprimés.

«En novembre au plus tard, tu viendras affronter notre candidat. (...) Nous t'invitons à en appeler une fois de

plus à la volonté du peuple, car la plus grande motion de censure de l'histoire aboutira à ceci. Nous te défions. Nous voulons notre candidat à nos côtés et notre urne devant nous», a déclaré [Özgür Özel](#), le président du CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate) en s'adressant au président

turc [Recep Tayyip Erdogan](#), lors du congrès extraordinaire de son parti à Ankara.

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver.

«Si tu as du courage, tu viendras. Si tu le souhaites, dès la première semaine de juin, avec le calendrier le plus court. Si tu dis «Non, c'est trop court», alors, au milieu de ton mandat, en novembre», a-t-il ajouté.

Dénonçant un «coup d'État», le CHP a entraîné des dizaines de milliers de gens dans les rues d'Istanbul et de nombreuses autres villes du pays dans les jours qui ont suivi l'arrestation le 19 mars dernier du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, investi depuis comme candidat du parti à la prochaine présidentielle.

Les autorités tentent par tous les moyens d'éteindre une contestation inédite depuis

2013. Près de 1 900 personnes, dont des étudiants et des journalistes, ont été arrêtées depuis le début du mouvement. Onze personnes interpellées pour avoir relayé des appels au boycott lancés par l'opposition turque ont été relâchées sous contrôle judiciaire, jeudi 3 avril. Parmi elles figurait l'acteur Cem Yigit Uzumoglu, qui a affirmé après sa libération qu'il continuerait de se battre pour pouvoir ex-

primer ses opinions.

Le CHP est arrivé en tête des élections municipales en mars 2024 avec 37,8 % des voix à travers le pays, remportant, en plus des métropoles comme Istanbul et Ankara qui lui étaient déjà acquises depuis 2019, des bastions de l'AKP, parti du président Recep Tayyip Erdogan.

Le Monde

Céline Pierre-Magnani
06 avril 2025

En Turquie, l'opposition réclame une élection présidentielle anticipée

Moins de trois semaines après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président turc, Recep Tayyip Erdogan, le Parti républicain du peuple (CHP), première force d'opposition, a reconduit son président à sa tête lors d'un congrès à Ankara, dimanche. Son objectif est d'obtenir la tenue d'une présidentielle anticipée

Reccep Tayyip Erdogan « n'a plus de légitimité (...). La Turquie est plus forte qu'une poignée d'hommes de la junte », a lancé le chef du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, devant un millier de délégués de son parti, rassemblés à Ankara dimanche 6 avril. Sans surprise, le chef de l'opposition turque a été reconduit à la tête du CHP, lors d'un congrès extraordinaire organisé à la hâte, dans un contexte de crise politique sans précédent depuis l'arrestation du très populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le 19 mars.

Procès pour « insulte » à des représentants de l'Etat, annulation de son diplôme universitaire : ces derniers mois, l'acharnement de la justice et de l'administration

contre M. Imamoglu trahissait la fébrilité du pouvoir envers celui qui s'est imposé comme le principal rival de M. Erdogan. Mais avec l'emprisonnement du maire d'Istanbul pour « corruption » et « détournement de fonds publics », les autorités ont franchi un palier supplémentaire en matière de répression, sans que l'opposition sache où celle-ci s'arrêtera.

Depuis janvier 2024, le CHP était visé par une procédure lancée par le procureur d'Ankara à la suite d'accusations de votes truqués lors de son 38^e congrès, qui avait porté Özgür Özel à sa présidence, en novembre 2023. Après l'emprisonnement de M. Imamoglu, la direction du CHP a craint la nomination d'un administrateur d'Etat (*kayyum*) à la tête du parti, sur le modèle

de ce qui a été pratiqué dans une dizaine de mairies d'opposition ces derniers mois.

Pour parer à toute éventualité, le chef du CHP a choisi de réorganiser un vote lors d'un nouveau congrès extraordinaire. De pure forme, la procédure permettra d'éviter la décapitation du parti, espère la direction de celui-ci. « *Le parti fait l'objet d'attaques sans précédent et ce congrès est une forme de réponse. Est-ce que cela empêchera le pouvoir de nommer un administrateur ? Comme les derniers événements n'obéissent plus aux règles du droit, nous n'avons plus aucune certitude !* », a confié au Monde le député d'Istanbul Gökhan Günaydin, en marge du congrès, à Ankara, dimanche.

« **Forcer le pouvoir à or-**

ganiser des élections anticipées »

Depuis l'arrestation de M. Imamoglu, les médias acquis au pouvoir se sont mis en ordre de bataille. Sur certaines chaînes, des heures d'antenne ont été consacrées à justifier l'incarcération du maire d'Istanbul, tandis que d'autres s'abstenaient tout bonnement de diffuser les images de milliers de manifestants protestant dans les rues des grandes villes.

Dans un contexte où la justice et une large majorité des médias travaillent à la consolidation du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, le CHP peut-il conserver une marge de manœuvre ? « *Depuis le début du mouvement, le CHP est créatif et réalise une performance à laquelle on ne s'attendait*

pas. L'objectif final est de forcer le pouvoir à organiser des élections anticipées, analyse Güven Gürkan Öztan, professeur de science politique. Le risque de nomination d'un administrateur d'Etat à la tête de la municipalité d'Istanbul n'est pas encore totalement écarté. Pour l'instant, le pouvoir temporise et attend que la réaction populaire redescende avant de poursuivre. Mais je suis convaincu qu'il ne fera pas marche arrière. »

Malgré l'emprisonnement d'Ekrem Imamoglu, le parti a choisi de maintenir les primaires prévues pour le 23 mars. Près de 15 millions d'électeurs – encartés ou non – se sont déplacés pour mettre un bulletin à son nom lors de ce scrutin où il était le seul candidat. Samedi 29 mars, le meeting de Maltepe, sur la rive asiatique d'Istanbul, a rassemblé 2,2 millions de personnes, selon le CHP. Une foule que l'opposition n'avait pas réussi à mobiliser lors de la dernière élection présidentielle, en 2023.

Le CHP a longtemps pâti de l'image d'un parti de « salon » dépourvu d'audace et éloigné de la réalité sociologique du pays. L'élection d'Özgür Özel à sa tête a fait naître les espoirs d'un renouveau au sein de cette formation, fondée en 1923 par le père de la République, Mustafa Kemal Atatürk. La gestion de la crise politique actuelle, inédite depuis les manifestations antigouvernementales de Gezi, en 2013, fait figure de test pour la nouvelle direction du CHP.

Campagne de boycott

Sept jours durant, Özgür



Özgür Özel (au centre), chef du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition turc, est assis à côté de la chaise vide préparée pour le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, emprisonné, lors d'un congrès extraordinaire du parti, à Ankara, le 6 avril 2025. ADEM ALTAN / AFP

Özel a réussi à rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes devant les bâtiments de la grande municipalité d'Istanbul, sur la rive européenne, en dépit des interdictions de manifester. Surfant sur la vague de la contestation étudiante, Özgür Özel a appelé à soutenir le boycott à la consommation lancé depuis les campus d'Istanbul et d'Ankara.

Mercredi 2 avril, en pleins congés de fin du ramadan, les Turcs étaient ainsi invités à s'abstenir de tout achat pendant vingt-quatre heures. Une initiative immédiatement condamnée par les autorités et que le chef du parti d'extrême droite, Devlet Bahçeli, n'a pas hésité à qualifier de « menace pour la sécurité nationale ».

La contre-opération de communication du gouvernement s'est vite enclenchée. Les Turcs ont pu suivre les ministres de l'in-

térieur et du commerce ainsi que l'ancien ministre de la défense pousser leur chariot dans des rayons d'épicerie et de grandes surfaces. La journée du 2 avril aurait enregistré un montant total de transactions de 28 milliards de livres turques (670 millions d'euros), faisant de la journée du boycott l'une des plus rentables depuis le 1^{er} mars, assure la presse progouvernementale.

« On ne pourra vérifier ce chiffre que dans les prochains mois, explique l'économiste Öner Günçavdi, professeur à l'université technique d'Istanbul. Mais cela a finalement peu d'importance, le sujet a monopolisé l'actualité et a même fait réagir Recep Tayyip Erdogan. Le boycott offre une alternative pour protester et l'Etat n'a pas les moyens de l'empêcher. »

Talon d'Achille du gouvernement turc, la désobéissance civile sur le terrain économique pourrait fragili-

ser un peu plus les finances de l'Etat, déjà éprouvées par les premières journées de contestation. Pour éviter de pénaliser les commerçants, le CHP privilégie, sur la durée, un boycott ciblé sur les grandes marques proches du pouvoir.

La trêve des fêtes de fin de ramadan aura-t-elle raison de la dynamique de la contestation populaire ? Les examens de mi-semestre approchent pour les étudiants qui continuent, par ailleurs, de nourrir une méfiance à l'égard du CHP et des partis politiques en général. L'opposition a déjà fixé plusieurs rendez-vous : à Istanbul, tous les mercredis soir, et dans une ville de province pour un meeting chaque samedi. Une pétition a également été lancée pour réclamer la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Le CHP a pour objectif de recueillir la signature de la moitié du corps électoral, soit 30 millions d'électeurs.

The New York Times

April 6, 2025
Megha Rajagopalan

Inspectors Say More Than 100 Chemical Weapons Sites Could Remain in Syria

The number, far higher than any previous estimate, poses a test for the new government. Experts fear that sarin, chlorine and mustard gas stockpiles could be unsecured.

More than 100 chemical weapons sites are suspected to remain in Syria, left behind after the [fall of the longtime president](#), Bashar al-Assad, according to the leading international organization that tracks these weapons.

That number is the first estimate of its kind as the group, the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons, seeks to enter Syria to assess what remains of Mr. al-Assad's notorious military program. The figure is far higher than any that Mr. al-Assad has ever acknowledged.

The sites are suspected to have been involved in the research, manufacturing and storage of chemical weapons. Mr. al-Assad [use](#) weapons like sarin and chlorine gas against rebel fighters and Syrian civilians during more than a decade of [civil war](#).

The number of sites, and whether they are secured, has been a mystery since rebels toppled Mr. al-Assad last year. Now, the chemicals represent a major test for the [caretaker government](#), which is led by the group [Hayat Tahrir al-Sham](#). The group is designated as a terrorist organization by the United States, but it has renounced its links to Al



Investigating a possible chemical weapons attack site in the Ain Tarma area of Syria in 2013. As president, Bashar al-Assad used chemical weapons during the country's long civil war. Mohamed Abdullah / Reuters

Qaeda.

The stakes are high because of [how deadly the weapons are](#), particularly when used in densely populated areas. Sarin, a nerve agent, can kill within minutes. Chlorine and mustard gas, weapons made infamous in World War I, burn the eyes and skin and fill the lungs with fluid, seemingly drowning people on land.

Experts are concerned about the potential for militant groups to gain access to poorly secured chemical weapons facilities.

In a surprise visit in March to the global chemical

weapons watchdog headquarters at The Hague, Syria's foreign minister said that the government would "destroy any remains of the chemical weapons program developed under the Assad regime" and comply with international law.

Experts are cautiously optimistic about the government's sincerity. The current government allowed a team from the watchdog to enter the country this year to begin work documenting the sites, according to people with knowledge of the trip.

But Syria remains in a precarious spot, as [violence erupted in the coastal re-](#)

[gion](#) in recent weeks between government forces and groups aligned with Mr. al-Assad. And despite promises, the new government has not yet appointed an ambassador to the watchdog — a key first step that is seen as a sign of a country's commitment. Syria's defense ministry declined to answer written questions about the weapons, saying without elaboration that the questions were not under its purview.

In the early years of the civil war, Mr. al-Assad's government declared the locations of 27 sites to the Organization for the Prohibition of Chemical

Weapons, or O.P.C.W., which sent inspectors to visit and shut them down. But Mr. al-Assad continued to use chemical weapons until at least 2018, and [research showed](#) that his government kept importing essential precursor chemicals.

The current estimate of more than 100 sites comes from the watchdog and has been circulated recently among experts and international nonproliferation analysts. The organization said it had arrived at the number based on outside researchers, nonprofit groups and intelligence shared by its member countries.

Some sites are probably hidden in caves or other places that are tough to find using satellite images, according to researchers, former organization staff members and other experts. That increases the likelihood that some weapons are not secured.

“There are many locations that we don’t know about because the old regime was lying to the O.P.C.W.,” said Raed al-Saleh, the leader of the Syria Civil Defense, also known as the White Helmets, a volunteer group that says it is working with the government to try to dismantle chemical weapons sites.

Nidal Shikhani, who leads the Chemical Violations Documentation Center of Syria and has worked with the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons for years, said his group had identified dozens of new locations

that could be chemical weapons stockpiles or former research sites based on interviews with Syrian government scientists living in Europe.

Finding and taking control of these sites is important for reasons beyond security. Inspectors also want to collect evidence for their investigations into Mr. al-Assad’s repeated use of chemical weapons. International observers, independent researchers and Syrian humanitarian groups [have documented](#) dozens of attacks, with thousands of people, including children among the victims. The most notorious was a [2013 sarin gas assault](#) on the area of Ghouta, a suburb of Damascus, the capital.

Last year, Israel launched airstrikes on several Syrian regime facilities where chemical weapons were known to have been held. But it is unclear whether those strikes destroyed chemical weapons.

Mr. Shikhani and others said they worried that the strikes merely created environmental contamination and destroyed evidence. International groups hope that chemical evidence will answer key questions about the Assad government’s research and help with international prosecutions.

“The Israeli attacks that happened right after the fall of Assad are probably likely to not have put a dent in some of this, and potentially also obscured efforts toward accountabil-

ity,” said Natasha Hall, a senior fellow with the Center for Strategic and International Studies in Washington.

Sarin gas is prohibited under international law. The rules are murkier for other chemicals. Chlorine gas, for instance, can be created using common household cleaning products. That makes it nearly impossible to regulate the sale of precursors.

Syria’s chemical weapons program began in the 1970s with the help of hundreds of government scientists, many of whom were trained in Germany and other parts of Europe, according to a Syrian former senior government chemist who spoke on the condition of anonymity out of fear of retribution.

The scientist worked in the chemical weapons division of the military’s Scientific Studies and Research Center. That center, which is under international sanctions, worked on conventional, chemical and nuclear arms.

Many scientists, he and others said, fled the country during the war, but others remain in Syria. The United States has imposed sanctions on more than 300 people and entities in connection with Syria’s chemical weapons program.

Despite the assurances of the new government, weapons inspectors are tempering their optimism. They have heard such assurances in Syria before.

Syria first agreed to get rid

of chemical weapons more than a decade ago. But as inspectors conducted their work, they became convinced that Mr. al-Assad had no intention of revealing complete information about his stockpiles. Former staff members say they were perpetually hamstrung by the government.

In [one episode](#) in 2014, inspectors and Syrian staff members were investigating a potential site when a car in their convoy struck a roadside bomb. Two Syrians who were in the convoy accused the government of misleading them and assuring them the route was safe. Other staff members recalled being constantly afraid that the government was eavesdropping on their conversations or spying on them.

Mr. al-Assad’s government also covered up attacks in which it used sarin and chlorine gas [on its own people](#).

In the town of Zamalka, near Damascus, headstones mark the names of many residents killed during the war, and the dates of their deaths. On the other side of the cemetery sits a mound of dirt, piled high to the ground, its significance unmarked.

It was there, a local official said, that the town had buried the local men, women and children who were killed in [a 2013 suspected chemical weapons attack](#). When Mr. al-Assad’s government recaptured the town in 2017, the official said, the government removed the headstones and covered up the gravesites.

Syrie : à Douma, dans la banlieue de Damas, le difficile règlement des conflits hérités de la guerre civile

Reportage Des notables de la capitale, qui fut l'un des fiefs du soulèvement anti-Al-Assad, ont mis sur pied un conseil de réconciliation. En l'absence de processus de justice transitionnelle, cette structure informelle est chargée d'arbitrer les contentieux entre les ennemis d'hier.

Quatre hommes sont assis, droits sur leurs chaises, dans le bureau du conseil de réconciliation de Douma, dans la Ghouta orientale, en banlieue de Damas. Cette instance informelle, ouverte en mars, s'efforce de régler les contentieux hérités de la guerre civile syrienne, entre habitants de cette ville qui fut un bastion du soulèvement anti-Al-Assad.

Des voix s'élèvent dans une salle voisine. Deux voisins s'écharpent au sujet d'un chemin que l'un demande à l'autre de construire sur son terrain pour pouvoir connecter sa maison à la route. Mais, dans le bureau où reçoit le président du conseil, Nizar Al-Samadi, le ton est encore mesuré. Un homme, la vingtaine, se lamente que son frère soit emprisonné depuis un mois à la suite de plaintes portées contre lui.

Le quadragénaire assis à ses côtés, à l'origine de la procédure, se défend. « Il travaillait pour la police militaire et moi, je travaillais avec un bureau de hawala [transfert d'argent informel]. En mai 2024, il m'a tendu un piège alors que j'étais venu lui remettre de l'argent. La police militaire m'a arrêté et l'a laissé partir. J'ai été emprisonné huit mois. J'ai été libéré à la chute du



Des voisins discutent houleusement une parcelle de terre, sous l'observation des membres du conseil, Douma, le 25 mars 2025 LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

régime d'Al-Assad par les combattants de Deraa », qui ont été les premiers à entrer dans Damas, le 8 décembre 2024, explique-t-il. L'homme accuse la police militaire de l'ancien régime de lui avoir dérobé les 10 000 dollars (9 100 euros) de la hawala, ainsi que des affaires à son domicile.

« Mon frère a fait quelque chose de mal, mais on l'y a forcé, répond le jeune homme. Un membre de Hayat Tahrir Al-Cham [HTC] d'Idlib l'a contacté il y a un an pour monter une cellule dormante à Douma. Le régime l'a découvert et l'a forcé à travailler pour lui, en menaçant de s'en prendre à sa femme et à ses enfants. »

« Ton frère m'a envoyé dans les prisons de Bachar »

A Douma, la chute du régime

d'Al-Assad, en décembre 2024, a réactivé de vieux conflits. Les milliers de combattants et de familles proches de la rébellion, déplacés dans les zones restées sous le contrôle de l'opposition dans le nord du pays et en Turquie après la reconquête de la Ghouta orientale par les forces loyalistes en 2018, sont revenus dans leur ville d'origine. Ils y ont retrouvé ceux qui avaient alors décidé de rester sur place, sous le contrôle du régime d'Al-Assad, notamment des partisans de l'ancien pouvoir.

C'est pour éviter que les face-à-face entre ennemis d'hier ne dégénèrent que Nizar Al-Samadi a mis sur pied le conseil de réconciliation avec 14 autres notables locaux. Des personnalités « respectées » de Douma, comme des juges, des avocats, des hommes de religion et des

commerçants. Figure de l'opposition, qui a dirigé la municipalité de Douma et fut membre des conseils locaux de la Ghouta orientale du temps où la rébellion en avait le contrôle, le sexagénaire a laissé sa famille en Turquie, où il s'était réfugié en 2018, pour venir reconstruire sa ville à la chute du régime d'Al-Assad.

Dans les locaux du conseil, l'ancien prisonnier hausse le ton. « Ton frère, ce chabiha [homme de main de l'ancien régime] m'a envoyé dans les prisons de Bachar Al-Assad. Si je le vois, je le tue !, s'emporte-t-il. J'ai été torturé pendant quinze jours à l'hôpital de Tichrine. Je ne veux pas d'argent, je veux qu'il subisse ce que j'ai vécu. Ma mère est morte de chagrin pendant que j'étais en prison. Tout l'argent du monde ne me la rendra pas. »

Le président du conseil de réconciliation tente d'apaiser les esprits. « Une solution peut être trouvée si vous dédommages monsieur pour les torts qu'il a subis », dit-il au frère de l'homme emprisonné. La famille de ce dernier n'a ni argent ni propriété à Douma. « Je comprends que cet homme soit meurtri et en colère. Si ça peut vous soulager, tuez-moi ! », dit le jeune homme à son accusateur, qui quitte le bureau, excédé.

« Votre frère est impliqué dans l'arrestation de cet homme. Ne discutez pas ce point. Continuez de dire que votre frère a commis une erreur. Amenez le témoin. Le plus important est d'empêcher que votre frère soit transféré de la prison de Nabek à Idlib. Auquel cas, ça en sera fini de lui. Là-bas, ils le tueront », recommande Nizar Al-Samadi au jeune homme, qui promet de dédommager l'homme que son frère avait dénoncé à la police militaire de l'ancien régime.

« Aucun cas de vengeance »

« L'affaire va être résolue. Dès lors que l'on entre dans une négociation financière, la réconciliation est possible », assure Nizar Al-Samadi. Dans la pièce voisine, les cris ont laissé place aux rires et aux embrassades. Les deux parties se sont mises d'accord sur le tracé du chemin. Des éclats de voix retentissent à nouveau, peu de temps après, lorsque est abordé le coût des travaux. Les deux voisins sont partis fâchés. Rendez-vous a été pris le lendemain. Un ingénieur du comité doit se rendre sur place pour faire les estimations.

« On essaie de rendre justice en respectant l'esprit de la loi. Passer par un tribunal prend plus de temps et coûte de

l'argent. Pendant ce temps, la haine reste à vif. Nous contribuons à rétablir la paix sociale. Nos avis sont suivis car l'obéissance envers les personnes respectées est une chose importante dans notre culture », explique l'ingénieur de formation. La seule condition est que les deux parties soient présentes et qu'elles s'engagent à respecter la décision qui sera prise, par voie de conciliation.

« Nous essayons au mieux de régler les différends entre les gens pour éviter qu'ils se fassent justice eux-mêmes. Sinon ce serait le chaos. Nous n'avons eu aucun cas de vengeance à Douma jusqu'à présent », se félicite Abdelrahman Slik, homme d'affaires et membre du conseil de réconciliation. Le quinquagénaire, déplacé dans la province d'Idlib depuis 2018, a perdu 150 membres de son clan, tués par les forces loyalistes durant la guerre civile, dont son fils de 17 ans, combattant dans l'Armée syrienne libre, en 2016.

Les affaires impliquant des responsables de l'ancien régime ayant du sang sur les mains ne sont pas du ressort du conseil de réconciliation. « Moi-même, je n'accepterais pas une réconciliation avec mes ennemis. Si ça ne tenait qu'à moi, je me ferais vengeance moi-même car on a tous failli mourir de faim durant le siège de Douma. Mais on veut qu'un processus de justice transitionnelle soit mis en place pour juger quiconque a tué ou participé à tuer des Syriens. On s'en remet à l'Etat », dit M. Slik.

Beaucoup de responsables de l'ancien régime ont quitté Douma à la chute de Bachar Al-Assad. D'autres circulent librement en ville, sans être inquiétés. « Le problème est qu'il n'y a pas de preuves de leurs agissements. Et, ce n'est pas comme sous l'an-

cien régime, on ne torture pas les gens pour les faire avouer », dit Nizar Al-Samadi. « Les autorités veulent créer des cours spéciales pour les juger », ajoute l'avocat Hassan Moheiddine, également membre du conseil.

« Des centaines d'affaires foncières »

Le carnet dans lequel les accords de réconciliation sont couchés est presque plein. La plupart concernent des problèmes de terre. « On a des centaines d'affaires foncières. Beaucoup d'habitants ont été déplacés lorsque le régime a repris Douma. Quand ils sont rentrés, ils ont trouvé des personnes installées chez eux », explique Nizar Al-Samadi. Après la reconquête de la ville par le régime en 2018, il ne restait plus que 150 000 habitants, contre 800 000 avant la guerre.

Les personnes venues s'installer à Douma à partir de 2018 sont elles-mêmes des déplacés des villages alentour, dont les maisons ont été détruites par la guerre. « Elles ont réparé des petites choses dans les maisons qu'elles ont occupées à Douma et réclament maintenant d'être remboursées pour les frais engagés, avant d'évacuer les lieux », explique Nizar Al-Samadi. « La plupart des problèmes fonciers ont été créés par le régime. Il a confisqué les propriétés et les biens des habitants de la ville qui s'opposaient à lui. Des maisons sont passées de main en main », affirme Samir Al-Tomeh, un avocat membre du conseil.

Resté à Douma lors de l'évacuation de la ville en 2018 par les rebelles, puis emprisonné pendant deux ans, l'homme dresse la liste des méthodes employées par le régime pour s'emparer des propriétés de

Douma. « Les maisons des déplacés qui ne pouvaient pas faire valoir leur titre de propriété auprès du régime ont été confisquées. Tous les baux établis durant la période où Douma était aux mains de l'opposition ont été invalidés. Ils ont transféré des propriétés à des Libanais, des Irakiens, des Pakistanais et des Afghans qui combattaient avec les forces loyalistes. Mais on a les archives du cadastre qui remontent à 2016 », dit-il.

Le conseil de réconciliation de Douma est devenu un modèle. Les villages alentour les sollicitent en cas de conflits avec d'autres villages. « On essaie aussi de leur transmettre notre expérience et de les aider à mettre sur pied leur propre conseil de réconciliation », dit Nizar Al-Samadi. Le président s'excuse subitement et enfile son manteau. Il a été sollicité pour une séance de réconciliation un peu particulière, et surtout confidentielle.

Des combattants de Jaych Al-Islam et de Faylaq Al-Rahman, les factions armées qui tenaient la ville du temps de la révolution et en ont aujourd'hui repris le contrôle sous l'étiquette des nouvelles forces de sécurité, ont de vieux différends à solder. Les guerres intestines entre la faction salafiste et la formation pro-Armée syrienne libre ont fait des centaines de morts en 2016. « Quand il y aura un processus de justice transitionnelle, tous ceux qui ont commis des crimes seront punis, sans exception, assure Nizar Al-Samadi. La justice est plus grande que chacun d'entre nous. Même moi, je me présenterai devant le tribunal si des accusations sont portées contre moi et je m'en défendrai. »

The New York Times

Steven Erlanger
April 8, 2025

An Explosive Clock Is Ticking on Iran and Its Nuclear Program

Expected talks between Iran and the United States would be a late, and perhaps last, opportunity to control Tehran's nuclear ambitions and avoid war.

Talks between the United States and Iran, which President Trump said on Monday would begin on Saturday in Oman, face considerable problems of substance and well-earned mistrust.

But time is short for what is likely to be a complicated negotiation.

"We're at a fork in the road, heading toward a crisis," said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House.

While Mr. Trump has recently threatened Iran with "bombing the likes of which they have never seen before," he has also made it clear that he prefers a diplomatic deal. That reassurance — made in the Oval Office sitting next to Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, who has pressed for military action — will be welcomed widely in the Arab world.

Even if the target is the Islamic Republic of Iran, with all of its ambitions for regional hegemony, Arab countries from Egypt through the Gulf fear the economic and social consequences of an American and Israeli war, especially as the killing in Gaza continues.

But Mr. Trump's public demands — that Iran stop nuclear enrichment, hand over its large supply of enriched uranium and destroy its existing nuclear facilities — will al-



A poster in Tehran in November of Iranian scientists. President Trump said that the United States would hold talks with Iran on Saturday in an effort to rein in the country's nuclear program. Arash Khamooshi for The New York Times

most surely be rejected by Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, as an unacceptable humiliation and surrender. How far both sides are willing to compromise is unclear, but Mr. Trump is well known for making ultimate demands at the start and then searching for a deal.

This weekend's talks are expected to be at a high level and include Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, and reportedly Steve Witkoff, Mr. Trump's special envoy for the Middle East, Russia and much else. While the two sides disagree on whether these initial talks will be "direct," as Mr. Trump said, or

"indirect" through intermediaries, as Iran said, it will not matter very much, given the importance of the two men. What will matter, as Mr. Araghchi said, is that the effort is "as much an opportunity as it is a test" — a test of the willingness of both sides to negotiate seriously on restricting Iran's nuclear program, which Iran says is only for civilian purposes, in return for permanent sanctions relief.

But even if war can be avoided, the space for talking is narrow, European officials and analysts say, because by the end of July, the Europeans must signal whether

they will reimpose punishing United Nations sanctions against Iran. The option to reimpose those sanctions, which were lifted under the 2015 nuclear deal, will expire on Oct. 18.

Iran is already under significant sanctions, especially those imposed by Mr. Trump in his first term, and other U.N. sanctions stemming from its ballistic missile program to its human rights record. But the reimposition of these further sweeping sanctions would do significant additional damage to Iran's already shaky economy.

So they are considered im-

portant leverage to push Iran toward compliance with the old deal or to negotiate a new one. The Europeans — Britain, France and Germany — remain signatories of the deal and can choose to reimpose the U.N. sanctions, with a notification period included. But their ability to do so, and the leverage it provides, expire in October.

If these additional sanctions are reimposed, Iran says it will pull out of the Nuclear Nonproliferation Treaty altogether.

And that might cause Israel, with American help, to engage in an extensive military campaign to destroy Iran's nuclear facilities. Both Israel and the United States have vowed to prevent Iran from developing a nuclear weapon.

The Europeans want to decide before Russia, increasingly an ally of Iran, takes over the presidency of the Security Council for the month of October.

On Tuesday, Iran is having already scheduled technical talks about its nuclear program with Russian and Chinese officials in Moscow. Separately, the Kremlin spokesman, Dmitri S. Peskov, said Russia had welcomed the Oman talks, adding that "we support settling the issue of the Iranian nuclear dossier by political and diplomatic means."

"I am very worried," said Suzanne Maloney, an Iran expert and director of the foreign policy program of the Brookings Institution. "This tactic of negotiation under threat being used by the Trump administration is not a substitute for a serious policy on Iran."

Already, the United States has moved more long-range stealthy B-2 bombers into range and dispatched a second aircraft carrier, the Carl Vinson, into the region, while initiating a major bombing campaign against the Houthis, Iran's allies, which is seen as a message from Washington.

Iran is eager to avoid a further set of multilateral sanctions, on top of the ones that Washington imposed after Mr. Trump withdrew from the deal in 2018. But the Europeans have said they will reimpose sanctions absent a new nuclear deal. That has prompted Iran to vow that it would then abandon the nonproliferation treaty, which has a 90-day timeline, which might even then allow for some last-minute diplomacy.

Even if Iran agreed to keep international nuclear inspectors in the country, the International Atomic Energy Agency, in charge of implementation of the treaty, has made it clear that Iran's previous refusals to be open with its inspectors mean that the world is already blinded to a significant degree about Iran's nuclear program. And an unregulated Iranian nuclear program — with the strong potential for a breakout to produce even a primitive nuclear weapon — may prompt Israel and the United States to attack Iran.

The West and Israel are concerned that Tehran has been secretly planning a faster, cruder approach to building a weapon; it already has enough near weapons-grade uranium to build at least six bombs, according to I.A.E.A. data.

"It's hard to imagine that Israel would be happy with a nuclear program as advanced as Iran's without U.N. supervision," said Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group.

A bombing campaign would most likely prompt serious Iranian counterattacks on American and Israeli targets and Gulf infrastructure, like Saudi oil facilities, which no Arab nation in the region wants to see. It could also prompt Iran to weaponize its nuclear program and build a bomb.

Whether the Europeans will be willing or legally able to postpone the deadline for imposing more sanctions is unclear, analysts say. But there would have to be enormous progress toward a new deal to even consider the option.

Given mutual mistrust — after all, Mr. Trump already pulled out of one nuclear deal — a new accord would have to "perpetually restrain Iran's nuclear advancement in return for perpetual economic guarantees," ones that Ayatollah Khamenei, "who is deeply anti-American," believes will be guaranteed, said Ms. Vakil, the Mideast specialist at Chatham House. Iran is also likely to want strong security guarantees for the future of the regime.

Mr. Netanyahu said on Monday in the Oval Office that he sought a deal "the way it was done in Libya," referring to 2003, when Col. Muammar el-Qaddafi, then the leader, agreed to eliminate all of his country's weapons of mass destruction, including a nuclear-weapons program. If Mr. Trump "seeks to dismantle

the Iranian nuclear program Libya-style, in addition to closing down Iran's missile program and Tehran's relations with its regional partners, then diplomacy will most likely be dead on arrival," argued Trita Parsi, an Iran expert at the Quincy Institute.

But if Mr. Trump's strategy "is centered on achieving a verification-based deal that prevents an Iranian bomb — his only red line — then there is reason to be optimistic about upcoming talks," he continued.

Mr. Vaez believes the Iranians are skeptical about getting a deal with Mr. Trump. "I see signs that they are preparing for war," he said, including efforts to increase social cohesion, vowing not to enforce a strict law on the hijab, releasing some political prisoners and warning about protests.

After Israel's efforts to destroy Iran's proxies and allies in the region, including Hezbollah in Lebanon and Hamas in Gaza and the Israeli-occupied West Bank, and Israel air attacks on Iran's missile defenses, Iran is perceived as militarily vulnerable.

But Mr. Vaez warns of overconfidence. "No doubt the Iranians are weakened, but they are not weak, and they are not desperate," he said. "Iran does not want to validate pressure as a tool for concessions, which is a slippery slope," he said. "For Khamenei, the one thing more dangerous than suffering from U.S. sanctions is surrendering to them."

Amnesty International annonce un record du nombre d'exécutions dans le monde depuis 2015

L'organisation a recensé 1 518 exécutions en 2024, avec l'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite en tête, sans compter celles survenues en Chine, Corée du Nord et Vietnam, où le secret persiste.

Le nombre d'exécutions recensées dans le monde a atteint son plus haut niveau depuis près d'une décennie, avec une hausse particulièrement observée en Iran, en Irak et en Arabie saoudite, selon le [rapport annuel](#) d'Amnesty International publié mardi 8 avril.

L'organisation de défense des droits humains basée à Londres a dénombré 1 518 exécutions en 2024, mais ce chiffre ne comprend pas « les milliers de personnes très probablement exécutées en Chine, qui reste le pays ayant procédé au plus grand nombre d'exécutions au monde », précise-t-elle.

Selon le rapport sur la peine de mort de l'ONG, le nombre de personnes exécutées en 2024 est en hausse de 32 % par rapport à 2023, et a atteint un record depuis 2015, année au cours de laquelle 1 634 exécutions

avaient été comptabilisées. En revanche, pour la deuxième année consécutive, le nombre de pays ayant mené des exécutions s'élève à quinze, soit le plus bas jamais enregistré. Comme pour la Chine, les chiffres de la Corée du Nord et du Vietnam ne sont pas inclus dans le rapport, faute d'informations suffisantes disponibles.

« *Même si le secret entourant ce châtiment continue d'empêcher le recensement dans certains pays que nous pensons responsables de milliers d'exécutions, il est évident que les Etats qui maintiennent la peine capitale sont une minorité isolée* », a déclaré la secrétaire générale d'Amnesty, Agnès Callamard.

40 % des exécutions font suite à des infractions liées à la drogue

Selon l'ONG, l'Iran, l'Irak et l'Arabie saoudite ont été responsables l'an dernier

de 91 % des exécutions recensées. Elles sont en hausse dans les trois pays. L'Iran à lui seul compte pour 64 % des exécutions connues. Au moins 972 personnes [y ont été mises à mort](#), soit 119 de plus que l'année précédente. En Arabie saoudite, où ont lieu des décapitations, les exécutions ont doublé, passant de 172 à au moins 345. Elles ont presque quadruplé en Irak, d'au moins 16 à au moins 63, selon Amnesty. L'ONG accuse en particulier l'Iran et l'Arabie saoudite d'utiliser la peine de mort pour réduire au silence manifestants et opposants politiques.

« *L'Iran a persisté dans son recours à la peine de mort pour punir* » des participants au mouvement Femme, vie, liberté de 2022, y compris un jeune atteint d'un handicap mental, dénonce l'ONG. « *Les autorités saoudiennes ont continué d'utiliser la peine de mort pour museler la dissidence*

politique et sanctionner des (...) membres de la minorité chiite ayant soutenu les manifestations "antigouvernementales" entre 2011 et 2013 », ajoute Amnesty.

Selon le rapport, 25 personnes ont été exécutées aux Etats-Unis l'année dernière, soit une de plus qu'en 2023.

Les infractions liées à la drogue représentent plus de 40 % des exécutions dans le monde, souligne l'ONG, notant qu'elles sont nombreuses en Chine, en Iran, en Arabie saoudite et à Singapour. Ces exécutions sont illégales en vertu du droit international, qui considère que le recours à la peine de mort doit être limité aux crimes les plus graves, dont ne fait pas partie le trafic de stupéfiants, affirme Amnesty. A l'heure actuelle, 145 pays ont soit aboli la peine de mort, soit ne l'appliquent plus, selon l'ONG.

Donald Trump annonce mener des discussions « directes » avec l'Iran sur le nucléaire

Cette déclaration, faite dans le bureau Ovalaire en compagnie de Benyamin Nétanyahou, a surpris les observateurs, avant une rencontre « à très haut niveau » entre Téhéran et Washington prévue samedi et confirmée par l'Iran.

Le président américain, Donald Trump, a créé la surprise en annonçant que Washington menait des discussions « directes » avec l'Iran sur son programme nucléaire, lors de la réception lundi 7 avril du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, lequel est reparti sans les concessions commerciales qu'il espérait obtenir.

« Nous avons des discussions directes avec l'Iran. Elles ont commencé, elles se poursuivront samedi, nous aurons une très grande réunion », a déclaré à la presse le président américain. Il a ensuite assuré que cette rencontre, samedi, se tiendrait « à très haut niveau » et même « quasiment au plus haut niveau ».

Peu après, mardi soir, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a confirmé que des « discussions de haut niveau indirectes » entre les Etats-Unis et l'Iran auront lieu, samedi, à Oman. « Il s'agit autant d'une opportunité que d'un test. La balle est dans le camp de l'Amérique », a écrit M. Araghchi sur X.

Il s'agit d'une annonce spectaculaire, alors que le président américain est notoirement peu friand de tractations diplomatiques complexes impliquant plus



Benyamin Nétanyahou (à gauche) et Donald Trump dans le bureau Ovalaire, à Washington, le 7 avril 2025. SAUL LOEB / AFP

de deux parties – surtout sachant que l'Iran avait rejeté dimanche tout dialogue direct avec Washington.

Un nouvel accord « différent »

Proches alliés durant la monarchie Pahlavi, les deux pays n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980 et la prise d'otages de diplomates américains dans leur ambassade à Téhéran, dans la foulée de la révolution islamique. Mais ils échangent indirectement par le biais de l'ambassade de Suisse à Téhéran. Le sulta-

nat d'Oman a également joué un rôle de médiateur dans le passé, et le Qatar dans une moindre mesure.

« Nous traitons directement avec eux. Et peut-être que nous aurons un accord », a aussi dit lundi le président américain, qui avait retiré avec fracas les Etats-Unis d'un accord international avec l'Iran lors de son premier mandat, en 2018. Cet accord, conclu en 2015, prévoyait la levée de certaines sanctions en échange d'un encadrement des activités nucléaires iraniennes.

Donald Trump a dit lundi que, si un nouvel accord était trouvé, il serait « différent et peut-être beaucoup plus robuste ». Mais il a ajouté que l'Iran serait « en grand danger » si les discussions n'aboutissaient pas. Benyamin Nétanyahou, tenant d'une ligne dure face à Téhéran, a déclaré que l'objectif était que l'Iran ne produise « jamais » d'arme nucléaire, et a plaidé pour que les tractations diplomatiques débouchent sur un démantèlement « complet », évoquant l'exemple de la Libye.

Concernant les droits de douane, autre enjeu crucial de sa visite, le premier ministre israélien a déclaré : « *Nous éliminerons le déficit commercial des Etats-Unis* » vis-à-vis d'Israël. Il est le premier dirigeant étranger reçu par le président américain depuis l'annonce la semaine dernière des nouveaux droits de douane, qui ont provoqué un coup de tabac sur les places financières mondiales.

Pas de promesse d'exemption des droits de douane

Le dirigeant israélien est re-

parti sans promesse d'exemption ou de réduction des droits de douane, de 17 %, qui seront imposés sur les importations en provenance de son pays à compter de mercredi. Un journaliste a demandé à Donald Trump s'il comptait revenir sur cette taxe, et le président américain a répondu : « *Peut-être pas. N'oubliez pas que nous aidons beaucoup Israël.* » Israël avait tenté en vain d'échapper aux nouvelles taxes en levant, mardi, la totalité des droits de douane restants sur les 1 % de marchandises américaines encore concernées.

Benjamin Netanyahu a par ailleurs déclaré dans le bureau Oval qu'Israël œuvrait à un nouvel « *accord* » sur la libération des otages retenus par le mouvement islamiste palestinien Hamas dans la bande de Gaza. « *Nous faisons tout notre possible pour faire sortir les otages. Nous envisageons un autre cessez-le-feu, nous verrons bien ce qui se passera* », a renchéri Donald Trump, pendant une séance prolongée de questions-réponses avec les journalistes.

Après deux mois d'une trêve fragile entre le Hamas et Israël, l'armée israélienne a

repris le 18 mars son offensive militaire dans la bande de Gaza, d'où le mouvement palestinien avait lancé une attaque sans précédent le 7 octobre 2023 contre Israël.

La récente trêve a permis le retour de 33 otages israéliens, dont huit décédés, en échange de la libération de quelque 1 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes. Sur les 251 otages enlevés lors de l'attaque du Hamas en octobre 2023, 58 sont toujours retenus dans le territoire palestinien, dont 34 morts selon l'armée israélienne.

LE FIGARO

Isabelle Lasserre
08 avril 2025

Gideon Saar :

« L'Iran ne doit pas devenir un État nucléaire »

Le ministre des Affaires étrangères israélien était en visite jeudi à Paris, où il a rencontré Jean-Noël Barrot.

Au moment où Donald Trump évoque de nouvelles négociations avec l'Iran, Gideon Saar a répondu aux questions du Figaro.

LE FIGARO. - Si l'accord de 2015 a échoué, comment un nouveau « *deal* » pourrait-il réussir, alors que, depuis, le programme nucléaire iranien a quasiment atteint son but ?

- GIDEON SAAR. - Les conditions sont différentes. À la Maison-Blanche, nous avons un président plus dur. L'Iran a aussi un nouveau chef d'État. Et les Européens ont ouvert les yeux. Avec la guerre en Ukraine, qui a mis en lu-

mière l'aide fournie à la Russie par Téhéran. Mais aussi parce qu'ils ont vu les attaques directes menées par l'Iran contre nous en avril et en octobre 2024 et compris ce dont ont été capables ses affidés, le Hamas et le Hezbollah, à partir du 7 Octobre. Nous n'avons plus besoin d'expliquer la nature de l'agression iranienne. Aujourd'hui tout le monde se pose la même question : s'ils ont fait ça sans nucléaire, que feront-ils le jour où ils auront un parapluie nucléaire ? Pour toutes ces raisons, j'attends davantage de détermination de la part de la communauté internationale. Ce qui ne m'empêche pas de rester sceptique sur les chances d'obtenir un accord, car les écarts entre la vision américaine et la vision iranienne restent très importants.

LE FIGARO. - En cas d'échec de la diplomatie, les États-Unis se joindraient-ils à une opération militaire israélienne pour détruire les installations nucléaires iraniennes ?

- Je ne spéculerai pas sur ce sujet. Mais je rappelle notre objectif : l'Iran ne doit pas devenir un État nucléaire. Nous sommes à une minute de l'Histoire où grâce au consensus de la communauté internationale, nous avons une réelle opportunité de le réaliser. Comment ? Nous verrons. Mais notre détermination est partagée par les Américains et par la France.

LE FIGARO. - Quelle est votre stratégie à Gaza ? Pourquoi la guerre a-t-elle repris ?

- Nous avons deux objec-

tifs : obtenir la libération des otages et éradiquer toute menace future contre Israël et ses citoyens. Si les militants du Hamas se retirent de Gaza et rendent leurs armes, la guerre s'arrêtera demain. Pour l'instant, ils ont au contraire prouvé qu'ils ne voulaient pas de la paix. Ce qui est certain, c'est que les Israéliens n'abandonneront pas leurs otages et qu'il n'y aura pas de retour à la réalité d'avant le 7 Octobre, c'est-à-dire une menace militaire permanente de Gaza vis-à-vis d'Israël. Le Hamas utilise la carte des otages pour forcer Israël à se rendre et pour dicter ses conditions de la fin de la guerre. Il n'en est pas question. Le prix que nous avons payé est déjà énorme. Leur objectif, nos renseignements le savent, est toujours d'envahir Israël. Nous

ne pouvons prendre aucun risque.

LE FIGARO. - Comment voyez-vous le jour d'après ? Certains Palestiniens, comme Mohammed Dahlan ou Marwan Barghouti, pourraient-ils être compatibles avec votre objectif ?

- Barghouti est un terroriste, il a tué des Israéliens, il est en prison. Mais le plus important, voyez-vous, ce n'est pas « qui », mais « quoi » ? Comment faire pour éradiquer l'idéologie extrême des Palestiniens, omniprésente, y compris dans les écoles, même les écoles maternelles où elle corrompt les nouvelles générations, et dans les mosquées. Il faut une grosse opération de déradicalisation et celle-ci ne peut avoir lieu qu'après la défaite. Nous avons besoin d'un voisinage qui ait une approche différente vis-à-vis d'Israël et des Juifs. Ce n'est pas encore le cas : contrairement aux Émirats arabes unis qui ont changé, les Palestiniens veulent toujours l'élimination de l'État juif.

LE FIGARO. - Le plan de Donald Trump pour Gaza est-il mort ?

- Non il n'est pas mort. Il est sujet à deux conditions. La première, c'est de pouvoir laisser émigrer les Gazaouis qui le veulent, car il ne s'agit aucunement d'un déplacement forcé. Ils sont nombreux à vouloir partir. La deuxième, c'est de trouver des États qui sont prêts à accepter ces volontaires. Je ne comprends pas pourquoi le droit à l'émigration serait accordé aux Syriens et aux Afghans mais serait refusé aux Palestiniens ! Ou plutôt je ne le

comprends que trop bien : les Palestiniens sont un outil politique utilisé contre Israël. On veut absolument les garder dans des camps de réfugiés.

LE FIGARO. - Où en sont les projets de rapprochement entre Israël et l'Arabie saoudite au sein des accords d'Abraham ?

- Nous appelons ce rapprochement de nos vœux. Mais nous savons que cet objectif est plus difficile à réaliser tant qu'il y a la guerre. Ce sera sans doute possible sous le mandat de Trump, mais un peu plus tard.

LE FIGARO. - Allez-vous annexer la Cisjordanie ?

- Pour nous, ce sont des territoires disputés, pas occupés. Nous avons souvent été prêts à négocier. Mais ce n'est pas possible avec l'actuelle Autorité palestinienne. Nous ne voulons pas les diriger. Mais un État palestinien indépendant aujourd'hui en Judée Samarie, ce n'est pas possible, car il serait dirigé par le Hamas et mettrait en danger la sécurité d'Israël.

LE FIGARO. - Le nouveau leader syrien al-Charaa est-il mieux ou moins bien pour Israël que ne l'était Bachar el-Assad ?

- Cela ne peut pas être pire, car el-Assad était directement connecté à l'axe iranien. Il participait à la création d'une continuité territoriale entre les alliés de l'Iran. Nous nous sommes donc réjouis de sa chute. Mais il faut être réaliste vis-à-vis du nouveau régime de Damas. Il n'a pas été élu démocratiquement. Il y a environ 10 000 djihadistes en Syrie,

dont beaucoup ont été libérés de prison par le nouveau pouvoir, et ils veulent, nous le savons, en découdre au Golan. Toutes nos actions en Syrie visent à renforcer notre sécurité et empêcher à tout prix l'ouverture d'un autre front contre Israël.

LE FIGARO. - Que faites-vous pour lutter contre l'influence de la Turquie en Syrie ?

- Les Turcs exercent une forte influence en Syrie. Ils veulent sans doute y installer un protectorat. Nous nous inquiétons de leur volonté de s'établir militairement dans le pays, comme de leur élan à vouloir s'en prendre à la coalition kurde dans le nord du pays. Erdogan a récemment multiplié les déclarations hostiles vis-à-vis d'Israël, dont il souhaite l'élimination. L'ayatollah Khamenei a fait le même type de déclaration en Iran. C'est curieux. Si ces phrases étaient prononcées contre un autre pays, il y aurait un tollé international. Mais là, rien, comme si cela était naturel.

LE FIGARO. - Vous sentez-vous mal compris par les Européens ?

- C'est-à-dire qu'il y a un énorme écart entre les résultats que nous obtenons et l'attitude des gouvernements européens envers nous. Tout le monde se félicite que le Hezbollah et le Hamas aient été défaits, que Nasrallah ait été tué, que Bachar el-Assad ait été destitué. C'est nous qui avons créé toutes ces opportunités mais les critiques pleuvent sur les méthodes qui ont permis d'arriver à ces résultats. Tout

le monde dit bravo d'avoir démantelé le Hamas ! Mais comment croyez-vous que nous avons fait ? Avec des déclarations ? Vous croyez que ça les impressionne ?

LE FIGARO. - Beaucoup accusent le gouvernement israélien de glisser vers une forme d'autoritarisme...

- Israël est une société démocratique. Le gouvernement ne s'attaque pas aux opposants, contrairement à ce qu'il se passe en ce moment en Turquie ! Pourtant je ne vois aucune critique s'élever contre les dérives d'Erdogan, qui est un allié de l'Otan...

LE FIGARO. - Les relations entre Israël et la France ont connu des hauts et des bas depuis le 7 Octobre. Où en sont-elles aujourd'hui ?

- Malgré des divergences d'opinions parfois réelles, le dialogue reste très important. Car nous tenons à ce que les positions soient liées à la réalité sur le terrain. Or, promouvoir aujourd'hui la solution à deux États, ce n'est pas réaliste. Car si demain un État palestinien est créé, ce sera un État du Hamas. Nous avons tous des rêves, des espoirs, des volontés. Mais nous devons être réalistes avec les sujets qui ont des conséquences sur la sécurité de toute la région. Le camp radical doit être défait pour que puisse exister un futur meilleur. C'est là-dessus qu'il faut se concentrer.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ISABELLE LAS-
SERRE

The New York Times April 8, 2025

Some Israelis Favor Attacking Iran, Expressing Skepticism About Talks

Many Israelis were surprised when President Trump announced that the United States would engage in “direct” negotiations with Tehran in an effort to rein in its nuclear program.

Prime Minister Benjamin Netanyahu has in the past listed the three main threats facing Israel as “Iran, Iran and Iran.” He has largely staked his career on being Israel’s protector against Iranian nuclear ambitions, has openly confronted Tehran in recent months and is at war with Iran-backed militias around the region.

Many Israelis were therefore surprised when President Trump, with Mr. Netanyahu sitting beside him, announced on Monday that the United States would engage in “direct” negotiations with Iran on Saturday in a last-ditch effort to rein in the country’s nuclear program.

Mr. Trump’s statement was splashed over the front pages of Israel’s major newspapers on Tuesday morning. As the day went on, pundits increasingly weighed in, parsing the pros and cons of the unexpected development.

By early evening in Israel, Mr. Netanyahu had issued a video statement before his departure from Washington in which he largely strove to emphasize his close alliance and alignment with the Trump administration.

“We agree that Iran will not have nuclear weapons,” he said, adding that this could be achieved by diplomatic accord. But a negotiated solution, he explained, would have to result in the total destruction of Iran’s vast nuclear program, blowing up facilities and dismantling all equipment, all



Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and President Trump in the Oval Office on Monday. Eric Lee/ The New York Times

carried out by the United States.

But should Iran drag out the talks, Mr. Netanyahu said, the second option would be a military one. “Everyone understands that,” he said, adding, “We discussed it at length.”

With Iran’s nuclear program considered to be at its most advanced stage ever, some Israeli experts have suggested that now would be the perfect time to attack Tehran’s nuclear facilities. Iran’s traditional allies on Israel’s borders are either weakened, in the case of Hezbollah in Lebanon; or fallen, in the case of the Assad regime in Syria. That means any attack could take advantage of Tehran’s vulnerability after Israeli strikes in the fall took out air defenses

around key nuclear sites.

If direct talks take place, they would be the first official face-to-face negotiations between the two countries since Mr. Trump abandoned the Obama-era nuclear accord seven years ago at the urging of Mr. Netanyahu, who had denounced it as a “bad deal.”

Mr. Netanyahu said in the Oval Office on Monday that if Iran could be absolutely prevented from obtaining a nuclear weapon by diplomatic means, “that would be a good thing.”

Many Israelis would agree.

“The ideal for Israel would be a very good agreement,” said Yoel Guzansky, a senior researcher and head of the Gulf program at the Institute for

National Security Studies at Tel Aviv University. He said he hoped Mr. Trump’s approach would be “more aggressive” than that of previous administrations in dealings with Iran.

“But there is nothing ideal in the world,” Mr. Guzansky added, expressing broadly held concerns that Mr. Trump “may be willing to be more flexible than Israel would be” and that a gap may open up over the issue between Israel and Washington.

The interests of the two sides already differ, Mr. Guzansky said, in that Israel sits near Iran and has to live with its proxies on its borders, while the United States is thousands of miles away and has other pressing problems. He said

he hoped that Mr. Netanyahu would continue to have the ear of the Trump administration and that Israel would be kept in the picture.

Some Israeli analysts were banking on any such talks failing, noting that the Iranians were tough negotiators.

Many took consolation in Mr. Trump's pronouncement that Tehran would be "in great danger" if it failed to reach an accord and pointed to reports of the Pentagon's recent deployment of at least six B-2 bombers to the Indian Ocean island of Diego Garcia as concrete evidence of a military

option against Iran.

"There is no chance the ayatollahs will agree to dictates," Ariel Kahana, a diplomatic commentator for Israel Hayom, a right-wing daily, wrote on Tuesday, anticipating the Trump administration's imposition of tough conditions

on Iran for an agreement.

"Therefore," Mr. Kahana continued, "a military clash with Iran is only a matter of time."

Isabel Kershner, a Times correspondent in Jerusalem, has been reporting on Israeli and Palestinian affairs since 1990.

Le Monde

Elliott Brachet
09 avril 20225

En Syrie, les fantômes du vieux marché d'Alep, devenu un dédale de ruines

ReportageSitué sur la ligne de front pendant la guerre civile, le souk médiéval, ancien cœur battant de la grande ville du nord de la Syrie, est en grande partie détruit. Si quelques dizaines d'échoppes ont pu être restaurées grâce à des financements étrangers, les clients se font toujours désirer.

Tous les matins, ils viennent se saluer. Après avoir balayé la poussière qui recouvre les pavés, ils installent quelques chaises en plastique en arc de cercle et palabrent en égrenant leurs chapelets. Leurs grosses voix résonnent sous les arcades brunies par les flammes. « *On se retrouve pour discuter, c'est tout ! Pour se dire bonjour. Pour le reste, regardez autour de vous, tout est mort, le commerce est mort. La guerre, le régime d'Al-Assad ont tout anéanti. Alep s'est endormie* », déplore, en ce début mars, Mohammed Imad Eddine, dont la famille possédait ici un comptoir de tissu, depuis plus de cent ans.

Chaque jour, c'est le même rituel. Les derniers commerçants du vieux souk d'Alep se retrouvent dans les travées désertes de ce qui faisait autrefois la grandeur de la capitale économique de

la Syrie. « *On vendait des étoffes alépineuses à des clients du monde entier, d'Irak, d'Azerbaïdjan, de Jordanie et du Golfe. Les affaires se portaient bien. De jour comme de nuit, on préparait la marchandise pour le lendemain. On vendait tout* », poursuit-il en parcourant les ruines de sa vie passée.

Au pied de la citadelle d'Alep, ce labyrinthe voûté de 12 kilomètres de long abritait plus de 4 000 échoppes et une cinquantaine de caravansérails, certains datant de plus de trois cents ans avant J.-C. A l'époque ottomane, le marché d'Alep était l'un des plus vastes au monde. S'y échangeaient des parfums, des épices, des pierres précieuses, de la soie et du coton, autant de denrées acheminées par des caravanes venues d'Inde, d'Iran ou de la péninsule Arabique, qui reprenaient ensuite la direction de Venise ou de Rome, via la Méditerranée.

Aujourd'hui, plus aucun client ne s'aventure dans le souk. Et quand bien même il y en aurait, la plupart des commerçants n'ont plus de boutique pour les accueillir. Un grand nombre d'entre elles ont brûlé dans l'incendie de septembre 2012 qui a ravagé la vieille ville médiévale, théâtre de violents combats entre l'armée syrienne et la rébellion. « *C'était notre cœur qui brûlait. On n'a pas pu sauver un brin de tissu, pas une marchandise. On n'a jamais su quel camp avait provoqué l'incendie* », raconte Mohammed Imad Eddine, dans son ancien bureau, éventré par un missile.

« Désormais, on achète du bas de gamme »

Les affrontements, qui avaient commencé en juillet 2012, à la suite de l'entrée des insurgés dans Alep-Est, se sont achevés en décembre 2016, avec la reconquête de la moitié orientale de la

ville par les forces fidèles au régime de Bachar Al-Assad. Le souk a été gravement endommagé à 60 %, et à 30 % totalement détruit, selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Unesco, qui a inscrit les lieux sur la liste du Patrimoine mondial en péril. Le khan des tisserands, les souks de l'or, le quartier des tailleurs, celui des parfumeurs, du coton... tout est devenu un enchevêtrement de ruines où des oiseaux nichent dans les trous ouverts par les balles et les obus.

« *Les deux côtés sont responsables* », s'indigne Abou Nour, propriétaire d'une autre échoppe, en traçant sur une feuille de carnet un petit plan indiquant les positions du régime et de l'opposition, de part et d'autre des travées du souk. L'homme, surnommé « le résistant » par ses comparses, est né en 1957 et a passé toute sa vie dans le cœur battant de la cité. « *Avant, pendant et*



© ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

après la guerre, ajoute fièrement Abou Nour, c'est comme si mon sang coulait dans ces vieilles pierres. »

Aujourd'hui, le vieux souk qui a traversé les âges est désormais peuplé de fantômes. « Celui-là est parti à Istanbul, celui-ci au Caire, lui en Allemagne », égrène Abdulrazaq Kanaa, un autre commerçant, en désignant du doigt les rideaux de fer abaissés de boutiques désertées. La plupart de ceux qui sont restés ont abandonné les lieux pour les marchés environnants, troquant les étoffes soyeuses, les bijoux et les antiquités pour des accessoires de smartphone et des vêtements sous plastique importés.

Le poumon historique de la ville a cessé de respirer. « Avec la crise, Alep a été déclassée. Les gens sont ruinés. Avant, on vendait des produits de haute qualité, fabriqués localement. Désormais, on achète du bas de gamme. Les étals sont remplis d'articles importés de

Turquie ou de Chine. L'histoire s'est inversée », s'insurge Mohammed Attar, le doyen des commerçants.

« Tous nos ancêtres ont travaillé ici »

A partir de 2018, deux ans après que le régime de Bachar Al-Assad a repris le contrôle intégral de la ville, les autorités ont entrepris la réfection d'une partie du souk. L'organisation Syria Trust for Development, aux mains de la première dame, Asma Al-Assad, s'est associée avec la Fondation Aga Khan pour rénover le vieux marché de la soie. Mais, en six ans, une soixantaine de boutiques seulement ont rouvert leurs portes, suscitant les critiques de nombreux commerçants, qui dénoncent la corruption du régime et ses accointances avec des investisseurs étrangers, notamment iraniens.

« Depuis douze ans, personne ne nous a aidés », assène Abdulrazaq Kanaa, expliquant que le régime d'Al-

Assad leur avait fait miroiter des compensations jamais venues. Comme une poignée de voisins, il a commencé seul à déblayer et à tenter de reconstruire son échoppe. Une tâche herculéenne et coûteuse. « Il faut être fou pour revenir travailler dans ces ruines. On souhaite tous rouvrir nos boutiques, mais il faudra des milliards de dollars pour redonner au souk sa splendeur passée. Un souk est un réseau, tous les commerçants doivent revenir pour qu'il soit attractif », dit-il en soupirant et en inspectant les sept magasins de sa famille, broyés par les bombes.

« Tous nos ancêtres ont travaillé ici, pendant des générations », raconte le commerçant, qui vendait des écharpes, des keffieh et toutes sortes de tissus confectionnés dans les ateliers d'Alep. « On espère que les temps seront meilleurs », conclut-il, en exhortant le nouveau pouvoir syrien à relever le souk de ses cendres. « C'était l'un des plus beaux et plus grands marchés de

tout le Moyen-Orient. Et maintenant, regardez autour de vous. Nos vies sont parties en fumée. Pourquoi Bachar n'est-il pas parti plus tôt ? On aurait pu éviter tout ça », déplore Walid Abou Al-Kheïl, qui se tient devant le rideau de fer du magasin de son père, appartenant à la famille depuis quatre-vingts ans. L'échoppe est située dans une ruelle sombre où il n'y a pas d'électricité et pas l'ombre d'un client.

Sous les coupoles percées de rais de lumière, la voix d'un homme s'élève, cristalline. Ali Al-Wawi, un ancien manutentionnaire du marché, entonne la fameuse chanson *Al-Rozana*, venue des extrémités de l'Empire ottoman jusqu'à Alep, carrefour du commerce du Levant. Pour ces vieillards, le souk est comme une machine à remonter le temps. Assis sur leurs chaises en plastique, ils refont l'histoire, caressant de leurs souvenirs un passé qu'ils voudraient bien ressusciter.

The New York Times

Alissa J. Rubin
April 9, 2025

Islamic State Regains Strength in Syria

The U.S. has sent more forces to Syria, tamping down on the immediate threat, but experts warn that the extremist group could break thousands of hardened fighters out of prison.

The Islamic State has shown renewed vigor in Syria, attracting fighters and increasing attacks, according to the United Nations and U.S. officials, adding to the volatility of a country still reeling since the fall of President Bashar al-Assad.

The group is still nowhere near as strong as it was a decade ago, when it controlled eastern Syria and a large part of northern Iraq, but there is a risk, experts say, that the Islamic State can find a way to free thousands of its hardened fighters who are held in prisons guarded by U.S.-backed Syrian Kurdish forces.

A serious Islamic State resurgence would undermine a rare moment when Syria seems to have a chance to move beyond a brutal dictatorship. But it could also reverberate more broadly, spreading instability through the Middle East. The extremist group once used Syria as a base to plan attacks on the country's neighbors and further abroad in Europe.

Between 9,000 and 10,000 Islamic State fighters and about 40,000 of their family members are detained in northeastern Syria. Their escape would not only add to the group's numbers, but also provide a propaganda coup.

"The crown jewel for the Islamic State is still the prisons and camps," said Colin Clarke, the head of research for the Soufan Group, a global intelligence and security firm.

"That's where the experienced, battle-hardened fighters are,"



Masked guards in an Al-Sina Prison corridor leading to the cells of Islamic State fighters. Daniel Berehulak / The New York Times

he said. "In addition to whatever muscle they add to the group, if those prisons are open, the pure propaganda value" would serve the group's recruitment efforts for months.

Top U.S. intelligence officials last month presented to Congress their annual worldwide threat assessment, concluding that the Islamic State would try to exploit the end of the Assad government to free prisoners and to revive its ability to plot and carry out attacks.

The United States announced late last year that its military had roughly doubled the number of its troops on the ground in Syria, to 2,000, and its many strikes on Islamic State redoubts in the Syrian desert in the last few months appear to have tamped down the immediate threat. But President Trump has ex-

pressed deep skepticism about keeping U.S. troops in the country, and a confluence of other developments in Syria has alarmed experts who say that, taken together, they could make it easier for the Islamic State to regroup further.

The United States has hopes that the new Syrian government, led by a onetime Al Qaeda affiliate, Hayat Tahrir al Sham, will become a partner against a resurgent Islamic State. The initial signs were positive, with the group acting on U.S.-provided intelligence to disrupt eight Islamic State plots in Damascus, according to two senior U.S. military officials who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive operations.

But sectarian-driven violence last month, in which hundreds of civilians were killed, showed

the government's lack of control over some forces nominally under its command, and it is unclear how much bandwidth it will have to fight the Islamic State.

The Islamic State, a Sunni Muslim insurgent group, traces its beginnings to Al Qaeda in Iraq, where it was defeated by local militias and American troops. Its fighters rebranded as the Islamic State and exploited the chaos of Syria's civil war to seize vast swaths of territory and return to Iraq.

It gained notoriety for kidnappings, sexual enslavement and public executions, and orchestrated or inspired a series of terrorist attacks across Europe. The group had largely been routed more than five years ago by a combination of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in north-

eastern Syria and U.S. troops. But by early 2024, the Assad regime was increasingly on the defensive; its Iranian and Russian allies were stretched by conflicts elsewhere; and Syria's Kurds were forced to divert troops to battle Turkish attacks.

But, though it no longer holds much territory, the Islamic State is still spreading its radical ideology through clandestine cells and regional affiliates outside of Syria and online. Last year, the group was behind major attacks in Iran, Russia and Pakistan.

In Syria, according to a U.S. defense department official who spoke anonymously to discuss information that has not yet been released publicly, the group claimed 294 attacks in 2024, up from the 121 it claimed in 2023. The United Nations' Islamic State monitoring committee estimated about 400 attacks, while human rights observers in Syria said the number was even higher.

Attacks so far this year appear to have slowed, according to human rights groups and U.S. military officials — in part because of the recent U.S. bombing campaign targeting Islamic State fighters — but it is still relatively early in the year and the situation hangs on a knife's edge.

Aaron Zelin, a Washington Institute fellow who has tracked Islamist groups' activities and propaganda for more than 15 years, said the unrest facing the new government from remnants of the Assad regime and incursions by Turkey into Syria were its biggest challenges right now. But he warned that the Islamic State added yet another threat.

"One big attack in Damascus against foreigners or expats and everybody's going to change how they view it, so we need to be cautious," he said.

The concerns over a possible prison escape by Islamic State

detainees have been heightened by ongoing violence in the northeast. The detention centers in northeastern Syria are guarded by the Kurdish-led fighters, the Syrian Democratic Forces, who also help guard the nearby camps that hold Islamic State family members. But those forces have been distracted by attacks from Turkish-backed militias.

The Turkish authorities view the Kurdish-led fighters as the Syrian branch of Kurdish separatists in Turkey who have waged a 40-year battle against the Turkish government. Turkey sees them as terrorists.

The prisons have already proven to be a concern. In 2022, nearly 400 Islamic State-linked prisoners escaped during an Islamic State assault on a prison in the city of Hasaka. At the time, U.S. Special Operations forces helped the Syrian Democratic Forces get control of the situation.

Since then, U.S. intelligence on potential jail breaks has helped the Syrian Democratic Forces disrupt other plots before they happened, one of the senior U.S. officials said.

In Al Hol, the largest camp where Islamic State women and children have been held for years, the extremist group has been testing the boundaries. In a recent report, a U.N. committee said the chaos surrounding the fall of Mr. al-Assad allowed some Islamic State fighters to escape the camp, although it was not clear how many.

If the Syrian Kurds are weakened, "there is no question that it will create a vacuum," said Kawa Hassan, an Iraqi analyst and a nonresident fellow at the Stimson Center, a nonpartisan organization in Washington. "And only the Islamic State thrives in a vacuum."

l'Humanité

Pierre Barbancey
10 avril 2025

« Nous sommes fiers de nos enfants » : en Turquie, la lutte sociale continue, malgré les arrestations

Le quai de Kadiköy, sur la rive anatolienne d'Istanbul, a résonné des chants étudiants, mardi soir. Le lendemain, les rues du district de Sisli, dans la partie européenne de la ville, se sont remplies, en fin d'après-midi. En octroyant plusieurs jours de vacances aux fonctionnaires et aux universités, en plus des habituels congés de l'Aïd-el-Fitr marquant la fin du ramadan, Recep Tayyip Erdogan espérait sans doute en finir avec les mobilisations qui, depuis le 19 mars, secouent

la Turquie. Le président turc en est pour ses frais.

Bravant les centaines de policiers déployés, casques et matraques en main pour les uns, petites caméras vidéo pour les autres histoire d'agrandir le fichier, les étudiants sont arrivés d'une quinzaine d'universités dans un (habituel) joyeux tumulte aux cris de « Voleur, tueur, AKP », l'acronyme du Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan. La colère est palpable.

Plus de 300 d'entre eux ont été arrêtés et se trouvent toujours en prison. « Est-ce qu'on promet à nos camarades étudiants qu'ils vont être libérés et qu'on va continuer jusqu'au bout ? » scande dans un mégaphone une fille à la chevelure rouge. La réponse ne se fait pas attendre : « Oui ! » s'égo-sillent les manifestants.

« Nous sommes en prison, maintenant, c'est à vous de continuer »

Justement, à la tribune, un participant lit la lettre d'un des emprisonnés. « La rue est un lieu de résistance », écrit ce jeune qui croupit dans une geôle depuis plus de trois semaines maintenant. « Ils nous ont matraqués et gazés lorsque nous manifestions, puis ils sont entrés dans l'université pour nous filmer. À la suite de ça, ils ont déboulé chez nous et nous ont arrêtés. Nous sommes en prison, maintenant, c'est à vous de continuer. Nous avons confiance. »

L'émotion était palpable. « *Je suis très triste, mais on est debout* », concède Zeynep Tatli, dont le fils, étudiant en quatrième année à l'Université technique d'Istanbul, est embastillé. « *Nous sommes fiers de nos enfants. On sera avec eux jusqu'au bout. Ils n'ont pas fait quelque chose de mauvais.* » Jeudi après-midi, on apprenait qu'une centaine de jeunes avaient été libérés – mais ils sont toujours poursuivis –, preuve que le pouvoir cherche à éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Pas sûr que cela suffise.

« *Nous savons très bien que nos amis qui se trouvent aujourd'hui dans les prisons n'ont pas été arrêtés parce qu'ils ont commis un crime, mais parce qu'ils représentent une menace pour le régime d'un seul homme qui est sur le point de perdre*

son siège, explique Rozerin, 27 ans, aux cheveux flamboyants. *Nous avons réussi à briser les barrières car notre colère concerne aussi bien nos études que nos vies personnelles.* »

La question kurde

De la colère encore, à Sisli, quartier farouchement séculaire mais aux écarts sociaux marqués. Les habitants se sont réunis pour soutenir leur maire de district, Resul Emrah Sahan, en prison lui aussi, tout comme Ekrem Imamoglu, qui dirige la municipalité d'Istanbul. Des milliers de personnes ont acclamé Mahir Polat, le secrétaire général adjoint de la mairie de la première ville du pays, libéré pour raisons de santé, qui a témoigné par téléphone : « *C'était très dur. Mais je me sentirai bien lorsque tous les*

prisonniers politiques seront sortis. »

Dans ce mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur, la **question kurde** se pose maintenant avec acuité. Le président du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, venu parler à Sisli, a beaucoup évoqué la « *résistance* » et a affirmé que « *cette manifestation n'appartient à aucun parti mais au peuple tout entier* », avant de lancer à l'adresse d'Erdogan : « *Tu aimes les Kurdes quand ils votent pour toi, mais s'ils choisissent le CHP, alors ce sont des terroristes.* » Et le chef du parti kémaliste de proclamer : « *Il faut accepter le fait que les Turcs et les Kurdes sont des frères. Nous sommes unis comme les couleurs de l'arc-en-ciel.* »

Pour la première fois, ce 10 avril, **Recep Tayyip Erdogan**

a reçu une délégation du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) pour évoquer le processus lancé par le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, le 27 février. Il avait alors appelé son organisation à déposer les armes et à se dissoudre. Une rencontre qualifiée de « *positive, politique et pleine d'espoir pour l'avenir* » par le DEM, qui, pour l'heure, en l'absence de dialogue direct, sert d'intermédiaire. Quelques heures auparavant, Meral Danis Bestas, députée de ce parti, soulignait auprès de l'Humanité que « *c'est le moment où le pouvoir doit accepter Öcalan comme quelqu'un avec qui dialoguer* ». Le DEM, qui participe également aux manifestations « *pour la paix et la démocratie* », entend « *dialoguer et lutter en même temps* ».

Le Monde

Ghazal Golshiri
09 avril 2025

L'Iran, affaibli sur la scène régionale, est poussé à des négociations avec les Etats-Unis

Contesté en interne et confronté à la pression américaine, le régime iranien se dit prêt à des négociations « indirectes » sur le nucléaire, espérant la levée des sanctions économiques.

L'échange a eu lieu le 1^{er} avril sur la plateforme X. Ce jour-là, alors que les Etats-Unis faisaient planer depuis quelques

semaines la menace d'une attaque contre l'Iran, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, défendait l'option diplomatique entre Téhéran et Washington. « *L'engagement diplomatique a porté ses fruits dans le passé et peut encore fonctionner* », écrivait le chef de la diplomatie iranienne, faisant allusion à l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015, devenu caduc depuis le retrait unilatéral de Washington, trois ans plus

tard. « *Excellent* » pondit d'emblée, sur le même fil, Steve Witkoff, l'émisnaire de Donald Trump au Moyen-Orient. Supprimée quelques heures plus tard par son auteur, la réponse de M. Witkoff prend aujourd'hui tout son sens, alors qu'il retrouvera Abbas Araghtchi samedi 12 avril à Oman, pour mener des négociations.

Ces négociations seront « *directes* » selon les Américains et « *indirectes* » selon les Iraniens, ce qui signifie que des intermédiaires relaieront les discussions entre les deux parties. La veille, à Washington, sous le re-

gard desembarras du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, farouchement opposé à tout accord diplomatique avec l'Iran, le président américain annonçait : « *Nous avons des discussions directes avec l'Iran, et elles ont commencé.* »

Le locataire de la Maison Blanche a également laissé planer la menace d'une réponse militaire en cas d'échec de ces discussions. « *Ce serait un très mauvais jour pour l'Iran* », avait-il ajouté.

En déplacement à Alger, mardi 8 avril, Abbas Araghtchi a cherché à minimiser la différence de vues

entre Téhéran et Washington sur le caractère des négociations. « *Le mode de négociation n'est pas le plus important ; ce qui compte, c'est la volonté des deux parties d'aboutir à un accord. L'Iran préfère le canal indirect car les tentatives américaines d'imposer leurs vues par la pression ou la menace sont inacceptables, et le format indirect garantit un dialogue plus équilibré* », a-t-il expliqué.

Convaincre Ali Khamenei

Cependant, selon une source proche des autorités à Téhéran, les discussions pourraient rapi-

dement intervenir directement entre les deux parties. Cela constituerait la première rencontre en face-à-face entre les deux pays depuis que Donald Trump a quitté l'accord nucléaire conclu sous son prédécesseur, Barack Obama, à Vienne. « *Si le climat est favorable, une discussion directe pourrait s'engager après une ou deux heures entre les représentants iraniens et américains* », explique Hossein Mousavian, ancien diplomate iranien et membre de l'équipe de négociation de 2015, aujourd'hui installé aux Etats-Unis. Un précédent existe, note-t-il : en 2014, en raison de tensions politiques internes, les Américains avaient interrompu les pourparlers directs avec l'Iran. « *La solution, à l'époque, explique le diplomate iranien, avait été de commencer les négociations à Istanbul [Turquie] en présence de [la Britannique] Catherine Ashton [la cheffe de la diplomatie européenne à l'époque]. Puis M^{me} Ashton avait quitté la salle, permettant ainsi aux négociateurs iraniens et américains d'engager un dialogue direct.* » Quelques mois plus tard, le « deal » nucléaire était signé.

À Téhéran, le Guide suprême, Ali Khamenei, s'était dit, jusqu'à présent, opposé à toute prise de contact avec les Etats-Unis, et encore plus avec Donald Trump, qui a ordonné l'assassinat, en 2020, en Irak, de l'iranien Ghassem Soleimani, chef des Forces Al-Qods, la branche extérieure des gardiens de la révolution. Début février, le Guide avait déclaré que négocier avec les Etats-Unis n'était « *ni raisonnable, ni intelligent, ni honorable* ». Aujourd'hui, la formule de négociations « *indirectes* » a été trouvée pour faire passer la pilule face au veto posé par Ali Khamenei, notamment afin d'obtenir une levée des sanctions internationales qui étouffent l'économie iranienne.

Depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord, l'Iran s'est progressivement affranchi de nombreux engagements pris dans le cadre du « deal » nucléaire. Le pays serait en mesure de produire du combustible de qualité militaire en quelques semaines et une



Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, lors d'une réunion à Téhéran, le 8 mars 2025. BUREAU DU GUIDE SUPRÊME IRANIEEN / VIA REUTERS

arme complète en quelques mois. « *Depuis peu, le gouvernement du président Massoud Pezeshkian, plus ouvert à une reprise des négociations avec Washington que son prédécesseur, Ebrahim Raïssi, a commencé à avancer discrètement sur le terrain des négociations. Le choix d'un format indirect semble fonctionner, même si les résultats concrets restent incertains* », explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin.

Si le Guide semble aujourd'hui résolu à accepter que les négociations avec le « Grand Satan » soient relancées – même indirectement –, c'est aussi parce que ses calculs politiques se sont révélés erronés. « *Ali Khamenei a refusé tout dialogue avec Donald Trump entre 2018 et 2021, à moins que ce dernier ne revienne au "deal" nucléaire, se disant probablement : "Je peux attendre qu'il parte." Mais cette stratégie n'a mené nulle part, car, sous Joe Biden, les négociations indirectes n'ont donné aucun résultat*, explique l'analyste Mohammad Ali Shabani, rédacteur en chef du site Amwaj.media. *Ali Khamenei est confronté à une décision : conclure un accord ou obtenir la bombe nucléaire. Mais les Iraniens savent que cela provoquerait une guerre. C'est pré-*

cisément pour cette raison que M. Khamenei est prêt à ouvrir la porte à des négociations avec Donald Trump. »

Présence militaire américaine renforcée

L'Iran traverse un moment particulièrement délicat. Le pays a vu les défenses aériennes de ses principaux sites nucléaires endommagées par des frappes israéliennes menées en octobre 2024. Par ailleurs, l'Iran exerce une pression dissuasive contre Israël, Téhéran ne peut plus s'appuyer pleinement sur ses relais régionaux : le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais ont été considérablement affaiblis, et le régime syrien de Bachar Al-Assad a été renversé en décembre 2024.

Ces dernières semaines, les frappes américaines sur un autre allié de Téhéran, les rebelles houthistes au Yémen, se sont intensifiées. En parallèle, les Américains ne cessent de renforcer leur présence militaire dans la région. Le 2 avril, le Pentagone a annoncé le déploiement de chasseurs F-35, de bombardiers B-2, de drones Predator et de batteries de missiles Patriot dans des zones stratégiques telles que le golfe Persique et la mer d'Arabie. « *Aujourd'hui, malgré l'an-*

nonce des négociations à Oman, la présence militaire américaine dans la région reste intacte. C'est justement ce contexte qui a influencé l'évolution de la position de l'Iran », analyse le chercheur Hamidreza Azizi.

En interne, le gouffre ne cesse de se creuser entre le pouvoir iranien – peu enclin à faire des concessions durables et significatives, notamment depuis la répression du mouvement Femme, vie, liberté, en 2022 – et la population. En outre, en un an, la monnaie iranienne a perdu 60 % de sa valeur face au billet vert.

De son côté, Benjamin Netanyahu a posé des conditions maximalistes pour une solution diplomatique avec l'Iran, dans une vidéo publiée par son bureau avant son départ de Washington pour Israël, le 8 avril : « *Cela peut se faire, mais uniquement par un accord du type : "On entre, on détruit les installations, on démantèle tout sous supervision américaine."* » Si les négociations échouent et que l'Iran tarde, le premier ministre israélien a précisé que l'option militaire devrait être envisagée. « *Tout le monde comprend cela. J'en ai longuement discuté avec le président Trump* », a-t-il affirmé.

The New York Times

April 11, 2025

Why Iran's Supreme Leader Came Around to Nuclear Talks With the U.S.

Top Iranian officials pressed the country's leader to reverse his position, arguing that the risk of war with the United States and the worsening economic crisis could topple the regime.

It was a closely held, urgent meeting.

Iran was pondering a response to President Trump's letter seeking nuclear negotiations. So the country's president, as well as the heads of the judiciary and Parliament huddled with Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, last month, according to two senior Iranian officials familiar with the meeting.

Mr. Khamenei had publicly and repeatedly banned engaging with Washington, calling it unwise and idiotic. The senior officials, in an unusual coordinated effort, urged him to change course, said the two officials, who asked not to be named to discuss sensitive issues.

The message to Mr. Khamenei was blunt: Allow Tehran to negotiate with Washington, even directly if necessary, because otherwise the Islamic Republic's rule could be toppled.

The country was already dealing with an economy in shambles, a currency plunging against the dollar and shortages of gas, electricity and water. The threat of war with the United States and Israel was extremely serious, the officials warned. If Iran refused talks or if the negotiations failed, the officials told Mr. Khamenei, military strikes on Iran's two main nuclear sites, Natanz and Fordow, would be inevitable.

The Natanz nuclear enrich-



Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has granted his permission for nuclear talks with the United States, at first through an intermediary, and then, if things proceeded well, for direct discussions. Arash Khamooshi for The New York Times

ment plant in Iran, which is buried about three stories into the desert. Planet Labs PBC, via Associated Press

Iran would then be forced to retaliate, risking a wider war, a scenario that could further damage the economy and spark domestic unrest, including protests and strikes, the officials said. Fighting on two fronts posed an existential threat to the regime, they added.

At the end of the hourslong meeting, Mr. Khamenei relented. He granted his permission for talks, first indirect, through an intermediary, and then, if things proceeded well, for direct talks between U.S. and Iranian negotiators, the two officials said.

On March 28, Iran [sent a formal reply](#) to Mr. Trump's letter signaling its readiness for negotiations.

On Saturday, Iran and the United States [will hold the first round of talks in Oman](#). If this progresses to face-to-face meetings, it would be a sign of a major concession by Iran, which has insisted it does not want to meet Americans directly. Iran still maintains the negotiations will be indirect — meaning each side will sit in separate rooms and Omani diplomats will carry messages back and forth — while the United States has said the two sides plan to meet directly. For both sides the stakes are huge.

"Mr. Khamenei's turnaround demonstrates his long-held core principle that 'preserving the regime is the most necessary of the necessities,'" said Hossein Mousavian, a former diplomat who served on Iran's nuclear negotiating team on a 2015 deal and is now a visiting fellow at Princeton University.

Mr. Trump, speaking in the Oval Office on Wednesday, once again affirmed that he would take military action against Iran "if necessary, absolutely," if it fails to negotiate.

"I'm not asking for much, they can't have a nuclear weapon," he said, adding, "I want them to thrive. I want Iran to be great."

The talks come against the backdrop of a rapidly changing world order, from regional changes, to global tariffs and shifting alliances. The Iranian-backed militias in the region, Hamas and Hezbollah, have been crippled by Israel, and Iran lost a key ally in Syria after President Bashar al-Asad's fall in December.

Iran's powerful allies, Russia and China, have also encouraged Iran to resolve its nuclear standoff with the United States through negotiations. The three countries have held two meetings in Beijing and Moscow recently to discuss Iran's nuclear program.

Since Mr. Trump took office in January, Iranian newspapers and pundits have expressed concern about whether the country's carefully cultivated alliance with Russia and China was at risk.

The Trump administration has engaged directly with Russia's government on the Ukraine war and Iran. Mr. Trump has also pressured China to stop buying Iran's sanctioned oil and penalized Chinese refineries that purchase oil from Iran.

Homayoun Falakshahi, head of the crude oil team at Kpler, a commodity data analytics firm, said that since January, Iran exported about 1.6 million barrels a day of crude oil, mostly to China. His firm projects a drop of nearly half a million barrels a day if the United States expands its sanctions on China. That would have a big effect on Iran's economy. Economic concerns were part of the discussion as senior officials urged Mr. Khamenei to allow negotiations.

Mohammad Bagher Ghalibaf,

a former commander of the Revolutionary Guards Corps and current conservative head of Parliament, told Mr. Khamenei that a war combined with a domestic economic implosion could quickly get out of control, according to the two senior officials who spoke to the Times about the meeting.

President Masoud Pezeshkian told Mr. Khamenei that managing the country through its current crises was not tenable, the officials said. The government has announced new power cuts for Tehran this month, and for factories, threatening production lines. In the central city of Yazd, severe water shortages forced the closure of schools and government offices for two days this week.

On Saturday, Iran will be represented by Foreign Minister Abbas Araghchi and the United States by the special envoy for the Middle East, Steve Witkoff.

While the goals of the initial meeting are modest — to agree on a framework for negotiations and a timeline — if it goes well, a meeting between Mr. Araghchi and Mr. Witkoff would be possible as soon as Saturday, the Iranian officials said.

The clock is ticking on Iran's nuclear program. Iran is now far closer to being able to produce a weapon than it was in 2018, when Mr. Trump withdrew from a nuclear deal between Iran and world powers.

After Mr. Trump exited that deal and imposed sanctions, Iran also moved to abandon some of its obligations under the deal, which curbed its uranium enrichment levels at 3.5 percent and advanced to 60

percent.

Iran has said its nuclear program is for peaceful purposes, though U.S. intelligence concluded earlier this year that Iran was exploring a faster, if cruder, route to a weapon if it chose to pursue one. The United Nations atomic agency, which monitors the nuclear sites, has said it has not found evidence of weaponization.

Mr. Trump has repeatedly said that the earlier deal was insufficient and that he wants a broader agreement.

For his part, Mr. Khamenei has set some conditions and parameters for talks, according to three Iranian officials. He has given the greenlight to discuss the nuclear program — including strict monitoring mechanisms and significant reduction of the enrichment of uranium. But he said that Iran's missiles are part of the country's self-defense and are off limits, the officials said.

Mr. Mousavian, the former nuclear negotiator, said Iran would never agree to demands by Washington and Israel to completely dismantle its nuclear program, adding that such a demand would be a "deal breaker."

Iran is also open to discussing its regional policies and support for militant groups, the officials said, and would indicate a willingness to use its influence to defuse regional tensions, including with the Houthis in Yemen.

Mr. Khamenei appointed several of his top advisers and confidants — Kamal Kharazi on foreign policy, Ali Larijani on strategy and Mohammad Forouzandeh on military matters — to manage negotiations with Washington in

close coordination with the foreign ministry, four Iranian officials said.

In another sign of a softening of Iran's position, Mr. Pezeshkian said on Wednesday in a public speech that Mr. Khamenei was open to allowing American businesses and investments to enter Iran's largely untapped market.

The news of Saturday's talks dominated the front pages of Iranian newspapers this week, and even the economy showed a small sign of a boost. The price of Iran's currency, the rial, rallied slightly against the dollar on the black market. And Iran's stock market opened with a surge for many companies.

Ali Vaez, the Iran director of the Crisis Group, an independent research group, said that, with Mr. Trump, Iran has a unique opportunity for a lasting deal with the United States and the potential to resolve a diplomatic rift nearly five decades long. Mr. Trump's influence over Israel and the Republican Party, which has traditionally opposed a deal with Iran, would give any potential deal more weight.

"Time is too short, the stakes are too high, and the issues are too complicated for diplomacy to have a chance without the two key protagonists talking to each other," said Mr. Vaez.

Leily Nikounazar contributed reporting from Brussels.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization, and also covers Iran and the shadow war between Iran and Israel. She is based in New York.



Julie Ducos
11 avril 2025

En Turquie, la jeunesse défie le régime d'Erdogan en boycottant massivement certaines marques

Ce 8 avril, quelques milliers d'étudiants sont à nouveau descendus dans les rues en Turquie, dans la continuité de la mobilisation contre le régime de Recep Tayyip Erdogan depuis le 19 mars. Une mobilisation qui passe aussi par des boycotts massifs des grandes enseignes de l'économie proches du pouvoir.

Ce 8 avril, quelques milliers d'étudiants sont à nouveau descendus dans les rues en Turquie, dans la continuité de la mobilisation contre le régime de Recep Tayyip Erdogan depuis le 19 mars. Une mobilisation qui passe aussi par des boycotts massifs des grandes enseignes de l'économie proches du pouvoir.

Ce 8 avril, des milliers d'étudiants sont à nouveau descendus dans les rues à Istanbul et Ankara. Depuis le 19 mars et l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et principal rival du président turc Recep Tayyip Erdogan, une partie des artères des villes turques est ainsi occupée par des mobilisations. Selon la presse locale, le contraste est saisissant avec les rues commerçantes, elles, désertées, à l'image de la rue de Bagdad, équivalent turc des Champs-Élysées, localisée dans la partie asiatique d'Istanbul. Car la jeunesse boicotte les grandes enseignes économiques du pays, des supermarchés discount aux paquets de gâteaux peu coûteux. Et ce afin de protester contre les dérives autoritaires de l'AKP – le parti au pouvoir depuis 2002 – et la situation économique insoutenable, dont elle le tient pour responsable.

Les premières cibles sont les marques détenues par les patrons accusés d'être proches du pouvoir. Leurs empires s'étendent

des médias qui ont censuré les images des mobilisations aux entreprises d'infrastructures turques, en passant par les marques de consommation quotidienne. Le CHP – principal parti d'opposition, dont Ekrem Imamoglu est issu, qui a massivement relayé l'appel de la jeunesse – a actualisé ce 10 avril la liste des entreprises qu'il appelle à boycotter. Parmi cette quarantaine de noms, on compte EspressoLab, qui détient de nombreux cafés à Istanbul. Depuis la désertion de ceux-ci par la jeunesse mobilisée, des proches d'Erdogan, comme son ami personnel et ex-star de football Mesut Özil, s'y sont photographiés, pour afficher leur soutien à la marque.

Une contestation déplacée sur le terrain économique

Ces entreprises et leurs propriétaires sont accusés d'accaparer les richesses du pays. Ces dernières années, « tandis que les 20 % les plus riches voient leurs revenus augmenter, les 80 % autres voient les leurs diminuer. Le revenu de la grande majorité des salariés se situe autour du salaire minimum, d'environ 500 euros net par mois en 2025 », appuie Deniz Ünal, économiste au CEPII, le centre d'études prospectives et d'informations internationales, et spécialiste de la Turquie. De manière générale, l'appel au boycott vise à déplacer la contestation sur le terrain économique en refusant tout profit aux proches du régime. « La jeunesse utilise le terme de yandaş, qui veut dire « collabo » pour les désigner », explique Deniz Ünal.

Turquie : l'inquiétante « poutinisation » d'Erdogan
Les grandes enseignes proches du pouvoir sont dans le viseur. « Les jeunes appellent à faire leurs

courses dans les petites épiceries de quartiers, plutôt que dans les supermarchés », raconte Deniz Ünal. La grève à la consommation va plus loin. Elle s'oriente aussi vers les produits où les taxes, notamment l'équivalent turc de la TVA, sont les plus importantes (alcool, essence...).

Car la population turque, très endettée, subit les effets d'une inflation considérable depuis plusieurs années. Elle s'est élevée à 44,4 % sur l'ensemble de l'année 2024 selon les chiffres du TÜİK, l'institut statistique de Turquie, et il lui est arrivé de dépasser les 100 % au cours des dernières années. « L'inflation pourrait même être plus élevée en réalité car nous ne sommes pas assurés de la fiabilité des chiffres de l'agence gouvernementale de statistique », observe Deniz Ünal.

« La jeunesse est obligée de trouver des manières contournées de manifester »

L'obstination de la jeunesse se manifeste à travers un exemple marquant : des courriers ont été adressés aux artistes censés se produire à Istanbul, les pressant d'annuler leurs concerts. En cause ? Abdülkadir Özkan, le PDG de l'entreprise organisatrice de concerts, DBL Entertainment, est connu pour être un proche d'Erdogan. Depuis des années, il ne payerait pas d'impôts sur le chiffre d'affaires de son entreprise, selon le quotidien turc Cumhuriyet. Après que le groupe britannique Muse a annulé sa venue du 11 juin, Abdülkadir Özkan a dû plier : il a supprimé ses messages injurieux envers l'opposition.

After careful consideration and hearing the feedback from our fans whilst fully respecting their concerns, our show in Istanbul

will be now postponed until 2026 so we can ensure DBL Entertainment will not be involved. Thank you for your ongoing support, it means everything to... — muse (@muse) April 2, 2025

« La jeunesse est obligée de trouver des manières contournées de manifester, car elle craint la répression », analyse Deniz Ünal. Et pour cause. Depuis le début des mobilisations, le pouvoir a déjà arrêté au moins 2 000 personnes, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur turc. Özgür Özel, à la tête du CHP et porte-voix de la contestation populaire, encourage la jeunesse en l'appelant à utiliser son « pouvoir d'achat comme une force ».

« Nous sommes tous l'Etat » : de la Turquie à la Serbie, le grand réveil des sociétés civiles contre les dérives autoritaires « A cette résistance passive, le pouvoir réagit de manière épidermique », note Deniz Ünal. Erdogan a en effet accusé l'opposition de vouloir « couler l'économie ». Les manifestations réussissent-elles à déstabiliser le pouvoir en place ? Si des signes de fragilisation de l'économie turque sont apparus lors des premiers jours des mobilisations, ceux-ci se sont pour le moment estompés. En tout cas, la dernière mobilisation de grande ampleur, le « mouvement de Gezi », en 2013, avait, elle, profondément ébranlé le pouvoir de l'AKP.

Le mouvement de Gezi, en 2013

Initiées par des revendications écologistes contre des projets d'urbanisation, ces manifestations se sont rapidement transformées en une lutte contre l'autoritarisme du pouvoir, avec une forte implication de la jeunesse. Elles avaient été durement réprimées.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, accuse Israël de vouloir « dynamiter » la révolution en Syrie

Selon le chef de l'Etat turc, Israël cherche à attiser les divisions en Syrie après la chute du régime de Bachar Al-Assad. Une réunion, mercredi en Azerbaïdjan, entre la Turquie et Israël visant à prévenir un risque d'escalade dans le pays n'a abouti à rien de concret.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a tenu un discours plein de défiance à l'égard d'Israël, jeudi 11 avril, lors du Forum diplomatique d'Antalya, dans le sud du pays, notamment sur la situation en Syrie qui ouvre une nouvelle ère après la chute de Bachar Al-Assad.

Israël « tente de dynamiter la révolution du 8 décembre en attisant les différences ethniques et religieuses en Syrie et en incitant les minorités du pays à s'opposer au gouvernement », a accusé le chef de l'Etat turc, faisant référence à la date du renversement du président Al-Assad, fin 2024, après près de quatorze années de guerre civile.

« Nous ne permettons pas que la Syrie soit entraînée dans un nouveau tourbillon d'instabilité », a ajouté M. Erdogan, affirmant que « le peuple syrien en a assez des souffrances, de l'oppression et de la guerre ». Globalement, le président turc a accusé Israël de « menacer directement la stabilité de la région (...) avec ses attaques contre le Liban et la Syrie ».

L'influence d'Ankara en Syrie inquiète Israël

La Turquie est un soutien de poids de la coalition menée par des islamistes à la tête de la Syrie, qui a renversé l'ancien régime. Cette influence nouvelle d'Ankara en Syrie inquiète Israël.

Le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, était lui aussi présent au Forum diplomatique



Poignée de main entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à droite), et le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, au Forum diplomatique d'Antalya, en Turquie, vendredi 11 avril 2025. MURAT CETINMUHURDAR/PPO / VIA REUTERS

d'Antalya, où il a rencontré M. Erdogan en tête à tête. Le président turc a notamment assuré à son homologue que la Turquie poursuivrait « ses efforts diplomatiques pour lever les sanctions internationales contre la Syrie » et insisté sur la « nécessité » de « revitaliser la coopération commerciale et économique » entre les deux pays, a annoncé, sur X, la présidence turque.

Ces déclarations virulentes de M. Erdogan interviennent deux jours après des discussions techniques en Azerbaïdjan entre la Turquie et Israël visant à prévenir un risque d'escalade en Syrie. Mais les deux puissances peinent à s'entendre : la réunion de mercredi n'a débouché sur rien de concret.

« Barbarie » à Gaza

Selon une source syrienne proche du dossier à l'Agence France-Presse (AFP), Ankara tente d'établir des « positions militaires » en Syrie, dont une « à l'intérieur de la base T4 », une base aérienne militaire de la province de Homs visée la semaine dernière par des frappes israéliennes. L'armée israélienne, quant à elle, cherche à tenir les troupes syriennes éloignées de sa frontière. Elle a intensifié la semaine dernière ses frappes meurtrières en Syrie et mené une incursion terrestre dans le sud du pays, visant notamment des bases et un aéroport militaires.

Vendredi encore, Recep Tayyip Erdogan a répété que la conduite

d'Israël vis-à-vis de Gaza est celle d'un « Etat terroriste », dénonçant la « barbarie » dont fait preuve, selon lui, le gouvernement Benjamin Nétanyahou depuis l'attaque du 7 octobre 2023 menée par le mouvement islamiste palestinien Hamas en Israël.

« Ce matin même, dix personnes, dont sept enfants, d'une même famille, sont morts en martyrs à Khan Younés. Si ce n'est pas de la barbarie, qu'est-ce que c'est ? », a martelé le chef de l'Etat turc. La Turquie a notamment suspendu ses relations commerciales avec Israël en réaction à la guerre dans la bande de Gaza.

Le Monde

Nicolas Bourcier
12 avril 2025

En Turquie, Özgür Özel, l'apparatchik devenu opposant en chef

Le dirigeant du Parti républicain du peuple, principale force d'opposition du pays, dénonce sans relâche la dérive autoritaire du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. De nouvelles manifestations antigouvernementales sont prévues dimanche.

Il est partout. Encore cette semaine, mercredi 9 avril, devant plusieurs dizaines de milliers de manifestants rassemblés sur la place de la mairie de Sisli, à Istanbul, venus protester contre l'incarcération, le 19 mars, du maire de la mégapole, Ekrem İmamoğlu, il a cogné, avec les mots, et une froide efficacité, contre les dérives autoritaires et répressives du pouvoir turc.

De sa voix rauque et puissante, Özgür Özel, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), a accusé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, d'être membre d'une « *junte* » qui a mené un « *coup d'Etat* » en arrêtant ainsi son principal adversaire. Le lendemain, jeudi, lors d'une cérémonie à Ankara, il a fustigé une justice aux ordres qui venait d'arrêter, le matin même, le journaliste d'investigation Timur Soykan, à qui il devait remettre un prix pour ses enquêtes. Encore le dimanche d'avant, à peine ré-élu à une écrasante majorité à la tête du CHP, principale force d'opposition du pays, il a appelé à des élections anticipées et lancé au chef de l'Etat, comme un insolent défi : « *Si tu as le courage, présente-toi devant nous !* »

Changement de ton

A l'écouter ainsi, jour après jour, dans son flot de paroles et de critiques, on croirait qu'Özgür Özel est devenu le premier manifestant de Turquie, ou le dernier rempart d'une certaine idée et pratique



Özgür Özel, président du Parti républicain du peuple (CHP), au siège de son parti, à Istanbul, le 28 mars 2025. « LE MONDE »

de la politique. Un rôle et une stature qu'il s'est construits, patiemment et au fil des événements.

Après l'arrestation spectaculaire du maire d'Istanbul et candidat du parti à la présidentielle, nombreux étaient ceux qui étaient persuadés que le CHP et son chef allaient être incapables de gérer la contestation. Pour beaucoup, la vieille formation kémaliste, habituée à prendre ses distances avec les mouvements de rue, allait très vite retomber dans ses travers habituels, rongée par ses divisions, et désigner une autre tête d'affiche pour remplacer Ekrem İmamoğlu. Un scénario qui n'aurait pas déplu à Recep Tayyip Erdogan.

Le discours d'Özgür Özel, au premier soir de protestation devant la mairie d'Istanbul, a d'ailleurs été plutôt fraîchement accueilli. Des manifestants n'ont pas hésité à crier des slogans contre le parti, quelques voix critiquant l'appel à la dispersion lancé très tôt dans la soirée alors que la colère était à son comble.

Et puis le lendemain, le ton a changé. Devant cette même mairie, face à un public toujours plus nombreux, le président du CHP a su trouver un registre plus personnel, plus direct. Pendant plus d'une heure, il a martelé que le peuple allait reprendre « *tout ce que Tayyip lui a[vait] pris* » au cours de ces vingt-deux années ininterrompues au pouvoir. Que cette foule se

trouverait là « *où il faudra être pour défendre le droit et la démocratie* ». Et qu'à la fin, telle une évidence, « *c'est le courage qui gagnera* ». Lui tutoie le président, affirme même que le chef de l'Etat a jeté sa télécommande de rage quand il a vu, à la télévision, les milliers de personnes rassemblées spontanément dans les principales villes du pays. Aucun haut dirigeant politique ne parlait ainsi du pouvoir et de ses abus ces dernières années en Turquie.

Pendant dix jours, tous les soirs, Özgür Özel a ainsi tenu le micro devant les manifestants, plusieurs dizaines voire centaines de milliers de personnes ; aucun chiffre n'est disponible. Il a dormi sur place, dans une chambre au premier

étage de la mairie. A plusieurs reprises, il a parlé jusqu'à ce que les derniers manifestants se dispersent dans le calme, afin d'éviter les interventions brutales des policiers.

Surfant sur la vague de la contestation étudiante, il a appelé à soutenir le boycott à la consommation lancé depuis les campus d'Istanbul et d'Ankara. Son appel aux citoyens pour voter le 23 mars aux primaires présidentielles du CHP, avec Ekrem Imamoglu comme seul candidat, a mobilisé plus de 15 millions d'électeurs. Du jamais-vu.

« Je suis là où je veux être »

L'homme a changé. Lorsqu'il prend les rênes du parti, en 2023, après la énième défaite du CHP à la présidentielle, lui-même est encore peu connu du grand public. Originaire de Manisa, près d'Izmir, un bastion de l'opposition à Erdogan, député et ex-pharmacien âgé de 50 ans, Özgür Özel s'était alors surtout illustré auprès des militants pour avoir réagi rapidement

après la catastrophe minière de Soma, en 2014, qui avait fait 301 morts. Il avait aussi, à plusieurs reprises, tenu tête à l'ancien ministre de l'intérieur, le redouté Süleyman Soylu.

Au congrès du parti il s'affirme comme le candidat du « *changement* ». Soutenu par le populaire maire d'Istanbul, il met en avant sa volonté de « *remodeler la politique turque* ». Il revendique même un droit d'inventaire pour son parti. Après la victoire éclatante du CHP aux municipales de mars 2024, qui dépasse pour la première fois, depuis son accession au pouvoir en 2022, le Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du chef de l'Etat, Özgür Özel troque ses habits d'apparatchik un peu raide pour endosser le costume de leader de l'opposition.

Au cours de l'entretien accordé au Monde, à Istanbul, le 28 mars, il a affirmé vouloir « *devenir ce dirigeant du CHP qui aura réussi à faire perdre Erdogan aux élections* ». Pour

lui-même, il dit sans barguigner : « *Je suis là où je veux être. Plutôt que de me porter candidat à la présidentielle et d'avoir des objectifs de carrière, je me suis porté à la tête de cette lutte qui ramènera la démocratie en Turquie.* »

Lorsque le président Erdogan a semblé jouer l'apaisement en mai 2024, Özgür Özel était venu en personne au siège de l'AKP, à Ankara. Les deux hommes se sont serré la main. Jamais, en huit ans, le chef de l'Etat ne s'était ainsi affiché avec le chef de file du principal parti de l'opposition. L'événement a alors été qualifié d'« *historique* » par l'opposition et les médias progouvernementaux. Avant de tomber dans l'oubli et d'être éclipsé par le virage autoritaire du pouvoir.

« *Au moment où j'ai tendu la main à Erdogan, nous avons une liste de revendications qui stipulait notamment la libération des prisonniers comme [le mecène arrêté en 2017, condamné en 2022*

à la perpétuité] Osman Kavala et [le dirigeant prokurde incarcéré depuis 2016] Selahattin Demirtas. Nous demandons aussi de travailler ensemble pour redynamiser l'adhésion à l'Union européenne et augmenter les retraites et le salaire minimal. Lui a préféré le conflit », a-t-il regretté. Et d'ajouter, en apparence toujours aussi sûr de lui : « Cela nous donne un avantage moral en cette période de tensions, parce que tout le monde le sait : nous avons fait de notre mieux, contrairement aux dirigeants en place. »

La prochaine grande manifestation de soutien au maire incarcéré Ekrem Imamoglu devait avoir lieu dimanche, dans la ville portuaire de Samsun. « *Là d'où Atatürk est parti pour sauver la Turquie* » lors de la guerre d'indépendance (1919-1922), a précisé Özgür Özel. Lui a prévu de se faire, comme au premier jour de la mobilisation, le porte-voix de la contestation.

LE FIGARO

Delphine Minoui
12 avril 2025

En Turquie, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, convoqué à la barre

Incarcéré depuis presque trois semaines à la prison de Silivri, le principal opposant au président Erdogan a rendez-vous ce vendredi avec la justice.

Ce sera la première apparition publique d'Ekrem Imamoglu depuis son placement en détention pour « *corruption* », le 23 mars, à la prison de Silivri. Ce vendredi 11 avril, le maire d'Istanbul est attendu à 10h à la barre, mais dans le cadre de trois autres affaires, dont l'une liée à des

accusations de menaces proférées contre le procureur général d'Istanbul Akin Gürk. Selon le journal progouvernemental *Sabah*, Imamoglu est accusé d'avoir tenu des propos menaçant à l'égard de ce dernier, lors d'un panel remontant au mois de janvier. Les deux autres affaires concernent des offres publiques d'achat et des donations présumées illégales lors de la campagne pour le dernier scrutin municipal. Le parti d'opposition CHP dénonce une opération délibérée

de sabotage de l'édile d'Istanbul, principal rival politique d'Erdogan, pour lui barrer la route lors du prochain scrutin présidentiel de 2028. « *Erdogan a perpétré un coup d'Etat contre le prochain président de la Turquie, notre candidat à la présidentielle* », a réitéré mercredi soir Özgür Özel, le chef du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), dont est membre Ekrem Imamoglu, lors d'un rassemblement organisé par l'opposition dans le quartier Sisli. L'arrestation, il y a trois

semaines, du maire d'Istanbul, a déclenché une vague de protestation – manifestations, rassemblements, sit-in et boycotts de cafés et marques progouvernementaux – inédite depuis les manifestations de Gezi en 2013.

Preuve de la nervosité du pouvoir, l'audience de ce vendredi ne se tiendra pas, comme à l'accoutumée, au Palais de justice de Caglayan, mais dans l'enceinte du tribunal de la prison de Silivri. Situé à plus de soixante

kilomètres d'Istanbul, ce complexe pénitentiaire aux allures de citadelle assiégée n'est accessible que par les avocats des détenus et leurs parents proches - à raison d'une visite par semaine.

Harcèlement policier

Remontée contre les autorités d'Ankara, l'opposition dénonce également le harcèlement policier qui s'abat sur la famille d'Imamoglu. «Les perquisitions effectuées en bri-

sant les portes des maisons appartenant au père et à la famille d'Ekrem Imamoglu sont absolument illégitimes et erronées», s'est insurgé ce mercredi le député CHP Gökkan Zeybek, en référence à de nouvelles perquisitions visant cette fois-ci l'entourage proche d'Imamoglu. Rencontré devant la prison de Silivri, où il venait de rendre visite au maire d'Istanbul, Gökkan Zeybek en a profité pour s'étonner de la lenteur de la justice à démarrer le procès

pour «corruption», accusation démentie par le maire et pour laquelle il est actuellement embastillé. «Notre plus grand souhait est que l'acte d'accusation soit préparé le plus rapidement possible pour que le procès commence», a-t-il précisé devant un parterre de journalistes.

À la veille de cette audience très attendue, deux tribunaux d'Istanbul ont ordonné la libération de 107 étudiants - sur environ 300 - arrêtés pour

avoir participé aux récentes manifestations. L'assignation à résidence d'au moins 25 étudiants supplémentaires a en outre été levée. Deux journalistes d'investigation ont, eux, été arrêtés. Murat Agirel et Timur Soykan avaient révélé dans une émission sur YouTube ce qui constituait selon eux des irrégularités dans les enquêtes visant Ekrem Imamoglu et plusieurs autres maires CHP.

The New York Times

April 12, 2025

U.S. Holds Talks With Iran Over Its Nuclear Program

The two sides held preliminary negotiations on Saturday, and an Iranian official said they would resume next week.

Preliminary diplomatic talks between American and Iranian officials in Oman over Tehran's nuclear program ended on Saturday with a handshake and with both sides describing them as constructive.

The next round of discussions, set for next Saturday, according to the officials, could lead to the first official face-to-face negotiations between the two countries under President Trump since he withdrew the United States from a landmark nuclear accord seven years ago.

Mr. Trump has often been bellicose about Iran, and has said that the country should not be allowed to acquire a nuclear bomb. The talks reflect his threats-and-wooing approach to foreign conflicts, one in which the possibility of a deal is almost always on the table and drawn-out military conflict is unappealing. For Iran, the first round of talks with the United States went

as well as could be expected. Iran can claim that two of its main conditions for taking the negotiations to the next level were achieved: Washington kept the focus on Iran's nuclear program - at least for now - and did not mention the dismantling of its nuclear facilities or its regional policy with proxy militant groups such as Hamas, Hezbollah and the Houthis.

The talks were, according to a senior U.S. official with knowledge of the matter, broad and aimed at maintaining a dialogue.

And so Mr. Trump's special envoy, Steve Witkoff, who is leading the discussions, did not suggest that Iran abandon its enrichment program entirely, the official said. Instead, the focus was on the country not weaponizing its existing material.

Mr. Witkoff has almost no foreign policy experience. But as a yearslong friend of Mr. Trump's, he has the president's trust, and the ability to be seen

as speaking for him in a way other U.S. officials do not. He was joined this weekend by Ana Escroguima, the U.S. ambassador to Oman, for the preliminary talks with Abbas Araghchi, the Iran foreign minister, according to another White House official. Secretary of State Marco Rubio was not involved in Saturday's talks.

In a statement, the official said that Mr. Witkoff had underscored to Mr. Araghchi that he had instructions from Mr. Trump to resolve the two nations' differences through dialogue and diplomacy, if possible.

Mr. Araghchi and the White House official both said the talks between the two teams would resume next Saturday.

Speculation over whether the American and Iranian envoys would meet directly or indirectly was settled by doing both. The Iranian and U.S. teams sat in separate rooms for the duration of the two-and-a-half-hour negotiations, with the Omani for-

eign minister shuffling back and forth with written and oral messages. At the end, Mr. Witkoff and Mr. Araghchi met in person for a brief greeting as they were leaving the compound, Iran's foreign ministry said.

"There were no sharp words used," Mr. Araghchi told Iranian state television. "Both sides showed commitment to take these talks forward until we reach a deal that is favorable to both sides."

Prior to the meeting, he had said the goal was to build trust and to reach an agreement on the framework and timeline for negotiations on the nuclear program. Iran had indicated that if the United States put full dismantlement of its nuclear program on the table, it would walk away from the talks.

The talks began midafternoon in Muscat, the Omani capital, which American and Iranian diplomats have used as neutral negotiating territory for years.

The two sides came in with deep distrust, given that Mr. Trump walked away from the 2015 accord that Iran had brokered with the United States and other world powers, and then imposed harsh sanctions on Tehran during his first term.

Mr. Trump now wants to strike a deal — both to showcase his negotiating skills and to keep simmering tensions between Iran and Israel from escalating into a more intense conflict that would further roil the Middle East.

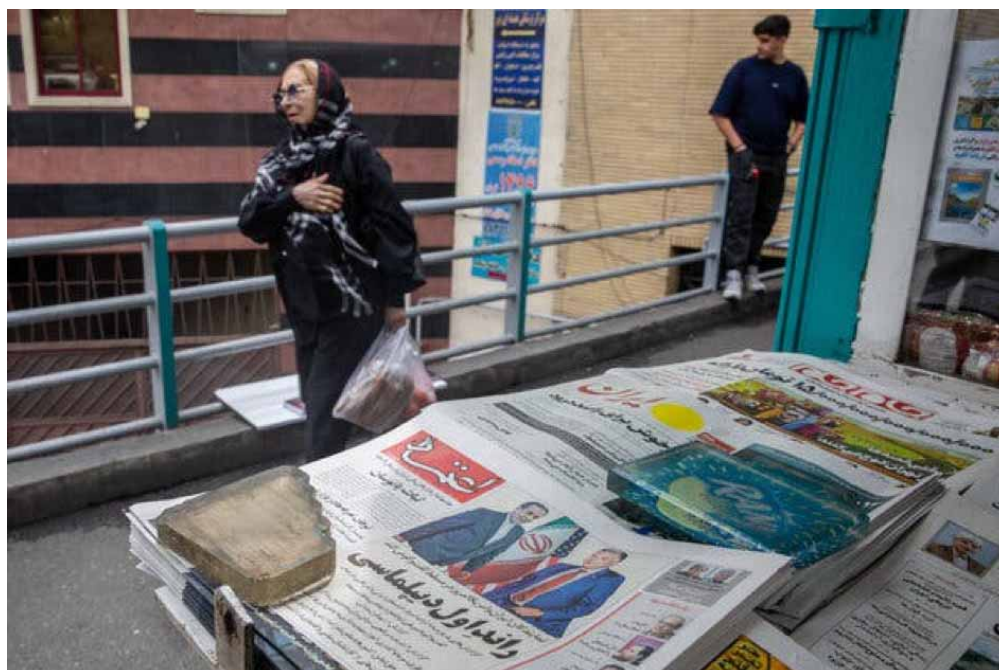
“I want Iran to be a wonderful, great, happy country, but they can’t have a nuclear weapon,” he told reporters on Friday night aboard Air Force One.

Iranian officials were skeptical, but open to “a chance for an initial understanding that would mark a path for the negotiations,” Mr. Araghchi said on Saturday before the talks began.

The talks began after a contentious relationship between Mr. Trump and Iran during the 2024 presidential campaign. Last year, Iran-backed hackers targeted aides to Mr. Trump and President Joseph R. Biden Jr., officials said, succeeding with some Trump officials. Shortly after Election Day, the Justice Department announced charges against a man it said was involved in an Iranian plot to assassinate Mr. Trump. Iran denied there was such an effort.

In recent weeks, Mr. Trump sent a letter to Ayatollah Ali Khamenei, Iran’s supreme leader, saying he would rather find a way to forge a deal than escalate a military campaign. If such a deal could not be reached in the coming weeks, Mr. Trump said, Iran may face a military campaign against its facilities. Mr. Trump received a letter back saying the moment to talk had arrived.

The Iranian delegation had



A woman walking by a news kiosk in Tehran, where headlines mentioned the first round of U.S.-Iran nuclear negotiations held in Oman. Arash Khamooshi for The New York Times

planned to convey that it was open to talking about scaling back uranium enrichment and allowing outside monitoring of its nuclear activity, according to two senior Iranian officials who spoke on the condition of anonymity to discuss a sensitive matter. But they said that the negotiators were not interested in discussing the dismantlement of the nuclear program, which some Trump administration officials, including Michael Waltz, the national security adviser, have insisted on and may push Mr. Trump to consider.

Mr. Witkoff, however, has publicly suggested a different so-called red line, telling The Wall Street Journal that such a marker would be the development of a nuclear weapon. He indicated that it would not be the enrichment program itself.

At issue is the dwindling power of the original nuclear deal, which European leaders have kept limping along since 2018, when Mr. Trump withdrew the United States. The deal’s most punishing restrictions expire in October.

Known as the Joint Comprehensive Plan of Action and

completed under President Barack Obama, the accord was the result of years of painstaking and technical negotiations that lifted international sanctions against Iran in exchange for limits on its nuclear program.

Only nine countries are known to have nuclear weapons, and adding Iran to the list could pose an existential threat to its main adversary, Israel, and other nations. Experts also have raised concerns that Iran could share its nuclear capabilities with terrorist groups.

Iran has long maintained that its nuclear activities are legal and meant only for civilian purposes, like energy and medicine. But it has highly enriched uranium, beyond the levels necessary for civilian use, that can be used to make a nuclear warhead.

In the years since Mr. Trump withdrew from the nuclear accord, Iran has steadily accelerated uranium enrichment to the point where some experts estimate that it could soon build a nuclear weapon. Its economy has crumbled under American sanctions, and Mr. Trump this week imposed new measures targeting Iran’s oil trade.

Israel’s government worries that Iran will expand its nuclear program, and is pushing to destroy it.

“The deal with Iran is acceptable only if the nuclear sites are destroyed under U.S. supervision,” Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel said this week. “Otherwise, the military option is the only choice.”

While Mr. Araghchi was closely involved in the earlier negotiations, Mr. Witkoff has little experience in the technical aspects of Iran’s program. He arrived in Oman after a visit on Friday to St. Petersburg for talks with President Vladimir V. Putin of Russia about a potential cease-fire between Russia and Ukraine.

Iran is likely to extend diplomatic talks for as long as possible — both to delay Israeli military action and to push past an Oct. 18 deadline when the U.N.’s authority to impose quick “snapback” sanctions on Iran expires.

“They have an opportunity to tie Israel and the United States in knots by getting into negotiations in which they dupe Wit-

koff into thinking that negotiations will produce a lot,” said Elliott Abrams, who served as Mr. Trump’s Iran envoy during his first term. “And so the negotiations start, which holds Israel off, and they continue, and they continue.”

A new deal could be reached pretty quickly, he said. But Iran would most likely commit to little more than what it agreed

to in the 2015 accord. Such an outcome would irritate Israel.

The Trump administration also has deployed an extraordinary military buildup in the area, including two aircraft carriers, additional B-2 stealth bombers and fighter jets, as well as air defenses.

Yet Mr. Trump keenly wants to

avoid a new war in the region, which his advisers have warned would siphon military resources away from other potential threats, like China, and detract from his efforts to avoid foreign entanglements.

Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group, said that the meeting on Saturday had been about format and scope, and that the two

sides would soon delve into technical negotiations — the hard part of talks.

“This shows that Iran and the U.S. are likely on the same page with regards to the end game in these negotiations, and thus could be in the same room moving forward,” Mr. Vaez said. “If dismantling was the floor for the U.S. team, the ceiling would have collapsed on these negotiations.”

The New York Times

April 13, 2025

U.S. Nuclear Talks With Iran Move Forward

In a first meeting, the United States and Iran show signs of pragmatism and limited aims, which would make success more likely. But hard-liners on both sides — and Israel — are bound to balk.

Steven Erlanger has covered the vagaries of negotiations on Iran’s nuclear program for many years.

The [first meeting](#) between the United States and Iran over its expanding nuclear program on Saturday displayed a seriousness of purpose and an effort to avoid what neither side wants, another war in the Middle East. They will talk again next Saturday, but the hard work lies ahead, as hard-liners in both countries, and Israel, are expected to balk at most any deal.

If the first nuclear deal, reached in 2015, was prompted by Iran’s desire to rid itself of punishing [economic sanctions](#), these talks have more urgency. Iran, battered by Israel and with its regional proxies diminished, still wants economic relief. But it also understands that the Islamic Republic itself is under threat and that President Trump, who pulled out of the first deal because he thought it was too weak, may not be bluffing about Iran’s facing “bombing the likes of which they’ve never seen before.”

And Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has given his negotiators at least one last chance to trade Iran’s nuclear ambitions for lasting security.

The talks in Oman also promised some efficiency. The 2015 deal was struck between Iran and six countries — the five permanent members of the United Nations Security Council plus Germany, with the European Union playing the role of intermediary — and took two years.

This time the talks are bilateral, with the Europeans but also Russia and China on the sidelines. And although the United States remains “the Great Satan” for Ayatollah Khamenei, it also holds the key to restraining Israel and securing any lasting settlement. While Iran insisted on indirect talks through Oman, and Mr. Trump on direct talks, the two sides managed to fudge the issue, with Mr. Trump’s special envoy, Steve Witkoff, talking directly to Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, as the meeting ended.

“This is as good a start as it gets,” said Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group. “They could have stumbled, but they agreed to meet again, they met together at the end and they agreed on the ultimate objective.”

Importantly, Mr. Trump and Mr. Witkoff indicated that their real bottom line is ensuring that Iran can never build a nuclear weapon — despite harsh demands from Trump officials before the talks that Iran dismantle its nuclear program entirely as well as abandon its missile program and its support for its regional proxies.

Iran had made it clear that such broad demands would leave it defenseless and would end the talks before they began. So limiting the goal to ensuring that Iran can never build a nuclear bomb, if the administration sticks with that, would sharply enhance the talks’ chance of success.

“The Iranians came prepared for more than an icebreaker, but with the expectation to break the logjam with the

U.S., and most important, to hear directly what is the real U.S. bottom line,” said Vali Nasr, a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies. “If it’s no weapon, then they can negotiate on levels of enrichment, inspections and so on. But Iran does not want to get into a situation where it cannot deliver and risk more sanctions and war,” he said. “What Iran wants is pretty clear: credible sanction relief and a deal that sticks.”

Iran insists that its nuclear program is solely civilian, but it has enriched enough uranium close to weapons-grade quality to make at least six bombs, according to data from the International Atomic Energy Agency, which implements the Nuclear Nonproliferation Treaty that Iran has signed.

Despite their mistrust of Mr. Trump, the Iranians think he would be better able to guarantee the sustainability of a deal that he makes and face down his own Republican hard-liners, Mr. Nasr said. The Iranians never trusted President Joseph R. Biden Jr.

“to follow through and avoid being undermined by Congress,” he said.

“We’re in the best place we could be after this meeting,” said Sanam Vakil, director of the Middle East and North Africa Program at Chatham House. There were positive statements from both sides around a plan to move forward, she said, and “a mutual understanding about the urgency required, the opportunity presented and signs of pragmatism from both sides.”

Then she added, “Of course, the hard stuff lies ahead.”

A serious deal will be enormously complicated and technical, and it will take time. It would also need to survive efforts to undermine the talks by hard-liners in both countries and in Israel. Israel, which opposed the 2015 deal, wants a more comprehensive disarmament of Iran and keeps talking about the need to strike it militarily now, when the regime is weak and its air defenses have been badly compromised by Israeli airstrikes.

Iran has in the past vowed to destroy Israel, and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel says he wants Iran to no longer be able to enrich any uranium at all. Israel, citing the October 2023 Hamas attack, has badly damaged Iranian proxies, including Hamas and Hezbollah in Lebanon, and wants to try to ensure that Iran cannot rebuild them.

But Iran may also be encouraged that Mr. Trump announced the talks in the Oval Office next to Mr. Netanyahu, who did not look or sound very pleased about them. Iran will see “a powerful signal from Trump that he’s not owned by Netanyahu,” Mr. Nasr said.

The hope is that a next meeting or two can produce an interim agreement that gives both sides confidence to move forward, with short-term measures from both sides so long as the talks continue. They could include Iran’s agreeing to freeze uranium enrichment and allow more inspections in return for Washington’s suspending

some of its “maximum pressure” sanctions.

Iran is likely to insist on a step-by-step process that could take several years, Mr. Nasr said, “to help the deal grow roots before someone else comes into office and tried to undo it.” A longer process would also provide more security for Iran.

Still, Iran has no reason to stretch out the talks themselves. “Iran’s leverage is its nuclear enrichment, and more time won’t give them more leverage,” Mr. Vaez said. And then there is “the ticking time bomb of [the snapback sanctions](#).”

Those sanctions, suspended under the 2015 deal, can be restored if any signatory — in this case, the Europeans — decides that there is no new deal or significant progress toward one. But [that must happen](#) before Oct. 18, when the ability to “snap back” expires. Officials say that the Europeans are exploring whether that deadline can be delayed, but the mechanism to do that is unclear.

In any case, the analysts agree, Iran does not want to be blamed for the failure of these talks. If they do fail and war ensues, the regime wants to be able to blame American perfidy and bad faith.

So if a deal can be done, Iran will want guarantees this time that it will be durable and deliver commercial engagement in a meaningful and long-term way, Ms. Vakil said. Iran will want to know “how Trump can guarantee protection that other presidents have been unable to do.”

And the United States, she said, will want to know what guarantees Iran can provide for the security of Israel and the stability of the larger Middle East.

“A deal must be mutually beneficial, but it requires a lot of trust and accountability along the way that both sides simply don’t have right now,” she said.



Marie-Charlotte Roupie
13 avril 2025

Syrie: Damas et les autorités kurdes sur le point de conclure un accord pour sécuriser le barrage de Tishreen

Des forces du gouvernement syrien par intérim se sont rendues, samedi 12 avril, au [barrage de Tishreen](#). Avec ce nouvel accord conclu entre Damas et les autorités du nord-est syrien, une force militaire conjointe devra désormais assurer la sécurité de ce barrage majeur pour l’approvisionnement en eau et en électricité de la [Syrie](#).

Il était depuis le mois de décembre le théâtre de violents combats opposant les factions armées soutenues par la Turquie aux combattants kurdes.

Les Kurdes maintiennent leur contrôle sur les infrastructures

Dans le cadre de l’accord, l’administration civile kurde

conservera le contrôle des infrastructures et devra assurer les travaux de réparations. Le barrage avait subi plusieurs destructions dues aux bombardements turcs.

L’accord précise aussi que les forces pro-turques devront être maintenues à distance du barrage et qu’aucune nouvelle opération militaire ne pourra être

menée dans la zone.

Parallèlement à cet accord, une délégation de Damas a rencontré le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) pour discuter de l’intégration des institutions militaires et civiles kurdes dans la nouvelle Syrie. Ces discussions font suite à l’accord historique signé le 10 mars dernier.

En Syrie, Israël et Turquie à la manœuvre

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, l'Etat hébreu profite de la faiblesse du nouveau gouvernement syrien pour mener des incursions au nom de sa sécurité, alors que Recep Tayyip Erdogan cherche à asseoir son influence dans la région.

A la pointe du triangle frontalier entre la Syrie, la Jordanie et Israël, le village syrien de Kouwaya offre une vue imprenable sur les terres fertiles irriguées par la rivière Yarmouk, qui coule en contrebas. Et sur la façon dont Israël s'impose dans le paysage. Abderrahman Al-Moufla, le *mokhtar* (« maire ») de Kouwaya, désigne une colline voisine sur la ligne de crête. Là-haut se trouvent le village syrien de Maarbé et, depuis peu, une nouvelle position de l'armée israélienne : « *De cette colline, Israël contrôle toute la région* », s'inquiète-t-il.

Au matin du 25 mars, une patrouille de l'armée israélienne s'est, pour la première fois, aventurée au-delà de la [zone tampon démilitarisée](#) qui borde le Golan annexé depuis 1981, dans la vallée qui sillonne entre les collines syriennes. « *Les soldats ont envahi nos fermes*, raconte le *mokhtar*. *Alors des hommes courageux du village, des Bédouins de la tribu Al-Manadra, ont défendu leurs terres, armés de bâtons et de kalachnikovs.* »

Dans cette altercation, « *deux d'entre eux ont été tués, ainsi que trois militaires israéliens* », affirme Mifleh Souleiman, agriculteur sexagénaire et frère de l'une des victimes syriennes. Israël n'a pas reconnu de pertes humaines, mais a annoncé avoir aussitôt riposté. « *Kouwaya a été bombardé avec des chars et des drones israéliens, depuis des positions que tenait l'armée syrienne jusqu'à la chute de Ba-*

char Al-Assad [le 8 décembre 2024], à Maarbé, Aabidine et Jamlé, détaille M. Souleiman. *Puis les soldats israéliens se sont emparés des lieux. Depuis, ils fouillent régulièrement les maisons à la recherche d'armes.* »

Les bombardements de Kouwaya ont tué six habitants et fait une dizaine de blessés – parmi lesquels Aza Hani, 40 ans et mère de six enfants, dont le pied a dû être amputé. Les quelque 10 000 habitants que compte le village ont fui dans les localités voisines. Quelques jours plus tard, des soldats israéliens sont revenus dans la vallée, arrêtant des agriculteurs, interdisant à d'autres de cultiver leurs terres. « *Ils ont subi deux jours d'interrogatoire, avant de se voir proposer une collaboration rémunérée en aide alimentaire, en argent ou en semences. On connaît notre ennemi : il cherche à nous séduire avec des biscuits !* », dénonce Mifleh Souleiman.

Depuis l'effondrement du régime syrien, c'est l'escalade. L'armée israélienne n'avait pas attendu la confirmation de la fuite de Bachar Al-Assad pour investir, le 8 décembre 2024, la zone tampon démilitarisée du Golan. Depuis, neuf postes militaires ont été établis, et trois brigades dépêchées (soit plusieurs milliers d'hommes) dans cette bande qui s'étend sur 80 kilomètres, de la vallée de la Yarmouk, au sud, jusqu'aux contreforts stratégiques du mont Hermon, au nord. Plus de 35 000 Syriens vivent de facto sous leur contrôle, dans cette langue

de terre frontalière où le départ des troupes loyalistes à la dynastie Al-Assad a créé un vide sécuritaire.

Situation ambivalente

Dans la nuit du 2 avril, des unités de la 474^e brigade israélienne du Golan se sont enfoncées plus profondément encore dans le territoire syrien, non loin de Nawa, à une dizaine de kilomètres après la zone tampon, au motif de « *confiscation d'armes et de destruction d'infrastructures terroristes* ». Là encore, des affrontements ont éclaté, suivis de frappes d'artillerie israéliennes qui ont tué neuf habitants.

La guerre civile avait placé la Syrie sous la tutelle de deux grandes puissances, la Russie et l'Iran, qui ont longtemps assuré la survie du régime de Bachar Al-Assad. La chute de ce dernier a créé une situation ambivalente pour l'Etat hébreu. D'un côté, elle a mis un terme aux projets de son principal ennemi – la République islamique d'Iran – en Syrie. De l'autre, elle marque la prise de pouvoir, à Damas, d'un groupe islamiste radical, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). Malgré sa rupture revendiquée avec Al-Qaïda, en 2016, et l'affirmation répétée qu'il ne cherchait pas la confrontation avec Israël, le président intérimaire Ahmed Al-Charaa reste perçu comme une menace sécuritaire. Son arrivée à la tête d'un pays exsangue et meurtri par plus d'une décennie de conflit lui fait craindre un changement de tutelle : celle de la Turquie, dans un

contexte de relations fortement dégradées depuis le début de l'offensive israélienne à Gaza, en octobre 2023.

Depuis le début du soulèvement syrien, en 2011, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a fourni un soutien politique et militaire à des dizaines de groupes armés de l'opposition syrienne. Il s'est démené pour que la poche d'Idlib, de l'autre côté de sa frontière, échappe au contrôle de Damas, tout en permettant à HTC de consolider son emprise territoriale. Aujourd'hui, le chef de l'Etat turc espère bien en tirer profit. Il veut accroître son influence régionale et voir les 3 millions de réfugiés syriens en Turquie rentrer chez eux. Il compte aussi s'assurer que les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qu'il considère comme un avatar du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, classé terroriste par Ankara), ne parviendront jamais à une autonomie dans le Nord-Est syrien.

Dans cette optique, Ankara veut obtenir d'Ahed Al-Charaa la signature d'un accord de défense stratégique lui permettant de disposer de bases militaires dans le pays. Il lorgne notamment la base aérienne de Menagh, au nord d'Alep, objet de combats acharnés durant la guerre civile, et celle de Tiyas (dite aussi « T-4 »), dans la province de Homs. La signature se fait attendre, mais, selon Charles Lister, directeur de l'Initiative Syrie au Middle East Institute, « *des employés turcs se sont déjà mis au travail*

pour réhabiliter la base de Menagh ». Quant à la base T-4, dans le centre du pays, elle a été, en mars, l'une des cibles de frappes israéliennes – et avec elle, le centre de recherche scientifique du quartier de Barzeh, à Damas, la base de Kissoué, au sud de la capitale, et les aéroports militaires de Hama et de Palmyre...

Double stratégie israélienne

La perspective d'un accord de défense turco-syrien rend les Israéliens fébriles. Tel-Aviv n'entend perdre ni sa liberté opérationnelle dans le ciel syrien – que lui accordait Bachar Al-Assad avec l'assentiment de son protecteur russe –, ni le couloir aérien stratégique vers l'Iran et ses capacités nucléaires. « *Les Israéliens veulent faire partie du jeu syrien et s'assurer qu'aucune reconfiguration régionale ne s'opérera sans eux* », analyse Laure Foucher, spécialiste du Proche-Orient à la Fondation pour la recherche stratégique.

L'Etat hébreu a commencé par détruire la seule armée conventionnelle ennemie qui restait à ses frontières. Depuis la chute d'Al-Assad, son aviation a ainsi mené plus de 730 frappes contre des infrastructures et capacités stratégiques, selon Charles Lister, du Middle East Institute. Ensuite, pour peser dans le jeu syrien, Israël s'invite militairement en Syrie, au-delà du plateau du Golan. Sous le prétexte d'« améliorer ses positions défensives », selon l'expression de Yaakov Amidror, ancien conseiller à la sécurité nationale du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Et pour empêcher le déploiement de nouvelles forces armées d'Al-Charaa.

Repousser l'ennemi, potentiel ou déclaré, le plus loin possible des frontières israéliennes est une conséquence directe des massacres du 7 octobre 2023 en Israël. Pour l'armée, c'est devenu une prio-



LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

rité : à Gaza, avec l'établissement d'une zone tampon d'environ 1 kilomètre de large, comme dans le sud du Liban, où elle maintient des postes avancés malgré le coup massif qu'elle a infligé au Hezbollah. Dans la zone tampon dé-militarisée du Golan, l'Etat hébreu justifie le renforcement de sa présence armée – en violation de l'accord de désengagement signé avec la Syrie en 1974, sous l'égide des Nations unies – par la physionomie du nouveau pouvoir syrien. Les responsables israéliens questionnent l'authenticité de la rupture idéologique d'Ahmed Al-Charaa avec Al-Qaïda et s'interrogent sur l'orientation que prendra le nouveau régime. D'autant que des djihadistes étrangers, qui lui sont restés loyaux, forment un noyau dur au sein de l'embryon de la nouvelle armée nationale.

« *Sera-t-il extrémiste, poussé par la Turquie à être plus agressif à l'encontre d'Israël ? Ou dirigera-t-il un régime islamiste modéré, concentré sur la reconstruction de la Syrie après toutes ces années de guerre civile ? Pour l'instant, on n'en sait rien* », résume Yaakov Amidror, l'ex-conseiller de M. Nétanyahou, dans un entretien au *Monde*. Les Israéliens ne cessent d'invoquer le passé djihadiste de M. Al-Charaa pour convaincre leurs interlocuteurs occidentaux, prêts à lui accorder le bénéfice

du doute, de prendre leurs distances avec Damas.

Mais l'étendue des « positions défensives » israéliennes interroge. La zone d'influence que s'est arrogée Israël, dans le sud de la Syrie, incorpore un chapelet de points d'eau. « *Toutes les sources qui alimentent la rivière Yarmouk sont dans l'espace que l'armée israélienne contrôle désormais* [dans le triangle frontalier], relève une source diplomatique en poste dans la région. Les Jordaniens, eux aussi, s'inquiètent de la présence israélienne dans la vallée de Yarmouk, et d'un éventuel détournement par Israël des eaux de cette rivière, comme il l'a fait pour les eaux du Jourdain. Il y a là une logique de prise de gains, comme lors de la guerre israélo-arabe de 1948, dont on ne comprend pas les objectifs stratégiques. »

Rhétorique martiale

Alors qu'Israël et la Turquie s'engagent sur une dangereuse trajectoire de collision au sujet de la Syrie, Damas se retrouve pris au piège de cette rivalité stratégique, dont l'enjeu est de savoir qui sera « acteur » et qui restera « spectateur » du nouveau Proche-Orient. Confronté à d'immenses défis sur le plan intérieur, et en quête de légitimité sur la scène internationale, le président Al-Charaa

se livre à des exercices d'équilibriste pour restaurer l'unité et la souveraineté nationales sur l'ensemble du territoire syrien, tout en évitant la confrontation avec ses puissants voisins.

Lors d'une visite d'une position militaire israélienne perchée à plus de 2 000 mètres d'altitude au sommet du mont Hermon, sur la frontière syro-libanaise, le ministre de la défense, Israel Katz, a affirmé, le 11 mars, que « *l'armée est prête à rester en Syrie pour une durée illimitée* ». Cette rhétorique martiale est moins destinée à Damas qu'à l'électorat israélien – qui a voté pour le gouvernement le plus radical de son histoire –, mais elle attise les tensions. Pour l'heure, Ahmed Al-Charaa s'abstient de répondre à ces provocations. Engagé dans une politique de diversification des alliances, il se contente de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU à chaque fois que des violations sont constatées. Le leader syrien a chassé les références à « *l'ennemi sioniste* » de son vocabulaire, évoquant sobrement « *Israël* ». Des diplomates affirment même qu'en coulisses il se dit prêt à des négociations sur le contentieux frontalier qui oppose la Syrie à l'Etat hébreu, notamment sur le Golan occupé, dont sont originaires ses parents. Il ne dispose de toute façon d'aucun levier pour stopper le grigno-

tage israélien à ses frontières.

Dans le village de Kouwaya, les affrontements meurtriers du 25 mars ont été suivis d'appels au calme. « *Les autorités syriennes nous soutiennent moralement et financièrement, mais elles ne nous donnent pas d'armes et nous demandent de rester pacifiques* », concède, à regret, Mifleh Souleiman, dont le frère a été tué ce jour-là. Sous la tente érigée pour les condoléances, un jeune homme s'emporte : « *Quand la Syrie sera à nouveau forte, on les attaquera !* » Il est aussitôt coupé par M. Souleiman, qui martèle que les gens du village « *ne cherchent pas l'escalade, mais seulement à se protéger des attaques israéliennes* ». Ces incursions, et l'instabilité qu'elles engendrent, inquiètent la Turquie. « *Israël est devenu la plus grande menace pour la sécurité [du Proche-Orient] avec ses attaques visant l'intégrité territoriale et l'unité nationale des pays de la région* », s'est indigné, le 4 avril, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, qui a sommé l'Etat hébreu de « *mettre un terme à sa politique expansionniste* ». Ankara s'exaspère aussi de l'exploitation, par Israël, des divisions communautaires syriennes – elles-mêmes en quête d'un ange gardien face à la figure énigmatique de leur président intérimaire.

Tel-Aviv apporte un soutien bruyant aux Druzes, très présents autour de leur fief de Souweïda, dans le sud de la Syrie, promis à la « *démilitarisation totale* », le 23 février, par M. Nétanyahou. Soit un territoire d'une profondeur de 40 kilomètres à partir de la frontière israélienne, jusqu'à Damas. C'est là un autre corollaire du 7-Octobre, assure une source diplomatique : « *Israël veut des ennemis chéatifs*. »

« **Cheval de Troie** »

Après des affrontements survenus, le 1^{er} mars, entre une milice druze et des forces de

sécurité syriennes dans le quartier de Jaramana, en banlieue de Damas, Israël Katz est allé jusqu'à menacer : « *Si le régime [syrien] porte atteinte aux Druzes, nous l'attaquons*. » Dans la foulée, M. Nétanyahou a annoncé un plan de près de 1 milliard d'euros sur cinq ans pour le développement de la communauté druze d'Israël, forte de 150 000 individus et bien intégrée au sein des forces militaires et de police israéliennes. L'initiative est sans précédent, mais elle se limitera probablement au seul effet d'annonce. Un autre projet consistant à laisser entrer en Israël des travailleurs druzes syriens, proposé en mars par M. Katz, a été annulé la veille de sa mise en œuvre, le 2 avril, par le gouvernement israélien, sur recommandation des services de renseignement.

La visite d'une délégation druze syrienne, autorisée par Israël – pour la première fois en cinquante ans – à se rendre près de Tibériade, le 14 mars, sur le tombeau du vénéré prophète Chouaïb, a fait germer les graines de la discorde. Les chefs religieux qui avaient participé à ce pèlerinage ont été accusés, au sein de leur communauté, de céder au chant des sirènes israéliennes. « *Je ne crois pas que s'appuyer sur les minorités en Syrie s'avère très productif*, avance Michael Horowitz, spécialiste du Moyen-Orient à Le Beck International, un think tank basé à Bahreïn. *La communauté druze a peur du nouveau régime syrien, mais elle ne veut pas se voir coopter par Israël, pour être ensuite désignée comme une sorte de cheval de Troie des intérêts israéliens en Syrie*. » Sans compter qu'il est peu probable qu'Israël vienne concrètement à leur secours.

A l'inverse, la Turquie n'a aucun intérêt à voir la Syrie se morceler. C'est d'ailleurs le soutien affiché de Tel-Aviv aux dirigeants kurdes syriens qui

aurait amené Devlet Bahçeli, leader politique d'extrême droite et pilier de la coalition gouvernementale d'Erdogan, à proposer publiquement de relancer un processus de paix avec les Kurdes, et à tendre un rameau d'olivier au chef historique du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan.

C'est également la crainte d'une reprise de la guerre civile en Syrie qui aurait, selon plusieurs commentateurs turcs, convaincu Ankara d'adoubier l'accord survenu le 10 mars entre M. Al-Charaa et Mazloum Abdi, le commandant kurde des FDS, qui contrôlent le nord-est du pays. Les deux anciens seigneurs de guerre se sont mis d'accord pour intégrer, au sein de l'Etat, la totalité des institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde. M. Abdi a sans doute considéré que c'était là son meilleur atout pour l'avenir, au moment où la réélection de Donald Trump laissait redouter un retrait américain accéléré de la région.

Le virage kurde opéré par M. Al-Charaa lui a permis de sauver sa légitimité au moment où des milliers de Syriens de la communauté alaouite étaient massacrés sur le littoral méditerranéen. Damas reconnaît donc les Kurdes comme une composante essentielle de l'Etat syrien, garantit leurs « *droits à la citoyenneté et l'ensemble de leurs droits constitutionnels* ». La dissolution des FDS – point crucial pour Ankara et qu'avait souhaité le président syrien – n'a pas été mentionnée.

Fort de ce constat, le président turc aura eu besoin de près de vingt-quatre heures, d'une réunion avec son cabinet et d'une autre avec son Conseil national de sécurité pour finalement décréter que l'accord à Damas allait « *dans le bon sens* ». Maintes fois agitée par Ankara ces derniers mois, la menace d'une incursion mi-

litaire de grande ampleur dans le nord-est de la Syrie s'est estompée. La Turquie maintiendra sans doute sa pression sur le PKK et les Kurdes syriens jusqu'à ce que Damas parvienne avec les Kurdes à un accord final, dont la mise en œuvre est prévue pour la fin de l'année 2025.

Médiation américaine

En parallèle, Ankara s'attelle à convaincre l'administration Trump que la présence des troupes américaines n'est plus indispensable pour poursuivre le combat contre l'organisation Etat islamique (EI). M. Erdogan promet une nouvelle coalition régionale – avec le Liban, la Syrie, l'Irak et la Jordanie – pour combattre le groupe djihadiste. L'objectif est de supplanter les FDS en tant que partenaire privilégié des Etats-Unis et de prendre le contrôle des camps de prisonniers djihadistes actuellement gérés par les Kurdes dans le Nord syrien. Ce scénario permettrait de faciliter le retrait des soldats américains, voulu par le nouveau locataire de la Maison Blanche.

De son côté, Israël exerce un lobbying auprès de Washington pour que la Syrie reste « *faible et décentralisée* », pour y limiter l'influence turque, et avec l'espoir que la Russie conserve ses bases militaires dans le pays, a révélé Reuters fin février. Les autorités syriennes sont d'ailleurs disposées à négocier avec Moscou. « *La Syrie est ouverte à l'idée de laisser la Russie conserver ses bases aériennes et navales le long de la côte méditerranéenne, dans le cadre d'un accord avec le Kremlin qui servirait les intérêts du pays* », avait déjà déclaré, en février, Mourhaf Abou Qasra, ministre de la défense syrien, dans un entretien accordé au Washington Post. Damas essaie surtout d'obtenir la levée des sanctions qui handicapent tout projet national syrien.

C'est peut-être par l'entremise des Etats-Unis que viendra, sinon la réconciliation, du moins un pacte de non-agression entre Israël et la Turquie. Mardi 8 avril, à l'occasion de la visite du premier ministre israélien à Washington, le président Trump s'est proposé d'endosser le rôle de médiateur entre les deux puissances rivales dans leur conflit autour de la Syrie. « Vous savez, j'entretiens d'excellentes re-

lations avec la Turquie et avec son dirigeant, et je pense que nous parviendrons à trouver une solution », s'est-il félicité. Ajoutant, tout sourire, à un Benjamin Netanyahu au visage impassible : « Tant que vous êtes raisonnable ; il faut être raisonnable. »

S'exprimant sur la chaîne CNN Türk, le chef de la diplomatie, Hakan Fidan, déclarait que des « discussions

techniques » étaient en cours avec Israël pour réduire les risques d'escalade en Syrie. « Alors que nous menons actuellement certaines opérations en Syrie, un mécanisme de "déconfliction" est nécessaire avec Israël, qui fait voler ses avions dans la région », a-t-il expliqué, sans mentionner une éventuelle normalisation des relations entre les deux pays. Quelques heures, plus tard, il annonçait que la

Turquie étudiait la possibilité d'établir une base d'entraînement en Syrie, à la suite d'une demande officielle de Damas. Quatre mois après l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad, les aspirations de M. Erdogan commencent à prendre corps. Après le départ de l'Iran, l'Etat hébreu devra peut-être s'habituer à un nouveau voisin.



April 13, 2025

Peshmerga park to be inaugurated in Paris before next Newroz: Deputy mayor

PARIS – In a significant move to honor the Kurdish Peshmerga's role in the fight against the Islamic State (ISIS), the city of Paris will inaugurate a park to pay homage to the Kurdish forces before the next Kurdish New Year (Newroz), deputy to the mayor of Paris told Rudaw on Sunday.

Arnaud Ngatcha confirmed that the inauguration of the park is expected to take place before the end of sitting Mayor Anne Hidalgo's mandate in March 2026.

The tribute will serve as a powerful symbol of gratitude for the sacrifices made by the Kurdish fighters.

«We owe a great deal to the Kurdish people and the Peshmerga. They fought so that we could have this freedom. It is only natural for Paris to give this tribute to them,» Ngatcha remarked.

The deputy to the mayor of Paris further touched on the visit of Kurdistan Region President Nechirvan Barzani to



Arnaud Ngatcha, deputy to the mayor of Paris, speaking to Rudaw on April 13, 2025. Photo: Screenshot/Rudaw

Paris on Sunday, noting that it will help «acknowledge and strengthen the role and influence» of the Kurdistan Region on the international stage. Barzani is scheduled to meet with the French President Emmanuel Macron on Monday. On cultural cooperation between Erbil and Paris, Ngatcha emphasized that President Barzani's is an opportunity to «amplify our efforts» and

solidify the strategic relationship between the two cities.

He stressed that France and the Kurdistan Region enjoy longstanding cultural ties and that «Paris and Erbil are friend cities, and have signed an agreement of cooperation and friendship.»

The deputy mayor pointed out that Paris is participating in

the renovation of a historic quarter in Erbil, and that Paris Mayor Anne Hidalgo is keen on accelerating «cultural cooperation» with Erbil «and not just in one direction. We want Parisians to better understand Kurdish culture and art,» he said.

The deputy mayor also highlighted the potential for collaboration with Erbil on climate

issues, stressing that «Paris is deeply committed to climate change efforts, and we are ready to support Erbil in addressing these challenges,» he added.

The following is the full transcript of the interview:

A park in Paris will be named after the Kurdish Peshmerga. This news has made the Kurdish people so happy. How did this decision come about?

The decision was made after a meeting with Ali Dolamari, [the Kurdistan Regional Government Representative to France], who came to my office and we discussed this wish to have a tribute to [the Kurdish] Peshmerga in Paris. I obviously spoke to the mayor of Paris, Anne Hidalgo, who immediately responded positively. As you know, Paris and Erbil are friend cities, and they have signed an agreement of cooperation and friendship. The mayor of Paris is very attached [to the Kurdistan Region]. She has certainly visited Iraqi Kurdistan many times. She is very attached and has a [strong] relationship with the people of Kurdistan. It was only natural of her to give this tribute to the Peshmerga who fought so that we could have this freedom. We know that we owe them a lot. They fought against the Islamic States (ISIS) to give us this freedom. We owe them a lot. We are expressing our gratitude to them through this tribute and [by naming] this square [after them] in this park.

When will this park be inaugurated?

The park will soon be inaugurated, we engaged in an important discussion about it, the mayor of Paris [discussed it] when she received the governor of Erbil [Omed Khoshnaw] when he visited Paris, they discussed it. I know that there are some final details to address and I know that

your President [Nechirvan Barzani] will meet [French] President Emmanuel Macron tomorrow.

It is obvious that we must coordinate this event so that it is a great international event. What I can tell you is that the mayor of Paris asked for it to be done before the end of her mandate, which will be in March 2026, so the date should not be long.

Will you be placing a statue that is related to the Peshmerga or Kurdistan in the park?

I must keep some type of confidentiality because when there are inaugurations like this one, we must keep this confidentiality of what this tribute [to the Peshmerga] will be. I will not give you details, because it is not my role to do it. It is up to the mayor of Paris, but this tribute will be up to the level of respect that we have for Peshmerga. It will be a very beautiful moment.

How do you plan to increase your cooperation with Erbil? The development of this partnership was addressed during the discussion that the mayor of Paris had with the governor of Erbil, and which I attended. Of course, to strengthen our cultural cooperation, the mayor gave her agreement so that we accelerate this cultural cooperation. Erbil is an exceptional historical city. If we can, through exchanges of cultural cooperation, also promote this magnificent culture that is yours, we will do it here in the [French] capital. And there is also this renovation in the historical center of a house in which Paris is participating. The goal is to participate and to have a piece of Paris in this magnificent historical city of Erbil, this incredible fortress.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani was invited to Paris by French President Emmanuel Macron to meet and have lunch. How can this

engagement strengthen ties between Paris and Erbil?

I am pleased with this meeting between the President of the French Republic and President Barzani. It also serves to acknowledge and, more than that, to strengthen the role and influence of your country on the international stage and the importance it holds, even more so today, in this transformation of the world.

It is obviously not my place to comment on the decisions of the President of the French Republic. He is the chief diplomat, and I, as the international deputy of the city of Paris I am bound by everything he directs. What I can say is that as the international deputy for the city of Paris, is that Paris will continue its cooperation with Erbil and soon with this homage to the Peshmerga, I can only be happy that the President of the Republic [of France], through him, France, the French state, is continuing to strengthen its ties with Kurdistan and as I said before, it is essential [to do so]. We owe a great deal to the Kurdish people [and Peshmerga]. They are crucial to stability in the region, to ensuring stability and striving for peace, even if it is a complex task. The role of Kurdistan is essential.

At the level of the French state, the President of the Republic will no doubt announce how he intends to further strengthen relations between your country and France, and here in Paris, as I mentioned, we will continue all of our ongoing cooperation. We will amplify these efforts, notably through the renovations I mentioned, which we will carry out in the fortress of Erbil, and we will develop our cultural cooperation even further.

There is also an important issue I want to point out; the mayor of Paris wanted Erbil to be a member of the International Association of French-Speaking Mayors. So even though you are not a French-

speaking country, the fact that Erbil is now a member of this large network of French-speaking cities is truly remarkable. It also demonstrates the attachment we, as the capital of the Francophone, have to linking Erbil to the Francophone realm. Why you may ask, because you share the values that we hold dear. You carry the values of liberty, respect for human beings, the search for peace, and the fight against terrorism and radical Islamism, values that are very close to ours.

We are therefore delighted that Erbil is now part of the International Association of French-Speaking Mayors, and having this platform for meetings with all the French-speaking mayors from around the world is something the mayor of Paris strongly wanted. The governor of Erbil also expressed his pride in being part of this network, and we are very happy about this.

Regarding cultural cooperation, what have you done so far and what are your plans for the future?

So, as I was saying, regarding the actions that have been taken, we were talking about the renovation efforts. As I mentioned, we are participating in part of the renovation of the historic district in Erbil, which is currently underway. In the partnerships that have been established, I also mentioned cultural exchanges, as well as exchanges between the administration of Paris and that of Erbil. We have the opportunity for our senior civil servants to be seconded to Erbil in order to provide training and establish links with the Erbil administration. And looking ahead, as I mentioned during the meeting the mayor had with the governor of Erbil, the goal is to accelerate this cultural cooperation, particularly these exchanges—but not just in one direction. That is to say, we also want to offer the people of Paris

the opportunity to better understand your culture and your art. This is something we will strive to do. The mayor has specifically asked the deputy for culture in the city of Paris to work on strengthening the

cultural cooperation we already have. Additionally, we are available for the assistance of the governor of Erbil for any other areas of cooperation that he deems useful. Topics have

notably included the climate crisis, as everyone is facing climate challenges. The French capital and the mayor of Paris are deeply committed to the issue of climate change, and, of course, there are po-

tential agreements for cooperation on this issue as well. There may be opportunities for support in terms of public policies that the governor of Erbil might implement in his magnificent city.

Le Monde

avec AFP
13 avril 2025

Les pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis sur le nucléaire se poursuivront de façon « indirecte » sous médiation omanaise

De rares discussions se sont tenues sous la médiation du sultanat d'Oman entre les deux pays, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis quarante-cinq ans, au sujet du nucléaire et de la levée des sanctions. Celles-ci doivent reprendre samedi 19 avril.

L'Iran, qui a tenu samedi de rares pourparlers avec les Etats-Unis, poursuivra les discussions de façon « indirecte », et celles-ci auront pour « seul » sujet le nucléaire, a averti, dimanche 13 avril, le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei.

Les deux pays, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, ont échangé samedi sous la médiation du sultanat d'Oman, pays voisin de l'Iran et médiateur historique entre la République islamique et les pays occidentaux, sur la question du nucléaire iranien.

A la demande de l'Iran, son chef de la diplomatie, Abbas Araghtchi, n'a pas négocié en face à face avec l'émissaire américain du président Donald Trump, Steve Witkoff. Mais les deux hommes se sont brièvement parlé, selon Téhéran, après des pourparlers qualifiés de « constructifs ». Donald Trump avait appelé à des discussions directes.

« Les négociations continueront d'être indirectes [et] Oman



Cette photo fournie par Khabar Online le 12 avril 2025 montre le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi (2^e à gauche), s'entretenant avec des membres de la délégation iranienne après une réunion à Mascate, à Oman. KHABARONLINE / REUTERS

continuera d'être le médiateur », a souligné dimanche le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei. Iran et Etats-Unis sont convenus de poursuivre les pourparlers samedi 19 avril. « Le seul sujet des discussions sera le nucléaire et la levée des sanctions », a ajouté le porte-parole. Ils auront lieu en Europe, selon l'agence de presse officielle Irna.

En 2018, le retrait des Etats-Unis d'un accord international sur le nucléaire avec l'Iran avait en partie été motivé par l'absence de mesures contre son programme balistique, perçu comme une menace pour son allié israélien. Des analystes anticipaient que ce sujet figurerait au menu des pourparlers, ainsi que le soutien de l'Iran à « l'axe de la résistance », cette alliance in-

formelle de groupes armés qui s'opposent à Israël, dont le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza ou les rebelles houthistes au Yémen font partie.

« Pression maximale »

Affaibli par les revers infligés par Israël à ses alliés régionaux, l'Iran cherche à obtenir la levée des sanctions qui étranglent son économie. Les

pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent depuis des décennies Téhéran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. L'Iran rejette ces allégations et affirme que ses activités dans le nucléaire se limitent à des fins civiles.

Le président américain a adopté une politique de « *pression maximale* » à l'égard de l'Iran et imposé de nouvelles sanctions visant son programme nucléaire et son secteur pétrolier. Il a créé la surprise [en annonçant lundi la tenue de ces discussions](#), après des semaines de guerre des mots entre les deux pays.

Mercredi, Donald Trump a encore accentué la pression en déclarant qu'une intervention militaire contre ce pays était « *tout à fait* » possible en cas d'absence d'accord. « *S'il faut recourir à la force, nous recourrons à la force. Israël sera bien évidemment très impliqué, il en sera le chef de*

file », a averti M. Trump, allié du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, qui perçoit le programme nucléaire iranien comme une menace contre son pays.

Dimanche, le ministre de la défense américain a promis que les Etats-Unis sauraient « *frapper fort* » l'Iran en cas d'échec des discussions. « *Si on ne parvient pas à résoudre le problème à la table des négociations, il existe d'autres options pour s'assurer que l'Iran n'obtienne jamais de bombe nucléaire* », a déclaré Pete Hegseth dans un entretien avec la chaîne CBS. Avant d'ajouter : « *Avec ce qu'on fait face aux houthistes et dans la région, on a montré notre capacité à frapper loin et très fort [...]. On ne veut pas en arriver là, mais s'il le faut on le fera pour empêcher l'Iran d'obtenir la bombe nucléaire.* »

La presse iranienne a salué

dimanche unanimement les pourparlers menés la veille avec les Etats-Unis. Le journal réformateur *Shargh* a qualifié ces discussions de « *tournant décisif* » dans les relations entre les deux pays, ennemis depuis la Révolution islamique de 1979 qui avait renversé la monarchie Pahlavi, soutenue par Washington. « *Espoir d'un véritable dialogue* » entre Téhéran et Washington, titre en une *Shargh*.

Le journal *Kayhan*, farouche adversaire de tout compromis face aux Etats-Unis, regrette pour sa part que le pays n'ait pas de « *plan B* », alors qu'il n'existe pas, selon lui, de « *perspective claire pour un accord avec Donald Trump* ». *Kayhan* note que la délégation américaine n'a pas demandé le « *démantèlement des installations nucléaires* » de l'Iran et n'a pas brandi la menace d'une « *attaque militaire* » en cas d'échec de la diplomatie. *Javan*, autre journal conser-

vateur, salue, pour sa part, le fait que les Etats-Unis n'aient pas demandé d'« *élargir les négociations aux questions non nucléaires* », dont le programme balistique.

Après le retrait de Washington de l'accord de 2015 et le rétablissement de sanctions américaines à son endroit, la République islamique d'Iran a pris ses distances avec le texte. Elle a accru son niveau d'enrichissement de l'uranium jusqu'à 60 %, très au-dessus de la limite de 3,67 % imposée par l'accord, se rapprochant du seuil de 90 % nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique. Les conflits dans la bande de Gaza et au Liban ont attisé les tensions entre l'Iran et Israël, qui ont mené des attaques militaires réiproques pour la première fois après des années de guerre par procuration.



Alla Shally
April 13, 2025

President Barzani 'trusted actor' in an increasingly volatile region: French senator

PARIS - French Senator Remi Feraud told Rudaw on Sunday that the relationship between France and the Kurdistan Region has flourished in recent years, highlighting the critical role that regular engagement between Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and French President Emmanuel Macron have played in strengthening this bond.

The two leaders "have established a relationship of trust" marked by "frequent exchanges," Feraud said, adding that "these diplomatic efforts have proven vital,

particularly in a region marked by ongoing instability and geopolitical shifts."

Commenting on the importance of President Barzani's [visit](#) to Paris and his meeting with President Macron on Monday, Feraud noted that the engagement further highlights that "Kurdistan and Erbil in particular, is truly at the heart of a region whose geopolitical importance is immense," and that "President Barzani is an important and trusted actor in this region."

Turning to the issue of [peace efforts](#) in Turkey to end the

four-decade-old conflict between Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK), the French senator stated that the peace process is "in the interest of all of Turkey."

However, Feraud censured what he called "the increased repression against democracy in Turkey," pointing to the recent [arrest](#) of Istanbul Mayor Ekrem Imamoglu and the removal of Kurdish mayors as an indicator of this regression.

On the situation of Kurds in Syria, the French politician emphasized the hefty price

Kurds in northeast Syria (Rojava) have paid in the fight against the Islamic State (ISIS). "The Kurds have lost thousands of fighters in the war against ISIS, they lost them for us," Feraud said.

On the broader situation in Syria, the French senator noted that the country's road ahead is marred with challenges, stressing that if the new leadership in Damascus "manages to bring forth a future in which all components of [Syrian] society are involved in the political process, Syria could become a model," stressing that the lifting of

sanctions imposed on Syria should be conditioned on the latter.

The following is the full transcript of the interview:

Rudaw: How can relations between France and the Kurdistan Region be strengthened?

The relations between France and the Kurdistan [Region] are very strong. President [Nechirvan] Barzani regularly visits Paris and has frequent exchanges with the French president, who, following the presidency of [his predecessor] Francois Hollande, has also made regular trips to Kurdistan. Today, the situation is very sensitive, so the fact that these exchanges are regular is significant. What is needed is for France to not only be a friend to the Kurds but to mobilize the international community to protect the Kurds in a region of the world that is extremely unstable and where we anticipate new and escalating conflicts that could affect the Kurds. Therefore, it is crucial for France to act as a guarantor and rally the international community to protect the Kurds, not only in Iraq and Syria, but also in Turkey and Iran. It is, of course, essential that France engages with the Kurdistan Regional Government [KRG] to protect all Kurds, and this is obviously extremely important. These political exchanges are truly a top priority and perhaps the primary responsibility of my country, France.

On the 14th of this month, Nechirvan Barzani, President of the Kurdistan Region, will be at the Elysee Palace for a meeting with French President Emanuel Macron. How important are these meetings for strengthening and expanding relations?

I believe that President [Emmanuel] Macron and Presi-



French Senator Remi Feraud speaks to Rudaw on April 13, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

dent Barzani have established a relationship of trust that allows them to discuss the entire region. I am not aware of the specifics of their discussions, as that remains between them. However, I know that they engage regularly and that a relationship of trust has been built [between the two sides], and that this is extremely important because in international relations, trust between the heads of states and government leaders is crucial.

So, I see the fact that President Barzani visits Paris frequently and the attention President Macron attaches to Kurdistan as a clear sign of my country's strong commitment, and of this bond of trust, friendship, and joint political work between France and Kurdistan, which is absolutely essential.

Nechirvan Barzani, President of the Kurdistan Region, met with the President of the United Arab Emirates in Abu Dhabi last week. Yesterday, he met with the President of Turkey, the interim President of Syria, and with the Russian Foreign Minister. How important are these meetings for President Barzani's up-

coming meeting with President Macron?

Yes, certainly, because President Barzani will be able to exchange views with [President] Emmanuel Macron after all the important meetings he has had in the previous days, including with the new leader of Syria [Ahmed al-Sharaa] and other political leaders in the region.

It is obviously important for him [President Barzani] to then be able to engage with [President] Emmanuel Macron. He will certainly carry important messages as well. But this also demonstrates that Kurdistan, and Erbil in particular, is truly at the heart of a region whose geopolitical importance is immense. President Barzani is an important and trusted actor in this region. This seems to me extremely positive.

President Nechirvan Barzani, in his meeting with the Turkish President, Recep Tayyip Erdogan, discussed the peace process [between the Kurdistan Workers' Party (PKK)] and their leader Abdullah Ocalan's message, urging his group to lay down arms. How much would a com-

plete peace in Turkey and Kurds achieving some of their rights be in the interest of peace in the region?

The autonomy of the Kurds in Turkey, the release of [Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah] Ocalan, and a peace process [between Ankara and the PKK] are obviously objectives that I fully share and deeply wish for, as they are in the interest of all of Turkey. However, this cannot occur alongside an increased repression against democrats in Turkey.

I am, of course, pointing to the arbitrary arrest of Istanbul mayor, Ekrem Imamoglu. I am also pointing to the Kurdish mayors who have been removed from their positions in recent years and in recent months. I am thinking of all the activists, lawyers, and democracy and freedom fighters in Turkey who are deprived of their liberty, who are prosecuted, who are arrested.

So, this process needs to be part of a coherent strategy. And today, I have high hopes for peace between Ocalan and those who see themselves in him, and the Turkish actors. But this cannot happen at the expense of a

regression in democratic rights in Turkey. What is needed is a consistent, comprehensive policy that allows Turkey to once again become a fully democratic country.

The temporary constitution of Syria was approved by [Syria's interim President] Ahmed al-Sharaa, but it was rejected by the Kurds, the Druze, the Christian, and the Alawite communities in Syria. What should France and the European Union do to ensure that Syria's constitution and authority represent the views of all ethnicities and components of Syria?

Indeed, the fall of [toppled Syrian dictator Bashar] al-Assad's regime is both a relief and a source of hope. But the new situation is also full of concerns. It has also led to terrible acts, crimes against the Alawites [in western Syria], to very tense situations and great concerns for the minorities, as you have mentioned, the Druze, the Alawites, the Christians, and the Kurds.

The future Syria must respect all of its components. The new Syrian leadership is sending signals that are sometimes contradictory. It is surely itself a composite entity. It does not have full and complete control over the country, as we have clearly seen. What is needed now is to ensure the security of these minorities and their ability to live in Syria sustainably.

Furthermore, the entire political framework of northeastern Syria [Rojava], particularly concerning the Kurds, it is necessary that this [framework] can survive in the new Syria and benefit the entire

country, and to allow the Kurds to remain in their region. I am pleased to see that they may be able to return to Afrin today, of course. But there are contradictory signs and elements of danger, so guards should not be lowered.

Therefore, France must mobilize Europe to be the guarantor of a pluralistic Syria, one that accommodates all these communities. And there is also a tool to guarantee this: diplomacy, as well as the lifting of sanctions. The lifting of economic sanctions on Syria must be conditioned on the emergence of a new Syria that respects all its components and works towards [presenting] a new constitution that protects all the elements of Syria.

Kurds in northeast Syria (Rojava) and Syria lost 15,000 martyrs in the war against the Islamic State (ISIS) and now they are demanding an autonomous region. To what extent does France support the demands of Kurds as the second largest nation in Syria?

I personally would have liked France to recognize the reality and legitimacy of the authorities in northeastern Syria even further. The Kurds have lost thousands of fighters in the war against [the Islamic State] ISIS. They lost them for us. It's been ten years since ISIS carried out the Paris attacks.

They were, of course, supported by airstrikes and Special Forces from France and the United States. But above all, it was the Kurds who supported us in the war against ISIS. We have a duty towards the Kurds.

We share common values, a common goal. Therefore, today, we must guarantee the autonomy of northeastern Syria, its ability to shape its own destiny, gender equality, public services, and local democracy. These are the achievements of the past ten years in northeastern Syria.

It is crucial that these be preserved in the future Syria. And of course, [I believe] this must be part of a federal or decentralized country that respects its various components and regions. I truly hope that this is what Syria will build in the coming years.

But I also know the extent of the risks, the dangers. And so, I understand how important it is for France to say that, in any case, it will protect, and do everything it can to safeguard, the Kurds of northeastern Syria.

Do you believe that Syria's interim President Ahmed al-Sharaa can establish a democratic system in Syria?

I hope so. It will be difficult. He is not [making decisions] on his own. There are opposing forces within the coalition that brought him to power. In any case, this is where we need to push things forward. It is also important to clearly show that Syria will not be able to regain its position or achieve economic development, or be able to project itself into the future and find its place in the international community among all nations.

To what extent is the creation of a system in which all communities of Syria participate in the interest of regional stability and world peace?

If Syria manages to bring forth a future in which all components of its society are involved in political life, Syria could become a model. Syria can become a model, though we are far from that, but that must be the goal because, of course, Syria is a key state in the region, both due to its geographic position and the diversity of its society.

So, certainly, if Syria wants to project itself into the future as a state, as a sovereign state, it must include all of its components. This is an absolute necessity.

I hope that the new Syrian president is truly aware of this and shares this goal. I'm [currently] not certain of the latter, and I don't believe it can be achieved without strong pressure and significant international encouragement.

My last question, as you know, a park in Paris is going to be named after the Kurdish Peshmerga. How important do you think this is for introducing Kurdistan and the Kurds to the people of France, and how did this plan come about?

The Mayor of Paris, Anne Hidalgo, has been committed to naming a venue in Paris after the [Kurdish] Peshmerga forces to highlight the bond that unites us with the Kurds, and also to ensure that Paris, as the capital of liberty and a symbol beyond that surpasses France, recognizes the Peshmerga. It is also a way to express our gratitude to the Peshmerga, who are fighting not only for the freedom of the Kurdish people but also for our freedom, especially in the fight against ISIS.

Iran : une peine de prison pour les réalisateurs de « Mon gâteau préféré » pour avoir montré une femme non voilée

Accusés de «troubler l'opinion publique», les réalisateurs du film «Mon gâteau préféré» Beh-tash Sanaeeha et Maryam Moghaddam ont été condamnés à 14 mois de prison avec sursis. View on euronews

Les réalisateurs iraniens Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha ont été condamnés par un tribunal iranien à une peine de 14 mois de prison avec sursis pour «propagande contre le régime» de Téhéran et «obscénité», pour leur film Mon gâteau préféré, présenté au festival de Berlin.

Les deux cinéastes ont également été inculpé pour la projection «illégal» du long-métrage, sans autorisation de distribution des autorités iraniennes.

Lors des deux dernières années, ils avaient reçu l'interdiction de voyager, ce qui les avait empêché d'assister à la première du festival en 2024.

Mohammad Rasoulof interviewé par Euronews Culture. Euronews Culture

Le tribunal iranien a également condamné le producteur de Mon gâteau préféré, Gholamreza Mousavi, à la même peine que les réalisateurs, à laquelle a été ajoutée une amende de 400 millions de rials iraniens (8 240 euros).

Mon gâteau préféré raconte l'histoire d'une veuve septuagénaire solitaire, Mahin (Lily



Esmael Mehrabi et Lily Farhadpour tiennent une photo des réalisateurs Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha, qui ont été interdits de se rendre à Berlin pour la première du film *Getty*

Farhadpour), qui redécouvre ses désirs à Téhéran, dans un pays où les droits des femmes sont fortement restreints.

Derrière une mise en scène apparemment inoffensive et une seconde moitié à la Linklater se cachent des messages d'émancipation féminine qui ne sont pas tolérés par le régime répressif du pays.

«Nous voulions raconter la réalité de nos vies, c'est-à-dire ces choses interdites comme chanter, danser, ne pas porter le hijab à la maison, ce que personne ne fait chez soi», a déclaré Maryam Moghaddam.

Le Centre pour les droits de l'homme en Iran, basé à New York, a déploré le verdict.

«Les artistes en Iran subissent des difficultés considérables, notamment une censure croissante, des détentions arbitraires et la menace constante de répercussions juridiques pour avoir exprimé leur désaccord par le biais de leur travail». a-t-il précisé.

La condamnation à 14 mois de prison, assortie d'un sursis de cinq ans, intervient après que la communauté cinématographique mondiale s'est mobilisée pour soutenir les réalisateurs. Parmi les signataires figureraient notamment Pedro Almodóvar, Juliette Binoche et Mohammad Rasoulof.

Lors de notre entretien avec Mohammad Rasoulof, ce dernier a déclaré : «J'aimerais attirer l'attention sur les réali-

sateurs de «Mon gâteau préféré», Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeeha, qui connaissent toutes sortes de problèmes en Iran. Il leur est interdit de quitter le pays à cause de leurs films et, en fait, ils font l'objet d'une enquête sur des accusations similaires pour avoir répandu la prostitution et la corruption sur Terre, par exemple. Cette atmosphère sera à l'origine d'une série de nouveaux problèmes, car dans le monde actuel, il n'est pas possible de contrôler le contenu, comme le fait le régime iranien. Il en résultera une répression de plus en plus forte et des actes de subversion, car le gouvernement ne peut pas tout contrôler.»

Vous pouvez lire l'intégralité de l'interview en anglais ici.

Pourquoi le Kurdistan irakien est-il la seule région kurde reconnue dans le monde ?

Le président du Kurdistan d'Irak, Netchirvan Barzani, est reçu lundi 14 avril par Emmanuel Macron. Seule entité kurde reconnue, le Kurdistan irakien dispose depuis 2005 d'une autonomie au sein de l'Irak. Grâce à ses ressources pétrolières, il s'impose comme un acteur diplomatique et politique à l'international.

Avec près de 40 millions de personnes réparties entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, les Kurdes forment la plus grande nation sans État au monde. De ces quatre pays, seul l'Irak reconnaît officiellement l'existence de ce peuple. En 2005, Bagdad a en effet reconnu l'autonomie du Kurdistan irakien, sans lui concéder son indépendance.

Dotée de vastes ressources pétrolières, la région kurde a su, au fil des années, s'imposer comme un acteur capable de dialoguer d'égal à égal avec les États. Son président, Netchirvan Barzani, était ainsi lundi 14 avril reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron.

Couvrant un territoire de plus de 40 000 km² et percevant 17 % des revenus pétroliers de l'Irak, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) possède presque tous les attributs d'un État : un gouvernement, un Parlement, une armée – les peshmergas –, des services de sécurité, un budget autonome et un système fiscal. Depuis 2015, il dispose même d'une diplomatie, avec une trentaine de « bureaux de représentation » à l'étranger, dont un à Paris. Cette autonomie est le fruit de plusieurs décennies de revendications, souvent réprimées.

La question de l'indépendance du Kurdistan émerge au len-



Le président français Emmanuel Macron accueille le président de la région autonome du Kurdistan d'Irak Netchirvan Barzani à l'Élysée, le 3 novembre 2023. BERTRAND GUAY / AFP

demain de la chute de l'Empire ottoman. Le traité de Sèvres, signé en 1920, prévoit un État indépendant. Mais ce projet est enterré par le traité de Lausanne en 1923. Les nouvelles républiques turque, syrienne, iranienne et irakienne se partagent alors le territoire historique kurde. En Irak, la monarchie puis les régimes autoritaires qui suivent refusent toute autonomie réelle, malgré plusieurs promesses depuis 1958.

L'espoir de l'indépendance

Les décennies suivantes sont ponctuées par quatre soulèvements armés et des représailles brutales. La répression atteint son paroxysme sous le règne de Saddam Hussein. Au début des années 1980, il ordonne à son cousin Ali Hassan Al Majid, dit « Ali le Chimique », de trouver un moyen de mettre fin à ces insurrections. Il lance alors l'opération Anfal, qualifiée de génocide par les juges irakiens et la cour de La Haye. Selon di-

verses estimations, plus de 100 000 personnes ont été tuées, 3 000 villages détruits et [des armes chimiques](#) ont été utilisées à plusieurs reprises.

À la fin de la guerre du Golfe, en 1991, la coalition internationale anti-Saddam crée une zone d'exclusion aérienne dans les régions kurdes, toujours hors du contrôle du pouvoir central. Les Kurdes y organisent alors leurs premières institutions autonomes.

La véritable reconnaissance arrive après la [chute de Saddam Hussein](#), en 2003. Les Américains soutiennent les autorités kurdes installées dans la région dans la reconstruction des infrastructures, la création d'une administration et l'accueil des déplacés. Cette période pose les bases de la Constitution irakienne de 2005, qui établit officiellement une région autonome kurde administrée par le GRK. Aujourd'hui, 6 millions d'habitants vivent au Kurdistan

irakien, dont plus de 1 million de déplacés irakiens et 250 000 réfugiés syriens. La région est composée de trois provinces : Erbil, Souleymaniyé et Dohouk. Les gouvernorats de Ninive, de Saladin, de Kirkouk et de Diyala sont également revendiqués par la région autonome. Avec ces territoires, la région occuperait presque 19 % du territoire irakien.

Le Kurdistan irakien a tenté à plusieurs reprises d'obtenir sa souveraineté sans y parvenir. En septembre 2017, lors d'un référendum, l'indépendance est plébiscitée par plus de 90 % des votants, relançant l'idée d'un État kurde. Mais la réaction de Bagdad est immédiate : récupération des zones disputées comme Kirkouk, contrôle des aéroports et isolement diplomatique. Enclavé entre des pays farouchement opposés à toute reconnaissance kurde – la Turquie, la Syrie et l'Iran –, le Kurdistan irakien reste une exception fragile.

Victimes des exactions en Syrie, les alaouites continuent de fuir vers le Liban

Depuis les massacres d'alaouites commis, en mars, dans les régions de Lattaquié et de Tartous, près de 30 000 Syriens se sont réfugiés au Liban, selon les Nations unies.

Dima a le teint blafard, les yeux cernés, la voix atone. Elle a vécu dans l'effroi à Al-Raddar, un quartier de Tartous, sur le littoral, depuis la vague de massacres d'alaouites qui a eu lieu dans des régions de l'ouest de la Syrie, début mars. Un mois plus tard, elle a fui au Liban, avec ses trois enfants âgés de 15 à 25 ans. Elle est sous le choc. « *La violence n'est pas terminée*, dit cette femme, qui a requis l'anonymat, comme d'autres personnes interviewées. *La nuit, on entendait des tirs et des menaces. Je ne me rendais plus au travail. Mon plus jeune fils n'allait plus à l'école. La plupart du temps, on vivait cloîtrés.* »

Assise dans un entrepôt converti en refuge à Jabal Mohsen, banlieue alaouite de Tripoli (nord du Liban, ville à majorité sunnite), Dima a toujours peur : son mari n'a pas encore fait le voyage. Sa mère, âgée, restera en Syrie – elle en pleure. « *On nous a dit que les massacres avaient eu lieu à cause des foulouls* [terme désignant les partisans de l'ancien régime de Bachar Al-Assad, lui-même issu de la communauté alaouite, branche minoritaire de l'islam]. *Ce n'était qu'un prétexte. La violence à l'œuvre est purement sectaire* », accuse-t-elle, devant un plateau de maté, une infusion de plantes. Les tueries de mars, qui ont fait plus de 1 700 morts civils d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ont commencé après des attaques lancées par des partisans armés de Bachar Al-Assad contre les

forces de sécurité des nouvelles autorités islamistes, dans l'ouest de la Syrie, où se trouve le berceau des alaouites.

Des membres de cette minorité continuent de fuir vers le Liban, s'alarmant de la poursuite des exactions. Le flux est plus faible mais quotidien, après des arrivées par milliers courant mars. Près de 30 000 alaouites de Syrie sont aujourd'hui recensés : la plupart ont trouvé refuge dans des villages alaouites de l'Akkar, région frontalière de la Syrie, et à Jabal Mohsen. Des liens de parenté unissent souvent la communauté de part et d'autre de la frontière.

Pas de statut légal

Beyrouth tolère la présence des nouveaux venus, dont le nombre reste limité, mais sans leur octroyer un statut légal. Entre 1,5 et 2 millions de déplacés syriens, dont les premiers sont parvenus à partir dès 2011, fuyant la répression du régime d'Al-Assad et la guerre, sont toujours présents, selon des estimations. Il s'agit en majorité de sunnites.

Aujourd'hui, l'embryon d'une nouvelle crise des réfugiés s'esquisse. « *Si les frontières s'ouvrent, il y aura un afflux massif d'alaouites au Liban* », assure Dima. De Tartous vers Tripoli, un passeur les a guidés, elle et ses enfants, afin de franchir les barrages jusqu'à la frontière. La plupart des Syriens traversent ensuite le Nahr Al-Kabir, le fleuve qui sert de démarcation.

A Jabal Mohsen, la solidarité

familiale et communautaire est à l'œuvre pour loger ces réfugiés. L'Association de charité islamique alaouite s'active : repas, aide médicale, recherche d'abris collectifs... Elle est proche du Parti démocratique arabe, la formation locale, qui était un allié zélé de Bachar Al-Assad. Elle comble un vide. « *Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent et, malheureusement, très peu d'aides internationales parviennent* », explique Noureddine Eid, le directeur de l'association. Mais, pour lui, « *l'aide est politisée : les alaouites sont vus comme affiliés à l'ancien régime* ».

Dans un lieu de culte transformé en abri collectif, une poignée d'hommes, venus des régions de Tartous, Baniyas, Homs ou Hama, prennent la parole. Ils parlent peu de leur nouvelle vie. Leurs pensées sont encore en Syrie ; ils sont intarissables sur les massacres. Ils réclament de ne pas être associés à Bachar Al-Assad, quand bien même une grande partie de la communauté lui a été longtemps loyale. Des officiers issus de ses rangs ont semé la terreur du temps de l'ancien régime. « *Si Al-Assad a commis des massacres, nous n'en sommes pas responsables* », insiste un ancien fonctionnaire originaire de Baniyas.

Hassan, un agriculteur de la région de Tartous, reconnaît avoir eu « *peur que quelque chose se passe, dès la chute d'Al-Assad* [le 8 décembre 2024] ». Les « *beaux discours* » du nouvel homme fort

de la Syrie, Ahmed Al-Charaa, ne l'ont pas rassuré, et encore moins les « *premières exactions* », avant les tueries. Assurant « *n'avoir jamais servi l'ancien régime* », Hassan regrette que les villages alaouites aient « *rendu les armes* », lorsque l'appareil militaire a été désintégré. « *Il n'y avait personne pour nous défendre lorsque les criminels sont venus dans nos maisons.* » Selon lui, « *un ramassis de factions, remplies d'extrémistes qui ont la haine des minorités et des sunnites modérés* », tient aujourd'hui lieu d'armée. La défiance semble insurmontable.

« Jamais vérité ne sera rendue »

Les perspectives sont limitées au Liban, tant pour l'emploi que pour le statut légal. Pourtant, Moughira N., qui a fui Baniyas avec son mari, Ahmad, un commerçant originaire de Jabal Mohsen, et leurs deux jeunes enfants, n'envisage pas de retour en Syrie, « *tant qu'il n'y aura pas de stabilité* ». Cela veut dire, pour elle, « *soit une protection internationale dans les régions alaouites* », une demande récurrente des nouveaux réfugiés, « *soit un autre pouvoir* ».

Moughira s'aventure rarement en dehors de l'enclave alaouite de Jabal Mohsen, de crainte d'être identifiée, à cause de son accent, « *par d'autres Syriens* [sunnites] » – nombreux à Tripoli – qui seraient partisans du nouveau régime. La banlieue voisine de Bab Al-Tabbaneh, sunnite, s'est réjouie du changement

de pouvoir. Plusieurs séries d'affrontements avaient opposé ces deux quartiers, entre 2011 et 2014, dans une spirale de violence liée à la guerre en Syrie. L'armée libanaise a renforcé sa présence aux abords de Jabal Mohsen à la chute de Bachar Al-Assad, afin d'empêcher des troubles.

Dans l'appartement de proches de son mari, Moughira fait défiler, sur son téléphone, les portraits de connaissances tuées : un directeur d'école, un médecin, des élèves... Les responsabilités exactes dans les massacres restent à établir, parmi les forces de sécurité, les fac-

tions islamistes alliées – dont des djihadistes étrangers – et des individus armés. La commission d'enquête mise sur pied en mars n'inspire aucune confiance à cette Syrienne : « *Jamais vérité ne sera rendue. Comment [le président de transition Ahmed Al-]Charaa mettrait-il en prison*

ses propres hommes ? Et s'il est sincère, pourquoi les meurtres et les enlèvements d'alaouites se poursuivent-ils ? » La commission devait rendre ses conclusions en avril. Son mandat a été prolongé de trois mois. Moughira a peur pour ses parents restés en Syrie.

The New York Times

Ben Hubbard, Hwaida Saad, David Guttenfelder
April 14, 2025

Ancient Syrian Town Seeks Interfaith Peace After Long War

Syria's civil war drove a wedge between the residents of the small town of Maaloula, where two-thirds are Christian and one-third Muslim. Can they live together peacefully again?

The mountainside town of Maaloula, Syria, which has long had a Christian-majority population.

Inside a centuries-old monastery atop a mountain in western Syria, a priest swung an incense holder on a chain, led his flock in melodic chants and delivered a timeless sermon on the importance of loving one's neighbor.

But when the congregation gathered for coffee after the service, their current worries surfaced, about how peaceful Syria's future would be.

Would the Islamist rebels who [ousted the strongman Bashar al-Assad](#) in December ban pork and alcohol, impose modest dress on women or limit Christian worship? Would the new security forces protect Christians from attacks by Muslim extremists?

"Nothing has happened that makes you feel that things are better," said Mirna Hadad, one of the churchgoers.

Elsewhere in the historic town of Maaloula, its Muslim minority had different concerns.

Like their Christian neighbors, they had fled their homes here early in Syria's 13-year civil war. But unlike the Christians, they had been barred from returning by the Assad regime and a Christian militia it supported.

"The problem is the majority," meaning the town's Christians, said Omar Ibrahim Omar, the leader of a new local security committee. He had come home to Maaloula only after Mr. al-Assad's fall, after being kept out for more than a decade.

"We won't let that happen again," he said.

The Rev. Fadi Barkil recently delivered a sermon to his congregation in Maaloula on the importance of loving one's neighbors.

Maaloula, nestled between rugged outcroppings 35 miles northeast of the capital, Damascus, has long embodied Christianity's ancient roots in Syria and has served as an important piece of the country's religious mosaic. It is a rare community where locals still speak Aramaic, the

language of Jesus, and it boasts a history of coexistence between the two-thirds of its population who are Christians and the other third, who are Sunni Muslims.

But the war that began in 2011 set the two communities on different paths, tearing at Maaloula's social fabric. Many of the Muslims backed the rebels who fought to topple the regime, while the Christians largely stood by Mr. al-Assad, whom they considered the protector of Syria's minorities in a Sunni-majority country.

Now, Mr. al-Assad is gone, the town is damaged and its people are struggling to figure out how they might live together once again.

"I want to live with you as brothers," the priest, the Rev. Fadi Barkil, said in an interview as if speaking to his Muslim neighbors. "If we keep going back to the past, it will never end." Christians have been living in Syria since the earliest days of the religion.

Christians have been living in Syria since before the Apostle

Paul's conversion on the road to Damascus. Before the civil war, they made up sizable minorities in Damascus, Aleppo and other places, but their numbers have plummeted since. Christians have emigrated to Lebanon and the West to escape the violence and economic hardship that have [devastated their communities](#).

In Maaloula, Father Barkil oversees its Greek Catholic Church and the Monastery of Saints Sergius and Bacchus, whose fourth-century sanctuary is partially hewed from a peak overlooking the town. Next to it are the remains of the Safir Hotel. Once the town's finest destination for pilgrims and tourists, it was destroyed during the war and is now deserted.

Its terrace overlooks the town, with the domes and crosses of Maaloula's many churches and the minaret of a mosque rising from amid its simple homes.

The civil war first came to Maaloula when a suicide bomber blew up the main army checkpoint protecting

the town in September 2013. Nearly all of its few thousand residents — both Christians and Muslims — fled as fighting erupted, and rebels led by the Nusra Front, an affiliate of Al Qaeda, took control.

The rebels set up bases in the hotel and monastery, which allowed them to fire on government forces below. They kidnapped 13 nuns and three assistants from a Greek Orthodox convent.

The Safir Hotel, destroyed during the civil war, was once the town's finest destination for pilgrims and tourists.

The women were later released in a [prisoner swap with the government](#), and the Syrian Army and the Lebanese militant group Hezbollah [retook the town in April 2014](#).

Its Christians returned to find their holy sites damaged.

"When the priests came back after the war, everything was destroyed in the monastery," Father Barkil said.

The top of its altar had been broken, and shelling had punched holes in its stone walls and in the blue dome over the sanctuary, scattering debris across the wooden pews. Many of its icons were missing, and those that remained had been defaced.

And in what Father Fadi described as a deeply symbolic blow, two giant bells had been stolen from his and another sanctuary, removing their rings from Maaloula's soundscape.

For the duration of the war, the Syrian army held the town along with a Christian militia that it armed. The Christian sites were restored, although few of the tourists who had once sustained the economy returned.



The mountainside town of Maaloula, Syria, which has long had a Christian-majority population.

A Christian icon that was defaced after rebels, led by the Nusra Front, an affiliate of Al Qaeda, took control of the town in the early days of the civil war.

When the rebels toppled Mr. al-Assad in December, there was little rejoicing among Maaloula's Christians. The army ran off, leaving the town unprotected, and residents feared that the country's new Islamist rulers would restrict their religious freedoms.

"What do we want in Maaloula?" Father Barkil asked. "To have a state and security, but we won't accept for the Muslims to rule us by force."

Exacerbating their concerns is the fact that the founder of the Nusra Front, the jihadist group that attacked Maaloula in 2013, [is now Syria's president, Ahmed al-Shara](#).

Father Barkil acknowledged that Mr. al-Shara has said that he cut ties with Al Qaeda and has vowed to serve all of Syria's people. But the priest called on the new president to reinforce this inclusive message with a visit to Maaloula.

"He can come and say in Maaloula that the Christians are important and that no one

can harm them," Father Barkil said. "But if he never says this, what will happen to us?"

After Mr. al-Assad's fall, the new authorities sent police officers to secure the town. At the local police station, a few of these new officers — former rebels, all of them Muslims and none of them from Maaloula — were fast asleep in the middle of the day.

Much of the town has yet to be rebuilt.

Elsewhere, a group of men from a newly formed security committee were crowded around a wood-burning stove, trying to keep warm. They were all Maaloula Muslims, who said that they had fled the fighting in 2013 but that the regime had barred them from coming home because it suspected them of backing the rebels.

Akram Qutayman, 58 and a member of the committee, said that residents of different faiths had lived together peacefully before the war.

"Where I live, I was surrounded by Christians," he said. "They would celebrate Ramadan with us, as if we were one hand."

But he accused the local

Christian militia of burning the Muslims' homes while they were away to try to keep them from returning.

"We don't have houses," said Mr. Omar, the committee's head, also noting that the main mosque was still damaged. But he remained hopeful that the tensions would pass and the town would rebuild.

"I expect that there will be reconciliation, and we will live together again," he said. "We will let the past go."

Some positive signs have emerged in recent weeks.

The two bells stolen from the churches were returned. They were cleaned, polished and rehung in their belfries during a ceremony last month, their sounds resonating over Maaloula for the first time in 13 years.

"Hanging these bells provided relief to people," Father Barkil said. "In the end, they are the voice of God."

Crosses are a prominent part of the small town's skyline.

Muhammad Haj Kadour contributed reporting.



April 14, 2025

Kurdish leaders remember Anfal genocide on 37th anniversary

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's leaders on Monday commemorated the 37th anniversary of former Iraqi dictator Saddam Hussein's genocidal Anfal campaign against the Kurds, reiterating calls for Baghdad to compensate the victims.

The Anfal campaign, named after the eighth surah in the Quran, was the codename for Hussein's genocide that killed around 182,000 Kurds.

President Nechirvan Barzani described the Anfal "as one of the most heinous acts of genocide in history, leaving lasting scars on the collective memory and conscience of our people," according to a Kurdistan Region Presidency statement.

"We reaffirm that the Iraqi Federal Government bears both a legal and moral responsibility to provide compensation to the families of the victims of Anfal in all aspects. It is imperative that the government enforces the ruling of the Iraqi Supreme Criminal Court, which recognized Anfal as genocide and a crime against humanity," President Barzani stressed.

He added that Erbil continued to seek "full international recognition of the Anfal campaign as genocide." Prime Minister Masrour Bar-



The burial ceremony of 100 Barzani victims of the Anfal genocide on July 31, 2022. Photo: Bilind T. Abdulah/Rudaw

zani emphasized that the effects of the Anfal genocide persist and urged Baghdad to fulfill its obligation to compensate the victims.

"The federal government must, with a sense of legal, constitutional, and moral duty and responsibility, compensate the relatives, families, and all those affected by the Anfal genocide and all other victims of the Baath regime, both materially and morally," the Kurdistan Region's premier said.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani also called for the compensation of victims in his statement, while remembering the crimes carried out by Hussein's regime against the Kurds

"The criminals ended up with the dustbin of history, but the wounds and tragedies of genocide and injustice are still sunken and have not yet been depleted. The Iraqi state must perform its duty to compensate for the crime of the Anfal and the genocide that was committed against our people," he said.

Iraqi leader also recalled the genocide, with Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani saying the events "exposed the regime's ugliness and racist nature toward our people and national forces."

"Tyranny has been consigned to the darkness of history, while Iraqis continue—together—the journey of reconstruction and development, upholding the

dignity of a united, secure, and stable Iraq," Sudani stated on X.

The Iraqi parliament recognized Anfal as genocide on April 14, 2008. The military commanders who carried out the campaign were handed death sentences. Ali Hassan Majeed, known as "Chemical Ali," was hanged in 2011.

Yet 35 years after the massacre, Anfal survivors say they still have not received compensation from Iraq.

The Garmiyani phase of the Anfal campaign began on April 14, 1988, in the southernmost reaches of the Kurdistan Region, and that date is used to commemorate the anniversary of Anfal every year.



April 14, 2025

Intra-Kurdish conference to be held in Rojava Friday

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish ruling and opposition parties in northeast Syria (Rojava) are set to hold an intra-Kurdish conference on Friday aimed at strengthening unity and addressing long-standing internal disputes concerning their negotiations with Damascus.

"Kurdish unity is the key to resolving all our challenges and disputes," Perwin Yusef, co-chair of Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD), said in a video statement. "When we are united, we can overcome our issues."

"The conference will be held on April 18 and gather 300 delegates," including representatives from all Kurdish parties, national figures, and women's movements, according to Yusef.

"The most important outcome is for us to unify our stance and demands," Yousif emphasized.

Rojava's political landscape shifted significantly following the ousting of Bashar al-Assad in December, prompting rival Kurdish coalitions in Rojava to accelerate unity



Perwin Yusef, co-chair of northeast Syria's (Rojava) ruling Democratic Union Party (PYD), speaking to Rudaw on January 25, 2025. Photo: Rudaw

talks. In January, Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani hosted a landmark meeting in Erbil with Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi to advance the dialogue.

The PYD, the dominant party in Rojava, has since engaged in negotiations with the Kurdish National Council (ENKS/KNC), an opposition coalition backed by the KDP. Talks have been facilitated by members of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS), particularly the United States and France.

Since then, Kurdish factions have shown a unified front in rejecting recent moves by the new Syrian leadership in Damascus, including their opposition to the 53-article constitutional declaration and their decision to abstain from participating in the interim government led by Ahmed al-Sharaa.

"Extensive meetings and discussions have taken place to enable us, as Kurdish parties, to secure the rights of the Kurdish people during this sensitive period and to negotiate with Damascus from a position of strength,"

Yousif stated, urging all Kurdish parties to put aside partisan agendas in favor of the broader national interest.

In 2015, PYD and ENKS signed a historic agreement mediated by Barzani in the Kurdistan Region's Duhok province to reduce tensions and establish a power-sharing arrangement in Rojava. However, the deal was never implemented, with both sides accusing each other of undermining the process and trading harsh rhetoric, including allegations of betrayal.



April 14, 2025

President Barzani meets Macron in Paris

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani was received by French President Emmanuel Macron in Paris on Monday to discuss a host of issues including the situation in Iraq and regional developments.

Upon receiving President Barzani, Macron told Rudaw's Alla Shally that "so many issues," including the "overall situation in Iraq plus everything in the region," will be discussed in their meeting.

Fawzi Hariri, chief of staff to the Kurdistan Region Presidency, said on Monday that Barzani's visit "demonstrates the strong position of the Kurdistan Region."

"France views the role of the Kurdistan Region in the Middle East with importance," Hariri told Rudaw, touching on Barzani's role as a regional mediator.

On Sunday, Kurdistan Region Presidency spokesperson Dilshad Shahab told Rudaw that Barzani and Macron's meeting "comes at a time of major developments in the Middle East."

"This naturally highlights the influence of the Kurdistan Region and the effective role of its president," Shahab said.

On Friday, Barzani met Syrian President Ahmed al-Sharaa for the first time on the sidelines of the Antalya Diplomacy Forum in Turkey and offered his "continued support."

According to Hariri, Sharaa told Barzani in their meeting that "even without an agreement with the Syrian Democratic Forces, they [Damascus] support giving rights to Kurds."

"We asked Sharaa to ensure a genuine Kurdish representation in the preparatory committee for the drafting of the Syrian constitution," he added.



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (left) being received by French President Emmanuel Macron at the Elysee Palace in Paris on April 14, 2025. Photo: Lâm Duc Hiên/submitted

Sharaa was named interim president in January, a month after leading a coalition of rebel groups that toppled the regime of Bashar al-Assad. He pledged to form an «inclusive transitional government that would reflect Syria's diversity» but has faced criticism for marginalizing minority communities.

In March, Sharaa and Syrian Democratic Forces (SDF) commander Mazloum Abdi signed an agreement to integrate the SDF into Syrian state institutions. Barzani described the agreement as «an appropriate roadmap for the future and a correct transitional phase» and expressed Erbil's «full support» for Syria's stability. The deal has since been followed by a hostage exchange and security rearrangements.

Also on Friday, Barzani met Turkish President Recep Tayyip Erdogan to discuss reviving the peace process between Turkey and the PKK. The meeting came a day after Erdogan received a delegation from the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy (DEM) Party, which has been

mediating the talks. The negotiations gained momentum after the PKK announced a unilateral ceasefire more than a month ago and expressed commitment to their imprisoned leader Abdullah Ocalan's call for disbanding the group.

Following his meeting with Erdogan, Barzani said he «reiterated the importance of reviving the peace process in Türkiye.»

Founded in 1978, the PKK initially demanded an independent Kurdistan but now calls for autonomy. It is designated a terrorist organization by Turkey and its Western allies.

"In the negotiations that DEM Party and PKK conduct with Turkey, whether directly or indirectly, the Kurdistan Region and the Kurdistan Region's president have a direct role in conveying viewpoints," Hariri said.

Barzani was last in Paris in December to attend the reopening of Notre Dame Cathedral.

Ali Dolamari, the Kurdistan Regional Government's (KRG) rep-

resentative to France, on Sunday described Erbil's relations with Paris as "historical."

Also on Sunday, French Senator Remi Feraud told Rudaw that the relationship between France and the Kurdistan Region has flourished in recent years.

President Barzani and Macron "have established a relationship of trust," according to Feraud. "These diplomatic efforts have proven vital, particularly in a region marked by ongoing instability and geopolitical shifts."

France and the Kurdistan Region enjoy long-standing ties, dating back to France's support for the no-fly zone that enabled the Region to develop its current autonomy. France was among the first countries to open a consulate in Erbil after the fall of Saddam Hussein in 2003 and played a crucial role in supporting Kurdish forces in the fight against the Islamic State (ISIS) in both Iraq and Syria.

Nucléaire iranien : de nouveaux pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran prévus à Rome le 19 avril

Après la reprise des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran samedi à Oman, le chef de la diplomatie iranienne doit se rendre à Moscou pour évoquer ces discussions, a annoncé Téhéran

Deux jours après la reprise des pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran sur la question du nucléaire iranien, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a annoncé lundi 14 avril qu'il se rendrait à Téhéran « *plus tard cette semaine* ». « *Il est essentiel de poursuivre l'engagement et la coopération avec l'agence au moment où des solutions diplomatiques sont nécessaires urgemment* », a-t-il écrit sur X.

L'Iran et les Etats-Unis, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, ont échangé samedi dernier sous la médiation du sultanat d'Oman sur la question épineuse du nucléaire iranien. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, et l'ambassadeur américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, ont même échangé directement « *quelques minutes* », alors que Téhéran avait affiché son souhait que ces pourparlers soient « *indi-*

rects ». Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent de longue date l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran rejette ces allégations et défend un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie.

La Maison Blanche avait salué samedi soir « *un pas en avant vers un accord mutuellement satisfaisant* », estimant que les discussions ont été « *très positives et constructives* ». Abbas Araghchi a affirmé auprès de la télévision d'Etat iranienne que ni l'Iran ni les Etats-Unis ne souhaitent « *de négociations infructueuses, de discussions pour le simple plaisir de discuter, d'une perte de temps et de négociations qui s'éternisent* ». L'Iran et les Etats-Unis sont convenus de poursuivre les pourparlers le 19 avril. Ils se tiendront en Italie, à Rome, selon le ministre des affaires étrangères néerlandais, Caspar Veldkamp, interrogé lors d'une réunion de l'Union européenne à Bruxelles. « *La seconde session de*

discussions indirectes entre l'Iran et les Etats-Unis est prévue samedi dans la capitale italienne », ont confirmé à l'Agence France-Presse deux sources diplomatiques à Rome.

Avant ce nouveau cycle de pourparlers, Abbas Araghchi doit se rendre à Moscou pour évoquer ces discussions avec les Etats-Unis, a annoncé Téhéran. « *Je tiens à préciser qu'il s'agit d'un déplacement qui était déjà prévu* », a déclaré lundi le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, ajoutant lors d'un point presse que cette visite « *en fin de semaine* » serait « *l'occasion d'aborder les derniers développements liés aux négociations* ».

Centrifugeuses

La Russie est l'un des membres d'un accord international sur le nucléaire conclu avec l'Iran en 2015, mais aujourd'hui caduc depuis la décision des Etats-Unis de s'en retirer en 2018. La France, le

Royaume-Uni, la Chine et l'Allemagne font également partie du pacte. Le texte prévoyait la levée de certaines sanctions internationales visant l'Iran en échange d'un encadrement de son programme nucléaire par l'AIEA. Selon cette dernière, l'Iran respectait ses engagements.

En 2018, Donald Trump a retiré unilatéralement son pays de l'accord et rétabli des sanctions. En représailles, l'Iran est depuis progressivement revenu sur ses engagements. Le pays a ainsi augmenté le nombre et la performance de ses centrifugeuses, ces machines utilisées pour enrichir l'uranium, afin de produire davantage, mieux et plus vite sur ses sites de Natanz et Fordo.

La décision de Donald Trump de se retirer de l'accord avait en partie été motivée par l'absence de mesures contre le programme balistique de Téhéran, perçu comme une menace pour son allié israélien.

Le Monde

avec AFP
15 avril 2025

Les capacités militaires de l'Iran sont des « lignes rouges » intouchables dans les pourparlers avec les Etats-Unis

Les deux pays, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, ont discuté samedi dernier de l'épineuse question du nucléaire iranien. Un nouveau cycle de pourparlers indirects est prévu pour samedi.

Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont affirmé, mardi 15 avril, que les capacités militaires et de défense du pays constituaient des « *lignes rouges* » intouchables, à quelques jours d'un [nouveau cycle de pourparlers indirects sur le nucléaire avec les Etats-Unis, prévu pour samedi](#).

« La sécurité nationale ainsi que la puissance militaire et de défense font partie des lignes rouges de la République islamique d'Iran, qui ne peut en aucun cas faire l'objet de discussions ou de négociations », a déclaré le porte-parole des gardiens, Ali Mohammad Naini, cité par la radiotélévision iranienne.



Des missiles iraniens exposés au musée de la force aérospatiale du Corps des gardiens de la révolution islamique, à Téhéran, le 15 novembre 2024. MAJID ASGARIPPOUR / VIA REUTERS

L'Iran et les Etats-Unis, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980, [ont discuté samedi dernier](#) sous la médiation du sultanat d'Oman de l'épineuse question du nucléaire iranien. Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent de longue date l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. L'Iran rejette ces allégations et défend un droit au nucléaire à des fins civiles, en particulier pour l'énergie.

Retrait américain de l'accord en 2018

L'Iran et les Etats-Unis sont

convenus de poursuivre les pourparlers le 19 avril, toujours sous médiation omanaise. Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé, mardi, que les premières négociations avec les Etats-Unis, samedi, à Oman, se sont « bien déroulées », mais il a dit rester « très pessimiste » vis-à-vis des Etats-Unis. « Mais nous sommes optimistes quant à nos capacités », a-t-il déclaré devant des responsables, selon des propos rapportés par la télévision d'Etat.

En 2018, le [président améri-](#)

[cain, Donald Trump, avait retiré unilatéralement](#) son pays de l'accord international sur le nucléaire conclu avec l'Iran et rétabli des sanctions. En représailles au retrait américain, l'Iran a progressivement pris ses distances avec le texte.

La décision de Donald Trump de se retirer de l'accord avait en partie été motivée par l'absence de mesures contre le programme balistique de Téhéran, perçu comme une menace pour son allié israélien. Depuis son retour à la Maison

Blanche, il a appelé l'Iran à négocier un nouveau texte et menacé de bombarder le pays en cas d'échec de la diplomatie.

Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, a affirmé dimanche que « le seul sujet des discussions sera le nucléaire et la levée des sanctions » imposées à l'Iran. L'influence régionale de l'Iran et ses capacités en matière de missiles figurent parmi « les lignes rouges » de l'Iran, a averti l'agence de presse officielle iranienne IRNA.

LE FIGARO

Delphine Minoui
15 avril 2025

La rivalité entre la Turquie et Israël s'aiguise sur le sol syrien

Le retrait de l'Iran et de la Russie comme le désengagement américain ont laissé la place à l'affrontement entre la Turquie et Israël.

Le 7 décembre 2024, à quelques heures de la chute fulgurante de Bachar el-Assad, Donald Trump s'emballe sur son compte X : « La Syrie est un désastre, mais elle n'est pas notre amie. Les États-Unis ne devraient rien avoir à faire avec ce pays. » Ce jour-là, la sortie du président américain n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd : à Ankara comme à Tel-Aviv, elle résonne comme un « feu vert » inespéré au cœur d'une région en pleine reconfiguration.

Pour la Turquie, alliée des nouveaux maîtres de Damas, la voie est désormais libre pour amorcer une coopération militaire après le vide laissé par les deux ex-parrains du dictateur déchu, l'Iran et la Russie.

Pour Israël, il s'agit, a contrario, de bombarder des sites de l'armée et d'occuper une partie du territoire syrien, afin de maintenir son voisin en position de faiblesse. « La Syrie que souhaite Israël est une Syrie qui ne peut pas répondre militairement », observe le journaliste et analyste turc Fehim Tastekin.

Les deux pays étaient déjà en froid depuis le début de la guerre à Gaza. Les opérations militaires israéliennes en riposte aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023 avaient suscité la colère du président Erdogan : rappel du personnel diplomatique, suspension des relations commerciales, multiplication des attaques verbales contre Benyamin Netanyahu.

Une opération ciblée

Mais la chute de Bachar el-Assad a ouvert un front direct entre Tel-Aviv et Ankara. « Pour la première fois, la tension suscitée par la campagne israélienne à Gaza commence à se refléter sur l'arène militaro-politique syrienne », observe le chercheur Murat Yesiltas, dans une tribune publiée sur le site du think-tank progouvernemental turc Seta.

La Turquie, qui disposait déjà de troupes dans la province d'Idlib, alors sous contrôle des rebelles islamistes dirigés par Ahmed al-Charaa, l'actuel président intérimaire, entend profiter de ses bonnes relations avec les nouvelles autorités syriennes pour étendre son influence. Dès le mois de décembre, Damas et Ankara commencent à négocier un accord de défense stratégique, garantissant une protection aérienne et un soutien militaire. « La Turquie a pro-

cédé à des livraisons d'envergure sur la base aérienne militaire de Menagh, au sud d'Azaz. Des préparations sont également en cours pour que l'armée de l'air turque s'établisse sur les bases T4 et de Palmyre. La Turquie aurait également dépêché des troupes et du matériel sur l'aéroport militaire de Menagh, où elle serait en train de construire une infrastructure militaire en coordination avec la nouvelle administration syrienne », relève Murat Yesiltas.

De quoi déclencher l'ire de Benyamin Netanyahu. Dès la chute du président el-Assad, le 8 décembre 2024, l'armée israélienne a lancé une série de frappes visant l'arsenal militaire de l'ancien régime et mené des incursions dans le Sud syrien pour éloigner les forces syriennes de sa frontière nord. Il y a trois semaines, l'État hébreu a renforcé son offensive en lançant une opération ciblée contre plusieurs bases, dont celles de Palmyre et T4, dans l'objectif de saper l'influence turque.

Un « dur à cuire »

Cette confrontation sans précédent pourrait-elle conduire à l'escalade ? Alors que la tension va crescendo, la Turquie et Israël ont amorcé mercredi dernier des discussions en Azerbaïdjan. « Une délégation diplomatique, dirigée par le directeur du Conseil de sécurité nationale Tzachi Hanegbi a rencontré une délégation turque », ont indiqué les services de Netanyahu. Le soir même, le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, affirmait la nécessité d'un « mécanisme de déconfliction », en rappelant que les deux pays « font voler des avions » en Syrie.

Coïncidence du calendrier : le sujet s'est retrouvé au cœur de la visite d'Ahmed al-Charaa, ce week-end, au forum diplomatique de la cité balnéaire turque d'Antalya. À l'occasion de sa deuxième visite en Turquie depuis la chute de Bachar, le président intérimaire syrien a tenu à souligner « l'importance du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ». Ironie du sort : après avoir indirectement déclenché ce bras de fer sur le théâtre syrien, c'est Donald Trump qui aurait, dès lundi dernier, impulsé cette désescalade. Alors qu'il recevait Netanyahu dans le Bureau ovale, il s'est présenté comme possible médiateur entre la Turquie et Israël. Mais à sa façon : après avoir appelé le premier ministre israélien à être « raisonnable », il a « félicité » Erdogan, un « homme que j'aime bien », un « dur à cuire », pour « avoir pris le contrôle de la Syrie ».

En Syrie, des entrepreneurs de la tech reviennent à pas prudents

Même si la situation dans le pays est loin d'être stabilisée, des membres de la diaspora préparent leur retour, avec l'idée d'investir dans le secteur des nouvelles technologies.

On m'a dit que mon discours était trop long. Le secret, c'est que j'ai utilisé ChatGPT pour le réduire de moitié. » Le bon mot de l'entrepreneur syrien Abdulsalam Haykal, en ouverture de son discours d'intronisation comme ministre des télécommunications au sein du nouveau gouvernement, samedi 29 mars, a fait le tour des réseaux sociaux, ravissant des Syriens férus de nouvelles technologies.

Parmi l'assistance réunie au Palais du peuple, sur les hauteurs de Damas, la formule a fait sourire jusqu'au président de transition, Ahmed Al-Charaa. Le quadragénaire, qui a construit depuis 2017, dans la province d'Idlib, un modèle d'administration ancré dans les nouvelles technologies, avant de s'emparer de Damas, le 8 décembre 2024, a promis de mettre la Syrie à l'heure de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle.

Toute l'infrastructure est à reconstruire dans un pays dévasté par quatorze ans de guerre, à court de liquidités et coupé du système financier international du fait des sanctions. Avec seulement quelques heures d'électricité par jour, un Internet à bas débit, des restrictions bancaires réhibitives et des réglementations archaïques, l'environnement est peu propice à l'arrivée des entrepreneurs et des investisseurs du high-tech.



Abdulsalam Haykal, homme d'affaires nommé ministre des télécommunications, à Damas, le 24 mars 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR «LE MONDE»

Ils sont pourtant nombreux, dans la diaspora syrienne, à préparer leur retour au pays. « Il y a une sorte de pare-feu qui fait barrage aux investissements aujourd'hui en Syrie, composé des sanctions, du manque d'infrastructures et du flou qui entoure la situation politique. Pour un investisseur étranger, c'est dissuasif, estimait Abdulsalam Haykal, rentré à Damas avant sa nomination au gouvernement. Mais, pour de nombreux Syriens, c'est une situation gérable, d'autant que ce pare-feu vous protège de la compétition, le temps de préparer votre entrée sur le marché. La fenêtre d'opportunité ne va pas durer longtemps. »

« Damas est une ville de marchands »

Le Damascène de 46 ans, installé aux Emirats arabes unis depuis 2012, est de ceux qui, dès la chute du président Bachar Al-Assad, ont repris les allers-retours en Syrie avec des idées pleines la tête. La fin de la dictature des Al-Assad, qui usait de la prédation et de la corruption pour alimenter son économie de guerre, aiguisé l'intérêt des investisseurs dans tous les secteurs, de l'immobilier au tourisme, de la manufacture aux finances et à la tech.

« Damas est une ville de marchands. Créer est dans notre ADN. Nous sommes la géné-

ration qui essaie de marier cette culture avec le monde des nouvelles technologies, dit Abdulsalam Haykal. Il y a en Syrie les compétences techniques, un marché et un potentiel de numérisation. On a les talents, la détermination et le capital. Et, maintenant, le pays est de retour dans le giron régional. »

Héritier d'un empire économique familial développé par son grand-père à partir du transport maritime, l'homme d'affaires a propulsé le groupe Haykal dans les nouvelles technologies dans les années 2000. Son rêve est de monter un fonds d'investissement pour les start-up. Le projet reste un vœu pieux tant que

les sanctions américaines contre la Syrie, qui empêchent les transferts bancaires, ne seront pas levées. Seuls ceux qui disposent d'un patrimoine en Syrie ou qui peuvent apporter des valises de cash ont la capacité d'investir.

L'idée d'un fonds pour les start-up a été discutée, début février, lors de la conférence SYNC 25, organisée à Damas par des Syro-Américains travaillant dans la Silicon Valley. Les organisateurs veulent créer 25 000 emplois, d'ici à cinq ans, dans l'écosystème émergent des nouvelles technologies en Syrie. « *A la différence de l'Arabie saoudite et de Dubaï [Emirats arabes unis], bien équipés en infrastructures et en pointe sur la réglementation, il n'y a pas encore d'écosystème pour les start-up en Syrie. Il y a des entreprises qui réussissent dans la tech, mais il faut des incubateurs et des investissements* », plaide Abdullah Al-Shamma, un Syrien qui a grandi en Arabie saoudite.

Plutôt que de relancer l'usine de fabrication de matériel médical que son père projetait d'ouvrir dans la cité industrielle d'Adra, dans la banlieue de Damas, avant le déclenchement de la révolution, en 2011, ce consultant en gestion d'entreprises et *business angel* (investisseur dans les sociétés innovantes) veut rester dans les nouvelles technologies. Il aimerait trouver trois start-up déjà existantes et les rendre assez rentables pour accueillir des investissements étrangers, une fois les sanctions levées. « *Il y a déjà cinq ou six start-up en Syrie qui peuvent accueillir des investissements, mais qui ont peut-être pour certaines des liens avec des hommes d'affaires de l'ancien régime* », dit-il.

La Syrie est un vivier de talents. Durant la dernière décennie, malgré la guerre, deux entreprises ont été créées en moyenne chaque année dans les nouvelles technologies, selon la plateforme de re-



L'homme d'affaires Abdullah Al-Shamma, à Damas, le 24 mars 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR «LE MONDE»

cherche Tracxn. « *Beaucoup de start-up dans le Golfe, et même dans la Silicon Valley, emploient des personnes en Syrie en back-office. J'ai rencontré un étudiant en quatrième année de technologies de l'information qui n'est jamais sorti de Damas et n'a pas de compte en banque en Syrie, mais qui a déjà trois applications à son actif, dont l'une vend des services de santé en Afrique. Ils ont appris à être créatifs pour contourner les problèmes bancaires, logistiques et réglementaires* », salue l'investisseur.

« Des gens qualifiés dans les administrations »

Des Syriens exilés à travers le monde par la guerre reviennent avec une expérience et des idées nouvelles. Entrepreneur et consultant en gestion de projets installé à Dubaï depuis 2012, Ahmed Borghli prépare l'enregistrement de sa société en Syrie. « *Il y a une part émotionnelle, qui est l'attachement à mon pays et l'envie de participer à sa reconstruction. Et il y a la part rationnelle, qui est que le coût opérationnel pour un bureau à Damas est faible, du fait des bas salaires et du faible coût des matières pre-*

mières », explique l'entrepreneur de 43 ans.

Ahmed Borghli attend la levée des sanctions américaines pour se lancer, mais il ne prévoit pas de renoncer si elles étaient maintenues. Il a développé une application de portefeuille numérique qui fonctionne sans compte en banque, dans un pays où 95 % des habitants n'en ont pas, et qui répond au problème criant du manque de liquidités.

« *Nous ne sommes pas les seuls à avoir ce projet, mais nous aimerions être les premiers. On attend l'approbation de la banque centrale. Les retours sont plutôt positifs. Ils savent que ça apporte une solution technique à des problèmes existants* », explique-t-il. Les nouvelles autorités travaillent actuellement à faire évoluer la réglementation, trop restrictive. « *Il y a des gens qualifiés dans les administrations, d'autres moins, mais j'ai trouvé des gens qui parlent la même langue que moi* », conclut l'entrepreneur.

Ibrahim Abdulhuseyin est, lui, déjà présent en Syrie avec sa plateforme d'échange de cryptomonnaies, DigiBank. L'application a été lancée en 2022 à Djarabulus, dans

la province d'Alep, où sa société est enregistrée. A Damas, elle est désormais enregistrée comme bureau de change. « *On travaille avec la banque centrale pour obtenir une licence, mais pour le moment la réglementation ne reconnaît pas les cryptomonnaies. On aide à l'élaboration d'une nouvelle réglementation* », dit le chef d'entreprise.

Les cryptomonnaies sont encore un marché de niche en Syrie, réservé aux férus de nouvelles technologies, mais leur utilisation s'accélère. « *On a 25 000 utilisateurs et on a pour objectif d'atteindre la barre des 500 000 d'ici à trois ans*, espère l'homme d'affaires. *C'est une façon facile et légale d'apporter de l'argent de l'étranger, notamment pour les transferts d'argent à la famille. Mais il y a aussi des ONG qui l'utilisent, comme la Fondation GHZ, dans le Nord-Ouest, qui paie ainsi les salaires de 1 000 employés* », explique-t-il. La prochaine étape sera, pour lui, de convaincre la banque centrale syrienne de constituer une réserve de devises en bitcoins.

L'Humanité

Gregory Marin
16 avril 2025

« No man's land », saison 2 : prendre les armes pour « respirer sans qu'on nous écrase »

La deuxième (et a priori dernière) saison de « No man's land » montre l'« État islamique » prendre ses aises en Syrie. Plus axée sur les rouages du système, elle suit toujours l'héroïque combat des femmes kurdes des YPJ pour la liberté.

(TV Lead) Prendre les armes pour « respirer sans qu'on nous écrase »

La deuxième (et a priori dernière) saison de « No man's land » montre l'« État islamique » prendre ses aises en Syrie. Plus axée sur les rouages du système, elle suit toujours l'héroïque combat des femmes kurdes des YPJ pour la liberté.

À la sortie de la première saison, la productrice de No Man's Land, Caroline Benjo, disait de la série qu'elle mêlait « écriture romanesque et approche documentaire ». Cela reste vrai pour la deuxième saison, scénarisée comme la première par Amit Cohen et Ron Leshem, avec Karine Tuil, qui font plonger un peu plus le téléspectateur dans les profondeurs de l'« État islamique » (EI).

La saison précédente était celle du « voyage émotionnel », expliquait Amit Cohen. Pour celle-ci, terminé le conflit intime qui a vu un Antoine (Félix Moati) inquiet lâcher son confort parisien pour partir rechercher en Syrie sa sœur Anna (Mélanie Thierry), que tous en France croyaient morte.

« Notre passé dans le renseignement nous a aidés »
La deuxième saison se



La deuxième saison de No man's land est disponible sur la plateforme arte.tv.

concentre sur la radicalisation des combats, idéologiques et sur le terrain armé. Le final de la première marquait la fin de la naïveté du trio d'Anglais paumés, Nasser (James Krishna Floyd), Iyad (Jo Ben Ayed) et Paul (Dean Ridge), enrôlés dans les rangs djihadistes. La mort d'Iyad de la main de Shamaran (le nom de combattante d'Anna) fera-t-elle basculer les deux survivants ? Paul veut se venger d'elle, entraînant Nasser qui malgré son statut élevé dans l'organisation cherche à s'éloigner des combats et de l'EI.

La commandante Sarya (Souheila Yacoub), aiguillonnée par la jeune Nesrine (Tasnim Cheham) que Shamaran a sauvée du marché aux esclaves, entend, elle, libérer les femmes prisonnières des islamistes. Cette fois, on adopte aussi le point de vue d'une Américaine (Leo Hat-

ton), qui rejoint en Syrie son amoureux (Zed Josef), cadre dirigeant de l'EI qu'elle a reconnu dans une vidéo de propagande, et dont l'attitude est pour le moins floue.

Assumant depuis le début de la série « une responsabilité face au sujet », il fallait que les auteurs se montrent d'« une grande précision, laquelle implique un travail de documentation approfondi et des rencontres ». « Notre passé dans le renseignement nous a aidés. Tous les personnages de la série sont inspirés de gens que nous avons croisés », assume Amit Cohen. Ce ne sont pourtant pas les espions qui sont au premier plan, mais encore une fois les femmes combattantes. Bien sûr, le grand spectacle et le propos intimiste sont toujours mêlés. Les monstres présentés comme humains vont encore évoluer.

Là où les personnages franchissaient dans la première saison « une frontière géographique et intérieure pour défendre une cause qu'ils estiment juste », certains vont s'enfoncer encore plus dans ce territoire, quand d'autres vont chercher à repasser cette frontière dans l'autre sens. Quant aux héros, ils sont aussi présentés avec leurs failles, et parfois des motivations moins nobles qu'on le croit, même si au final leur combat est justifié, ce qui en un sens renforce l'adhésion au propos. Sans surprise, on penche encore du côté des Kurdes des YPJ, « ces femmes (qui) demandent juste à respirer sans qu'on les écrase », expliquait Souheila Yacoub pour la première saison.

No Man's Land, sur Arte à partir du jeudi 17 avril 20 h 55 et sur la plateforme arte.tv.

Pourparlers avec les Etats-Unis : l'Iran affirme que l'enrichissement d'uranium « n'est pas négociable »

L'émissaire américain Steve Witkoff avait appelé à l'arrêt de l'enrichissement par Téhéran, en vue d'un accord entre l'Iran et les Etats-Unis. Une déclaration à rebours des propos qu'il avait tenus la veille.

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a affirmé, mercredi 16 avril, que la question de l'enrichissement de l'uranium n'était « *pas négociable* » pour Téhéran, après que l'émissaire américain Steve Witkoff a appelé à son arrêt, en vue d'un accord entre l'Iran et les Etats-Unis.

« *Nous sommes prêts à instaurer la confiance en réponse à d'éventuelles inquiétudes [sur le dossier nucléaire], mais la question de l'enrichissement n'est pas négociable* », a-t-il déclaré, après une réunion du conseil des ministres. « *Nous avons entendu des positions contradictoires* » de la part des responsables américains, a déploré M. Araghchi. De son côté, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a déclaré que « *le processus de négociation se déroule de manière naturelle et normale (...) bien entendu, nous sommes naturellement favorables à la conclusion d'un accord* », selon des propos rapportés par l'agence officielle IRNA.

« *Tout compromis final doit poser un cadre pour la paix, la stabilité et la prospérité au Moyen-Orient, ce qui signifie que l'Iran doit stopper son programme d'enrichissement et de militarisation nucléaires, et l'éliminer* », avait écrit, plus tôt, sur X l'envoyé de Donald Trump pour le Moyen-Orient. Cette déclaration apparaissait à rebours des propos qu'il



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, à Téhéran, le 20 novembre 2024. MAJID ASGARIPOUR / REUTERS

avait tenus la veille sur la chaîne Fox News, quand il s'était abstenu de réclamer un démantèlement total du programme nucléaire iranien.

Nouvelles discussions samedi

Iran et Etats-Unis sont convenus de poursuivre les pourparlers sur le nucléaire samedi 19 avril, sous la médiation du sultanat d'Oman. Mardi, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a salué la tenue des discussions en cours, mais s'est dit sceptique sur leur issue.

De son côté, la Russie s'est dite « *prête* » à faire « *tout*

son possible » pour aider à trouver une solution sur le dossier nucléaire iranien « *par des moyens politico-diplomatiques* ». « *Nous serons prêts à faire tout ce qui dépendra de nous* », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, mercredi.

Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent de longue date l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran rejette ces allégations et défend un droit au nucléaire à des fins civiles, en particulier pour l'énergie.

En 2018, le président américain, Donald Trump, avait retiré avec fracas son pays d'un

accord international sur le nucléaire conclu entre l'Iran et les grandes puissances et rétabli des sanctions. En représailles, l'Iran a progressivement pris ses distances avec le texte.

Le pays est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60 %), tout en continuant à accumuler d'importants stocks de matière fissile, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Un niveau de 90 % permet de fabriquer une arme atomique, selon la définition de l'AIEA. L'accord de 2015 plafonnait ce taux à 3,67 %.



april 16, 2025

Kurdish leaders extend Yazidi New Year wish, urge protection of community's rights

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leaders on Tuesday extended their congratulations to the Yazidi community on the occasion of their New Year, Charshama Sare Sale, emphasizing the need to safeguard the Yazidis' rights, traditions and future.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani issued a statement extending his "warm congratulations to all Yazidi brothers and sisters in Kurdistan and around the world, wishing them happiness and peace."

The renowned Kurdish figure added, "I hope for an end to the pain, displacement, and hardships that have been imposed upon them [Yazidis] by terrorists and enemies of our people, and for the Yazidi brothers and sisters to return freely to their homes and places of origin."

The KDP leader also urged all parties to work together to ensure the Yazidis can "decide their own fate, protect their rights, culture, and traditions, and begin to heal from the trauma they've endured."

For his part, Kurdistan Re-



File photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

gion Prime Minister Masrour Barzani also marked the occasion, writing on X, "I congratulate all Yazidi brothers and sisters in Kurdistan and the world on the Yazidi New Year. I hope you have a holiday filled with joy and happiness."

The Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) also issued a statement, extending "warmest congratulations to the Yazidi brothers and sisters in Kurdistan, Iraq, and the world" and "wishing them a celebration full of joy and happiness."

The PUK highlighted the importance of "acceler-

ating the steps to restore a dignified life for Yazidis," stressing that it is the "duty and responsibility of all political parties, the Kurdistan Regional Government and the Federal Government [of Iraq] in order to guarantee their permanent stability and ensure they never face the danger of attacks again."

The Yazidi New Year, Charshama Sare Sale, is celebrated on the first Wednesday of April according to the Julian and Seleucid calendars. The most important rituals take place at Lalish Temple in the mountains of Duhok,

north of the Kurdistan Region, where Yazidis light candles and gather in prayer.

In 2014, the Islamic State (ISIS) launched an assault on Shingal, abducting 6,417 Yazidi women and children, many of whom were subjected to sexual slavery and forced labor.

As of now, 2,590 Yazidis remain missing, according to the Office of Rescuing Abducted Yazidis, which is affiliated with the Kurdistan Region Presidency.

Rafael Grossi, directeur de l'AIEA : « Sans nous, tout accord sur l'Iran n'est qu'une feuille de papier »

Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) depuis 2019, Rafael Grossi se rend en Iran mercredi 16 avril. Dans un entretien au *Monde*, il évoque son souhait de voir son organisation associée au dialogue engagé à Oman entre l'Iran et les Etats-Unis sur le dossier du nucléaire iranien. Il estime que l'Iran n'est « pas loin » de disposer de l'arme nucléaire.

Vous vous rendez à Téhéran, juste après la rencontre, à Oman, le 12 avril, entre Abbas Araghtchi, chef de la diplomatie iranienne, et Steve Witkoff, envoyé spécial américain pour le Moyen-Orient, organisée pour relancer l'idée d'un accord sur le nucléaire. Est-ce pour revendiquer une place à la table des négociations ?

Nous ne faisons pas partie de ce dialogue bilatéral entre MM. Araghtchi et Witkoff, mais nous n'y sommes pas indifférents. Ils savent bien que nous devons donner notre avis sur un éventuel accord car ce sera à nous de le vérifier. Nous avons donc déjà engagé des échanges informels avec eux. Mais dès qu'il y aura un texte avec des dispositions concrètes, on sera appelés à se prononcer sur les modalités et l'étendue des vérifications à mettre en place.

Votre décision d'aller en Iran n'a-t-elle pas été perçue comme intrusive par les deux parties ?

Non, je vais en Iran et ce pays est intéressé par ma venue. Je n'ai pas eu à m'impo-



Le 14 novembre 2024, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi (à droite), serre la main du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi, avant une réunion à Téhéran. ATTA KENARE / AFP

ser. Tout le monde s'accorde à dire que la participation de l'Agence est toujours indispensable, quelle que soit la nature des discussions. Sans nous, tout accord n'est qu'une feuille de papier. Pour qu'il ait du sens, il faut avoir un système robuste de vérification et de monitoring que nous sommes les seuls à fournir.

Pourquoi le président américain, Donald Trump, relance-t-il des discussions sur le nucléaire iranien alors qu'il a brutalement retiré, en 2018, son pays de l'accord qui avait été signé en 2015 sur le même sujet ?

Lors de son premier mandat, le discours était que l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)

[signé en 2015 entre l'Iran, d'une part, et la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et la Russie, d'autre part] était trop généreux et donnait trop de flexibilité à l'Iran, même si celui-ci respectait ses engagements. Pour Washington, ce n'était pas un bon accord. Cette fois-ci, les Etats-Unis veulent aboutir à un texte plus simple, allégé de toutes les clauses annexes, très techniques, de l'accord de 2015 qui n'ont pas résisté à l'épreuve de la réalité.

Selon les deux parties, il s'agirait désormais d'interdire, d'une manière plus directe, certaines activités comme l'enrichissement. En retour, l'Iran obtiendrait la levée des sanctions ou des mesures d'aides aux investissements. Ce qui structure les échanges, lancés

à Oman, c'est l'idée de contrepartie. Lors de cette rencontre, Iraniens et Américains ont eu l'occasion de se parler.

Est-ce que la pression militaire américaine au Moyen-Orient, notamment la menace de frappes sur l'Iran et ses installations nucléaires, n'a pas aussi conduit Téhéran à accepter ce dialogue ?

Chacun a son discours officiel. Les Iraniens disent qu'ils n'accepteront aucune pression. Les Américains affirment qu'il faut un accord sinon il y aura une intervention directe. C'est le jeu de la diplomatie et de l'ambiguïté constructive. L'important est que ce processus ait lieu, même si on peut le trouver imparfait, pas assez inclusif.

Les Européens, Londres, Paris et Berlin ont été mis d'emblée hors jeu de ce dialogue sur le nucléaire iranien. Le regrettez-vous ?

Il faut prendre ce qu'on peut avoir. Le chemin qui a conduit à l'accord de 2015 [avec la participation des Européens] n'existe plus. On avait le P5, les cinq du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne, sous la coordination de l'Union européenne. Ce front était alors uni. La guerre en Ukraine a eu des effets collatéraux. Par ailleurs, la Russie et la Chine ne voient plus l'UE comme un acteur neutre. Enfin, Moscou a noué une alliance militaire avec Téhéran. Aujourd'hui, le groupe qui a fait

l'accord de 2015 est très polarisé, il est évident qu'il ne fonctionne plus. Il faut tenir à distance ses émotions. Les événements internationaux ont changé le rôle des différents acteurs et leur capacité à peser sur le processus en cours sur le nucléaire iranien. L'objectif final, c'est la paix, c'est éviter une guerre et empêcher de voir apparaître l'arme nucléaire en Iran.

L'urgence de trouver un accord n'est-elle pas aussi plus grande en 2025 qu'en 2015 au regard des capacités de l'Iran à se doter de l'arme nucléaire ?

Si l'Iran possède le matériel suffisant pour fabriquer non

pas une mais plusieurs bombes, elle ne dispose pas encore de l'arme nucléaire. C'est comme un puzzle, ils ont les pièces et ils pourraient éventuellement un jour les mettre ensemble. Il reste du chemin à parcourir avant d'y parvenir. Mais ils n'en sont pas loin, il faut le reconnaître. Ces quatre dernières années, on a constaté une accélération très soutenue de la part de l'Iran dans ce domaine.

Votre capacité de contrôle sur l'Iran n'a-t-elle tout de même pas diminué avec la mise en sommeil de l'accord de 2015 ?

Nous sommes présents sur place, mais notre périmètre

d'intervention s'est réduit, notamment avec la fin des protocoles additionnels qui nous permettaient d'étendre notre contrôle au-delà des seules installations déclarées, ce qui était précieux pour l'Agence.

Votre déplacement à Téhéran vise-t-il aussi à récupérer cette marge de manœuvre de l'Agence ?

Oui, c'est au cœur de mes efforts et des échanges avec mes collègues iraniens. Il faut rétablir la confiance qui, aujourd'hui, a disparu. Il ne suffit pas de dire à la communauté internationale « nous n'avons pas l'arme nucléaire » pour que l'on vous croie. Il faut que nous puissions vérifier.



april 16, 20225

Duhok SC crowned Gulf Clubs Champion after thrilling win

ERBIL, Kurdistan Region - Duhok's football club made history on Tuesday night by defeating Kuwait's Qadsia SC 2-1 in the final of the Gulf Club Champions League, claiming their first-ever title in the tournament.

The decisive match was held at Duhok International Stadium, drawing a massive home crowd cheering on Duhok SC as it delivered a dramatic win in the final minutes of the game.

The first goal was scored by Siyaband Ageed in the 65th minute.

Qadsia SC's Mohammed Sawlah scored an equalizer only a few minutes later.

But in the dying moments of the match, Duhok's Marlon Santos sealed the victory with a powerful header in the 92nd minute, sending football fans into a frenzy.

The win sparked celebrations



Photo of Duhok SC team members. Photo: Rudaw

across the Kurdistan Region, especially since it marked the first-ever title for Duhok SC in the Gulf Clubs Champions League.

Tuesday's victory followed a tightly

contested first leg held in Kuwait last week, which ended in a goalless draw, making Tuesday's match even more intense.

The 2024-25 tournament was the 31st edition of the regional competition and introduced a new

format, featuring clubs from Iraq and Yemen for the first time.

The tournament included top teams from Bahrain, Iraq, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, and Yemen.

Les négociations nucléaires entre l'Iran et les États-Unis sont à un stade crucial, selon l'AIEA

Rafael Grossi, chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), estime qu'il est désormais urgent que l'Iran et les États-Unis parviennent à un accord nucléaire.

Ces commentaires interviennent à quelques jours d'un **deuxième cycle de négociations prévu samedi entre Téhéran et Washington à Rome, dans lequel Oman jouera le rôle de médiateur.**

"Nous sommes à un stade critique de ces importantes négociations", a déclaré jeudi Rafael Grossi, qui dirige l'AIEA, l'agence chargée de surveiller la nature et l'avancée du programme nucléaire iranien.

S'adressant à plusieurs médias d'État iraniens, il a ajouté : *"Nous sommes conscients que le temps presse, c'est pourquoi je suis à Téhéran, [...] pour aider à faciliter le processus".*

Il a également souligné que l'AIEA devait jouer un rôle actif dans les négociations et affirmé être *"en contact avec le négociateur américain pour étudier comment l'Agence peut servir de pont entre l'Iran et les États-Unis et contribuer à une issue positive".*

"Tout le monde s'accorde à dire que l'implication de

l'Agence est essentielle, quelle que soit la nature des discussions", déclare Rafael Grossi. "Sans notre présence, tout accord n'est qu'un bout de papier".

Jeudi matin, à Téhéran, **Rafael Grossi a rencontré Mohammad Eslami, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique**, mais aucun détail n'a été divulgué sur cette rencontre.

Selon le quotidien Shargh, *"cette visite marque le début d'un chapitre sensible de la diplomatie iranienne".*

L'Iran est sur le point de devenir une puissance atomique, selon Rafael Grossi

Dans un entretien avec Le Monde publié mercredi, **Rafael Grossi a déclaré que l'Iran n'était "pas loin" de pouvoir produire une bombe nucléaire, tout en reconnaissant qu'"il y a encore du chemin à parcourir".**

Après son arrivée en Iran mercredi, le directeur de l'AIEA a également rencontré Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères et chef de l'équipe de négociation nucléaire du pays, ainsi que Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères.

"Dans les mois à venir, l'Agence peut jouer un rôle

important dans la résolution pacifique du dossier nucléaire iranien", estime Abbas Araghchi.

Le négociateur américain Steve Witkoff avait appelé lundi à une limitation de la capacité d'enrichissement de l'uranium de l'Iran, alors que **Téhéran considère l'arrêt complet de ses activités nucléaires - même dans les zones civiles - comme une "ligne rouge".**

Abbas Araghchi se rend à Moscou

Avant les négociations de samedi, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est rendu à Moscou jeudi.

Abbas Araghchi a déclaré que le principal objectif de sa visite - qui coïncide avec *"les récents développements et les négociations indirectes"* entre l'Iran et les États-Unis - était de *"re-mettre un message écrit"* du guide suprême iranien Ali Khamenei à Vladimir Poutine.

"Nous avons toujours eu des consultations étroites avec nos amis russes sur les questions nucléaires, et c'est maintenant une bonne occasion de poursuivre ces discussions avec les responsables russes", a déclaré Abbas Araghchi.

La Russie est l'un des pays signataires de l'accord in-

ternational sur le nucléaire conclu en 2015 avec l'Iran.

Cet accord historique a permis à l'Iran de bénéficier d'un allègement des sanctions en échange d'une limitation de l'enrichissement de l'uranium iranien à 3,67 %, mais **le pacte s'est effondré à la suite du retrait des États-Unis en 2018, lors du premier mandat de Donald Trump.**

L'AIEA a confirmé que l'Iran avait respecté ses engagements dans le cadre de l'accord jusqu'au retrait des États-Unis.

Donald Trump, qui est revenu à la Maison Blanche en janvier, a exprimé son intérêt pour la négociation d'un nouvel accord avec l'Iran, mais a **avertit qu'en cas d'échec de la diplomatie, les États-Unis pourraient avoir recours à des bombardements sur le pays.**

Selon l'AIEA, l'Iran est le seul pays à enrichir de l'uranium à 60 % alors qu'il ne possède pas d'armes nucléaires, un niveau dangereusement proche des 90 % nécessaires à la production d'une bombe atomique.

Dans le même temps, Téhéran continue de stocker de grandes quantités de matières premières.

Les manifestations en Turquie, tout un poème

Les contestataires mobilisés depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, font preuve de trésors d'imagination, d'humour et de subversion pour faire entendre leur colère au président, Recep Tayyip Erdogan.

Dès l'annonce, le 19 mars, de l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, les pancartes et slogans ont fait irruption d'un bout à l'autre des cortèges. Une marée de dessins poétiques et satiriques s'est déversée dans les rues turques, secouant rudement le pouvoir en place à coups d'art brut et de messages spontanés. Sur les campus, dans les lycées et au cœur des villes, un même vent de colère, où les appels à la libération de l'édile, principal opposant au président Recep Tayyip Erdogan, à la tête du pays depuis vingt-deux ans, se mêlent depuis un mois aux revendications démocratiques et populaires.

Ecrites au feutre ou au crayon sur des bouts de carton ou de tissu, les phrases s'envoient. Les mots bourdonnent. Grondent. Se bousculent avec humour et subversion. C'est de la contestation métaphysique (« *Du chaos naît l'étoile* »). De la critique philosophique (« *Nous ferons avec sagesse ce que l'ignorance a détruit* »). De la révolte ontologique (« *Le monde est à nous* » – en français dans le texte).

Là, une institutrice qui tient à bout de bras son affiche : « *Désolé les enfants, pas de cours aujourd'hui, votre professeuse est en résistance pour votre avenir* ». Ici, un étudiant, plus amer, dénonce les dérives d'un pouvoir qui risquent de mettre fin à l'Etat de droit turc : « *Parfois, les choses qui nous détruisent se répètent* ». Un autre, sous le trait d'une épaisse mous-

tache : « *Erdogan, tu as englouti nos vies.* »

« Piano Man » arrêté et expulsé

Sur le bitume, les clameurs et les refrains repris par la foule ont des accents brechtiens. De part et d'autre du pays, on entend : « *Il n'y a pas de salut seul, soit tous ensemble, soit aucun de nous !* » Un peu partout, la question en forme d'apostrophe du poète communiste Nazim Hikmet, « *Si je ne brûle pas, si tu ne brûles pas, si nous ne brûlons pas, comment les ténèbres deviendront-elles clarté ?* » Parfois, on danse, on s'agite en riant, sautillant, tous ensemble, en scandant « *Qui ne saute pas est Erdogan !* »

Et puis il y a les images prises lors des manifestations : celle de ce derviche tourneur muni d'un masque à gaz, virevoltant en pleine nuit sous les larmogènes, devant un mur de policiers casqués – une scène suffisamment évocatrice pour qu'un de ses auteurs, le photjournaliste de l'AFP Yasin Akgul, soit arrêté le surlendemain, au petit matin, chez lui, à Istanbul. Celle aussi de ce jeune homme déguisé en Pikachu géant, à Antalya, essayant d'échapper à son arrestation. Une performance devenue tout aussi virale sur les réseaux sociaux.

Celle prévue par l'Allemand d'origine italienne Davide Martello n'a, en revanche, pas pu avoir lieu. Célèbre, depuis 2013, pour avoir joué plus de douze heures d'affilée pendant les manifestations du parc Gezi, place Taksim, à Istanbul, « Piano Man », comme on le

surnomme, s'est vu empêché de mener à bon port son projet musical. Martello avait annoncé son retour à Istanbul sur ses comptes sociaux, invitant les habitants à se rassembler, le 2 avril, dans le petit parc de la place Mehmet-Ayvalitas du quartier de Kadikoy, sur la rive asiatique d'Istanbul. Mais avant même qu'une seule note ait pu être jouée, les autorités – ayant apparemment compris la portée symbolique et subversive de l'événement – l'ont arrêté et ont saisi sa remorque sur laquelle est rivé son piano.

Des procédures ouvertes pour « insulte au président »

Dans un post sur Instagram, publié le 3 avril, l'artiste raconte : « *Ce fut une visite courte, mais intense. Cette fois-ci, ils m'ont attrapé et détenu par l'intermédiaire de vingt policiers près de la place Mehmet-Ayvalitas. Dès qu'ils m'ont coincé avec mon piano, ils ont essayé de me forcer pendant vingt minutes à poster quelque chose sur mon Instagram, disant que je n'étais "pas en mesure de jouer ce soir".* » Il refuse. Après un passage au poste, Davide Martello est contraint de reprendre la route en sens inverse, direction la frontière bulgare, d'où il était venu. « *Pendant le trajet, je n'ai pas pu m'arrêter parce que j'étais suivi par des agents en civil* », précise l'artiste, qui termine son nouveau post par un « *I love you Turkey* ». Sa performance aurait-elle changé le cours des choses ? Aurait-elle entraîné, comme en 2013, ce moment de répit – cette « parenthèse onirique »,

comme l'ont décrit les observateurs d'alors – qui a probablement retardé l'intervention policière ? On ne le saura jamais.

Les arrestations se sont multipliées dès les premiers jours de la fronde. Les autorités ont temporairement interdit toute manifestation à Istanbul, Ankara et Izmir, les trois principales villes du pays. Fin mars, elles avaient annoncé avoir interpellé près de 2 000 personnes. Aucun autre chiffre n'a été communiqué depuis. Selon le parti d'Ekrem Imamoglu, la principale formation de l'opposition, au moins 300 jeunes ont été placés en détention provisoire après leur arrestation, depuis le début des protestations. Une procédure a été ouverte contre une cinquantaine d'entre eux pour « insulte au président » Recep Tayyip Erdogan, en raison des slogans scandés.

Hasard du calendrier, une galerie d'art a inauguré, mi-mars, en plein cœur d'Istanbul, une exposition rassemblant une quarantaine d'artistes consacrée à la symbolique des volcans. « *Leurs éruptions nous rappellent la nature incontrôlable de la puissance ainsi que la fragilité du monde actuel* », souligne la curatrice, Anlam Arslanoglu de Coster. Elle ajoute : « *Ces volcans symbolisent les cycles du recommencement éternel et nous rappellent que le chaos n'est pas une fin, mais bien le début fertile de quelque chose.* » La prochaine grande manifestation est prévue ce week-end à Izmir. Et tous les mercredis à Istanbul, dans un quartier différent.



Emma De Ruiter
17 avril 2025

L'Iran a confirmé que le prochain cycle de négociations sur son programme nucléaire se tiendrait à Rome

L'Iran avait précédemment insisté sur le fait que le second round des négociations nucléaires entre Téhéran et Washington aurait lieu à Oman. View on euronews

L'Iran a confirmé que le prochain cycle de négociations sur son programme nucléaire avec les États-Unis se tiendrait ce week-end à Rome, après une certaine confusion sur le lieu des discussions.

Dans un premier temps, des sources diplomatiques occidentales, dont le chef de la diplomatie italienne, **Antonio Tajani**, ont indiqué que les négociations se tiendraient à Rome, avant que l'Iran n'insiste, tôt dans la journée de mardi, sur le fait qu'elles se dérouleraient de nouveau à Oman.

La télévision d'État iranienne a annoncé que Mascate servirait à nouveau de médiateur pour les négociations qui se tiendraient samedi à Rome. Le ministre des affaires étrangères d'Oman a été l'interlocuteur entre les deux parties lors des discussions indirectes du week-end dernier dans la capitale, Mascate.

Les enjeux des négociations ne pourraient être plus élevés pour les deux nations qui se rapprochent d'un demi-siècle d'inimitié. Le président américain Do-

nald Trump a menacé à plusieurs reprises de déclencher des **frappes aériennes** visant des sites nucléaires iraniens si un accord n'était pas conclu.

Les responsables iraniens ont indiqué qu'ils pourraient poursuivre le développement d'une bombe nucléaire avec leur stock d'uranium enrichi à des niveaux proches de ceux de l'armement.

Démission du vice-président iranien
L'annonce de mercredi est intervenue alors que le président iranien **Masoud Pezeshkian** a officiellement approuvé la démission de l'un de ses vice-présidents, qui a été le principal négociateur de Téhéran dans le cadre de l'accord nucléaire conclu en 2015 avec les puissances mondiales.

Mohammad Javad Zarif a été l'un des principaux soutiens de Pezeshkian lors de son élection l'année dernière, mais il s'est attiré les critiques des partisans de la ligne dure au sein de la théocratie chiite, qui affirment depuis longtemps que Zarif a fait trop de concessions lors des négociations.

«M. Pezeshkian a souligné qu'en raison de certains problèmes, son administration ne pouvait plus bénéficier des connaissances et de l'expertise précieuses de M. Zarif»,

a indiqué un communiqué de la présidence.

Le président a nommé par décret **Mohsen Ismaili**, 59 ans, au poste de vice-président chargé des affaires stratégiques. Dans le système politique iranien, le président a plusieurs vice-présidents. Ismaili est connu pour être un modéré politique et un expert juridique.

Le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), **Rafael Grossi**, est arrivé à Téhéran pour des réunions avec le leadership iranien, qui se tiendront probablement jeudi, les précédentes discussions ayant eu lieu le matin suivant son arrivée.

Depuis le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord en 2018, l'Iran enrichit de l'uranium jusqu'à une pureté de 60 % - proche des niveaux de qualité militaire de 90 %.

Le plan d'action global conjoint (JCPOA) avait été signé en 2015 et avait vu l'Iran accepter de limiter ses activités nucléaires en échange d'un allègement des sanctions internationales.

Steve Witkoff veut un «accord Trump

Le ministre iranien des affaires étrangères, **Abbas Araghchi**, a mis en garde les États-Unis contre des posi-

tions contradictoires lors des négociations.

«L'enrichissement est une question réelle et acceptée et nous sommes prêts à instaurer la confiance sur d'éventuelles préoccupations», a-t-il déclaré, ajoutant toutefois que la perte du droit à l'enrichissement n'était pas négociable.

L'avertissement du chef de la diplomatie fait probablement référence aux commentaires de l'envoyé américain pour le Moyen-Orient, **Steve Witkoff**, qui a initialement suggéré cette semaine qu'un accord pourrait permettre à l'Iran de revenir à un taux d'enrichissement de l'uranium de 3,67 %, similaire au niveau de 2015 lorsque l'accord a été conclu par l'administration Obama.

Witkoff a ensuite ajouté qu'«un accord avec l'Iran ne sera conclu que s'il s'agit d'un accord avec Trump».

«L'Iran doit éliminer son programme d'enrichissement nucléaire et de fabrication d'armes», a-t-il écrit sur la plateforme de médias sociaux X.

«Il est impératif pour le monde que nous concluons un accord dur et équitable qui perdurera, et c'est ce que le président Trump m'a demandé de faire».

Nucléaire : «Trump négocie avec l'Iran avec un pistolet sur la tempe»

La reprise des pourparlers sur le nucléaire entre les États-Unis et l'Iran ce samedi pourrait bouleverser l'architecture diplomatique au Proche et au Moyen-Orient, explique Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Antoine Basbous est politologue, directeur de l'Observatoire des pays arabes et associé chez Forward Global.

Négociateur avec un adversaire désarmé en pointant un pistolet sur sa tempe, c'est l'inviter à une reddition sans conditions. Il semble que nous assistions à ce scénario entre Donald Trump et le régime des mollahs iraniens. En 2018, [Trump avait déchiré l'accord](#) international sur le nucléaire iranien approuvé par son prédécesseur, puis fait exécuter en 2020 le général [Qassem Soleimani](#), architecte de l'expansion régionale de l'Iran et concepteur de son «axe de la résistance» chargé d'étrangler Israël et qui a culminé avec l'attaque du 7 octobre 2023. Désormais, avec des bombardiers furtifs B2 déployés à Diego Garcia et deux porte-avions [dépêchés sur zone](#), Trump ne laissera plus à l'Iran l'opportunité de ruser pour gagner du temps et attendre l'arrivée d'un successeur plus clément à la Maison Blanche. Le régime de Téhéran est sommé de choisir entre la soumission et la destruction.

Après l'attaque terroriste du [7 Octobre](#), Israël a brisé les reins du Hamas, éliminé ses dirigeants, jusqu'à son chef Haniyeh assassiné à Téhéran même, décapité les chefs politiques et militaires du Hezbollah et créé les conditions du renversement du régime

d'Assad en Syrie. Il a aussi ouvert le ciel iranien en détruisant ses radars et ses défenses aériennes. Malgré les fanfaronnades de ses dirigeants politiques et militaires, l'Iran se retrouve ainsi très vulnérable, notamment pour ses infrastructures et son coûteux programme nucléaire menacés d'anéantissement, comme en leur temps les programmes irakien et syrien, détruits en 1981 et 2006. Ayant tiré les leçons de l'anéantissement «facile» de ces installations, l'Iran a dispersé et enterré sous des montagnes les différents éléments de son programme nucléaire pour le rendre inviolable.

Aux revers stratégiques infligés aux relais régionaux de l'Iran depuis le 7 Octobre, s'ajoute une situation économique intérieure désespérée due au millefeuille de sanctions qui frappe la République islamique depuis sa création en 1979 et qui prive son peuple de bien-être au nom de la lutte contre les États-Unis et Israël et du soutien à la cause palestinienne. Aujourd'hui, le régime est acculé : s'il reste fidèle à son ADN, il se condamne à une chute brutale, tel Assad en Syrie ; or s'il transige avec le «grand Satan» américain, il perd son âme, sa raison d'être et toute sa légitimité.

Toute alternative serait moins coûteuse pour la stabilité régionale que les pratiques de la République islamique : «l'exportation de sa révolution», l'implantation des «essaims de frelons» dans les pays de la région, notamment autour d'Israël, la prolifération du terrorisme international.

Antoine Basbous

C'est une nouvelle page qui s'ouvre dans la douleur au Moyen-Orient : le projet de bombe iranienne est en voie d'avortement, en dépit des colossaux sacrifices consentis ; sévèrement fracturée, l'hégémonie régionale de Téhéran a reflué ; le peuple iranien appauvri et réprimé veut changer de régime, lequel pour survivre semble prêt à des concessions sur ses programmes nucléaire et balistique, notamment. L'Iran semble même décidé à draguer les *businessmen* américains en leur offrant un marché de 88 millions d'habitants, assoiffés de rejoindre le XXI^e siècle et ses importantes ressources naturelles contre la levée des sanctions.

Au pouvoir depuis 36 ans, Ali Khamenei est appelé à «*boire la coupe de poison*», selon l'expression de son prédécesseur l'ayatollah Khomeini. Ce dernier l'avait bue en 1988 en acceptant un cessez-le-feu défavorable à son armée pour limiter sa défaite face aux troupes de Saddam Hussein. Aujourd'hui, le Guide de la Révolution iranienne se retrouverait contraint de rééditer ce geste face à un Donald Trump obsédé de présenter un «meilleur» accord que celui négocié par l'administration d'Obama en 2015. Naturellement, Netanyahu pousse à la roue et voudrait le démantèlement complet du programme et pas seulement son contrôle. Il met à profit l'attaque surprise du 7 Octobre pour justifier les mesures les plus sévères qu'il réclame contre l'Iran, son nucléaire et ses différents vecteurs : les drones et les missiles.

Le repli prévisible de l'Iran

va-t-il permettre aux États de la région de réduire la nuisance des milices créées par Téhéran, voire de les dissoudre et de saisir leur armement ? Le Moyen-Orient connaîtra-t-il plus de stabilité ? Tout dépend de la manière dont se passera la transition post-Khamenei, un malade de 85 ans. L'éventuel effondrement de la République islamique porte en effet le risque de troubles intérieurs ou de réveil des composantes identitaires et ethniques iraniennes. Après tout, on peut estimer que toute alternative serait moins coûteuse pour la stabilité régionale que les pratiques de la République islamique, connues depuis 1979, que sont «l'exportation de sa révolution», l'implantation des «essaims de frelons» dans les pays de la région, notamment autour d'Israël, et la prolifération du terrorisme international qu'elle a guidée.

La Syrie post-Assad est au cœur des deux projets : la Turquie la conçoit comme un État centralisé sous sa coupe quand Israël agit pour son éclatement entre quatre entités dont il sera l'arbitre

Antoine Basbous

Le repli forcé de l'influence iranienne a ouvert la voie à deux projets hégémoniques – et rivaux – au Moyen-Orient qui cherchent l'approbation de la Maison Blanche sur la manière de combler le vide laissé par Téhéran. Le premier est néoottoman, caressé par le président de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, qui – après avoir pris le contrôle de la Syrie grâce à l'installation d'un pouvoir allié – voudrait étendre sa domination sur la Jordanie et le Liban. Le second est israélien : il cherche à exploiter

l'attaque du 7 Octobre pour imposer des conditions de sécurité draconiennes fondées sur la force et rarement sur le bon voisinage.

Dans cette perspective, la [Syrie post-Assad](#) est au cœur des deux projets : la Turquie la conçoit comme un État centralisé sous sa coupe

quand Israël agit pour son éclatement entre quatre entités dont il sera l'arbitre. En effet, les massacres commis en mars contre les Alaouites de la côte par les supplétifs islamistes du nouveau pouvoir à Damas, les menaces contre les Kurdes du nord-est et la marginalisation des Druzes du Golan frontalier d'Israël

fournissent des arguments pour la recherche d'émancipation de ces minorités dont la place n'est pas suffisamment reconnue par le nouveau régime. Le peuple kurde, dispersé sur quatre pays de la région (Turquie, Syrie, Irak et Iran) sans reconnaissance de son identité spécifique et privé d'accès à la mer, va largement

nourrir les projets de recomposition régionale.

Quelle que soit l'issue du bras de fer en cours, 2025 sera l'année de l'Iran, et celle de l'aboutissement d'un renversement majeur des rapports de force aux Proche et Moyen-Orient.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Elise Vincent
18 avril 2025

Le sort d'une Iranienne poursuivie en France pour apologie du terrorisme attise les tensions entre la France et l'Iran

Interpellée à Lyon, fin février, Mahdiah Esfandiari est présentée par les autorités de son pays comme une militante propalestinienne. A Paris, son profil suscite des interrogations et pourrait peser dans les négociations sur les otages français détenus en Iran.

Le sort d'une Iranienne de 35 ans, interpellée, le 28 février, à Lyon, où elle résidait, et depuis placée en détention provisoire notamment pour « provocation au terrorisme », est un nouveau sujet de tensions entre Paris et Téhéran. Présentée par l'Iran comme une simple militante de la cause palestinienne, son profil suscite, selon nos informations, des interrogations à Paris. Son cas pourrait peser dans les discussions autour des otages français, Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus depuis 2022 en Iran, où ils sont accusés d'espionnage.

L'interpellation de Mahdiah Esfandiari, qui se présente comme une traductrice en langue française diplômée de l'université Lyon-II, a été rendue publique par [Le Point](#) le 4 avril. Jusque-là, la justice française n'avait pas communiqué sur le sort de cette femme qui vit seule, en France depuis huit ans. Son arrestation a eu lieu dans le cadre

d'une information judiciaire, ouverte depuis novembre 2024 et confiée au Pôle national de lutte contre la haine en ligne.

D'après des éléments communiqués par le parquet du tribunal judiciaire de Paris, cette information judiciaire concerne les chefs d'« apologie publique en ligne du terrorisme », « provocation en ligne au terrorisme », « injures à raison de l'origine et de la religion » et « refus de donner les codes de déverrouillage relatifs à plusieurs chaînes de réseaux sociaux ». Une enquête ouverte à la suite d'un signalement du ministère de l'intérieur qui remonte au 30 octobre 2023, trois semaines après le début de la guerre entre Israël et le Hamas.

Contexte de méfiance

Ce signalement concernait un compte Telegram qui faisait « l'apologie des attentats commis en Israël le 7 octobre 2023 » et « injur[ait] la

communauté juive », selon le parquet de Paris. C'est donc au terme de plusieurs mois d'investigations que M^{me} Esfandiari a été identifiée comme faisant partie d'un « collectif actif », d'après le parquet. Elle a été interpellée, le 28 février, en même temps qu'une autre personne, qui n'est pas iranienne et dont l'identité n'a pas été révélée.

« La place de ma cliente est tout sauf en détention. Le choix de cette procédure, qui peut être très longue pour des faits d'apologie du terrorisme, est exceptionnel », déplore M^e Nabil Boudi, son avocat. Le 14 avril, le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmail Baghaei, a condamné l'arrestation, fustigeant « la politique des pays européens » qui consiste à « inverser le sens des mots » en assimilant l'opposition au « génocide » commis par Israël dans la bande de Gaza à un soutien au terrorisme. D'après lui, ni la famille ni l'ambassade d'Iran à Paris

n'avaient été informées de l'interpellation. Une demande de visite consulaire a été déposée.

La procédure de la justice française s'inscrit dans un climat de méfiance croissante entre Paris et Téhéran. Les autorités françaises s'inquiètent notamment d'un regain d'activisme des services iraniens sur le sol hexagonal envers la diaspora iranienne et l'opposition en exil. Elles sont également de plus en plus attentives aux manipulations du débat public sur les médias sociaux opérées par des puissances étrangères, notamment par l'intermédiaire de personnes présentes sur le territoire national.

Activisme des services iraniens

Le cas de M^{me} Esfandiari présente des similitudes avec celui d'un autre ressortissant iranien, Bashir Biazar, interpellé le 3 juin 2024. Il avait été placé, à l'époque, en cen-

tre de rétention administrative, puis renvoyé en Iran un mois plus tard. Cet ancien haut responsable de la télévision publique du régime iranien avait été accusé par le ministère français de l'intérieur d'être un « *agent d'influence* ». Neuf jours après son arrestation, le Français Louis Arnaud, un consultant de 35 ans détenu en Iran depuis le 28 septembre 2022, [avait été libéré des geôles iraniennes](#).

Pour M^{me} Esfandiari, la France a recours à la voie judiciaire, considérée comme meilleure garante d'une procédure contradictoire, contraste recherché avec l'opacité du système iranien. Une démarche coordonnée avec d'autres pays européens qui, confrontés à l'activisme des services iraniens, ont décidé de développer la judiciarisation de ce type d'affaires.

Pour y parvenir, Londres a, par exemple, décidé récemment de placer l'Iran au niveau « *renforcé* » de son nouveau système d'enregistrement de l'influence étrangère. Un dispositif qui oblige toute personne « *agissant sous la direction* » d'une entité étrangère considérée comme « *un risque pour la sécurité nationale* » à se déclarer auprès des autorités.

Dans un communiqué publié le 14 avril, le gouvernement britannique a annoncé avoir été la cible d'au moins « *vingt complots soutenus par l'Iran* » depuis 2020, « *présentant des menaces potentiellement mortelles pour les citoyens et résidents britanniques* ». Le même jour, des sanctions ont été prises contre la cheffe d'un gang criminel



Dans le centre pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne), le 17 octobre 2018. PHILIPPE LOPEZ / AFP

baptisé Foxtrot, accusé d'avoir provoqué des « *violences ciblées contre les juifs et les Israéliens en Europe au nom du régime iranien* ».

« Accroître la pression sur le régime iranien »

A Paris, l'analyse de la menace iranienne est moins alarmiste qu'à Londres. Et ce même si, en 2023, des locaux associatifs rattachés au Conseil national de la résistance iranienne ont été la cible de coups de feu, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). En revanche, un dispositif similaire au registre d'enregistrement de l'influence étrangère britannique doit entrer en vigueur en juillet en France. Il prévoit jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende pour les personnes qui ne s'astreindraient pas à une déclaration de leurs activités.

Les autorités françaises ont également pris comme un signal inquiétant la diffusion, début mars, d'un témoignage inédit d'un ancien membre des gardiens de la révolution islamique revendiquant plusieurs assassinats ciblés d'opposants iraniens à l'étranger. Dans un entretien vidéo diffusé sur le site *Didban Iran*, Mohsen Rafighdoust, ministre des gardiens de la révolution islamique de 1982 à 1988, a révélé que l'assassinat de Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre du chah d'Iran, tué le 6 août 1991, à Suresnes, près de Paris, a été organisé par Téhéran.

Depuis, les gardiens de la révolution ont démenti ces propos, évoquant des troubles de la mémoire de M. Rafighdoust. Cette sortie reste considérée comme une menace adressée aux Occidentaux.

Le 14 avril, les ministres des

affaires étrangères de l'Union européenne ont enfin décidé de sanctionner neuf Iraniens impliqués dans la « *politique d'otages d'Etat de l'Iran* », qui concerne, actuellement, une vingtaine de citoyens européens détenus dans des conditions très difficiles. « *Pour les libérer, nous allons accroître la pression sur le régime iranien* », a déclaré [le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot](#), le 9 avril, au Sénat.

Cette pression exercée par les Européens intervient alors que les Etats-Unis ont relancé, ces dernières semaines, les discussions avec l'Iran sur son programme nucléaire. Ces négociations, dont une nouvelle session doit se tenir à Rome, samedi 19 avril, mais auxquelles la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ne participent pas pour le moment, s'annoncent particulièrement ardues.

En Turquie, la contestation contre le président Erdogan s'étend aux lycées

L'annonce de la mutation forcée de plusieurs milliers de professeurs de lycée a provoqué une mobilisation inédite des élèves du secondaire. Elle vient s'ajouter à la colère qui monte dans le pays après l'arrestation du principal rival du chef de l'Etat, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu.

Cela ressemble à un premier reniement qui, même noyé sous un flot de formules imprécises, brouille encore un peu plus l'image du pouvoir, pris dans une fuite en avant répressive. Rendue publique, mardi 8 avril, par le ministère de l'éducation nationale, l'annonce de la mutation, le plus souvent contre leur gré, de plusieurs milliers de professeurs des lycées les mieux cotés de Turquie a provoqué une mobilisation inédite des élèves du secondaire.

A Istanbul, Izmir, Ankara, Antalya et dans les principales villes moyennes, un mouvement de protestation, sous forme de sit-in et de boycottage des cours, est ainsi venu s'ajouter à la vague de contestation qui déferle sur le pays depuis [l'arrestation, le 19 mars, du maire de la mégapole du Bosphore, Ekrem Imamoglu](#), principal rival du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan. Une poussée de colère lycéenne qui a surpris par son ampleur et contre laquelle le gouvernement, afin d'en atténuer les effets, vient de décréter, jeudi 17 avril, selon plusieurs médias, une suspension partielle de son projet de réaffectation des enseignants. Sans toutefois réellement convaincre, ni préciser la nature et l'ampleur de ce report.

Des professeurs proches de l'opposition

« Nous n'avons aucune confiance dans les annonces, ni dans les intentions gouver-



Une banderole portant l'inscription « Justice », lors d'un rassemblement contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, à Istanbul, en Turquie, le 16 avril 2025. UMIT BEKTAS / REUTERS

nementales », s'emporte Zeynep (qui a souhaité garder l'anonymat, comme toutes les personnes interrogées), 16 ans, étudiante en classe de 1^{re}, au lycée Sehremini-Anadolu, situé dans le quartier historique de Fatih, à Istanbul. Son établissement a été l'un des premiers à voir un groupe d'élèves manifester bruyamment, dès le 11 avril, contre cette réforme qui vise à réaffecter les professeurs dans des écoles moins performantes.

Ce qui pourrait s'apparenter à une répartition plus homogène du corps enseignant « n'est qu'une manœuvre du gouvernement pour virer [leurs] profs les plus libéraux et les remplacer par des fonctionnaires islamo-nationalistes

proches du pouvoir », cingle la lycéenne. Parmi la dizaine de professeurs ayant reçu une nouvelle affectation, la plupart sont connus pour leur esprit critique et progressiste, ou pour leur affiliation à un syndicat d'enseignants proche de l'opposition.

Lundi, comme dans de nombreux lycées publics, Zeynep et une centaine d'élèves de son établissement ont manifesté dans les rues d'Istanbul avant de se retrouver devant le bâtiment du ministère de l'éducation. C'est là qu'ils ont, pour la première fois, scandé des slogans contre le Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Erdogan, au pouvoir depuis 2002. « S'il n'y a avait pas eu l'arrestation d'Ekrem

Imamoglu et les manifestations massives qui ont suivi, on n'aurait jamais protesté ainsi, souligne la lycéenne. Nous avons eu la force de nous rassembler et de nous organiser malgré les pressions de la direction et la présence de la police, parce que nous avons vu que cela était possible. »

Mercredi, malgré un dispositif impressionnant des forces de l'ordre munies de gilets pare-balles, de boucliers anti-émeute et de lanceurs de gaz lacrymogènes, les lycéens, accompagnés d'une poignée de professeurs et d'anciens élèves, se sont rassemblés devant les portes de l'établissement. Ensemble, ils ont déployé, pendant quelques minutes, pancartes et banderoles

aux cris de « Ne touchez ni à nos profs ni à notre avenir ! », avant de se disperser.

« Nous n'avons plus peur »

La même tension était palpable au lycée Nisantasi-Anadolou. Ancien collègue anglophone pour garçons, visité en 1971 par la reine Elizabeth II en personne, l'établissement, situé dans la partie chic du quartier de Sisli, ne compte que quatre professeurs sur 27 à être visés par la réforme du gouvernement. Ils étaient toutefois près de 200 lycéens, sur 320, à participer au sit-in organisé lundi à l'intérieur de la cour. Une centaine d'entre eux étaient encore en grève mercredi et jeudi. « Nous ne

lâcherons rien, mais nous recherchons différents moyens de mener la lutte, admet Tunç, en classe de 1^{re} et lui aussi à la pointe de la contestation. Les policiers sont venus et nous ont filmés depuis le bureau du proviseur, mais nous n'avons plus peur. »

Le jeune contestataire sait que la tâche est difficile. Les terminales commencent à préparer leurs examens, et les sanctions, appliquées en fonction du nombre d'absences des élèves, en inquiètent certains. « On a droit à 30 manquements, j'en suis à 22, souffle-t-il. Mais une chose est sûre : on n'est pas près de revenir à la normale. Notre génération est tellement en

colère, avec un avenir menacé de toutes parts, une éducation qui se dégrade, une crise et la pauvreté qui touchent la plupart des familles : on n'a plus rien à perdre. »

Tunç et quelques camarades se sont rendus plusieurs fois à la mairie d'Istanbul, le soir, pour soutenir le maire incarcéré et écouter Özgür Özel, le leader de la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). « On n'est pas spécialement pour le CHP, même si son dirigeant actuel est mieux que les précédents, dit-il. Ce qu'on veut, c'est tourner la page Erdogan, la seule qu'on ait connue. Tout ce que je vois autour de nous, c'est une

énorme colère qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche, pour dire : ça suffit ! »

Trois sondages viennent de confirmer, coup sur coup, qu'une majorité des personnes interrogées désapprouve le gouvernement dans la conduite de la crise. Selon l'institut Yöneylem, seuls 25 % des sondés pensent que le pays est bien dirigé, et 28 % estiment que les arrestations de ces derniers jours sont justifiées. Autant de chiffres inquiétants pour le pouvoir. Même Abdulkadir Selvi, célèbre journaliste au quotidien progouvernemental *Hürriyet*, a reconnu des « erreurs dans la gestion des processus » en cours.



19 avril 2025

« Les négociations avancent » : vers un accord entre Etats-Unis et Iran sur le nucléaire ?

Selon Oman, pays médiateur entre les Etats-Unis et l'Iran, les deux puissances chercheraient un accord assurant «un Iran sans arme nucléaire et sans sanctions». Prochaine round de discussions le 26 avril.

Selon Oman, pays médiateur entre les Etats-Unis et l'Iran, les deux puissances chercheraient un accord assurant «un Iran sans arme nucléaire et sans sanctions». Prochaine round de discussions le 26 avril.

Téhéran et Washington ont achevé samedi 19 avril à Rome un deuxième cycle de pourparlers sur le nucléaire sous médiation omanaise. Les deux puissances cherchent désormais un accord qui assurera «un Iran sans arme

nucléaire et sans sanctions», selon le pays médiateur. Des réunions d'experts débiteront mercredi à Oman. Ils commenceront à élaborer un cadre pour un accord.

Nucléaire iranien : quel sera le choix de Trump ?

Les discussions «visent à parvenir à un accord équitable, durable et contraignant qui garantira un Iran sans arme nucléaire et sans sanctions, ainsi que le maintien de sa capacité à développer une énergie nucléaire pacifique», a écrit sur X le ministère omanais des Affaires étrangères.

Quatre heures d'échanges

Le ministre iranien des Affaires étrangères et négociateur en chef sur le nucléaire, Abbas

Araqchi, et l'envoyé du président américain Donald Trump au Proche-Orient, Steve Witkoff, ont échangé indirectement durant quatre heures par l'intermédiaire d'un responsable d'Oman qui a assuré la transmission des messages entre les deux parties.

Chine, Russie, Iran, Corée du Nord : comment ébranler le quatuor du chaos

Aucun sujet autre que le nucléaire n'a été abordé par les Etats-Unis lors des pourparlers, a affirmé le chef de la diplomatie iranienne. «Les Américains n'ont jusqu'à présent soulevé aucune discussion en dehors de la question du nucléaire» iranien, a déclaré Abbas Araghchi à l'agence de presse iranienne Tasnim. «Une bonne réunion»

Certains médias spéculaient sur le fait que le programme balistique de l'Iran ou son soutien à des groupes armés hostiles à Israël, dont le Hezbollah libanais, figureraient au menu des discussions.

Relations Iran-Etats-Unis : des perspectives incertaines pour 2025

«C'était une bonne réunion et je peux dire que les négociations avancent», a également indiqué Abbas Araghchi à la télévision d'Etat iranienne. Ces discussions ont eu lieu une semaine après de premiers échanges à Oman qualifiés de «constructifs» par les deux pays, ennemis depuis la Révolution islamique de 1979. L'Iran et les Etats-Unis poursuivront la négociation le 26 avril à Oman.

«Pression maximale de Trump»

Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, Donald Trump a relancé sa politique dite de «pression maximale» contre l'Iran, avec lequel les Etats-Unis n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980. Il a appelé en mars le pouvoir iranien à négocier un nouvel accord, mais a menacé de bombarder l'Iran en cas d'échec de la diplomatie.

Israël, Iran, Arabie saoudite... Comment l'effet Trump pour-

rait bouleverser le Moyen-Orient

Donald Trump avait toutefois affirmé jeudi qu'il n'était «pas pressé» d'utiliser l'option militaire. «Je pense que l'Iran veut discuter», a-t-il souligné. A la veille des discussions, Abbas Araghchi avait fait part de ses «sérieux doutes» quant aux intentions des Etats-Unis.

L'Iran «pas loin» de disposer de la bombe atomique

Les pays occidentaux et Israël - ennemi juré du pouvoir ira-

nien et considéré par les experts comme la seule puissance nucléaire au Moyen-Orient - soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran rejette ces allégations et défend un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie.

Dans un entretien au journal français Le Monde publié mercredi, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a affirmé que l'Iran n'était «pas loin» de disposer de la bombe atomique. Après le re-

trait américain de l'accord de 2015, et le rétablissement de sanctions américaines, Téhéran a pris progressivement ses distances avec le texte, en représailles.

Le pays enrichit de l'uranium jusqu'à 60 %, bien au-dessus du plafond de 3,67 % qui lui a été fixé, restant toutefois en deçà du seuil des 90 % nécessaires à la fabrication de l'arme atomique, selon l'AIEA.

Le Monde

Jean-Pierre Filiu
20 avril 2025

Les enjeux de la lutte contre la drogue dans la Syrie post-Al-Assad

L'Arabie saoudite, premier consommateur mondial de captagon, soutient la campagne du nouveau régime syrien pour éradiquer à la source la production de cette amphétamine, explique l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

La chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, ne marque pas seulement l'effondrement d'une des dictatures les plus sanguinaires de l'histoire contemporaine. Elle signifie également [la fin du premier « narco-Etat »](#) digne de ce nom au Moyen-Orient. Le despote de Damas avait en effet développé la fabrication et le trafic de captagon, une amphétamine particulièrement addictive, au point d'en devenir le premier producteur mondial.

Les profits en milliards de dollars générés par une telle industrie de la drogue dépassaient de loin le produit national brut de la Syrie, permettant au régime Al-Assad de contourner les sanctions internationales et d'entretenir de puissants réseaux. C'est la 4^e division blindée, dirigée par le propre frère du dictateur,

Maher Al-Assad, qui était chargée de la protection des ateliers de captagon et des convois de trafiquants, assurés ainsi de pouvoir opérer en toute impunité.

Une infrastructure largement démantelée

Ahmed Al-Charaa, l'actuel « président par intérim » de la Syrie, dirigeait auparavant le bastion d'opposition d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, à la tête de la branche locale d'Al-Qaida, devenue, en 2017, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), soit l'« Organisation de libération du Levant ». L'administration d'Idlib avait institué un service de sécurité très actif dans la répression du trafic de stupéfiants, avec une demi-douzaine de saisies d'importantes quantités de captagon entre 2022 et 2024. Les cachets confisqués, puis détruits, portaient générale-

ment les logos « Lexus » et « Lamborghini » avec lesquels les ateliers affiliés au régime Al-Assad identifiaient leur captagon et sa forte teneur en amphétamine. Le nord de la Syrie était pourtant bien moins touché par le trafic de captagon que le sud, le principal marché pour cette drogue étant l'Arabie saoudite, accessible par le territoire jordanien. Bachar Al-Assad, malgré les engagements pris en 2023 auprès de ses pairs arabes, n'avait en effet pas [mis fin à un trafic vers le Golfe aussi juteux](#).

Le nouveau régime syrien a, de décembre 2024 à mars 2025, réalisé une vingtaine de saisies de considérables quantités de captagon sur l'ensemble du territoire. La plus importante de ces saisies a été faite le mois dernier à Alep, sur trois millions de cachets d'une valeur mar-

chande de plusieurs dizaines de millions d'euros. Les perquisitions menées dans des emprises liées, officiellement ou non, à la dictature déchuée, ont également permis de démanteler de nombreux ateliers de production, notamment à [Douma, dans la banlieue de Damas](#). Mais le service de sécurité de HTC, désormais intégré au sein du ministère de l'intérieur, a d'autres priorités que la lutte contre les stupéfiants, qu'il s'agisse des menées des partisans de la dictature renversée ou de [la menace djihadiste de l'Etat islamique](#).

Le défi du contrôle des frontières

La fragilité de la Syrie durant [une aussi délicate transition](#) a été tragiquement révélée au début de mars 2025, lorsque des attaques meurtrières de milices pro-Al-Assad contre les forces de sécurité,

dans la zone littorale, ont déclenché le massacre indiscriminé de plus d'un millier de civils. Les victimes appartenaient très majoritairement à la communauté alaouite, celle du président déchu, à qui elles étaient associées, même lorsqu'elles s'étaient opposées à la dictature.

L'escalade de la violence a été aggravée par la détermination des trafiquants de drogue à protéger leurs réseaux d'acheminement du captagon par les ports de la Méditerranée, ainsi que par la terre, vers le Liban et la

Turquie. L'hypothèse d'une concurrence sanglante entre narcotrafiquants a pu être avancée, du fait du rôle joué dans les exactions par la milice proturque d'Abou Amcha, elle-même [accusée de production de captagon](#) à destination de la Turquie, voire de l'Irak.

Pendant que ces conflits se déroulent dans l'ouest et dans le nord de la Syrie, l'Arabie saoudite apprécie les efforts déployés par le nouveau régime pour contrôler la frontière méridionale avec la Jordanie et la verrouiller aux trafiquants

de drogue. C'est en effet par ce débouché que la dictature Al-Assad écoulait l'essentiel de sa production de captagon vers le marché saoudien, [en dépit des promesses faites à Riyad](#) en sens contraire.

Mohammed Ben Salman, le dirigeant de fait du royaume saoudien, n'en est que plus inquiet de voir Israël multiplier les interventions dans le sud de la Syrie et contrecarrer les efforts d'Al-Charaa pour y stabiliser son autorité. Au-delà de l'attachement historique de l'Arabie saoudite à l'intégrité territoriale de la Syrie,

c'est le travail de sape d'Israël contre le nouveau régime dans une zone aussi stratégique qui préoccupe gravement Riyad.

C'est ainsi que les enjeux du captagon, loin d'être limités à une problématique purement syrienne, confortent le rapprochement entre la Turquie et l'Arabie saoudite dans le soutien à la Syrie post-Al-Assad, tout en compromettant une éventuelle [normalisation entre Israël et le royaume saoudien](#), normalisation déjà menacée par l'escalade sans fin de la guerre à Gaza.

Le Monde

avec AFP
21 avril 2025

L'Iran accuse Israël de vouloir saper les pourparlers sur le nucléaire avec les Etats-Unis

Le porte-parole iranien, Esmail Baghaei, dénonce une coalition visant à perturber le processus diplomatique, avec Israël au centre de ce mouvement.

Iraniens et Américains ont soufflé le chaud samedi après une nouvelle série de discussions à Rome sur le programme nucléaire de Téhéran, les deux parties étant convenues de se revoir dans une semaine. Pourtant, l'Iran a accusé, lundi 21 avril, Israël, ennemi juré du pouvoir iranien, de vouloir « saper » les pourparlers en cours.

« Une sorte de coalition se forme (...) pour saper et perturber le processus diplomatique », a déclaré lors d'un point de presse le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Esmail Baghaei, ajoutant que « le régime sioniste est au centre de ce mouvement ». Israël est qualifié de « régime sioniste »

par le pouvoir iranien qui ne reconnaît pas cet Etat.

« A ses côtés se trouvent une série de courants bellicistes aux Etats-Unis et de personnalités issues de différentes factions », a ajouté le porte-parole, en référence aux politiques américains qui s'opposent à un accord avec l'Iran.

L'Iran et les Etats-Unis, ennemis depuis la Révolution islamique de 1979 et la prise en otages de diplomates américains dans leur ambassade à Téhéran, ont entamé le 12 avril des pourparlers sous la médiation d'Oman.

Donald Trump dissuade Israël d'attaquer

Le quotidien [New York Times](#) a affirmé jeudi que le président américain, Donald Trump, avait dissuadé Israël de frapper à court terme des sites nucléaires en Iran, afin de privilégier la diplomatie. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a averti qu'Israël n'autoriserait jamais l'Iran à se doter de l'arme nucléaire, même si Washington poursuivait les négociations.

Les pays occidentaux et Israël, considéré par des experts comme la seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, soupçonnent l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Téhéran rejette ces allégations et défend un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie.

En 2018, Donald Trump avait retiré avec fracas son pays d'un accord international sur le nucléaire conclu entre l'Iran et les grandes puissances trois ans plus tôt et rétabli des sanctions. En représailles, l'Iran a progressivement pris ses distances avec le texte.

L'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium à un niveau élevé (60 %), proche des 90 % nécessaires à la fabrication de l'arme atomique, tout en continuant à accumuler d'importants stocks de matière fissile, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'accord sur le nucléaire de 2015 plafonnait ce taux à 3,67 %.



April 22, 2025

Iran executes Kurdish political prisoner

ERBIL, Kurdistan Region - The death sentence of Kurdish prisoner Hamid Hoseinnezhad Heidarani has been carried out by Iranian authorities after he was accused of membership in an outlawed Kurdish political party and involvement in the killing of eight border guards, despite [footage](#) allegedly showing his innocence.

"After going through the legal process, he [Heidarani] was sentenced to death on charges of participating in assassination and murder, and finally, through the demands and pursuit of the families of the martyrs of the border guard, he was punished for his crime," semi-official Fars News Agency reported late Monday, adding that the family was informed of the execution.

Heidarani, 40, from the village of Segrik in Chaldoran, was convicted of "baghi" (Persian word for "armed rebellion") in connection with his alleged membership in the Kurdistan Workers' Party (PKK), [according to](#) the Oslo-based Hengaw Human Rights Organization.

The PKK is not directly active in Iran, but its offshoot, Free Life Party of Kurdistan (PJAK), has carried out attacks against Tehran and is banned in Iran.

Fars News Agency did not say when the execution was carried out but Hengaw reported that Heidarani was executed early Sunday.

"The execution took place just days after he handed over documents to his family during a visit, which he claimed proved both his innocence and the violations of his legal rights during trial proceedings," [Henagw](#) added.

"There will be no funeral, and you are not allowed to hold any ceremonies," Hengaw cited



Executed Kurdish political prisoner Hamid Hoseinnezhad Heidarani. File photo: KHRN

Urmia Deputy Prosecutor Behzad Sorkhani as telling the family.

Fars News Agency on Saturday aired a [documentary](#) entitled "Hamid Hoseinnezhad Confession," featuring his alleged involvement in the killing of eight border guards in Chaldoran in a clash they had with PJAK in 2017. Chaldoran county is located on the Iranian border with Turkey.

The documentary claimed that Heidarani was "affiliated with one of the terrorist groups in the west side of the country" and involved in "smuggling a terrorist team into the country" on November 3, 2017.

These types of confession are widely believed to be coerced, often obtained under threats, psychological pressure, and, in some cases, physical torture. The accusations were made despite evidence purportedly showing that Heidarani was outside the country with his family at the time of the incident, according to a [photo](#) of an exit stamp on his passport obtained by Hengaw.

Rudaw English could not independently verify the authenticity of the photo.

In a [video](#) published by Hengaw, Heidarani's 15-year-old daughter, Ronahi Heidarani, urged everyone to save her father's life and claimed that authorities interrogated her under the pretense of arranging a meeting with her father.

During the questioning, and in the presence of state-affiliated media cameras, she said she was asked and threatened to state that her father had abandoned the family during the trip in 2017, a request she said she refused.

She further stated that her father was tortured and forced to confess, denying the claims presented in the state-produced documentary.

"Under severe torture, he was coerced into confessing to participation in an armed attack against Iran's border guards and the killing of at least eight of them," Hengaw added. She emphasized that they were

traveling at the time of the incident, and her father was innocent.

Heidarani was arrested on April 13, 2023, near the Chaldoran border by government border forces, nearly six years after the death of the Iranian border guards.

"He was subjected to severe physical and psychological torture in order to force him to confess to participating in the armed conflict between the Kurdistan Workers' Party and the border guards of the Islamic Republic of Iran, which resulted in the deaths of eight border guards," the Paris-based Kurdistan Human Rights Network reported, citing a "reliable source."

Iran executed an estimated 909 people in 2024, with Kurds making up 20 percent of the total number, according to Hengaw. Human rights organizations have criticized Tehran's use of the death penalty, especially for minority groups and people who protest against the Iranian government.



April 22 2025

Rojava parties to hold intra-Kurdish conference Saturday

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish ruling and opposition parties in northeast Syria (Rojava) will hold the highly anticipated intra-Kurdish conference on Saturday, top Kurdish leader announced on Tuesday.

"We are pleased to announce to our people that the conference «Unity of Kurdish Position in Rojava» will be held on April 26. Kurdish unity is a national necessity for resolving the Kurdish people's cause in Syria," Mazloun Abdi, chief of the Syrian Democratic Forces (SDF), said on X.

"We hope that all parties will fulfill their national responsibility. On this occasion, we thank all parties who have helped in taking this step and wish success for the conference's efforts," he added.

Representatives from the main opposition umbrella groups, the Kurdish National Council (ENKS/KNC), and the ruling Democratic Union Party (PYD) as well as other Kurdish groups will take part in the conference.



Kurds waving Kurdistan flag in Qamishli, Rojava. Photo: file/AFP

The event was initially scheduled for late last month or early April but was postponed for unknown reasons.

The ENKS said in a statement on Tuesday that it hopes the conference will mark a «turning point toward a new phase of constructive cooperation» between Kurdish parties in Rojava and «enhance trust with the popular base.»

Rojava's political landscape shifted significantly following the ouster of Bashar al-Assad in December, prompting rival

Kurdish coalitions in Rojava to accelerate unity talks. In January, Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani hosted a landmark meeting in Erbil with Abdi to advance the dialogue.

The PYD has since engaged in negotiations with the ENKS. Talks have been facilitated by members of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS), particularly the United States and France.

In its Tuesday statement, the ENKS thanked Bar-

zani and Abdi for their efforts to unify Kurdish position in Rojava.

In 2015, PYD and ENKS signed a historic agreement mediated by Barzani in the Kurdistan Region's Duhok province to reduce tensions and establish a power-sharing arrangement in Rojava. However, the deal was never implemented, with both sides accusing each other of undermining the process and trading harsh rhetoric, including allegations of betrayal.

Updated at 11:17 am with ENKS statement.



April 22, 2025

DEM Party urges Kurdish support for Turkey-PKK peace process

ERBIL, Kurdistan Region - A delegation from Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) on Monday urged the Kurdistan Region's leaders, parties and people to support the peace efforts between Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK). The delegation is currently on a three-day visit to Erbil.

Speaking to reporters, DEM Party lawmaker Meral Danis Bestas called on "the Kurdish people, leaders, and parties to be involved in the peace process and to express their views and suggestions on it." She added that the Ankara-PKK peace process "holds achievements for every Kurd living anywhere in the world."

In recent months, the DEM Party renewed its efforts to mediate peace between Turkey and the PKK. The efforts have included meetings with Turkish politicians and with jailed PKK leader Abdullah Ocalan, who has been held in Imrali prison in northwest Turkey since 1999.

The DEM Party has also met with leaders in the Kurdistan Region to rally support for the peace initiative. Their current visit to Erbil, which marks the third of its kind to the Kurdistan Region in recent months,



DEM Party logo. Graphic Rudaw

notably coincided with DEM Party member Pervin Buldan's [meeting](#) with Ocalan at Imrali on Monday. In late February, the DEM Party had relayed a landmark message by Ocalan, in which he called on the PKK to disarm and disband. The call sparked hope for ending the four-decade-old conflict between Ankara and the PKK that has claimed some 40,000 lives.

Commenting on Ocalan's message, Bestas said on Monday that the PKK leader "had made an important call that was adhered to in many ways." She emphasized that "now is the time to take action."

The DEM Party lawmaker

also stressed that Ocalan should be given more freedom to facilitate communication with their delegation as well as other parties. Bestas added that the interval between the DEM Party-Ocalan meetings should not be too long.

"We do not want this process to stretch because the longer it takes, the more open the [peace] process remains," she explained. Following Ocalan's landmark message in late February, the PKK announced a unilateral ceasefire with Turkey and plans to convene a congress to determine the group's future. However, the PKK maintained that Ocalan must be released from jail to lead the congress.

Despite the ceasefire, Turkey has continued to strike alleged PKK positions in the Kurdistan Region, where the group is headquartered.

Kamran Osman, a member of the Community Peacemaker Teams (CPT), [told](#) Rudaw on Friday that Turkish artillery has continued shelling suspected PKK posts in the Region's northern Duhok province.

The DEM Party lawmaker, Bestas, on Monday asserted that in order for the Ankara-PKK peace process to advance, "Turkey's [military] operations must be halted and democratic steps must be adopted by all sides."

A Alep, deux quartiers laboratoires de l'intégration des Kurdes dans l'Etat syrien

Reportage Un accord a été trouvé pour que les districts d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, qui constituaient une enclave à dominante kurde au sein de la capitale du Nord syrien, repassent progressivement sous le contrôle des autorités de Damas tout en préservant une forme d'autonomie.

Une quinzaine de 4 x 4, protégés par des hommes armés et encagoulés, filent à vive allure dans les rues d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud. Entre surprise et curiosité, les habitants regardent le convoi passer. Ce 16 avril, les deux quartiers à majorité kurde de l'est d'Alep accueillent, pour la première fois depuis la [chute du président syrien Bachar Al-Assad](#), le 8 décembre 2024, une délégation conjointe de représentants des autorités syriennes et de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES, à dominante kurde), encadrée par leurs forces de police respectives, la sûreté générale et les Asayiches (agents de la sécurité kurdes).

« Cheikh-Maqsoud est un quartier comme les autres maintenant », clame devant les caméras Hussein Salamé, l'émissaire de Damas, avant de s'engouffrer dans un véhicule pour poursuivre la visite avec les quatre autres membres du comité chargé du suivi de l'accord signé le 10 mars par le président syrien, Ahmed Al-Charaa, et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi. Les deux quartiers alépins font office de laboratoire pour la mise en œuvre de ce plan qui prévoit l'intégration de l'AANES et des FDS au sein du nouvel Etat syrien d'ici à la fin de l'année.



Vue d'Alep depuis le quartier de Cheikh-Maqsoud, le 16 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Les sentiments sont partagés parmi les 500 000 habitants – des Kurdes en majorité, ainsi que des Arabes chrétiens et musulmans. Les autorités de Damas n'inspirent pas encore confiance. « Leurs forces ne sont pas unifiées sous un même uniforme ni une même discipline. On l'a vu avec le massacre des alaouites », explique Hussein Cheikh, un chauffeur de 42 ans. « Aussi longtemps que nous avons nos propres forces pour assurer notre sécurité, nous n'avons pas peur », renchérit son père, Cheikh Rachid, un agriculteur de 73 ans. En revanche, leur confiance en Mazloum Abdi est aveugle. « S'il nous demandait d'aller dans le désert, on irait. Tant que la France et les Etats-Unis sont avec nous, on est confiants », dit Khalil Madjid, un ouvrier de 41 ans.

Institutions autonomes

Après la conquête d'Alep, fin novembre 2024, par la coalition

de factions islamistes emmenée par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), Achrafieh et Cheikh-Maqsoud s'étaient barricadés, redoutant d'être soumis par les armes. Les deux quartiers sont passés sous le contrôle des miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) depuis que la rébellion s'est emparée d'Alep-Est, en 2012. Les groupes armés islamistes, dont le Front Al-Nosra, l'ancêtre de HTC, les ont assiégés et bombardés, causant d'importantes destructions et de nombreux morts, jusqu'à la reconquête d'Alep par les forces pro-Assad en 2016. Revenus dans le giron du régime, les deux quartiers ont conservé leurs institutions autonomes, rattachées à l'AANES.

Les premiers mois post-Assad ont été marqués par des combats entre les FDS et les factions proturques de l'Armée syrienne libre (ASL), dans la partie orientale de la province

d'Alep, ainsi que par des enlèvements dans les deux camps. L'accord-cadre scellé entre le président Al-Charaa et le général Abdi a ouvert la voie à une solution politique. Trois semaines plus tard, le 1^{er} avril, le conseil local d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud et des représentants des nouvelles autorités signaient un accord qui replace les deux quartiers kurdes sous l'autorité de Damas, tout en préservant une forme d'autonomie pour les institutions kurdes.

« Le plus important est que l'Etat accepte la situation spéciale des deux quartiers. C'est une victoire arrachée par cinquante ans de lutte contre le parti Baas et grâce à nos batailles. Nous voulons devenir un modèle de coexistence entre Arabes et Kurdes qui puisse s'appliquer au Nord-Est syrien », se félicite Nouri Cheikh, coprésident du conseil local d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud.

soud. Entouré des portraits du chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, le responsable kurde appelle à mettre fin à « cinquante ans de chauvinisme arabe et de gouvernement d'une seule couleur », qui se perpétuent à ses yeux dans la nouvelle Constitution et dans la composition du nouveau gouvernement.

Les responsables kurdes pour une solution fédéraliste

Alors que de nombreux volets de l'accord d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud dépendent de l'issue des négociations sur les modalités de l'intégration des FDS et de l'AANES au sein de l'Etat syrien, les responsables kurdes plaident pour une solution fédéraliste et espèrent en jeter les bases sur le terrain alépin. « Mazloum Abdi a signé un accord avec le président qui affirme clairement l'unité du territoire syrien, rétorque le lieutenant-colonel Mohamed Abdelghani, responsable de la sécurité de la province d'Alep et membre du comité de suivi de l'accord avec les Kurdes. *Nous voulons nous en tenir à l'accord et éviter toute confrontation armée pour bâtir un nouvel Etat dans la paix et l'ordre. Certains, dans les deux camps, n'ont pas intérêt à ce que l'accord tienne. Sa mise en œuvre à Achrafieh et à Cheikh-Maqsoud envoie de très bons signaux.* »

Des combattants des YPG et de leur branche féminine, les YPJ, ont quitté les deux quartiers kurdes pour le Nord-Est syrien. « Plus de 1 000 combattants sont partis. Certains étaient de nos quartiers mais voulaient continuer à servir au sein des YPG/YPJ. D'autres sont restés. Ils sont revenus à la vie civile ou ont rejoint les Asayiches », détaille Nouri Cheikho, admettant, dans un rire : « Ici, toute la population est Asayiche ! » La présence de ces potentiels combattants est un « stress » pour Damas, souligne le lieutenant-colonel Abdelghani, selon qui seuls 600 des 2 400 combattants



Une famille regarde passer le convoi de la délégation de Damas, dans le quartier de Cheikh-Maqsoud, à Alep, le 16 avril 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

kurdes de ces quartiers ont été évacués.

Les deux parties ont aussi commencé à libérer leurs prisonniers, des combattants et des civils enlevés ou capturés lors de batailles, notamment à Chahba et à Manbij. Les responsables kurdes disent avoir relâché 97 prisonniers, tandis que les autorités de Damas leur ont remis 146 détenus. « Chaque partie a encore des prisonniers, un peu plus que le nombre qui a déjà été libéré », explique Alif Abderrahman Hamed, une commandante kurde de 35 ans, originaire d'Afrin, qui codirige les Asayiches à Alep. Les négociations patinent. « Il y a des hésitations. Les FDS demandent maintenant la libération de prisonniers qui sont en Turquie », explique le lieutenant-colonel Abdelghani.

« Les communautés arabe et kurde en ont assez de la guerre »

Le responsable militaire de 31 ans, un Alépin de l'Ouest qui a gravi les échelons au sein de HTC, ne se prive pas de souligner que les autorités de Damas disposent d'options militaires qu'elles ont choisi de ne pas utiliser. « Nous sommes

d'accord pour éviter les combats et que le sang ne soit plus versé. Les communautés arabe et kurde en ont assez de la guerre. Le premier cercle des FDS est acquis à l'accord. Et nous comprenons que notre rôle en tant qu'Etat est d'être patient pour bâtir la confiance entre nous », explicite-t-il.

La confiance s'instaure, pas à pas, entre les membres de la sûreté générale et des Asayiches qui opèrent conjointement, depuis le 13 avril, à sept barrages à l'entrée d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud. Seul leur écusson distingue ces policiers, vêtus de noir et encagoulés, originaires d'Alep. « On a plus de points communs avec eux qu'avec les soldats de l'ancien régime, avec qui on tenait des barrages après 2018. Il n'y a pas de corruption et de vols, pour des raisons religieuses en ce qui les concerne, éthiques, pour notre part », dit la commandante Alif. Les Asayiches, pour lesquels la codirection mixte est la règle, ont décidé de ne pas réclamer, dans un premier temps, la présence de combattantes aux barrages.

Les autorités de Damas n'excluent pas d'intégrer des

femmes au sein des forces de sécurité, mais la question est renvoyée à une réflexion plus large, actuellement en cours, sur la réorganisation de ces forces. « Les Asayiches seront intégrés au ministère de l'intérieur », explique le lieutenant-colonel Abdelghani. Les FDS ne resteront pas une force autonome. Ils ont peur de perdre leurs emplois, mais nous prévoyons bien de les intégrer aux forces de sécurité. » La commandante Alif veille déjà à ne pas poser devant les portraits d'Öcalan qui ornent son bureau, pour ne pas envoyer de mauvais signaux en pleine négociation.

« On ne veut pas qu'il y ait des vengeances »

Les Asayiches conservent le contrôle exclusif de la sécurité d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud. « La situation dans les deux quartiers est encore très instable. Il reste des membres de l'ancien régime et des criminels qui se sont évadés de prison à la chute d'Al-Assad », déplore le lieutenant-colonel Abdelghani. Ce dernier demande que les forces kurdes retirent les positions militaires qu'elles ont conservées à certaines entrées. « Notre inquiétude est que de petites erreurs

débouchent sur une grande crise. Toutes les armes doivent être sous le contrôle de l'Etat. On ne veut pas qu'il y ait des vengeances », poursuit le responsable militaire, rappelant la mort de 65 civils sous les tirs des snipers des FDS, entre novembre 2024 et janvier 2025. Des cas documentés par le Syrian Network for Human Rights.

Les négociations ont débuté en ce qui concerne la gestion politique d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud. Les responsables kurdes entendent conserver la gestion des institutions locales. Ils voudraient être représentés dans l'ensemble des comités de la municipalité d'Alep, pour rompre avec la marginalisation que leur a imposée le clan Al-Assad. Conserver le système autonome mis en place à la faveur de la révolution est leur principale demande. Depuis 2018, cinq jardins d'enfants, deux écoles primaires et un lycée dispensent leurs enseignements en langue kurde, avec le matériel pédagogique de

l'AANES, à plus de 1 000 élèves. Dans les dix autres écoles des deux quartiers, qui sont rattachées au ministère de l'éducation syrien, des cours de langue et de culture kurdes ont été mis au programme des 15 000 élèves.

« L'accord stipule que ce système éducatif va être maintenu. Nous aimerions que les élèves du système autogéré kurde soient acceptés dans toutes les universités du pays, et non plus uniquement dans celles du Nord-Est syrien », explique Zaida Rachid, coprésidente du comité éducatif du conseil local. Un signal a été envoyé par les autorités de Damas avec la nomination au sein du nouveau gouvernement, en mars, au portefeuille de l'éducation, d'un Kurde, Mohammed Turko. Les enseignants kurdes attendent les premières décisions du ministre pour juger sur pièces. « Il est important pour nous que l'éducation reflète la société, et j'ai peur que ce ne soit plus le cas à l'avenir. Le système éducatif syrien doit

être modifié pour permettre à chacun d'apprendre sa propre langue », martèle Chiyar Hussein, coprésident du conseil éducatif.

Pour la plupart des habitants d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, le volet le plus important des négociations est celui qui concerne le retour des déplacés de la province d'Afrin, au nord-ouest d'Alep. A la chute de cette région agricole aux mains des forces pro-turques de l'ASL, en 2018, plusieurs milliers des 400 000 déplacés des villages d'Afrin sont venus s'installer dans les deux quartiers kurdes alépins, se mêlant aux familles de travailleurs qui ont quitté cette campagne au cours du XX^e siècle en quête d'un emploi dans la cité industrielle. Tous ont conservé une maison familiale sur leur terre natale.

« On attend de retourner à Afrin, mais notre maison est entièrement détruite », déplore Cheikh Rachid. Déplacé d'Afrin en 2018, et de nouveau de

Chahba en décembre 2024, l'agriculteur de 73 ans accuse les factions pro-turques de pillages et de racket. L'un de ses neveux a été arrêté il y a deux semaines, alors qu'il voulait aller voir la maison familiale, et est toujours détenu. Il appelle le nouveau pouvoir à prendre ses responsabilités afin de leur permettre de rentrer et de les aider à reconstruire.

« Nous avons fait cette promesse aux habitants d'Afrin, il y a trois ans déjà. C'est le droit de tous les Syriens de revenir sur leurs terres et de récupérer leurs propriétés. Mais beaucoup de régions en Syrie ont connu de grands déplacements de populations. Il y a à Afrin beaucoup de Syriens déplacés de régions tombées sous le contrôle des FDS et des membres de l'ASL qu'il faudra qu'on relocalise », assure le lieutenant-colonel Abdelghani, qui appelle à la patience pour réparer les torts causés par quatorze ans de guerre civile.



April 23, 2025

Rojava official says no more hostile actions from Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - Elham Ahmed, co-chair of Rojava's foreign relations office, told Rudaw in an exclusive interview that Turkey has dramatically decreased its attacks on Kurdish forces in northeast Syria (Rojava).

«The situation now is better than it was before. There is calm, there are no hostilities, which is good. We view this positively and hope that it will be permanent and not temporary,» she said on Wednesday.

Ahmed added that the United States has played a significant role in facilitating the talks with Turkey, stressing that the Kurdish administration is looking to establish a permanent ceasefire with Ankara.

«With Turkey, we want to agree on these key points: a ceasefire, de-escalating tensions, and ending the war,» the co-chair of Rojava's foreign relations office noted.

«What should progress, is ad-

vancing and is under discussion. For this [agreement] to be permanent, [which is] what is wanted, and what steps we can take together... discussions are taking place within this framework,» she stated.

Turkey and the militia groups it supports have carried out attacks against Rojava's de facto army, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), for years. Ankara alleges that the SDF is affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK)

- a Turkey-based Kurdish group locked down in a decades-long conflict with Ankara. However, the SDF denies the claim.

Ahmed also touched on several other issues, including the role of the Kurdistan Region in Rojava.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on April 11 met Syrian interim President Ahmed al-Sharaa for the first time in Turkey.

The co-chair of Rojava's foreign relations office described such meetings as important as most people who meet the new Syrian leadership encourage them to resolve issues with other Syrian parties.

Ahmed stated that the Kurdistan Region has played a key role in the talks aimed at establishing a united front between Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD) and the Kurdish National Council (ENKS/KNC).

The following is the full transcript of the interview with Elham Ahmed:

Rudaw: When will an agreement between ENKS and PYD be announced?

Elham Ahmed: Negotiations have been ongoing between the parties for a long time. Recently, a conference was supposed to be held and the conference preparations are continuing. The document outlining the demands the Kurdish parties have agreed upon, which will be the basis for talks with Damascus, is also ready. Discussions about the announcement are ongoing and preparations are underway to announce this agreement at a conference. I believe this issue has reached its final stages and only the date of the conference remains to be determined.

When will the conference take place?

Very soon. I hope that the points still under discussion will be addressed, after which the conference should be held this month.

Based on the negotiations between ENKS and PYD, will you be demanding federalism or decentralization from Damascus?

It would be better if they [ENKS and PYD] announce this matter themselves because they have agreed on several points. It is



Elham Ahmed, co-chair of Rojava's foreign relations office, speaking to Rudaw in Sulaimani on April 16, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

better if those agreed points are announced through a conference. Within the framework of addressing the Kurdish issue in Syria and the overall Syrian solution, what will Kurdish rights be in the constitution and what kind of state will be in place to protect the rights of all ethnic groups in Syria? There are some points based on this foundation. In this framework, I believe that autonomy and self-administration are the demands of both sides.

Self-administration, decentralization or federalism?

I might not be able to name it at the moment. In the document, they [ENKS and PYD] themselves have said that there should be a decentralized Syria. Within this decentralization, how will Kurdish rights, their identity, and their language be protected? These are all key items on the agenda that both sides have discussed.

You mentioned the Syrian constitution. The interim Syrian constitution has been announced. Were you shocked by Syria's new constitution? Did you expect such a constitution in Syria?

In fact, we were expecting a

committee to be formed that would include everyone, including Kurds. The Syrian society is diverse, it comprises many constituents, many religions, and its [people's] mindset is flexible. It is tolerant toward all beliefs, cultures, and components. Therefore, representatives of the Preparatory Committee that was tasked with drafting the constitution ought to have included everyone.

Was there no Kurdish representative in the committee?

No, there was no Kurdish representative, and this [decision to exclude Kurds from the committee] was not in line with our wishes. Such a committee should have been formed allowing everyone to express their views on the constitution together, jointly so that after a few years [when the interim constitution expires], we would not be forced to change it [and present a new] constitution again, especially [its articles] concerning the fundamental rights of [members of the] Syrian society, particularly of Kurds.

How do you want the constitution to be?

In the constitution, education in the mother tongue should be a fundamental right for all ethnic groups in Syria. No language should be considered fundamental while another is not. One language shouldn't be official while another is not. All languages and cultures in Syria are official. The Syrian constitution should include an article allowing Kurds to receive education in their [native] language and to engage in their language. They should be able to revitalize and strengthen their culture, and this effort should be supported. The constitution should ensure this right. Also, in politics, all Syrian ethnic groups should be allowed to freely participate in politics and in the governance of this country. They should also have representatives in the Syrian administration. Kurds should have representation in Syria's administration.

Are there currently no Kurds in the Syrian government?

There is one Kurd, he is the minister of education, but he has joined [the cabinet] individually.

Is he a representative of Kurds in the Syrian government?

The Kurdish people should de-

termine their own representatives and present them to the government.

So that minister doesn't represent Kurds, he was just appointed as an individual?

He was appointed as an individual and is there as an individual. His efforts and positions regarding Kurds might be good. We have no reservations in that regard but for the will of Kurds to be represented in the Syrian administration, Kurds themselves should designate their representatives.

Do you want the status of Rojava to be recognized and accepted as a region in the Syrian constitution?

We think that Syria should be a decentralized state. This decentralization has responsibilities and duties. We say these duties should be expanded. In terms of economy, the region should be self-sufficient. Second, regarding security, internal security should be regional. Similarly, language and education matters should be regional. Regional administrations should not just be for northeast Syria; they should exist in other regions as well, which would actually lighten Damascus's burden. Not everything should be centralized.

Will Damascus accept the presence of regions in Syria?

It seems they have a position, but it appears hidden. It has not been clarified through their statements. Syrian President Ahmed al-Sharaa once stated that they do not accept federalism. In my opinion, this has not been fully clarified yet because there is a constitution in effect and it needs to be finalized or amended. What has been announced is an interim constitution, but not the final and main constitution. Changes should be made to it. This issue should be discussed. These [amendments] are crucial so that Syria's unity remains

protected, the country becomes peaceful, can progress, and does not remain as it is now.

How much oil and gas does the Rojava administration give to Damascus?

I do not have the exact numbers, but [Rojava] supplies Damascus with the product at a symbolic price after deducting the incurred expenses. This is both to improve the situation of the Syrian people and also for the [Syrian] administration to think about making way for a solution and for future agreements, and [to see] how they can move forward and think about this.

In return for the extracted product, does Damascus pay for the gas and oil expenses for the Rojava administration?

Yes, at the price it's produced.

I didn't understand.

I said it is being done.

Hasn't it been done until now?

This is the fee of production.

Who pays the money ?

The Syrian Ministry of Oil. An agreement has been struck between Damascus and the Rojava administration regarding the Tishreen Dam. Has it been implemented?

That agreement is progressing well to some extent. In the coming days, next week, when preparations are completed, perhaps that will also be announced.

What is the agreement?

The agreement is that this dam should be sidelined from war and conflict because it is a service project and people benefit from it; it improves their lives. It should be safeguarded from war and protected, and a ceasefire should be implemented. There are discussions about its management. How will this dam be managed? How can it better be used?

Talks are also underway to discuss this.

Could you give me some new information about Sare Kani (Ras al-Ain). What's new there?

There are discussions about the occupied regions: Sare Kani, Gire Spi [Tal Abyad], and Afrin. In the agreement made [between the Syrian Democratic Forces (SDF)] and Damascus, there was a point concerning the return of the people who were forcibly displaced, to their homes. There is a decision or agreement in this regard. In the latest meeting, it was decided that a committee would be formed [to follow up on the matter], and discussions on this issue are continuing, especially the Afrin issue. It is high on the agenda.

It's a good thing that a large number of those who had entered Afrin have left, and coming and going to the city has become easier. People should be assured that when they return to their regions, they will not be arrested or oppressed. The armed groups should leave the region and the security apparatus should include locals. There are efforts to make sure people can safely return to their regions.

Are there any concerns that Damascus might attack Rojava?

What interest do they have in attacking? What benefit would they gain from that attack? I believe that today everyone in Syria is looking for peace. They are also tired of war. They truly want to rebuild themselves now. They want to escape from that past when they were constantly being refugees.

Those who are now in the Damascus administration say, 'We stood against Bashar al-Assad's dictatorship,' that's what they say. They say they have fought against whatever wrongs and oppression the Baath regime committed. If they stood against that, they

should build their mindset, politics, system, and negotiations entirely according to that, to bring peace to the Syrian people and think accordingly. For that, we see [the Kurdish] region's security as part of Syria's security, and the Damascus administration should also think this way.

Does Damascus think the same way?

So far, there are negotiations, and we have not seen a threat. We haven't seen such danger or hostility. We have not seen attempts to attack. We have not seen anything like that in their view so far, but we also say that we should reach a solution through negotiations for rebuilding Syria. That is, we should build the new Syria together. The new Syria should not be exclusive [to certain groups without others].

As you know, ISIS activities have increased in Iraq. Has ISIS also been stronger in Syria and Rojava?

When there are attacks on regions, ISIS strengthens itself more quickly. These threats always exist. Those attempts to free ISIS prisoners from prisons or from camps, these are ISIS cells attempting to reorganize themselves. Therefore, we cannot completely say that the threat is completely over. Even in areas under Damascus control, the images of people moving around with ISIS symbols are surfacing from Homs and other areas, in the desert, such movements exist. We do not believe that ISIS has ended in Syria and its movement has finished.

So there are still dangers?

Yes.

Are there talks between the SDF and Turkey? Are these talks direct or through American mediation?

In the matter of negotiations [with Turkey], even those with Damascus, Americans have a

role. For a long time, their efforts have always been there. We believe that some steps have been taken, especially to create peace between us and Turkey, and so that we can solve problems through dialogue.

What do you want to agree upon with Turkey?

With Turkey, especially for a ceasefire, tension reduction, and ending the war, we want to agree on these key points. What should progress, is advancing and is under discussion. For this [agreement] to be permanent, [which is] what is wanted, and what steps we can take together... discussions are taking place within this framework.

Are you requesting a ceasefire?

Now the situation is better,

better than before. There is calm, there are no hostilities, which is good. We see this positively and hope that it will be permanent and not temporary.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met with Syria's interim President Ahmed al-Sharaa in Antalya. How significant are these meetings for Rojava and Kurdish rights in Syria?

Anyone, any official, president, or representative who meets with (Ahmed) al-Sharaa encourages him to find solutions regarding Kurdish rights - both in the constitution and elsewhere - this creates comfort with the other side and opens the way for them to engage in more relaxed and free negotiations, to be able to solve the problem, especially in South Kurdistan [Kurdistan Region] and Iraq, an experience has

developed. For this experience to develop, many difficulties have been overcome. When these experiences are also told to the other side, an encouragement is created for them to resolve this, which is appreciated and positive.

In Rojava, have the self-administration's relations with the United States and European countries become stronger or weaker after the fall of Syrian dictator Bashar al-Assad's regime?

So far, there hasn't been a major difference in terms of the negotiations; the negotiations are still ongoing as before. [Everyone] has a role in making dialogue with Damascus successful. Have your relations with the US and Western countries remained good?

Yes, relations are good, and

we believe they will improve even more from now on.

How is your relationship with the Kurdistan Region?

There is also a change with the Kurdistan Region. Especially in the agreement between Kurdish parties in Rojava, both the Region's role and the support it provided are seen as positive, good and are appreciated. We hope that until it is concluded, they will have a stronger role in this regard. As much as problems between Kurdish parties decrease, dialogue strengthens, there is sharing in all aspects, and they are supportive in solving problems. We believe that this will pave the way for lightening the burden on our society's shoulders, giving morale and strength. We hope that this relationship will progress and become stronger.



April 23, 2025

Kurdish forces arrest 20 ISIS affiliates, foil mass escape attempt from al-Hol camp

ERBIL, Kurdistan Region - Twenty Islamic State (ISIS) militants were arrested during a six-day operation by Kurdish forces at the notorious al-Hol camp in northeast Syria (Rojava), the Kurdish forces announced on Wednesday.

The internal security forces (Asayish) in Rojava stated that "to ensure security and stability and confront the growing threats posed by terrorist cells and remnants of ISIS," Kurdish forces have "completed a security operation inside al-Hol Camp,"

which led to "arrest of 20 ISIS members and collaborators."

The operation also dismantled "a dangerous ISIS cell that had been coordinating with other cells to carry out terrorist activities." The Kurdish forces additionally seized "three Kalashnikov rifles, a pistol, several magazines and rounds of ammunition, in addition to military equipment."

Alongside the Asayish, the operation saw the participation of the Women's Internal Security Forces, the Women's Protection Units (YPJ) and

the support of the Syrian Democratic Forces (SDF).

The Kurdish forces further thwarted "a coordinated mass escape attempt involving cells inside and outside the camp."

Al-Hol and Roj camps in northeastern Syria primarily house individuals with suspected ISIS affiliations. These camps are managed by the Kurdish-led SDF and the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), with support from international organizations.

Al-Hol is the larger of the two,

currently housing 34,927 individuals linked to ISIS, including 15,861 Syrians, 15,681 Iraqis, and 6,385 third-country nationals, according to data [obtained](#) by Rudaw English in mid-April.

Meanwhile, Roj camp houses around 2,000 individuals, primarily women and children associated with ISIS.

Kurdish forces have long warned of the growing threat posed by ISIS, particularly within these camps.

On Wednesday the Asayish stated that the recent "military

and political” developments in the region, “have given ISIS cells the opportunity to increase their movement and carry out terrorist acts.” They urged the international community to assume responsibility in addressing the issue of these camps and to support AANES in “effectively

and safely managing this complex dossier.”

ISIS captured vast swathes of Iraqi and Syrian territory in 2014, and lost control over much of them by 2019, but its sleeper cells continue to pose a security threat.

Following a swift offensive in

December, a coalition of opposition groups led by Hay’at Tahrir al-Sham (HTS) toppled the regime of Syrian dictator Bashar al-Assad.

ISIS has tried to take advantage of the changing security landscape in Syria after the fall of the regime of Bashar al-Assad.

SDF chief Mazloun Abdi in mid-January [noted](#) that 10,000 ISIS fighters are imprisoned in Syria, 2,000 of whom are considered «highly dangerous.» He stressed the “need to intensify efforts to continue the fight against ISIS if we don’t want to see it make a comeback.



April 23,2025

Families of victims revisit Anfal atrocities at notorious desert prison in southern Iraq

ERBIL, Kurdistan Region - Relatives of Anfal campaign victims visited the ill-reputed Nugra Salman prison near the Iraq-Saudi borders, along with a recently uncovered mass grave site in the southern Iraq desert, to honor loved ones who were killed during the genocidal Anfal campaign.

In the late 1980s, the Saddam Hussein-led Ba’ath regime launched the brutal eight-phase military campaign across the Kurdistan Region. The genocidal operation claimed the lives of more than 182,000 Kurds.

Located in the Arar desert along the Iraq-Saudi borders, the Nugra Salman prison became a symbol of this suffering for its role in the Anfal campaign. The prison housed between 6,000 and 8,000 Kurdish prisoners, many of them women, children and elderly, who were detained under inhumane conditions. Some died from disease, physical abuse and starvation, while others were executed or buried alive in the surrounding desert.

On Monday, cries of anguish



Relatives of Anfal victims visit an exhumed mass grave site in Iraq’s southern Arar Desert on April 21, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

filled the air in Nugra Salman as the relatives of Anfal victims, who had long heard stories of the horrors that unfolded behind the prison walls, were able to feel the pain and suffering their loved ones had endured, now more deeply than ever.

Sharmin Ikram, lost three of her sisters, two of her brothers and 16 other relatives in 1983 during the Anfal campaign.

She traveled to Nugra Salman from her hometown of Kifri, south of Sulaimani province, to remember her slain kin.

«They were buried alive, but what sin did they commit for them to deserve such a fate?» Ikram told Rudaw.

Mohammed Ali, a relative of Anfal victims who traveled from the Kurdistan Region’s capital Erbil, told Rudaw, «I

have lost all feeling in the night, and I have no feeling during the day either.”

Another relative, Nazem Jawhar, asks: «How did they [Anfal victims] reach this place? They were hungry, afraid.. What state were they in?»

For his part, Ahmed Ali told Rudaw, «We come every year, whether the graves are exhumed or not.” Meanwhile,

Jaza Salih reflected with heart-break, «Eight of my relatives were buried here alive. I just know that this soil covered their faces. I will take some of it back home.»

The visit to Nugra Salman came only days after thousands across the Kurdistan Region marked the anniversary of the genocidal Anfal campaign, once again calling for justice.

In Baghdad, families of the

victims gathered to demand the Iraqi government accelerate efforts to exhume the remains of their loved ones, many of whom are believed to lie in unmarked graves in Iraq's southern deserts.

Nearly four decades after Anfal, dozens of mass graves remain undiscovered or unexcavated. On December 22, satellite imagery helped reveal a new site in Iraq's southern Muthanna province, believed

to hold the remains of around 150 Kurdish women and children.

The most recent discovery was made on December 22, when satellite imagery revealed several mass graves in Muthanna province. It is believed that around 150 Kurdish women and children were executed and buried at the site.

Despite its brutality, the Anfal

campaign was not an isolated atrocity but part of a broader pattern of ethnic cleansing and genocide adopted by the Ba'ath regime against the Kurdish people. This history also includes the forced demographic changes in Kirkuk during the 1960s, the disappearance of Fali Kurds in the 1970s, and the chemical weapons attack on Halabja in 1988.

LE FIGARO

24 avril 2025

Le pétrole se renforce, entre achats spéculatifs et incertitudes sur l'Iran

Les cours du pétrole ont progressé jeudi, poussé par un appétit pour le risque de la part des opérateurs, malgré une possible avancée des **négociations avec l'Iran**, ce qui pèse sur les perspectives de l'offre. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a gagné 0,65% à 66,55 dollars. Son équivalent **américain**, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, a avancé de 0,84% à 62,79 dollars.

«Il s'agit d'un phénomène de type "prises de risque"», estime auprès de l'AFP Robert Yawger, de Mizuho USA. En outre, selon l'analyste, les

«*acheteurs spéculatifs*» se positionnent à la hausse. Pourtant, «*les dernières informations sur l'Iran étaient de nature à faire baisser les cours*», explique M. Yawger.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, s'est dit jeudi prêt à se rendre en Allemagne, France et au Royaume-Uni, parties de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, pour des discussions sur le programme nucléaire de Téhéran. Ces trois pays n'ont jusque-là pas été directement impliqués dans les nouvelles tractations pour encadrer le programme nucléaire iranien que l'Iran et les États-Unis, qui n'ont

plus de relations diplomatiques depuis 1980, ont entamé le 12 avril sous la médiation du sultanat d'Oman.

Un éventuel accord avec Téhéran pourrait entraîner une détente des sanctions américaines sur le pétrole iranien, ce qui pourrait libérer davantage de barils sur le marché. Mais l'Iran a dénoncé mercredi de nouvelles sanctions américaines visant son secteur pétrolier et gazier, signe selon Téhéran de l'«*approche hostile*» de Washington, avant un troisième cycle des négociations sur le nucléaire avec les États-Unis.

La veille, les cours de l'or noir avaient terminé en

berne, plombés par des informations de Reuters selon lesquelles plusieurs membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) ont suggéré d'augmenter leur production de pétrole plus que prévu en juin. Il est possible que «*l'impasse entre le Kazakhstan*», qui compte parmi les membres qui dépasse les quotas de production fixés par l'Opep+, «*et l'Arabie saoudite*», qui souhaite faire pression sur les contrevenants, «*finisse par se transformer en guerre des prix*», spéculent les analystes de DNB.

En Irak, Jean-Noël Barrot cherche à contrer l'influence de l'Iran

Le ministre des affaires étrangères français s'est arrêté à Bagdad et à Erbil dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient.

Iest essentiel que l'Irak ne soit pas entraîné dans des conflits qu'il n'a pas choisis. » La phrase prononcée par Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères français, à la sortie d'une rencontre avec son homologue irakien, Fouad Hussein, mercredi 23 avril, avait valeur de profession de foi. A l'occasion d'une tournée au Moyen-Orient, qui l'a conduit aussi au Koweït et aux Emirats arabes unis et devait se conclure, vendredi 25, en Arabie saoudite, le chef de la diplomatie française s'est arrêté deux jours à Bagdad et à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, dans le cadre d'une stratégie d'endiguement de l'influence iranienne dans la région.

Cette étape irakienne s'inscrit dans la continuité de [la visite de M. Barrot à Damas](#), début janvier. La Syrie et l'Irak sont considérés par Paris comme deux pays pivots dans le nouvel ordre régional, post-7 octobre 2023, marqué par l'affaiblissement de la République islamique chiite d'Iran et de l'« axe de la résistance » qu'elle pilote. Téhéran a perdu, avec la chute du régime de Bachar Al-Assad, son principal allié au Proche-Orient, et a vu le Hezbollah libanais, un autre de ses relais de puissance dans la région, être défait militairement par Israël.

« Nous en sommes convaincus, un Irak fort et indépendant est source de stabilité pour toute la région, aujourd'hui menacée par le conflit qui s'est ouvert le 7-October, et la poursuite des activités dé-

stabilisatrices de l'Iran, a exprimé M. Barrot. A cet égard, je tiens à saluer les efforts du gouvernement et du premier ministre pour préserver la stabilité du pays. »

Lutte contre l'organisation Etat islamique

Depuis sa nomination, en 2022, Mohammed Chia Al-Soudani, le chef du gouvernement irakien, tente de maintenir un équilibre entre l'Iran, qui a fait de l'Irak une priorité et un lieu de projection de son influence, et les pays occidentaux et ceux de la péninsule Arabique. C'est cet équilibre que sont venues ébranler les attaques du Hamas en Israël et l'affrontement, par salves de missiles, entre Téhéran et l'Etat hébreu.

Le gouvernement irakien s'est efforcé de se tenir à l'écart de cette confrontation, même après que des factions liées à l'Iran ont lancé, de son territoire, des roquettes sur Israël. Le premier ministre irakien est parvenu à contenir leur activisme déstabilisateur, se félicite-t-on du côté de Paris. La France a également apprécié l'opposition couronnée de succès de M. Al-Soudani aux tentatives de ces milices de porter secours à Bachar Al-Assad, dans les jours qui ont précédé [sa chute, le 8 décembre 2024](#).

Les discussions ont également abordé le volet antiterrorisme et le rôle de la France dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) dans le contexte du repositionnement des forces américaines dans la région. Les Etats-Unis ont

annoncé le 20 avril qu'ils réduiraient de moitié leurs forces déployées en Syrie, ramenant le nombre de soldats américains à 1 000 hommes. La mission de la coalition internationale contre l'EI en Irak prendra, elle, fin « *au plus tard à la fin du mois de septembre 2025* », ont annoncé, en septembre 2024, Washington et Bagdad, qui privilégie désormais des accords de sécurité bilatéraux avec d'anciens pays membres de cette coalition, à commencer par la France.

« Les Irakiens sont aujourd'hui en mesure de faire face aux cellules djihadistes et de sécuriser leur territoire. Le processus de désengagement des Américains est, en soi, un processus naturel. Le problème, c'est le moment et la façon dont ils vont conduire ce redéploiement. Personne ne sait avec certitude quelle forme il prendra ni si cela sera fait en concertation avec leurs partenaires », selon une source à Bagdad, pour qui c'est la situation politique volatile prévalant en Syrie qui « *inspire des inquiétudes* ». « Une déstabilisation des régions du Nord-Est syrien, anciennes places fortes de l'EI, serait propice à une résurgence du groupe. Il faut rester vigilant », ajoute celle-ci.

« La France reste prête à contribuer »

« Nous ne pouvons pas laisser dix années de succès contre le terrorisme être remises en cause. La France reste prête à contribuer, autant que nos partenaires irakiens le sou-

haiteront, à cet effort militaire et sécuritaire », a assuré Jean-Noël Barrot, réaffirmant l'engagement de Paris dans la lutte contre l'organisation djihadiste. Les autorités irakiennes restent méfiantes à l'égard d'Ahmed Al-Charaa, le président de transition syrien, dont elles n'ont pas oublié le passé djihadiste au sein d'Al-Qaïda dans leur pays.

Face à une deuxième menace, constituée par l'aile pro-turque de la rébellion syrienne qui a renversé Bachar Al-Assad, ce sont cette fois les dirigeants du Kurdistan irakien, forts de leurs relations étroites avec la Turquie, qui ont servi de médiateurs. Avec Damas, un compromis avait été trouvé en mars, notamment sous l'égide de Paris, entre Ahmed Al-Charaa et le chef des Forces démocratiques syriennes, Mazloum Abdi, pour intégrer au sein du nouvel Etat les institutions kurdes syriennes. Après avoir dîné, jeudi 24, avec Nechirvan Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan irakien, M. Barrot s'est entretenu avec M. Abdi, à Erbil. Sans susciter de commentaire public de la part d'Ankara.

Avant de s'arrêter à Rome, pour les obsèques du pape, puis de rejoindre Paris, le ministre français a atterri, vendredi, en Arabie saoudite. Une halte destinée à préparer la conférence internationale sur la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux Etats que Paris et Riyad doivent coprésider, en juin, à New York.

The New York Times

Adam Rasgon
April 25, 2025

Trump Says U.S. Could Lead Military Action Against Iran if Talks Collapse

The president said he would be “leading the pack” against Iran if it did not agree to a nuclear deal, but he said he was open to meeting Iranian leaders.

If an agreement with Iran to limit its nuclear program proves elusive, the United States could spearhead military action against it, President Trump said in an interview published on Friday.

Mr. Trump’s comments, in an [interview](#) with Time magazine marking his first three months in office, came as American and Iranian officials were set to meet for the third consecutive Saturday in an effort to reach an agreement that would prevent Iran from obtaining a nuclear weapon.

After being asked if he was worried that Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel might drag him into a war with Iran, Mr. Trump said: “I may go in very willingly if we can’t get a deal. If we don’t make a deal, I’ll be leading the pack.”

Mr. Trump has said he thought the talks between the United States and Iran were going well, but officials on both sides have not achieved a breakthrough.

Mr. Netanyahu has expressed openness to diplomacy if it leads to the



Iranian flags in Tehran. American and Iranian officials are set to meet in an effort to reach an agreement that would prevent Iran from obtaining a nuclear weapon. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

full dismantling of Iran’s nuclear program — a demand that Iranian officials have rejected. Some Israeli officials have expressed concerns that the United States could agree to a deal that leaves some of Iran’s nuclear program in place.

Mr. Netanyahu has avoided a public confrontation with Mr. Trump, but has issued a number of public statements saying Israel will not allow Iran to obtain a nuclear weapon.

Last week, The New York

Times [reported](#) that Israel had planned an attack on Iranian nuclear sites, but was held back by Mr. Trump, who expressed support for attempting to negotiate an agreement with Iran first. Israeli officials have suggested that U.S. support for such strikes was crucial, both to ensure successful execution and to protect Israel against an Iranian response.

Mr. Trump said he did not stop Israel from attacking Iran, but “didn’t make it comfortable for them.”

“Ultimately I was going to leave that choice to them, but I said I would much prefer a deal than bombs being dropped,” he said.

Mr. Trump also said he was open to meeting with Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, or its president, Masoud Pezeshkian.

[Adam Rasgon](#) is a reporter for The Times in Jerusalem, covering Israeli and Palestinian affairs.



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

Kurdistan Digest | April 25, 2025

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

In a new wave of repression targeting the Kurdish population, Iranian authorities have carried out a secret execution, issued multiple prison sentences, and arrested dozens of Kurdish activists, cultural figures, and community leaders across Rojhelat (Iranian Kurdistan).

On April 20, 2025, [Hamid Ho-seinnehzad](#) Heidaranlou, a 40-year-old Kurdish political prisoner and father of three from Chaldoran, was executed in secrecy at Urmia Central Prison. Arrested in April 2023 near the Chaldoran border, Heidaranlou endured nearly two years of harsh detention marked by solitary confinement, torture, and denial of legal representation and family visits. Despite clear passport records showing he was outside Iran on the day of the alleged armed clash, he was sentenced to death on charges of *baghi* (armed rebellion) due to alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK). According to the Hengaw Organization for Human Rights, the conviction was based solely on the presiding judge's personal "knowledge," delivered in a trial lasting only minutes without any credible evidence.

Human rights organizations and Kurdish political parties have strongly condemned the execution, calling it a gross miscarriage of justice. They assert that Heidaranlou was subjected to fabricated charges and forced confessions obtained under torture. His execution came just weeks after he handed his

family documents he claimed proved his innocence.

Meanwhile, the Iranian Supreme Court has rejected a second retrial request for [Pakhshan Azizi](#), a Kurdish journalist and political prisoner currently held in Evin Prison. Sentenced to death on June 14, 2024, on *baghi* charges, [Azizi now](#) faces imminent execution. Her lawyer, Maziar Tataei, revealed that the court rejected the request without reviewing trial documents, dismissing the defense arguments as baseless. The court had already denied a first retrial request in February. In addition to the death sentence, authorities handed Azizi a six-month sentence in a separate case for allegedly "instigating unrest in prison." Azizi was originally arrested on August 4, 2023, in Tehran and transferred to Evin Prison that December.

In a continued crackdown on Kurdish cultural figures, Iranian authorities also imprisoned [Srveh Pourmohammadi](#), a 36-year-old Kurdish language instructor and member of the NGO Nojin. She was taken into custody on April 19, 2025, in Senna and transferred to the women's ward of Senna Central Prison to begin serving a five-year sentence. Initially sentenced to ten years in November 2023 by Branch 1 of the Senna Revolutionary Court for allegedly "forming a group to disrupt national security," the Court of Appeals later reduced the sentence, with the final verdict issued in November 2024.

Additionally, [Shohreh Ghamar](#), a 32-year-old Kurdish

actress from Bijar and resident of Tehran, was sentenced to 56 months in prison for her political and social activism. On April 12, 2025, Tehran's Revolutionary Court sentenced her to three years and six months for "supporting Israel" and another 14 months for "spreading false information in support of the Women, Life, Freedom movement and inciting public opinion." Authorities had previously sentenced Ghamar to 15 months for her vocal support of the same movement. Her lawyer has filed an appeal against the latest ruling. Ghamar was originally arrested by the Ministry of Intelligence on August 5, 2023, over alleged "offensive" social media posts.

Iraq

On April 23, French Foreign Minister Jean-Noël Barrot paid an official visit to the Kurdistan Region of Iraq, where he met with senior Kurdish leaders and reaffirmed France's longstanding partnership with the Kurdish people.

During his visit, Minister Barrot held separate meetings with [President Nechirvan Barzani](#) and other Kurdish leaders from various political parties. He was accompanied by French Ambassador to Iraq Patrick Durel and French Consul in Erbil Jean Bami. Discussions focused on strengthening bilateral relations, political developments in Iraq and the Kurdistan Region, and regional issues including the situation in Syria and efforts to promote peace and stability.

In his meeting with [Masoud Barzani](#), former President of Kurdistan and leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Minister Barrot expressed France's [continued solidarity](#) with the Kurdish people. The two leaders discussed the urgent need to form a new cabinet in the Kurdistan Region, the state of Erbil-Baghdad relations, and broader regional dynamics. Both emphasized the importance of Kurdish unity in Syria and welcomed recent efforts aimed at peaceful resolution in Turkey.

Minister Barrot commended the resilience of the Kurdish people and reiterated France's commitment to supporting democratic institutions and ongoing reforms. He extended an official invitation to President Masoud Barzani to visit Paris for a ceremony dedicated to honoring the sacrifices of Peshmerga forces in the fight against terrorism.

Highlighting France's regional engagement, Barrot also emphasized his country's "strong collaboration in supporting General Mazloun and the Kurdish political entities in Syria," noting that such efforts aim to foster Kurdish unity and "positively influence the sustainable transition process in the region."

Later that same day, Minister [Barrot met with General Mazloun Abdi](#), Commander-in-Chief of the Syrian Democratic Forces (SDF), who was also in the Kurdistan Region on an official visit. According to a statement released by the SDF, Minister Barrot praised the SDF's key role in

the fight against ISIS and underscored France's commitment to providing all necessary support. The meeting also emphasized the need for inclusive political participation by Kurds and all Syrian communities to achieve lasting political, security, and economic stability in Syria and to pave the way for national reconstruction.

Separately, the U.S. State Department Spokesperson Tammy Bruce called for the immediate resumption of Kurdish oil exports, which have been halted since March 2023 due to an International Chamber of Commerce ruling in favor of Iraq, [Bruce told Kurdistan24](#) the urgency of restoring operations through the Iraq-Turkey Pipeline, stating, "It is critical that the Government of Iraq and all potential parties agree to restart" the pipeline.

Her statement marks the most recent emphasis by the US on the issue since the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) accused Baghdad of unilaterally violating the contractual terms governing Kurdish oil exports.

Meanwhile, months after the elections, the Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet has yet to be formed, as negotiations continue between the two main winning parties—the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). This political deadlock unfolds as Iraq's House of Representatives has scheduled the 2025 parliamentary elections for [November 11](#). Thousands of parties and independent candidates have already registered to participate. However, it remains

unclear whether the Kurdish parties will run on a unified list in the disputed territories, including Kirkuk and parts of Diyala and Nineveh provinces.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) announced the successful rescue of a [young Yazidi man](#), Othman Khairu Khodi Da, during a special operation. Othman was abducted by ISIS (Da'esh) terrorists during their brutal 2014 attack on Shinal (Sinjar), an assault that has been recognized as a genocide against the Yazidi people. Captured at the age of eight, Othman recounted being separated from his family and subjected to religious and military training by Da'esh in Iraq and Syria for over a decade. He was eventually injured in a landmine explosion and survived a coalition airstrike in late 2024.

Separately, in a continued effort to counter terrorism and enhance regional stability, Internal Security Forces in North and East Syria, along with the Women's Security Forces and the Women's Protection Units (YPJ), concluded a six-day security operation in al-Hol Camp, with support from the SDF.

Launched [on April 18](#), the operation targeted ISIS sleeper cells and aimed to dismantle terrorist networks operating within and around the camp. Meticulous sweeps and targeted raids were carried out in multiple sectors of the camp, along with special operations beyond its perimeter.

The operation resulted in the arrest of 20 Da'esh terrorists and collaborators, the seizure

of weapons, ammunition, and military equipment. Security forces also foiled a coordinated mass escape attempt involving cells inside and outside the camp, apprehending all involved individuals.

Additionally, the Women's Security Forces conducted a separate operation against a high-risk Da'esh cell that was actively planning terrorist attacks in coordination with external groups.

Politically, the upcoming Kurdish Unity Conference, scheduled for [April 26](#), will bring together all Kurdish parties, organizations, and prominent public figures in Syria. The conference aims to foster dialogue and coordination around a shared vision for the future structure of the Syrian state, with a particular focus on securing collective national rights for the Kurdish people.

Earlier this month, in a significant step toward unity, the ruling coalition and the Kurdish National Council—despite operating outside the current governance framework—[jointly expressed](#) support for a federal system in Syria. This proposal seeks to ensure constitutional protections for Kurdish rights within a restructured Syrian state.

Turkey

In a [speech during](#) the Peoples' Equality and Democracy Party's (DEM) weekly parliamentary group meeting, Co-Chair Tuncer Bakırhan reaffirmed his party's commitment to the peace process between the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK). The address comes amid growing calls for na-

tional unity, democratic reform, and a renewed approach to resolving the decades-long Kurdish issue. Bakırhan highlighted the broad solidarity shown for peace activist and former İmralı Delegation member Sırrı Süreyya Önder, who recently suffered a heart attack. He described the unprecedented unity expressed by all segments of Turkish society—including government officials, opposition leaders, and Kurdish communities—as a reflection of a collective desire for peace.

"The public's emotional response has become a common denominator for peace," he stated, adding, "Peace is the healing of a society." The Co-Chair confirmed that a party delegation had recently visited PKK leader Abdullah Öcalan on İmralı Island. According to Bakırhan, Öcalan conveyed optimism about the current climate and called for steps that could accelerate the peace process. Öcalan reportedly emphasized that the next few weeks could be crucial and that both sides must act decisively to build lasting solutions.

DEM Party's İmralı Delegation—comprising Pervin Buldan and Sırrı Süreyya Önder—met with President Recep Tayyip Erdoğan on April 10. In an official statement, the party described the [meeting as "positive](#), constructive, productive, and promising for the future." Both sides acknowledged the importance of the current phase and emphasized the vital need for a new era free of violence and conflict, focused on strengthening democratic and political avenues.

En Turquie, des dizaines de proches du maire d'Istanbul, actuellement en prison, ont été arrêtés

Ekrem Imamoglu, l'un des plus farouches opposants au président turc Erdogan, a été arrêté début mars. D'immenses manifestations ont lieu depuis pour exiger sa libération.

Près d'une cinquantaine de proches et de partisans du maire d'opposition d'Istanbul, incarcéré fin mars, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête pour corruption qui le vise, a fait savoir, samedi 26 avril, le parquet de la ville turque. « Dans le cadre de l'enquête, des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre de 53 personnes » à Istanbul et à Ankara notamment, dont « 47 ont été arrêtées », a annoncé le parquet général d'Istanbul dans un communiqué.

Ekrem Imamoglu, l'un des plus farouches opposants au président Recep Tayyip Erdogan, a été arrêté le 19 mars et placé en détention le 25 mars ; il est accusé entre autres de corruption, alors qu'il devait être désigné par son parti, le Parti républicain démocrate (CHP), comme son candidat à la future élection présidentielle, en principe prévue en 2028.

Parmi les personnes arrêtées samedi matin, selon la presse turque, figurent le chef de cabinet du maire, Kadriye Kasapoglu, le frère de son épouse Dilek Imamoglu, le responsable de l'administration chargée des eaux et d'anciens responsables de la mairie. Selon le site d'information *Bir Gün*, proche de l'opposition, des perquisitions étaient toujours en cours samedi matin au domicile des personnes concernées, à Istanbul, Ankara et Tekirdag.

Un projet de canal décrié

Pour les responsables du CHP d'Istanbul, ces arrestations sont liées à l'opposition de la municipalité au grand projet controversé « Kanal Istanbul », censé doubler



Des étudiants manifestent, un mois jour pour jour après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. A Istanbul, le 19 avril 2025. KEMAL ASLAN / AFP

la voie maritime du Bosphore. Le projet, présenté en avril 2011 par Recep Tayyip Erdogan – alors premier ministre – relierait la mer Noire et la mer de Marmara afin de désengorger le détroit du Bosphore, sur 50 kilomètres de long, 150 mètres de large et 25 mètres de profondeur. Il est fortement décrié par les défenseurs de l'environnement car il empiéterait sur des terrains naturels et agricoles et altérerait le bassin de retenue qui alimente en partie Istanbul en eau.

En meeting à Mersin, dans le sud du pays, le chef du CHP, Özgür Özel, a accusé le gouvernement d'avoir « relancé » le projet juste après l'arrestation d'Ekrem Imamoglu. Ce qu'a démenti le gouvernement turc, assurant que « l'opération fait suite

à l'enquête ouverte le 19 mars contre le maire pour corruption ». « L'opération d'aujourd'hui n'est pas une coïncidence », a affirmé le responsable provincial du CHP d'Istanbul, Özgür Celik, sur le réseau social X, en expliquant que l'administration des eaux et canalisations de la mégapole (ISKI) a ordonné la démolition et l'arrêt des chantiers de construction le long du tracé du canal. « Les employés de la municipalité qui se sont opposés [au projet] sont actuellement au poste de police principal », a-t-il ajouté. « Le prix que fait payer le gouvernement minoritaire à notre pays devient chaque jour plus lourd », a-t-il accusé.

Le vice-président du groupe CHP au Parlement, première force d'opposition, Gökhan Günaydin,

a également affirmé que « la vraie raison de ces arrestations est le canal Istanbul » et estimé que « la municipalité métropolitaine d'Istanbul est devenue pratiquement inopérante », privée de la majorité de ses cadres.

De sa cellule, Ekrem Imamoglu a dénoncé ces arrestations et s'en est pris à « une poignée d'ambitieux (...) qui se sont mis à remplir des dossiers vides, de mensonges et de calomnies ». Ce dernier s'est toujours opposé au projet, affirmant dès 2021 que les terrains bordant le futur canal avaient été cédés à des partisans du président turc : « C'est un projet de BTP et d'immobilier », déplorait-il, avant d'affirmer que « la principale motivation d'Erdogan, c'est l'argent, l'argent et encore l'argent ».

Le Monde

AFP
26 avril 2025

Iran : une explosion aux causes encore inconnues a eu lieu dans un port, faisant au moins 28 morts et plus de 1 000 blessés

La déflagration s'est produite dans le port de Chahid Rajaï, situé à plus d'un millier de kilomètres au sud de Téhéran. Dimanche matin, l'incendie, « sous contrôle », n'était toujours pas éteint.

Une puissante explosion, dont on ignore encore l'origine, s'est produite, samedi 26 avril, dans un important port commercial du sud de l'Iran, a rapporté la télévision d'Etat. La déflagration, survenue dans le port de Chahid Rajaï, près de la grande ville de Bandar-e Abbas, a fait au moins vingt-huit morts et plus d'un millier de blessés, selon un nouveau bilan diffusé dimanche par le Croissant-Rouge iranien.

« Malheureusement, vingt-huit personnes sont décédées », a déclaré dans une vidéo publiée sur le site du gouvernement le directeur du Croissant-Rouge iranien, Pirhossein Koulivand, en ajoutant : « Vingt personnes se trouvent en soins intensifs. »

Dans un communiqué, les douanes du port ont déclaré que la catastrophe était probablement due à un incendie dans un dépôt de stockage de matières dangereuses et chimiques. « L'incident est dû à l'explosion de plusieurs conteneurs stockés dans la zone du quai du port Chahid Rajaï », a affirmé un responsable local des secours, Mehrdad Hasanzadeh.

« Seule une zone du port (...) a été touchée par un incendie, et les opérations de chargement et de déchargement de marchandises se poursuivent normalement dans plusieurs autres zones », a déclaré la ministre du développement urbain, Farzaneh Sadegh, selon



Après l'explosion au port Chahid Rajaï, en Iran, le 26 avril 2025. MOHAMMAD RASOLE MORADI / AFP

des médias officiels. Les nombreux entrepôts du port sont répartis sur une superficie de 2 400 hectares.

« Aucune » cargaison militaire entreposée

« Aucune » cargaison militaire n'était entreposée dans le port, a affirmé dimanche le ministère de la défense. « Il n'y avait et il n'y a à l'heure actuelle aucune cargaison (...) pour le carburant militaire ou pour un usage militaire dans la zone de l'incendie et du port Chahid Rajaï », a déclaré à la télévision d'Etat un porte-parole du ministère, Reza Talaï-Nik.

« L'incendie est sous contrôle mais n'est toujours pas éteint », avait précisé plus tôt un correspondant de la télévision

d'Etat présent sur les lieux alors qu'une épaisse fumée noire était visible derrière lui. Seuls les médias iraniens ont été autorisés à prendre des photos et vidéos dans le secteur du sinistre.

Le premier vice-ministre, Mohammad Reza Aref-Yazdi, a ordonné l'ouverture d'une enquête pour déterminer la cause exacte de l'accident et l'étendue des dégâts, selon l'agence ISNA.

Le port Chahid Rajaï, situé à plus d'un millier de kilomètres au sud de la capitale, Téhéran, est le plus grand port commercial du pays, d'après l'agence de presse officielle IRNA. Plus de 80 % des marchandises de l'Iran passent par ce port qui borde le détroit d'Ormuz, par

lequel transite un cinquième de la production mondiale de pétrole.

Epais nuage de fumée et de poussière

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, est arrivé dimanche dans l'après-midi au port, selon des images diffusées en direct par la télévision publique. Il a exprimé sa « gratitude » aux « pompiers et aux secouristes ainsi qu'aux membres des gardiens de la révolution et de l'armée qui sont venus prêter main-forte » sur les lieux du drame.

Samedi, la télévision d'Etat a diffusé des images montrant un important panache de fumée noire s'élever dans le ciel, au-dessus du port. Une autre

vidéo d'une caméra de surveillance relayée par l'agence Mehr montre une explosion dans un hangar provoquant un épais nuage de fumée et de poussière. La détonation a été entendue à une cinquantaine de kilomètres à la ronde, selon l'agence de presse Fars.

« *L'onde de choc a été si forte que la plupart des bâtiments du port ont été gravement endommagés* », a précisé, de son côté, l'agence de presse Tasnim. La compagnie nationale de distribution de pétrole a déclaré que les installations pétrolières n'avaient pas été endommagées et qu'elles « *fonctionnent actuellement normalement* ».

Des images de l'agence IRNA ont montré un afflux de secouristes après la catastrophe et une voiture couverte de taches de sang encastrée dans un poids lourd, ainsi que des

blessés évacués d'une voie rapide couverte de débris et dont la glissière de sécurité en béton a été fortement endommagée.

Un appel aux dons de sang a été lancé par le centre de transfusion sanguine de la province du Hormozgan pour venir en aide aux nombreux blessés. Le nombre d'employés présents au moment de l'explosion n'est pas encore connu. Les autorités ont décrété trois jours de deuil à compter de dimanche dans cette province.

Des avions bombardiers d'eau et des hélicoptères sont mobilisés pour lutter contre les flammes, selon des images de la télévision d'Etat. Au sol, les pompiers ont déployé d'immenses lances à incendie. La Russie a annoncé, dimanche dans un communiqué de l'ambassade de Russie en Iran,

l'envoi sur place de plusieurs avions avec des secouristes.

Les écoles fermées

L'ONU et de nombreux pays, dont l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Inde, la Turquie et la Russie, ont présenté leurs condoléances à l'Iran. Le mouvement islamiste libanais Hezbollah a exprimé sa solidarité pour ce « *tragique accident* ». Trois ressortissants chinois ont été « *légèrement blessés* », selon la télévision publique chinoise CCTV, qui cite le consulat de Bandar-e Abbas.

Samedi est le premier jour ouvré de la semaine en Iran. Tous les établissements scolaires de la zone de Bandar-e Abbas seront fermés dimanche, également un jour ouvré, a aussi annoncé M. Hasanzadeh, à la télévision d'Etat. Le ministère de la santé a appelé les habitants à rester chez

eux « *jusqu'à nouvel ordre* ». Les autorités ont décrété un jour de deuil national lundi, et trois jours à partir de dimanche dans la province du Hormozgan, dont Bandar-e Abbas est le chef-lieu. La ville abrite la principale base de la marine iranienne.

Des explosions de cette importance sont rares en Iran, mais le pays a connu ces derniers mois des sinistres meurtriers. En septembre, une explosion dans une mine de charbon avait fait plus de 50 morts.

L'explosion de samedi s'est produite au moment où des délégations iranienne et américaine viennent de conclure à Oman un troisième cycle de négociations sur le programme nucléaire iranien, après de précédents échanges qualifiés de constructifs par les deux pays, ennemis depuis plus de quatre décennies.

The New York Times April 26, 2025

What's at Stake in the Iran-U.S. Nuclear Talks

The third round of talks in three weeks raised hopes for an Iran nuclear accord, which could avert a new Mideast conflict. President Trump said he believed a deal was within reach

A third round of talks between Iran and the United States over Tehran's nuclear activities concluded Saturday after several hours of negotiations, partly in writing, between senior officials and teams of technical experts from both sides.

Abbas Araghchi, Iran's foreign minister, said in an interview with Iran's state television that the talks were "very serious" and focused on details of a potential agreement. He said disagreements remained between Tehran and Washington, but that he was "cautiously

optimistic that we can progress."

Mr. Araghchi said the negotiations would resume next Saturday with Oman continuing to mediate the talks, which include Steve Witkoff, President Trump's special envoy, and the teams of experts. But while the U.S. negotiators agreed that the talks would continue, no timing was given, according to a senior American official who spoke on condition of anonymity to discuss sensitive negotiations. "The atmosphere of the negotiations was very serious

and productive," he said. "We moved away from some of the larger issues, but it doesn't mean we have resolved all our differences."

"We have disagreements on issues large and small," he added, "but there will be discussions in capitals this week to reduce our differences."

The senior American official said that next round of talks would be in Europe, with Oman facilitating. The official said the talks lasted four hours, and called them productive.

Another person familiar with

the negotiations said that the next round would most likely occur in the next two weeks, but that the U.S. side needed some time to consider information and proposals from the Iranians. The U.S. side wants to move the talks to a more convenient location closer to the United States, the person said.

Both the U.S. and Iranian teams put forward a framework for the negotiations and discussed a range of issues on Saturday, though nothing was agreed to, the person added.

"I think we're going to make a deal with Iran. Nobody else could do that," Mr. Trump predicted in an interview with Time magazine published on Friday. Mr. Trump abandoned a previous nuclear deal with Iran in 2018, during his first term, saying it was a flawed agreement.

The talks have the potential to reshape regional and global security by reducing the chance of a U.S.-backed Israeli attack on Iranian nuclear facilities and preventing Iran from producing a nuclear weapon. A deal could also transform Iran's economic and political landscape by easing American sanctions and opening the country up to foreign investors.

What happened on Saturday?

Steve Witkoff, Mr. Trump's Middle East envoy; Abbas Araghchi, the Iranian foreign minister; and teams of technical experts from both sides met in the Gulf sultanate of Oman, which is mediating the talks. Iranian state media reported that the talks began around midday.

This round included the nuts-and-bolts "expert talks," which brought together nuclear and financial teams from both sides to hash out technical details, such as the monitoring of Iran's nuclear facilities and what would happen to its stockpiles of highly enriched uranium, along with easing sanctions.

Mr. Trump himself has defined the objective of the negotiations as preventing Iran from obtaining nuclear weapons. Officials in his administration, however, have sent mixed messages about what that means.

That narrower goal of preventing Iran from having a nuclear weapon would not address other concerns Israel



In Tehran this month. A new nuclear deal could transform Iran's economic and political landscape by easing Western sanctions. Arash Khamooshi for The New York Times

has with Iran's advanced missile program, its support of proxy militias around the Middle East and its hostility to Israel.

An Iranian Foreign Ministry spokesman, Esmail Baghai, said on Saturday that the issue of the country's defense and missile capabilities had "not been and will not be raised in indirect negotiations with the United States."

What's at stake?

A new nuclear agreement could delay or avert a broader conflict between Iran and Israel and the United States. Israel and Iran have traded direct attacks since the war in Gaza began on Oct. 7, 2023.

The New York Times reported last week that Israel had planned to attack Iranian nuclear sites as soon as next month, but the Israelis were waved off by Mr. Trump, who wanted to negotiate an agreement with Tehran instead.

Mr. Trump, in his Time interview, said he did not stop Israel's attack.

"But I didn't make it comfortable for them, because I think we can make a deal without the attack. I hope we can," he said. "It's possible we'll have to attack because Iran will not have a nuclear weapon."

An Iranian drone was part of a military parade this month in Tehran. Israel and Iran have traded direct attacks since the war in Gaza erupted in 2023. Arash Khamooshi for The New York Times

Iran has been enriching uranium to around 60 percent purity, just short of the levels needed to produce a weapon. It has amassed enough to build several bombs if it chooses to weaponize, according to the U.N.'s nuclear watchdog, the International Atomic Energy Agency.

Iran says its nuclear program is for peaceful purposes, and the I.A.E.A. has said it has not found signs of weaponization.

If its nuclear facilities are attacked, Iran has said it would retaliate fiercely and would consider leaving the U.N. Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons.

Iran's economy and the future of its 90 million people are also on the line.

Years of sanctions have created chronic inflation — exacerbated by economic mismanagement and corruption. Now, many Iranians say they feel trapped in a downward spiral and hope that a U.S.-Iran deal would help.

What happened in previous talks?

The first round of nuclear talks was in Oman two weeks ago, followed by a second round in Rome last weekend.

Both sides have said the negotiations have been constructive and that they were moving in the right direction.

Iranian officials have said they are willing to reduce enrichment levels to those specified in the 2015 nuclear agreement with the Obama administration — 3.67 percent — around the level needed to produce fuel for nuclear power plants.

What are the sticking points?

The question of whether to allow Iran to continue enriching

uranium has divided Mr. Trump's advisers.

Mr. Witkoff has described a possible agreement that would allow Iran to enrich uranium at the low levels needed to produce fuel for energy, along with monitoring.

But in a recent podcast interview, Secretary of State Marco Rubio suggested that Iran could have a civilian nuclear program without enriching uranium domestically — by importing enriched uranium, as other countries do.

And Michael Waltz, the national security adviser, has said the United States was seeking a total dismantling of Iran's nuclear program, a position Iran has deemed a non-starter.

Iran invited the United States to invest in its nuclear program and help build 19 more nuclear reactors as an extra measure of security, according to Mr. Araghchi, the foreign minister. "The trillion-dollar opportunity that our economy presents

may be open to U.S. enterprises," Mr. Araghchi said in a speech he shared on social media. "This includes companies which can help us generate clean electricity from non-hydrocarbon sources."

Agreeing to limits on how much enriched uranium Iran can possess and to what level it can enrich exposes Mr. Trump to criticism that he is only replicating the key elements of the Obama-era nuclear agreement, which Mr. Trump has condemned as "one of the worst and most one-sided transactions the United States has ever entered into."

Analysts say some possible measures to improve on the Obama-era deal could include more stringent monitoring of Iran's nuclear activities, joint ventures to run the nuclear facilities and making Iran's guarantees permanent.

How did we get here?

The two sides came into the negotiations with deep distrust.

The previous deal between Iran and the United States and other world powers, signed during the Obama administration, was called the Joint Comprehensive Plan of Action.

It put measures in place to prevent Iran from weaponizing its nuclear program by capping enrichment of uranium at 3.5 percent, transferring stockpiles of enriched uranium to Russia and allowing monitoring cameras and inspections by the I.A.E.A.

European companies pulled out of Iran, and banks stopped working with Iran, fearing U.S. sanctions.

About a year after Mr. Trump exited the nuclear deal with Iran in 2018, Iran, not seeing any financial benefits, moved away from its obligations and increased its levels uranium enrichment, gradually reaching 60 percent.

What comes next?

So far, there appears to be political will on both sides to

reach a new deal, and discussions are scheduled to continue.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who had barred negotiating with Mr. Trump in the past, authorized the talks and said the negotiating team has his support.

But a deal is not necessarily around the corner.

Talks could still break down at the technical level, which was the most challenging part of previous negotiations.

It is also possible that an interim deal could be reached to freeze uranium enrichment while a permanent deal is hashed out.

An earlier version of this article misstated when Iran pulled away from obligations under a nuclear agreement. It was about a year after President Trump in 2018 exited the pact, not a year after the deal was reached.

Le Monde

27 avril 2025

Iran : ce que l'on sait de l'explosion dans un port, qui a fait au moins quarante morts et plus de mille blessés

Les causes de la déflagration qui s'est produite, samedi, dans le port Chahid Rajaï restent inconnues. Dimanche après-midi, les pompiers luttent contre l'incendie, qui était « sous contrôle » mais toujours pas éteint.

L'explosion dans le port Chahid Rajaï, dans le sud de l'Iran, samedi 26 avril, dont la cause reste inconnue, a fait au moins quarante morts et plus d'un millier de blessés, selon un nouveau bilan revu à la hausse, dimanche, par la télévision d'État.

« Pour l'heure, quarante personnes ont perdu la vie des suites de blessures causées par l'explosion », a annoncé à la télévision Mohammad Asghari, responsable de la province du Hormozgan (Sud), où se trouve le port Chahid Rajaï, près de la ville côtière de Bandar-e-Abbas.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a ordonné dimanche une « enquête approfondie » sur les causes de l'explosion, « afin de découvrir toute négligence ou intention » de la déclencher.

Le président iranien, Mas-

soud Pezeshkian, qui avait lui aussi ordonné l'ouverture d'une enquête, est arrivé dimanche dans l'après-midi dans le port, toujours en proie au feu au lendemain de l'explosion. Il a exprimé sa « gratitude » aux « pompiers et secouristes, ainsi qu'aux membres du corps des gar-

diens de la révolution et de l'armée qui sont venus prêter main-forte » sur les lieux du drame.

Ce port stratégique, le plus grand port commercial d'Iran, est proche de la grande ville côtière de Bandar-e Abbas, sur le détroit d'Ormuz, par où passe un cinquième de la production mondiale de pétrole, à un millier de kilomètres au sud de Téhéran.

Des blessés transportés à Téhéran

Plus tôt dans l'après-midi, le directeur du Croissant-Rouge iranien, Pir Hossein Kouli-vand, avait déclaré que « vingt personnes se trouv[ai]ent en soins intensifs », et ajouté que des blessés avaient été transportés par avion pour être soignés à

Téhéran. Dans son dernier bilan, le Croissant-Rouge recense plus d'un millier de blessés.

Le sinistre est probablement dû à un incendie dans une zone de stockage de matières dangereuses et chimiques, selon un communiqué des douanes du port. « Seule une zone du port (...) a été touchée par un incendie, et les opérations de chargement et de déchargement de marchandises se poursuivent normalement dans plusieurs autres zones », a déclaré la ministre du développement urbain, Farzaneh Sadegh, selon des médias officiels. Les nombreux entrepôts du port sont répartis sur une superficie de 2 400 hectares.

Le ministère de la défense a affirmé qu'« il n'y avait et il n'y

a à l'heure actuelle aucune cargaison (...) pour le carburant militaire ou pour un usage militaire dans la zone de l'incendie ».

Des hélicoptères et des avions mobilisés

« L'incendie est sous contrôle mais n'est toujours pas éteint », a annoncé dimanche un correspondant de la télévision d'Etat présent sur les lieux, une épaisse fumée noire visible derrière lui. Des avions et des hélicoptères sont mobilisés pour lutter contre les flammes, selon des images de la télévision d'Etat. Au sol, les pompiers ont déployé d'immenses lances à incendie.

La Russie a ordonné l'envoi « de plusieurs avions transportant des spécialistes »,

pour aider à lutter contre le feu, selon l'ambassade russe en Iran.

Les autorités ont ordonné la fermeture dimanche – jour ouvré en Iran – des bureaux et établissements scolaires à Bandar-e Abbas, ville d'environ 650 000 habitants, alors que la fumée continue à se propager dans les environs. Le ministère de la santé a appelé les habitants à rester chez eux « jusqu'à nouvel ordre ». Un appel aux dons de sang a été lancé pour les blessés.

Les autorités ont décrété un jour de deuil national lundi, et trois jours à partir de dimanche dans la province du Hormozgan, dont Bandar-e Abbas est le chef-lieu. La ville abrite la principale base de la marine iranienne.

The New York Times April 27, 2025

Death Toll in Iranian Port Blast Rises to at Least 40

More than 800 people were also injured in the explosion at the Shahid Rajaei port, the largest in Iran.

The death toll from a massive explosion at an Iranian port rose to 40 on Sunday with more than 800 people injured, according to the state media. Several people remain missing.

The blast Saturday evening at Iran's largest and most important shipping port resulted in a major fire, which spread and caused destruction in the surrounding areas. Iran's health ministry, citing airborne toxic pollutants, declared a state of emergency in the province and instructed people to stay indoors.

The port, Shahid Rajaei, is

strategically located in Bandar Abbas, in southern Iran, along the Strait of Hormuz.

Officials declared three days of public mourning in the province.

By Sunday morning most of the fire had been contained and firefighters were battling to extinguish the remaining 20 percent, according to the state-run Islamic Republic News Agency.

Last year the Shahid Rajaei port handled 85 percent of Iran's shipping container traffic, as well as a large portion of its oil, according to the Port

and Maritime Organization.

An Iranian official told state media on Saturday that the explosion was likely set off by containers of chemicals and the authorities have not suggested that the blast was caused by sabotage or a deliberate attack.

Five years ago, Israel launched a cyberattack that hampered operations at the Shahid Rajaei port as part of its long-running shadow war with Iran. Israeli officials did not respond to a request for comment on Saturday's explosion.

Masoud Pezeshkian, the Iranian president, said the country's interior minister was heading to the region to oversee an investigation into the cause of the explosion.

Mr. Pezeshkian also instructed the minister to speed up the reconstruction and reopening of the port.

State media reported that the country's first vice president, Mohammad Reza Aref, has stressed the need to bolster safety protocols across all ports and industrial facilities in the area to prevent similar accidents in the future.

The New York Times

Editorial Board
April 27, 2025

Opinion | Turkey's People Are Resisting Autocracy. They Deserve More Than Silence.

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain longstanding values. It is separate from the newsroom.

Want to stay updated on what's happening in Turkey? , and we'll send our latest coverage to your inbox.

The United States has long been willing to befriend unsavory foreign governments, sometimes with good reason. In a dangerous world, democracies cannot afford to alienate every nondemocracy. But any alliance with an autocratic regime requires at least a careful weighing of trade-offs. How valuable is the relationship to American interests? And how odious is the regime's behavior?

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has personified this dilemma for much of his 22 years in power. Turkey, at the crossroads of Europe, Asia and the Middle East, is an important American partner, with the second-largest military in NATO. Yet Turkey has been sliding toward autocracy over the past decade. Mr. Erdogan has changed its Constitution to expand his power, brought the [courts under his control](#), manipulated elections, [purged professors](#), shut down media organizations



Credit...Illustration by Rebecca Chew / The New York Times

and arrested journalists and protesters.

Last month, Mr. Erdogan took the assault on democracy to a new level. With dissatisfaction with his government growing, it [detained his likely opponent](#) in the next presidential election, Ekrem Imamoglu, the popular mayor of Istanbul, along with almost 100 of Mr. Imamoglu's associates on dubious charges. The arrests put Turkey on the path that Russia has traveled over the past two decades, in which a democratically elected leader uses the powers of his of-

fice to turn it into an autocracy. "This is more than the slow erosion of democracy," Mr. Imamoglu [wrote from Silivri Prison](#) in these pages. "It is the deliberate dismantling of our republic's institutional foundations."

The response from the rest of the world has been weak. A short time after Mr. Imamoglu's arrest, President Trump said of Mr. Erdogan, "I happen to like him, and he likes me." Many European leaders stayed quiet. The president of the European Commission, Ursula von der Leyen, said only that the arrest

was "deeply concerning." There are no easy answers, given Turkey's strategic importance and Mr. Erdogan's grip on power. But the world's democracies are getting the balance wrong. They can do more to support Turkey's people and pressure Mr. Erdogan.

A crucial point is that Turkish voters seem to have tired of Mr. Erdogan. If elections were held today, Mr. Imamoglu would probably win, according to polls and political analysts. A self-described social democrat, Mr. Imamoglu, 54, is a

member of the Republican People's Party, which Mustafa Kemal Atatürk founded in 1919 as a resistance group and which later became the first governing party of the modern Turkish republic. The party is committed to a secular government for Turkey.

Sign up for the Opinion Today newsletter Get expert analysis of the news and a guide to the big ideas shaping the world every weekday morning.

Mr. Imamoglu became mayor of Istanbul in 2019 in an upset victory over Mr. Erdogan's candidate — two upset victories, in fact, because Mr. Erdogan's party annulled the first vote and Mr. Imamoglu then won a second election more decisively. He has since compiled an impressive governing record, developing the area around the Golden Horn, a major waterway in Istanbul, and providing free milk for children. His stance on external affairs has been moderate; he condemned Hamas for its terrorist attacks on Oct. 7, 2023, and has since criticized Israel for its assault on Gaza. Mr. Erdogan, by contrast, [has praised Hamas](#) as a liberation group, and called for Israel's destruction.

For all their differences — Mr. Imamoglu is a secular progressive, while Mr. Erdogan, 71, is a religious conservative — Mr. Imamoglu has the potential to be a version of what Mr. Erdogan once seemed to be: a pragmatic and pop-

ular Turkish leader who could provide stability at home while helping restrain conflicts of the Middle East. In his early years in power, Mr. Erdogan gathered a broad political coalition, brought the army officer corps under civilian control, grew the economy, fostered a moderate Islamism, tried to resolve a long conflict with the Kurdish minority and normalized relations with Greece, a neighbor and longtime rival. His approach prompted George W. Bush and Barack Obama to [cultivate relationships with him](#).

Over time, though, Mr. Erdogan became more extreme, [more corrupt](#) and more focused on consolidating power. He took power in 2003 as prime minister and, after being elected president in 2014, moved to change the Constitution to transfer power to that office. Since then, he has often prioritized his authority over everything else. "The healthy paranoia and self-confidence of a successful politician metastasized into egomania and vindictiveness," Steven Cook of the Council on Foreign Relations [has written](#). "He destroyed every institutional check and balance — such as they were — in the Turkish political system." The arrest of Mr. Imamoglu is a sign that Mr. Erdogan aspires to be Turkey's president indefinitely.

His next step toward that goal may be an attempt to avoid the term limits that would prevent him from

running for re-election in 2028, when the next election is scheduled. He could do so by calling for earlier elections or changing the Constitution again.

It is notable that Mr. Erdogan ordered his rival's arrest only two months after Mr. Trump returned to the White House. Mr. Trump has shown disdain for democracy, both through his attempts to [consolidate power at home](#) and through his repeated praise for autocrats like Vladimir Putin. The Trumpist view of the world is a version of might makes right, which emboldens like-minded leaders to use their own might to crush domestic opposition.

But Mr. Trump's influence on Mr. Erdogan contains a silver lining: It is a sign that Mr. Erdogan can be affected by the attitudes of foreign governments. As with any country, Turkey needs to care about its relationships with the rest of the world. And other democracies, including the European nations, Canada, Japan and India, have reason to be unhappy with Mr. Erdogan's recent moves. Even Mr. Trump has cause for concern.

Turkey's drift toward Islamist extremism suggests that it could become another country that supports terrorism and threatens Israel. The most obvious [potential for instability](#) is in Syria, Turkey's southern neighbor, which is trying to emerge from Bashar al-Assad's dictatorship. In Europe, polit-

ical leaders who are anxious about Mr. Putin's ambitions and the rise of authoritarianism in Hungary should be worried that Turkey will become another sign that democracy is in retreat. Europe does have levers to influence Mr. Erdogan: Germany is Turkey's largest trading partner, and several other Western European nations are not far behind.

By speaking up, these countries can make Mr. Erdogan's life less comfortable. They can make clear that Turkey is risking cooperation on a wide range of issues that matter to it, such as trade, migration and military supplies. The rest of the world may not be able to prevent Turkey's slide toward authoritarianism and extremism. But it should certainly try.

After Mr. Imamoglu's arrest, hundreds of thousands of Turks filled streets with [the largest protests in years](#). Doing so required courage. Authorities responded by arresting hundreds of protesters, many of whom are facing sham trials. Their bravery deserves more than global silence.

An earlier version of this article incorrectly attributed a distinction to Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul. He was not primarily responsible for cleaning up pollution in the Golden Horn; he is better known for developing the Golden Horn area.

Hamit Bozarslan, historien : « Les Kurdes veulent être les sujets de leur propre histoire »

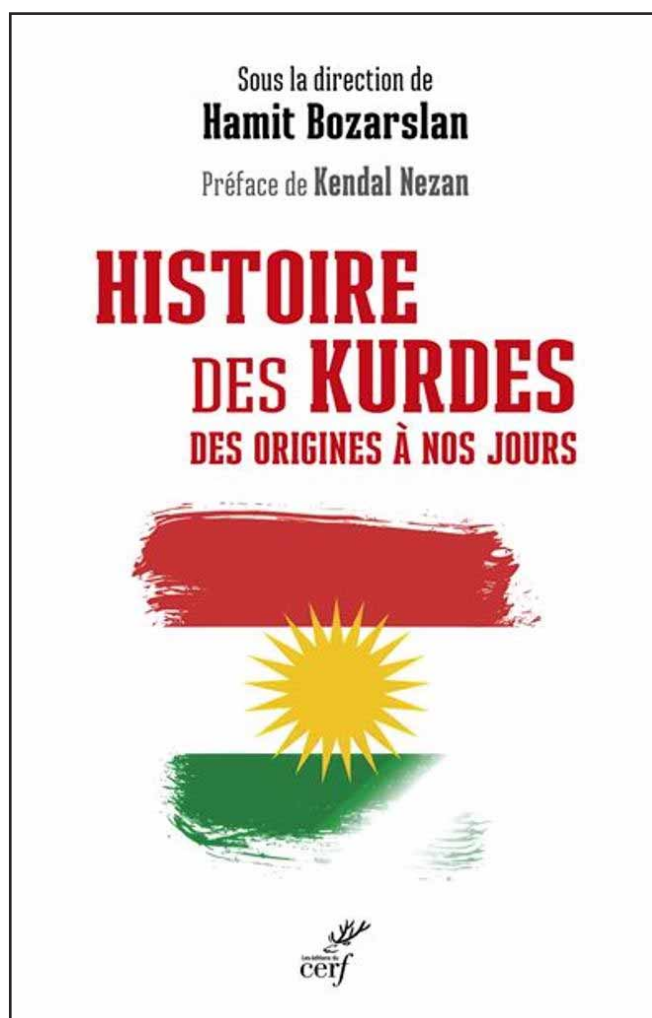
Dans un entretien au « Monde », le chercheur revient sur les siècles de lutte des Kurdes. Selon l'auteur, s'ils sont forcés d'accepter les conditions d'une puissance internationale pour assurer leur survie, les groupes minoritaires développent néanmoins des modes de résistance.

Les travaux de Hamit Bozarslan, directeur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), sont consacrés à l'évolution du Proche-Orient et à la violence de cet espace stratégique. Spécialiste des systèmes politiques et des transitions démocratiques, cet historien et politiste qui est l'auteur de plusieurs livres sur le monde arabo-musulman vient de diriger l'ouvrage collectif *Histoire des Kurdes, des origines à nos jours* (Cerf, 624 pages, 29 euros).

Comment les organisations kurdes ont-elles accueilli la victoire de Donald Trump et les premières mesures prises par son administration ?

L'« egocratie » trumpienne est imprévisible mais les Kurdes syriens savent que leur destin dépend de la protection des Etats-Unis, qui les ont en [partie trahis en 2018-2019](#). Washington sert en effet d'intermédiaire entre la Turquie et ses « proxys » [troupes auxiliaires] syriens et kurdes, mais aussi entre ces derniers et le nouveau pouvoir syrien. Washington est en outre présent, avec Paris, dans le rapprochement entre les Kurdes d'Irak et de Syrie.

Vous écrivez que, depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023,



« Histoire des Kurdes, des origines à nos jours », sous la direction de Hamit Bozarslan. Préface de Kendal Nezan. (Cerf, 624 pages, 29 euros).

les leaders kurdes sont partagés au sujet de la re-composition du Proche-Orient. Pourquoi ?

Les leaders hésitent entre le malaise et l'espoir. Le ma-

laise, car les mouvements kurdes sont traditionnellement propalestiniens. L'espoir, car Israël, militairement présent en Syrie, ne veut ni d'une extension de la zone d'influence turque dans la ré-

gion, ni d'une Syrie forte : l'Etat hébreu soutient les minorités druze, kurde et sans doute alaouite.

Votre livre paraît cinq mois après la chute de Bachar Al-Assad en Syrie. La fin de cette dictature, comme celle de Saddam Hussein en Irak en 2003, a-t-elle été un facteur de développement de la cause kurde ou en a-t-elle montré les limites ?

Les deux. L'établissement, en 2005, d'une région fédérale au Kurdistan irakien et, dans les années 2010, d'une zone autonome, en Syrie, dépassant les régions kurdes a décloisonné l'ensemble du Kurdistan. Mais en raison de ces frontières, la classe politique kurde est fragmentée. La Turquie et l'Iran exercent en outre une pression extrême sur le Kurdistan irakien, et la première s'efforce d'étouffer l'autonomie kurde en Syrie.

Où en sont les relations, en Syrie, entre le nouveau pouvoir issu des milices islamistes anti-Bachar et les formations kurdes ?

Le nouveau pouvoir syrien est fragile, il gouverne dans un pays exsangue et il n'a pas les moyens d'entrer dans une nouvelle période de violence. D'où l'obligation, pour lui, de négocier avec les

Kurdes : ils contrôlent près de 30 % du territoire syrien et ils ont, pour le moment, le soutien des Etats-Unis. Les Kurdes ne participent pas au gouvernement milicien de Damas, mais ils signent, avec lui, des mini-accords sur la gestion du pétrole, le contrôle sécuritaire, l'uniformisation du système éducatif ou le désarmement des milices proturques de la ville d'Afrin occupée par la Turquie en 2018 – celui-ci permettrait aux Kurdes qui ont été chassés de cette ville d'y retourner.

Vous ne vous attardez pas sur les tensions entre l'Iran et Israël ou sur le processus de négociation entre l'Iran et les Etats-Unis. Comment les organisations kurdes d'Iran se positionnent-elles sur ces deux sujets ?

Les organisations saluent toute mesure diplomatique ou politique qui pourrait, sans signifier une guerre, affaiblir l'influence de la Turquie et de l'Iran dans la région. En Iran, beaucoup d'opposants, dont les Kurdes, souhaitent désormais une intervention contre ce régime à bout de souffle, mais d'autres savent les risques d'un tel scénario.

A Ankara, le président Erdogan a déclaré tendre la main aux Kurdes, et, de sa prison, le leader kurde Abdullah Öcalan a appelé à la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan. Est-ce le début d'un déblocage de la question kurde en Turquie ?

Il faut rester prudent. Quand on lit les déclarations d'Erdogan, deux points sautent aux yeux : il réduit la question kurde au terrorisme et il nie le fait qu'elle existe depuis le début de la République turque. A ses yeux, les résistances kurdes ne sont pas autonomes et les Kurdes ne sont pas les sujets de leur propre histoire : ils sont, selon

lui, manipulés par d'autres forces. Cet argument est inquiétant car il a été utilisé, en 1915, pour justifier le **génocide des Arméniens** et la répression à l'égard des autres communautés chrétiennes de l'Empire ottoman.

Vous estimez que les Kurdes ont raté leur rendez-vous avec le modèle de Westphalie, qui consacre les principes de souveraineté, de territorialité et de réciprocité, car les Empires ottoman et perse se tenaient à l'écart des principes de l'Etat-nation. Peut-on comprendre la souveraineté sans passer par Westphalie ?

Ces deux Empires n'ont jamais été des entités westphaliennes : ils estimaient qu'ils avaient une mission historique, voire divine, de domination du monde. En 1920, lors de la signature du traité de Sèvres qui a démembré l'Empire ottoman, les Kurdes auraient pu devenir un Etat, mais ce projet a été entravé par la logique mandataire imposée au Moyen-Orient avec la création de l'Irak et de la Syrie et par le choix de nombreux dignitaires kurdes de soutenir Mustafa Kemal [premier président turc, au pouvoir de 1923 à 1938], qui leur promettait d'unifier le Kurdistan et de reconnaître leur existence.

Les idées des Lumières ont-elles eu une influence sur la formation des élites kurdes ?

Aux XIX^e et XX^e siècles, deux forces de résistance ont émergé au Kurdistan : une intelligentsia plus attachée à la notion de « nation » que d'Etat et des forces rurales – tribales et confrériques – qui, elles aussi, rejetaient l'Etat parce qu'il était interventionniste et centralisateur, et imposait ses normes, son système d'éducation, sa fiscalité et son service militaire. C'est la jonction de ces deux



Le chercheur Hamit Bozarslan. YANN LEGENDRE

forces qui a permis aux Kurdes de disposer d'une force humaine de poids.

Ce modèle qui a duré jusqu'aux années 1970 n'est plus en place. Rural à 75 % en 1980, le Kurdistan l'est aujourd'hui à 20-25 % : les villes, désormais, dominent avec la formation de classes moyennes et des changements dans les mœurs. Il y a quarante ans, les familles kurdes avaient 7 à 8 enfants, aujourd'hui, elles en ont en moyenne 1,6 à 1,7. Cette évolution favorise le développement de l'intelligentsia.

Vous écrivez que la langue et la culture, non pas la religion ou l'ethnie, cimentent l'identité collective kurde. Est-ce la principale raison de l'émancipation des femmes ?

Face aux Etats musulmans qui divisaient le Kurdistan, les organisations kurdes ont mobilisé des discours, non pas religieux, mais symboliques – une historiographie commune, un panthéon kurde, un imaginaire cartographique kurde, un hymne national. La défense des femmes est en partie liée à cette marginalisation du fait religieux, même s'il existe

une vague de conservatisme social.

Les femmes ont participé, dès les années 1960, à la contestation kurde. Aujourd'hui, des brigades de femmes participent à la lutte en Syrie ou en Turquie, et toutes les charges importantes – qu'elles soient politiques ou militaires – sont dédoublées dans un système de coprésidence où les hommes et les femmes partagent les responsabilités.

Quel rapport entretiennent les élites kurdes avec la notion du politique ?

Les révoltes kurdes du XIX^e siècle défendaient l'autonomie locale contre un Etat : la grande révolte de 1880 a balayé une partie du Kurdistan ottoman et une autre du Kurdistan iranien. Le leader de cette révolte, Cheikh Ubeydullah, avait déclaré à une délégation américaine : « Désormais, les Kurdes veulent avoir leur propre justice et juger eux-mêmes leurs criminels. » Les Kurdes veulent être les sujets de leur propre histoire : ils se reconnaissent dans la théorie de Kant sur la sortie du statut de mineur et l'accès à celui du majeur.

Le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, organisé en 2017, s'est soldé par une victoire du oui à 92,73 %, mais rien n'a changé. Pourquoi le principe d'autodétermination a-t-il tant de mal à être efficient au Proche-Orient ?

Les blocages entre puissances entravent le processus d'autodétermination. Au début du XX^e siècle, la division du Kurdistan était liée aux intérêts des vainqueurs de la première guerre mondiale – la France et la Grande-Bretagne – et, après 1945, l'Occident a soutenu la Turquie ou l'Iran alors que l'Irak et la Syrie devenaient en partie des « clients » de l'URSS.

Les peuples sans Etat sont-ils condamnés à être instrumentalisés par les puissances ?

Pour assurer leur survie, les groupes minoritaires sont souvent obligés d'accepter les conditions d'une puissance internationale mais ils

ne sont pas pour autant passifs : ils développent de multiples modes de résistance. En Turquie, les candidats kurdes qui remportent des municipalités sont aussitôt démis de leurs fonctions, mais leurs victoires leur apportent une grande légitimité.

Comment expliquez-vous le renouveau actuel des études sur les Kurdes dans le monde ?

Par les progrès de la question kurde à l'échelle internationale, mais aussi par l'émergence, depuis vingt ans, d'une nouvelle génération de chercheurs, notamment kurdes. Loin de tout engagement politique, ils développent, dans le monde universitaire européen et américain, une lecture autonome du discours des organisations kurdes. Grâce à leur travail, il existe un champ d'études kurdes partiellement autonome des champs d'études sur la Turquie, l'Iran, l'Irak ou la Syrie.

« Histoire des Kurdes, des origines à nos jours » : la ré-

sistance d'un peuple sans Etat

La résilience serait-elle le moteur de l'histoire des Kurdes ? A la lecture de la somme dirigée par le politiste et historien Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, cette expression fourre-tout semble bien convenir à ce peuple sans Etat.

Lancée par le directeur de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, *l'Histoire des Kurdes des origines à nos jours* (Cerf, 624 pages, 29 euros) est consacrée à leur expérience du politique depuis l'Antiquité. Outre le choix du temps long – plus de 3 000 ans d'histoire –, cette plongée dans les origines et le développement du Kurdistan décrypte l'histoire des Empires ottoman et perse, puis celle des Etats-nations – Turquie, Iran, Syrie, Irak –, non pas par le centre du pouvoir, mais par la périphérie – un parti pris qui permet de découvrir leurs marges.

Dans un Moyen-Orient en recomposition permanente, les chercheurs donnent toute l'historicité qu'il mérite au phénomène kurde. Ce défi est relevé avec exhaustivité et originalité. Exhaustivité car l'ouvrage s'adresse avant tout aux étudiants et aux chercheurs spécialistes du Moyen-Orient : les contributeurs ont eu toute la place pour raconter l'histoire de ce peuple divisé aujourd'hui entre quatre Etats. Originalité car ce travail collectif comble un vide dans l'historiographie kurde en langue française.

A l'heure où les études kurdes sont florissantes, l'approche transnationale de l'ouvrage participe à la longue marche vers la souveraineté – impossible ? – d'un Kurdistan réuni.

« **Histoire des Kurdes, des origines à nos jours** », sous la direction de Hamit Bozarslan. Préface de Kendal Nezan. (Cerf, 624 pages, 29 euros).

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
28 avril 2025

En Iran, interrogations autour de l'explosion dans le port Chahid Rajaï

Après l'explosion survenue samedi 26 avril, le port sur le détroit d'Ormuz était toujours la proie des flammes lundi. Selon les autorités, ce sont des conteneurs destinés à l'exportation contenant du bitume et de la paraffine qui auraient pris feu.

Masoud (qui parle sous le couvert de l'anonymat) est né dans la grande ville côtière iranienne de Bandar-e Abbas et y vit, sur les rives du détroit d'Ormuz, à un millier de kilomètres au sud de Téhéran. La porte de la maison de son frère, près du port, a été arrachée par l'explosion qui a ra-

vagé, samedi 26 avril en milieu de journée, le port Chahid Rajaï. « *Il a eu de la chance de ne pas être à la maison au moment de l'explosion* », dit-il. L'un de ses amis, employé au port, a perdu l'ouïe d'une oreille. Le samedi étant un jour travaillé en Iran, Masoud se demande ce qui est arrivé aux em-

ployés des entreprises établies sur le site, victime de l'un des plus graves accidents industriels qu'a connus le pays ces dernières années.

Chahid Rajaï, une installation stratégique, était toujours la proie des flammes lundi. Un nouveau bilan établi par les autorités faisait état de

65 personnes mortes et plus de 1 200 blessés pour un nombre encore inconnu de disparus. « *Alors que le bruit gigantesque de l'explosion a été entendu à 50 kilomètres, les gens qui étaient en train de travailler près de la déflagration ont sûrement été réduits en poussière. "Portés disparus" veut dire ici "brûlés"* »

et morts” », ajoute Masoud. « Aujourd’hui [dimanche], vingt-quatre heures après, la ville est vide. Les gens restent chez eux, par peur d’être empoisonnés par des vapeurs toxiques présentes dans l’air », ajoute-t-il. Les autorités ont ordonné la fermeture des bureaux et établissements scolaires à Bandar-e Abbas, ville d’environ 650 000 habitants, alors que la fumée continue de se propager dans l’air. Le ministère de la santé a, lui, appelé les habitants à rester chez eux « jusqu’à nouvel ordre ». Un appel aux dons de sang a été lancé.

Si les conséquences humaines et environnementales s’annoncent dramatiques, l’impact de l’explosion sur le commerce extérieur iranien reste à évaluer, Chahid Rajaï étant le plus grand port à conteneurs du pays. Selon les données des douanes, près de 80 % du déchargement et du chargement des conteneurs du pays s’y effectuent. C’est le principal port en matière d’exportations et le deuxième pour les importations. La zone couvre plus de 2 000 hectares et comporte 19 hectares d’entrepôts.

« Enquête approfondie » ordonnée par le Guide suprême

Selon Farzaneh Sadegh, ministre des transports iranienne, qui s’est rendue sur place après l’incident, l’activité du port est répartie sur 14 zones, dont une seule a été affectée par l’explosion. Lors d’une interview sur place, alors que l’on voyait des navires en train d’être chargés et déchargés en arrière-plan, M^{me} Sadegh a cherché à rassurer la population et les acteurs économiques en affirmant que les autres quais



Des sauveteurs du Croissant-Rouge iranien sur le site de l’explosion, dans le port Chahid Rajaï à Bandar-e Abbas (Iran), le 26 avril 2025. IRANIAN RED CRESCENT/WANA / VIA REUTERS

du port poursuivaient leurs activités normalement. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient, elles, le ballet incessant d’hélicoptères et d’un avion gros-porteur déversant de l’eau et des produits chimiques dispersants sur le brasier. La Russie a annoncé l’envoi de deux avions pour aider à lutter contre le feu.

Selon l’administration des douanes iraniennes, ce sont des conteneurs destinés à l’exportation contenant du bitume et de la paraffine qui ont pris feu et « continuent de brûler ». Le sinistre aurait également gagné une zone de stockage de matières dangereuses et chimiques. Le Guide suprême iranien, l’ayatollah Ali Khamenei, a ordonné une « enquête approfondie » sur les causes de l’explosion. Au même moment, le parquet général publiait un communiqué menaçant, avertissant les internautes et les médias qu’en cas de diffusion de tout

« contenu mensonger, de rumeurs, d’insultes ou d’actions troublant la sécurité psychologique de la société », des mesures juridiques seraient prises contre eux.

Des accusations portées contre Israël

Le porte-parole du ministère de la défense, Reza Talaei-Nik, a dû intervenir à la télévision pour assurer qu’« aucun chargement importé ou exporté à usage militaire ne se trouvait dans la zone de l’incendie et n’y est présent », accusant les médias étrangers de relayer une « opération psychologique de l’ennemi ». Le *New York Times*, citant une source anonyme proche des gardiens de la révolution, l’armée idéologique de la République islamique, avait auparavant affirmé que l’explosion avait été provoquée par du perchlorate de sodium, une substance entrant dans la composition de carburants solides pour missiles.

L’explosion survenue dans ce port survient alors que, depuis début avril, l’Iran et les Etats-Unis négocient une issue au contentieux portant sur le programme nucléaire de Téhéran, avec la médiation d’Oman. Le 16 avril, le *New York Times* a révélé qu’Israël envisageait de frapper des sites nucléaires iraniens dès mai. Donald Trump a semblé écarter cette option, préférant tenter de parvenir à un accord avec Téhéran, tout en affirmant qu’il empêcherait l’Iran d’acquérir l’arme nucléaire, y compris par la force militaire « si nécessaire ».

Le député iranien Mohammad Siraj a affirmé, dimanche, à l’agence de presse Rokna : « Israël est impliqué dans l’explosion. Ce n’était pas un accident. Des preuves évidentes pointent vers une implication israélienne. » Il a affirmé que « des explosifs avaient été placés dans un conteneur, soit dans leur pays d’origine, soit en cours de transport ».

Le Monde

Hélène Sallon
28 avril 2025

Le cycle des vengeances se poursuit contre les alaouites en Syrie : « Dans ce cimetière, il y a des familles entières qui ont été décimées par la haine »

Reportage Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, les enlèvements et meurtres de membres de la communauté alaouite, dont le dictateur syrien déchu était issu, se multiplient. Le retard pris dans les enquêtes témoigne de l'embarras des autorités face aux nombreux Syriens qui considèrent les alaouites comme des soutiens de l'ancien de régime.

L'atmosphère est suffocante au rez-de-chaussée de l'immeuble de la famille Al-Mansour. Dans l'appartement situé au cœur du quartier à majorité alaouite d'Al-Sabil, à Homs, les lamentations des femmes se mêlent aux prières. Oum Mohammed est comme hantée. Ses grands yeux bleus perdus dans le vide, la quinquagénaire se balance d'avant en arrière. Elle raconte, telle une litanie, la tragédie qu'a connue sa famille. « *Je voulais le voir une dernière fois, mais je n'ai pas pu aller au cimetière* », répète-t-elle.

Son mari, Ibrahim, un employé du ministère de la santé, 65 ans, a été retrouvé mort, le 4 avril 2025, à la morgue de l'hôpital Al-Waer, avec son frère Saïd, un ébéniste de 60 ans, les deux fils de ce dernier, âgés de 20 et 23 ans, étudiants à la faculté d'ingénierie, et un autre neveu, Hassan, un collégien de 14 ans. Les hommes de la famille les ont enterrés en catimini, empêchant les trois mères et épouses de les voir. « *Ils ont été tués d'une balle dans la tête. On ne voulait pas qu'elles les voient* », dit l'un d'eux, qui éclate en sanglots. Il refuse



LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

de donner son nom : « *Je serai peut-être le prochain, vous savez.* »

Les cinq tombes de la famille Al-Mansour sont alignées, l'une derrière l'autre, au cimetière Al-Ferdous. Autour, des sépultures de soldats de l'ancien régime et de familles alaouites ont été saccagées. Une femme brûle de l'encens et récite une prière. Abou Ali l'observe, les yeux rougis d'émotion. « *Dans ce cimetière, il y a des familles entières décimées par la haine* », dit le vieux fossoyeur au keffieh rouge. Son collègue, Akram, désigne les dernières victimes : ici, deux morts de la famille Chadoud ; plus loin, quatre membres de la famille Mohammed ; là, cinq personnes de la famille Hassan et les deux commerçants tués devant leur boutique...

« *Pourquoi la France ne nous a pas protégés, nous les alaouites ?* », invective la mère d'Hassan Al-Mansour, le collégien tué. Depuis la chute du dictateur syrien, Ba-

char Al-Assad, le 8 décembre 2024, des membres de la communauté réclament une protection internationale, redoutant des représailles pour avoir été associés, de gré ou de force, au clan Al-Assad et à ses crimes. Les enlèvements et les meurtres se sont, dès lors, multipliés. Début mars, des attaques coordonnées, perpétrées par des partisans de l'ancien régime contre la sûreté générale – la nouvelle police – sur la côte syrienne, ont donné lieu à un déchaînement de violences contre les alaouites, faisant 1 334 morts, selon le Syrian Network for Human Rights (SNHR).

Le président syrien de transition, Ahmed Al-Charaa, a promis d'en poursuivre les responsables. Une commission d'enquête indépendante a été mise en place pour faire la lumière sur ces massacres. Le délai imparti pour l'investigation a été étendu jusqu'à début juillet. Les enquêteurs évoquent le nombre important de témoins à auditionner et

l'avalanche de vidéos à analyser – que les auteurs des crimes ont eux-mêmes filmées et postées sur les réseaux sociaux – pour justifier ce délai. Les diplomates étrangers y décèlent aussi une part d'embarras des autorités syriennes. Les enquêtes désignent comme principaux responsables des factions armées turkmènes syriennes proturques – comme la brigade Sultan Souleiman Chah, dirigée par « Abou Amcha », et la Division Al-Hamza –, et des djihadistes étrangers, intégrés au ministère de la défense. Des membres de la sûreté générale se sont aussi filmés en train de participer à ces exactions.

Le président Al-Charaa et ses hommes, issus du groupe Hayat Tahrir Al-Cham, n'ont ni l'avantage du nombre ni les moyens militaires pour contrôler ces factions radicales en porte-à-faux avec sa politique de modération. Des affrontements auraient d'ailleurs opposé, dans certains villages côtiers, début mars, des fac-

tions armées à des unités de la sûreté générale, lors du déploiement de ces dernières pour mettre fin aux tueries et aux pillages, selon des habitants. Le dirigeant syrien a besoin de l'aval de la Turquie pour agir contre les factions armées qui lui sont liées, ou au moins pour les isoler au sein du dispositif sécuritaire.

Une attaque planifiée

Le président Al-Charaa ne veut pas non plus s'aliéner les communautés locales sunnites dont des membres ont prêté main-forte aux factions. Celles-ci réclament vengeance pour les crimes perpétrés sous le régime Al-Assad et s'impatientent de voir les autorités en traduire en justice les responsables. Mais, alors que les massacres antialaouites plaident pour la mise en place sans attendre d'un mécanisme de justice transitionnelle, « les autorités s'en tiennent à une approche sécuritaire de la question alaouite, en cherchant à négocier en direct avec les partisans de l'ancien régime, de peur d'une nouvelle insurrection », explique un observateur étranger.

Pendant ce temps, les enlèvements et les meurtres d'alaouites se poursuivent. « On avait de grands espoirs après la formation du nouveau gouvernement [le 29 mars]. Pourquoi le nouveau ministre de la justice ne prend pas ses responsabilités ? », poursuit la mère d'Hassan. Les femmes de la famille Al-Mansour accusent des hommes affiliés aux forces de sécurité locales de la mort de leurs proches et leurs voisins sunnites de complicité. Elles décrivent une attaque planifiée. Selon leur récit, deux hommes en civil se sont présentés, le 3 avril au soir, affirmant réaliser une enquête pour le ministère de la santé. Ils ont pris les noms des hommes de la famille. Le lendemain matin, d'autres hommes sont venus dans une vieille Peugeot et un van gris, couverts de boue.

Certains étaient en civil, d'autres en uniforme de la sûreté générale.

« Ils sont entrés dans l'immeuble, disant chercher des armes. Ils ne sont pas entrés chez moi, au dernier étage, car ils ont reçu un coup de fil d'un certain Abou Omar qui leur a dit de se dépêcher. On a entendu les cris des hommes aux étages inférieurs puis, plus rien, comme s'ils avaient été anesthésiés. Ils ont disparu en une fraction de seconde », raconte Oum Mohammed. Convaincues que leurs proches avaient été arrêtés par la sûreté générale, les femmes se sont rendues au bureau local, au pied de la citadelle de Homs. Le responsable a nié détenir les cinq hommes.

Des haines tenaces

« Quand j'ai porté plainte, ils m'ont dit de ne pas dire que j'avais reconnu les visages de certains assaillants, au risque d'être menacée », dit Oum Mohammed. Pour elle, il ne fait aucun doute que ces hommes, quels qu'ils soient, n'ont pas pu sortir du quartier, quadrillé de barrages de la sûreté générale, sans être repérés. « Le problème est que la sûreté générale recrute des jeunes de la ville, animés par la vengeance, à qui ils donnent des armes », accuse Oum Hassan. La famille a reçu, par le passé, des menaces visant à lui faire quitter l'immeuble et le quartier.

Dans les médias syriens, le meurtre de la famille Al-Mansour est présenté comme un cas de vengeance personnelle. Ils sont nombreux à Homs, ancienne capitale de la révolution et aussi bastion de l'ancien régime. La guerre y a été meurtrière entre quartiers rebelles et loyalistes. Elle a laissé des haines tenaces entre les communautés sunnite, alaouite et chrétienne. « A Homs, la plupart des actes perpétrés contre les alaouites sont le fait de vengeances fa-

miliales, explique Mohammed Saleh, un ancien opposant au clan Al-Assad. Il y a les problèmes économiques et les représailles contre les soutiens de l'ancien régime. »

Pendant la guerre, des familles loyalistes ont pris les appartements de familles proches de l'opposition, déplacées dans le nord de la Syrie. Certaines les ont revendus avec l'aide de juges véreux, d'autres y habitent encore. Certaines en sont chassées par les armes. « La multiplication de ces incidents nous inquiète. Il n'y a pas d'Etat de droit », dit le militant alaouite de 68 ans. Il signale chaque affaire de meurtre et d'enlèvement au chef de la police de Homs. « Il répond à toutes mes demandes. Les factions islamistes au pouvoir se comportent mieux que ce nous redoutions au vu de notre sombre histoire », assure M. Saleh. Il en veut pour preuve le déploiement de la sûreté générale pour protéger les quartiers alaouites de Homs, début mars.

« Les autorités détournent les yeux »

La ville est pourtant témoin, au quotidien, d'enlèvements et de meurtres qui restent sans suite. Hayan Hamadé est sans nouvelles de son beau-frère, un diplômé en droit de 23 ans, enlevé devant chez lui, le 9 janvier, par des hommes en uniforme. « On n'a même pas réussi à avoir un rapport de police, car il n'y avait aucune personne qualifiée pour le faire au commissariat, déplore le militant alaouite. Ils ont géré l'affaire comme si c'était un chat perdu. » Un cousin a été enlevé, à son tour, mi-mars.

« Face à cette politique de terreur à bas bruit, les autorités détournent les yeux, car elles ne sont pas en position de force, estime un observateur étranger. Et les alaouites, encore en nombre supérieur à Homs du fait des déplacements de population durant

la guerre, sont vus comme un ennemi de l'intérieur. » En l'absence de mécanisme de justice transitionnelle, ce phénomène est appelé à perdurer, et même à s'amplifier avec le retour des déplacés syriens.

Sur la côte syrienne, là où la plupart des massacres contre les alaouites ont eu lieu, du 6 au 10 mars, la situation reste précaire, malgré l'arrivée de renforts de la sûreté générale. Un mois et demi après le drame, le traumatisme reste entier à Snoubar, un village au sud de Lattaquié où près de 300 personnes ont été tuées. « Il n'y a pas de forces de sécurité dans le village, mais quand on appelle la sûreté générale, elle vient. Des pillards rôdent encore », dit un habitant venu se recueillir sur la fosse commune, à l'entrée du village. Son père et son frère y reposent aux côtés d'une centaine d'habitants.

« Vous les avez tués, enterrez-les au moins ! »

Des traces de sang, des douilles de balles et des maisons incendiées témoignent encore du massacre. La journée, les habitants viennent remettre de l'ordre chez eux. Le soir, seuls ceux qui n'ont nulle part où aller dorment au village. « On entend des tirs la nuit, c'est effrayant. On ne sait pas d'où ça vient. On voit passer des voitures aux vitres teintées, montées de mitrailleuses, avec des hommes à la barbe longue et masqués », raconte Dima Salem, une mère au foyer de 41 ans, dont le mari, ancien employé de la société de construction du ministère de la défense, et les fils jumeaux ont été exécutés sous ses yeux, le 7 mars. Des factions armées sont stationnées dans une ancienne base militaire dans les bois en lisière de Snoubar.

Dans chacune des maisons du village, un drame s'est déroulé. Il ne reste parfois plus personne pour en témoigner. Au rez-de-chaussée d'un im-

meuble, une dizaine de voisins tentent de consoler Souleiman Khalifé et son épouse. Le vieil homme de 95 ans est effondré. Ses deux fils quinquagénaires et son frère de 75 ans ont été assassinés sous ses yeux. « *Ils les ont tués et ont laissé leurs corps sur la place du village ! Vous les avez tués, enterrez-les au moins ! Est-ce ce qu'Ahmed Al-Charaa vous a dit de faire ?* », apostrophe l'homme. Son épouse a les jambes paralysées depuis ce jour.

A l'ombre des orangers de son jardin, Nisrine Haïfa a, elle, dû enterrer seule, avec ses deux belles-sœurs, son mari, Noua, un agriculteur de 47 ans, ses deux fils de 16 et 18 ans, les deux frères de son mari et quatre neveux, tués sous leurs yeux. « *Il n'y avait plus d'hommes pour nous aider. Ils étaient tous morts ou en fuite* », dit-elle, en pleurs. Aux voisins venus lui présenter les condoléances, elle montre la photo de son fils aîné sur son téléphone. « *Regarde comme il est beau, il était entré à l'uni-*

versité », dit-elle, avant de se jeter au cou d'un voisin qu'elle n'avait pas revu : « *Ahmed, tu es vivant ! Tu es vivant !* »

« *Ça va être compliqué de revenir vivre ici*, confie l'homme, Ahmed Al-Alouni. *Les pauvres n'auront pas le choix. Ceux qui le pourront partiront. Les factions armées peuvent revenir, à tout moment, commettre un crime et en accuser les partisans du régime.* » Cet ancien employé du port de Lattaquié de 26 ans, licencié à la chute du régime Al-Assad, affirme que les membres de la commission d'enquête venus au village ont dit aux habitants que les massacres avaient été perpétrés par les partisans de l'ancien régime. Selon le SNHR, ces derniers sont responsables de la mort de 214 membres des forces de sécurité et de 231 civils. L'organisation attribue la plupart des morts aux forces de sécurité affiliées au pouvoir : 889 civils et partisans de l'ancien régime désarmés, dont 51 enfants, 63 femmes et 32 membres du personnel de santé.

« Nous venons à vous, les porcs »

Des tueries se déroulent encore dans l'arrière-pays alaouite. Sur les hauteurs de Baniyas, Harf Ben Nimra a été rattrapé par les violences. Les factions armées n'étaient pas venues, début mars, dans ce village reculé de 1 000 habitants. Le 31 mars, au premier jour de la fête musulmane de l'Aïd-el-Fitr, le maire, Jaoudat Fares, 75 ans, son fils handicapé Najdat Fares, 42 ans, ainsi que quatre hommes de la famille Chahine – le patriarche Ibrahim, 80 ans, ses deux fils, Somar, 43 ans, et Thaer, 41 ans, ainsi qu'Ibrahim, le petit-fils de 12 ans –, ont été tués par deux hommes armés.

« *La veille au soir, on avait entendu des taqbir [appels à Dieu] de la base militaire d'Al-Disna, à 800 mètres du village, et des hommes crier "nous venons à vous, les porcs"* », raconte Samer Chahine. Le lendemain matin, deux hommes en treillis, encagoulés, dont l'un portait un fusil

de sniper, se sont présentés à lui et à son frère, Haïtham, cherchant leur chemin. « *Ils étaient syriens, dans la vingtaine, avec un accent d'ailleurs. L'un avait les yeux bleus* », poursuit l'agriculteur de 46 ans, un ancien ingénieur de la société de construction du ministère de la défense.

Les deux hommes leur ont demandé s'ils étaient armés et si le village était alaouite. Samer et son frère les ont accompagnés un bout de chemin vers leur base. Ils sont revenus, un moment plus tard, filmant au téléphone. Ils ont commencé à tirer sur les hommes rassemblés devant la maison, avant de fuir. « *Ils ont reçu un coup de téléphone avant de tirer. Je pense que c'était un ordre* », avance Samer Chahine. Les forces de sécurité ont annoncé l'arrestation des deux hommes. « *Elles ne nous les ont pas montrés. Je pense que c'est faux et qu'elles ne vont jamais les arrêter. On ne fait plus confiance à personne* », répète trois fois l'agriculteur.

Le Monde

Hélène Sallon
28 avril 2025

En Syrie, l'inquiétante disparition de femmes alaouites

Depuis début 2025, une cinquantaine de femmes membres de la même minorité religieuse que Bachar Al-Assad, le dictateur déchu le 8 décembre 2024, ont été enlevées. Les raisons de ces rapt restent très obscures.

Le labour a creusé de profonds sillons sur le visage de Najah Ali. Il a tué son mari à petit feu. Assise sur le tapis qui recouvre le sol de sa bicoque au milieu des vergers de Tell Salhab, au pied de la montagne alaouite, l'ouvrière agricole de 47 ans raconte, autour d'un maté, la tragédie qui la frappe de nouveau. Sa fille Dhousa, 30 ans, mariée à un

cordonnier handicapé et mère d'un garçon de 3 ans, a été enlevée le 24 mars. Elle est la troisième femme alaouite de cette région de la campagne de Hama, une province multiconfessionnelle du centre de la Syrie, à disparaître depuis la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024.

Dhousa dormait, avec son

mari, chez une cousine, dans la ville voisine d'Al-Suqaylabiyya, où elle devait emmener son fils, malade, chez le médecin. « *A 5 heures du matin, quelqu'un a tapé à la porte. Ils ont pensé que c'était un voisin. Ma fille est allée ouvrir. Son mari a entendu deux cris, puis plus rien, sauf le bruit de la voiture* », raconte sa mère. Ses proches ont immédiatement

envoyé un message sur son téléphone, qu'elle avait avec elle : « *On paiera ce que vous voudrez pour la rançon.* » Le message a été reçu. Il est resté sans réponse.

« *On ne sait pas pourquoi ils ont tapé à cette porte précisément. Deux fils de la famille, dont le père était dans l'armée, avaient auparavant été arrêtés, mais relâchés* », dit

Najah Ali. La famille est allée au barrage de sécurité de la ville. Les combattants ont dit n'avoir rien vu. « *Comment les ravisseurs ont-ils pu passer le barrage à 5 heures du matin sans que les combattants aient rien vu ?* », interroge la mère. Najah Ali a porté plainte à la sûreté générale. « *Ils ont essayé de me faire douter en me demandant si ma fille avait de l'or ou de l'argent. Elle n'a même pas de quoi acheter une miche de pain !* », poursuit-elle.

Droguée, les yeux bandés

Dhoua est l'une des 50 femmes alaouites portées disparues depuis début 2025, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Mercredi 23 avril, le Mouvement politique des femmes syriennes a réclamé des enquêtes transparentes sur ces disparitions et des poursuites à l'encontre de leurs responsables. « *Le retard des autorités à prendre des mesures sérieuses en faveur de la justice transitionnelle et l'absence de mécanismes transparents pour traduire les auteurs en justice ont contribué – et continueront de contribuer – à alimenter un climat de vengeance, déchaînant haine et incitation à la haine, notamment en l'absence de responsabilité publique et face à l'impunité persistante des auteurs* », estime l'organisation.

Seize cas ont été documentés par un groupe de militants de la société civile, qui préfèrent conserver l'anonymat. Parmi ces femmes, âgées de 20 à 40 ans, deux ont été relâchées. L'une d'elles a été enlevée mi-mars, entre la vallée d'Al-Uyun et Masyaf, dans la province de Hama. Elle est montée, sans se méfier, à bord d'une voiture remplie de femmes. Détenu pendant onze jours, droguée, les yeux bandés, elle a été libérée à la faveur d'une dispute entre ses ravisseurs.



La famille de Zeina Diab, à Hama (Syrie), le 5 avril 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

La seconde victime libérée avait été enlevée dans la ville côtière de Jablé. Elle a raconté avoir été retenue en captivité, les yeux bandés, avec une autre femme. Elles ont subi des coups et des insultes. Elles entendaient les cris d'autres femmes ailleurs dans la maison. Parmi ses ravisseurs se trouvait un Syrien avec l'accent de la campagne de Hama ou d'Idlib, et un étranger parlant un arabe rudimentaire. Elle a été libérée quelques jours plus tard, après avoir entendu ses ravisseurs s'inquiéter d'un possible raid des forces de sécurité. Sa codétenue, dont l'un des ravisseurs est tombé amoureux, est toujours en captivité.

« *Par pudeur, les femmes ne disent pas si elles ont subi des violences sexuelles. Mais, le fait qu'elles aient été droguées pendant de longues périodes est un signal d'alarme* », indique l'un des activistes ayant enquêté sur ces cas. La raison de ces enlèvements demeure obscure. Les demandes de rançon sont rares. « *Ce peut-être une façon d'humilier les alaouites en représailles des violences sexuelles subies par les femmes qui ont été enfermées dans les prisons d'Al-Assad. Les victimes de ces crimes*

n'ont toujours pas obtenu justice, tandis que des partisans de l'ancien régime sont réhabilités. Ce peut-être aussi à des fins de trafic humain », poursuit le militant.

Les familles déplorent que leurs plaintes restent sans suite. Certaines disent n'avoir pas pu déclarer les disparitions ou avoir été insultées par les policiers. Les membres de la société civile ont signalé les cas documentés au Comité des disparitions forcées, un organisme d'experts indépendants des Nations unies, et à d'autres entités onusiennes. Aux barrages de la sûreté générale érigés sur les routes de la campagne de Hama, certains agents justifient un contrôle méticuleux par ces enlèvements. Ils ont leur propre interprétation du phénomène. « *Les responsables de ces enlèvements sont les partisans de l'ancien régime* », assure un agent, arborant un écusson de l'organisation Etat islamique accolé à celui de la sûreté générale.

Au sein de la communauté alaouite, la rumeur s'est répandue que des femmes ont été enlevées pour être mariées à Idlib, la province septentrionale où sont basées les factions islamistes qui se sont

emparées de Damas. Dans le cas de Zeina Diab, ce sont quatre messages vocaux qu'elle a envoyés après son enlèvement, depuis un numéro étranger, qui sont courants dans la province d'Idlib, qui ont jeté le trouble. Cette employée du ministère de l'agriculture de 37 ans, épouse et mère de trois adolescents, a disparu fin février à Hama, entre le centre médical Al-Nasr où elle est soignée pour une maladie de peau et son travail.

« *On sent, au ton de sa voix, qu'elle est sous pression. Elle dit qu'elle est hors de Syrie, qu'elle doit être mariée le jour même par un cheikh sunnite et qu'elle ne pourra plus nous contacter* », dit son oncle, Ali Diab, un activiste et ingénieur agricole du village d'Assili. La famille a porté plainte au commissariat de Hama. « *On n'a aucune nouvelle de la plainte. On a essayé d'obtenir des témoignages au centre médical. Tout le monde nous a renvoyés vers [les images des] caméras de sécurité. Le directeur du centre médical nous a affirmé qu'elles ne fonctionnaient pas, se désespère son oncle. Tout ce que l'Etat va faire désormais ne m'intéresse plus.* »

Le Monde

avec AFP
28 avril 2025

Incendie dévastateur au port Chahid Rajaï, en Iran : le bilan augmente à 46 morts

D'après les douanes, l'explosion survenue samedi, entendue à des dizaines de kilomètres à la ronde, provient probablement d'un incendie dans un dépôt de matières dangereuses et chimiques.

Les pompiers tentent encore, lundi 28 avril, de venir à bout de l'immense incendie qui ravage depuis trois jours le plus grand port d'Iran, après l'explosion survenue samedi qui a fait au moins 46 morts et plus d'un millier de blessés, selon l'Islamic Republic News Agency (IRNA), citant un responsable local.

Une épaisse fumée noire continue de s'élever au-dessus des conteneurs empilés au port Chahid Rajaï, selon les images de la télévision d'Etat diffusées lundi matin en direct. Après la maîtrise du feu, « nous entrerons dans la phase de nettoyage du site et d'évaluation des dégâts », a annoncé la télévision d'Etat.

La déflagration, entendue à des dizaines de kilomètres à la ronde, s'est produite samedi vers midi (heure locale) sur un quai du port Chahid Rajaï, où transitent 85 % des marchandises en Iran. Ce port stratégique est proche de la grande ville côtière de



Après l'explosion au port Chahid Rajaï, en Iran, le 26 avril 2025. MOHAMMAD RASOLE MORADI / AFP

Bandar-e Abbas, dans le détroit d'Ormuz, par où passe un cinquième de la production mondiale de pétrole, à un millier de kilomètres au sud de Téhéran.

Appel aux dons de sang

La cause de l'explosion n'a pas été immédiatement déterminée, mais les douanes ont précisé

qu'elle provenait probablement d'un incendie qui s'était déclaré dans un dépôt de matières dangereuses et chimiques.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a ordonné l'ouverture d'une enquête afin de déterminer si le drame a été causé par une « négligence » ou s'il était « intentionnel ». Le président,

Massoud Pezeshkian, s'est rendu dimanche dans les hôpitaux de la ville voisine de Bandar-e Abbas pour rendre visite aux blessés.

Le ministère de la santé a appelé les quelque 650 000 habitants de la ville à rester chez eux « jusqu'à nouvel ordre ». Un appel aux dons de sang a été lancé pour les blessés.



April 29, 2025

Drone attack injures two Peshmerga in Duhok province



Peshmerga forces. Photo: File/Rudaw

ERBIL, Kurdistan Region - An unidentified explosive-laden drone on Tuesday targeted Peshmerga forces in the Amedi district of Duhok province, injuring two personnel, a senior security source told Rudaw, a day after a drone attack injured three other Peshmerga members in the same area.

"The drone fell on a Pesh-

merga military base, injuring two personnel," said the source, speaking on the condition of anonymity, adding that the two Peshmerga are in stable condition.

In a similar incident in the same town on Monday, another explosive-laden drone injured two Peshmerga while a third one was experiencing psychological distress.

The area is known for armed conflict between the Turkish army and the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Kurdistan Region Security Council (KRSC) confirmed both attacks in a statement on Tuesday, blaming a "terrorist group" without naming it.

"Yesterday and this morning, a terrorist group car-

ried out two separate drone attacks targeting Peshmerga force bases on the border of Duhok province, resulting in five Peshmerga being wounded," read the statement. "The condition of the wounded is good, and the Peshmerga are ready with iron will to respond to any plot or attack by adversaries," it added.

Updated at 12:50 pm

The New York Times

April 29, 2025
Alissa J. Rubin, Daniel Berehulak

Kurdish Distrust of Syria's New Government Runs Deep

The Kurdish-led force that runs northeast Syria has agreed to integrate into a new national army, but some of its supporters remain wary.

When rebel forces took over Syria, they pledged to unite the country's disparate armed groups into a unified national army.

The biggest challenge for them by far has been in northeastern Syria, an autonomous region run by the country's Kurdish minority where suspicion of the new leadership runs deep.

In past years, the rebels and the Kurds fought each other. But with the rebels now governing Syria, they are working to form an alliance and merge the powerful Kurdish-led military into the new national force.

Interviews with dozens of people in the northeast in late March revealed that Kurdish distrust of the new government is rooted partly in the fact that the former rebels now in charge were once affiliated with Al Qaeda. Some Kurds are also wary because the new government is backed by Turkey, which has tried for years to undercut Kurdish power in Syria.

"How can we trust this new government in Damascus?" asked Amina Mahmoud, 31, a Kurdish resident of the northeastern town of Kobani.

Her skepticism is shared by other members of Syria's diverse range of ethnic and religious minorities, who worry that the new government will not protect, include or represent them. Internally displaced families



Mourners grieving a family of farm laborers who were killed in what was believed to be a Turkish strike on their home in Kobani, Syria.

sheltering in a school controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in Qamishli.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces, or S.D.F., agreed on March 10 to integrate its military and other institutions, including its prized oil and gas fields, under the central government's control by year's end. It was a major breakthrough for the new Syrian president, Ahmed al-Shara, in his efforts to unify a country still wrestling with violent turmoil.

In the last month, the Kurds began to reduce their military presence in the major northwestern city of Aleppo and the two sides exchanged prisoners even as the rhetoric on both sides has become more

confrontational, underscoring the long history of tensions.

Initially, the merger deal had been applauded in the northeast — an area with a mixed population of Arabs and Kurds that is administered by a Kurdish-led regional government. The Kurds, who make up about 10 percent of Syria's population, particularly welcomed a provision in the accord stipulating that they would have the same rights as other Syrians.

But doubts quickly surfaced.

Members of the regional government described the agreement as merely a first step. Important details have yet to be worked out, such as whether the S.D.F. will join the national military as a bloc

or have a continuing role in securing the northeast.

"Al-Shara and the new government want to control all of Syria," said Badran Kurdi, a Kurdish political figure who took part in the merger negotiations with Mr. al-Shara. "And of course they are dreaming about controlling all of our areas. But it's very difficult."

A Sunday service at the Assyrian Armenian Church in Qamishli.

Kurdish flags were on display at a Nowruz celebration near Qamishli.

Ali Ahmed, 55, a Kurd from the northeastern city of Hasakah who teaches chemistry, called Mr. al-Shara "a terrorist." He spoke as his family en-

joyed a picnic in the countryside to celebrate the spring festival of Nowruz, the Persian new year.

"We know him," he said.

He was referring to the period from 2013 to 2016, when Mr. al-Shara led Al Qaeda's Syrian affiliate, the Nusra Front. During those years, the Nusra Front fought a number of battles against the S.D.F. over control of several northeastern towns. Mr. al-Shara now speaks of reconstruction and inclusion.

As Mr. Ahmed looked across a haze of greening fields toward the Turkish border, barely 10 miles away, he said that Mr. al-Shara's close ties with Turkey only added to his doubts.

But not all Kurds see the deal as a negative.

One senior member of the Kurdish political leadership, Salih Muslim, said that despite the distance between the two sides, he sees this as a historic opportunity for Kurds to gain recognition from the government.

Inextricably woven into every conversation, however, were questions about whether the deal will stop Turkey's attacks on Syrian Kurds.

Turkey links Kurdish fighters in Syria's northeast to the [Kurdish militants](#) inside Turkey who have been fighting the government for more than 40 years. For the past several years, Turkey has been launching air attacks on Syrian Kurdish forces across the border and has also supported Syrian proxy forces against the Kurds.

The Turkish military initially kept up some drone attacks and airstrikes even after Mr. al-Shara and the S.D.F. leader, Mazloun Abdi, signed the merger accord. But it has now suspended the attacks.



Syrian Kurdish forces on patrol as Kurds gathered to celebrate Nowruz, the Persian new year, near the city of Qamishli.

One of the deadliest Turkish strikes since the accord hit a farming hamlet outside the Kurdish-majority town of Kobani in March. It killed a family of farm laborers — a couple and their eight children, the youngest 7 months old, according to Firas Qassim Lo, the farmer they were working for, and the Syrian Democratic Forces.

Children playing soccer near the grain silos in Hasakah in Kurdish-controlled northern Syria.

Graffiti honoring Kurdish martyrs in Hasakah.

Turkey denied killing the family and said in a statement that its operations "exclusively target terrorist organizations." Turkey routinely refers to the S.D.F. as "terrorists."

There was no indication that anyone connected to the Kurdish-led force was in the family's home when it was struck.

A funeral for the family drew more than a thousand Kurds who lined a road leading to a small cemetery in Kobani. Each of the coffins, a photo of the deceased taped to the

outside, was hoisted onto the shoulders of local men and carried to the burial ground.

Mourners at the funeral of a family killed by a Turkish attack in Kobani.

Mourners at the funeral in Kobani.

Ms. Mahmoud, the Kurdish resident of Kobani, lives in an apartment overlooking the cemetery and watched with tears in her eyes.

"Why does Erdogan do this to us? What have we done?" she said, referring to Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan.

Shortly after the Kobani strike, Turkey largely suspended its attacks on the S.D.F., as did its Syrian proxy forces.

Some Christians, who practice their faith openly in the northeast, sounded fearful of any agreement that would allow Mr. al-Shara's military forces to deploy there.

Their fears were heightened last month by violence directed primarily at another Syrian minority, the Alawites, in two

northwestern provinces along the Mediterranean coast. The violence began when loyalists of the ousted dictator Bashar al-Assad attacked the new government's forces.

The soldiers responded, but so did thousands of others fighters, including foreign fighters and armed groups [nominally linked](#) to the new government. About [1,600 people were killed](#), most of them civilians from the Alawite minority, which the Assad family belongs to.

Alis Marderos, 50, an Armenian Christian in the northeastern town of Qamishli, said that the Kurds needed to remain in charge of security. "If the Kurds did not exist here, we would have been beheaded," she said after attending Sunday Mass at the Armenian Orthodox church.

For years, the United States has given [military](#), financial and political support to the S.D.F. after deeming it the ground force most capable of defeating the Islamic State, the terrorist group that took over a large swath of Syrian territory during the civil war. U.S. troops have maintained

a small presence in north-eastern Syria for years but began this month to draw them down.

After years of fighting, the S.D.F. managed to wrest back all the territory captured by the Islamic State.

Mourners in Kobani with photographs of the people killed in the Turkish attack.

Some Arab residents of the northeast said they were pleased with the deal because it would bring the S.D.F. under the control of the central government, which they see as a needed check on Kurdish power. Arabs, who are the majority ethnic group in Syria, were divided, however, on the role they want the Kurdish-led forces to play in the future.

Sheikh Hassan al Muslat al-Milhim, an Arab Syrian from Hasakah, said he resented the power of the S.D.F. in a region that has a large Arab population. The American support for the force made things worse, in his view, by augmenting its power.

"We the Arabs, up until this moment, do not like having the Americans here," said Mr. al-Milhim. He said he had appreciated Mr. al-Shara's approach when he led the Nusra Front and was active in the northeast.

"They respected us, they helped us," Mr. al-Milhim said. "They were Islamist, but not radical."

But his view is not shared by all Arab Syrians.

Mann Aldaneh, a tribal leader of several Bedouin Arab villages near the Turkish border, has warm relations with nearby Kurdish villages. He welcomed the agreement but said he did not trust the new central government in Damascus to guard prisons and camps in the northeast



Celebrating Nowruz near Qamishli.

that hold [thousands of Islamic State fighters](#) and some 40,000 of their family members. That sentiment has

been echoed by security officials in neighboring Iraq and Europe as well. *An earlier version of this article incorrectly*

described the location of the city of Aleppo in Syria. It is in the northwest, not the northeast.

Le Monde avec AFP
30 avril 2025

Affrontements confessionnels en Syrie : quatorze morts dans la banlieue druze de Jaramana à Damas

Les violences ravivent les tensions confessionnelles, un mois après des massacres contre la minorité alaouite, à la suite d'un message vocal jugé blasphématoire. Les autorités promettent de poursuivre les personnes impliquées dans ces accrochages.

Quatorze personnes ont été tuées dans des affrontements à caractère confessionnel dans la banlieue de Jaramana, a annoncé une ONG mardi 29 avril. Les autorités promettent de poursuivre les personnes impliquées dans ces accrochages. Jaramana est une banlieue à majorité druze, qui compte également des familles chrétiennes.

Des représentants du gouvernement syrien et des Druzes de Jaramana ont conclu après coup un accord, visant à mettre fin aux heurts et à traduire en justice les personnes ayant lancé l'assaut contre ce quartier de la banlieue de Damas. Le texte, consulté par l'Agence France-Presse (AFP), prévoit notamment que « *les responsables de l'attaque soient poursuivis et traduits devant la justice* ».

Ces violences réveillent le spectre des affrontements confessionnels, un mois après des massacres qui ont visé la minorité alaouite, dont était issu [le président déchu Bachar Al-Assad, renversé en décembre par la coalition islamiste au pouvoir](#).

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), « *les forces de sécurité ont lancé un assaut* » contre Jaramana, dans le sud-est de l'agglomération de Damas, après la publication sur les réseaux sociaux d'un message vocal attribué à un Druze



Un membre des forces de sécurité druzes monte la garde à Jaramana, dans la banlieue de Damas, le 29 avril 2025. RAMI AL SAYED / AFP

et jugé blasphématoire envers l'islam.

L'OSDH a précisé que le bilan des affrontements dans la nuit de lundi à mardi « *avait grimpé à quatorze morts : sept combattants druzes originaires de la ville, ainsi que sept membres des forces de sécurité et des groupes affiliés* ».

L'AFP n'a pas pu vérifier l'authenticité du message, mais un journaliste a assisté aux funérailles de deux membres des forces de sécurité tués.

Les autorités religieuses druzes locales condamnent « toute atteinte au prophète Mahomet »

La coalition islamiste au pouvoir depuis décembre, par la voix de son ministère de l'intérieur, a affirmé que les affrontements avaient opposé « *des groupes armés* » avant l'intervention des forces de sécurité, qui, selon le ministère, se sont déployées « *pour protéger les habitants* ». Le ministère s'est aussi engagé à « *poursuivre* » les hommes armés impliqués dans ces affrontements, confirmant sans donner de chiffre qu'il y avait « *des morts et des blessés* ».

Un correspondant de l'AFP a vu des combattants locaux fortement déployés à tous les accès menant à Jaramana. Pour leur part, des forces dépendant des ministères de la

défense et de l'intérieur étaient envoyées sur la route de l'aéroport international de Damas, tout proche, avec des blindés et des mitrailleuses.

Dans un communiqué, les autorités religieuses druzes locales ont « *vivement dénoncé l'attaque armée injustifiée contre Jaramana (...)* », tout en condamnant « *toute atteinte au prophète Mahomet* ».

Enquête ouverte

Le ministère de l'intérieur a aussi annoncé qu'une enquête était ouverte pour identifier l'auteur du message et le traduire en justice.

Le ministère de la justice, lui, a déclaré qu'il « *ne tolérerait* »

aucune attaque contre le prophète » Mahomet, mais souligné que le recours à la justice était « le seul moyen légitime » et a appelé les habitants à « s'abstenir de tout discours haineux », sous peine de sanctions.

Les plus hauts dignitaires druzes ont appelé au calme, l'un d'eux, l'influent cheikh

Hikmat Al-Hajri, dénonçant « les attaques terroristes » contre les « innocents ». Il a dans le même temps accablé les nouvelles autorités, les accusant de vouloir « marginaliser » les Druzes, à l'instar du pouvoir précédent.

Les Druzes, une minorité érotique issue de l'islam, sont répartis entre le Liban, la Syrie

et Israël. Dès la chute du pouvoir de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, après plus de treize ans de guerre civile en Syrie, Israël a multiplié les gestes d'ouverture envers cette communauté.

Début mars, à la suite d'escarmouches à Jaramana, Israël avait menacé d'une intervention militaire si les nouvelles autorités syriennes s'en

prenaient aux Druzes.

Les dignitaires druzes avaient immédiatement rejeté ces propos, réaffirmant leur attachement à l'unité de la Syrie. Leurs représentants négocient actuellement avec le nouveau pouvoir central à Damas un accord qui permettrait l'intégration de leurs groupes armés dans la future armée nationale.

Le Monde

avec AFP
30 avril 2025

En Syrie, de nouveaux affrontements confessionnels font au moins treize morts

Le premier ministre israélien et son ministre de la défense ont affirmé mercredi qu'Israël avait mené une frappe en Syrie contre un « groupe extrémiste » afin d'envoyer un « message ferme » aux autorités pour qu'elles protègent la communauté druze.

Dans la nuit de mardi 29 à mercredi 30 avril, treize personnes ont été tuées lors d'affrontements à caractère confessionnel à Sahnaya, près de Damas, a annoncé l'agence de presse officielle syrienne SANA. Ces heurts ont éclaté [au lendemain de violences dans une localité voisine à majorité druze](#), qui ont fait 17 morts.

Selon une source du ministère de la santé citée par l'agence, les tirs proviennent de « groupes hors la loi, qui ont pris pour cibles les civils et les forces de sécurité dans la région de Sahnaya ».

Sahnaya se situe à quelque 15 kilomètres au sud-ouest de la capitale, et voit s'opposer des forces affiliées aux autorités à des combattants locaux druzes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et son ministre de la défense, Israel Katz, ont, par ailleurs, affirmé mercredi que « l'armée israé-



Un membre des forces de sécurité syriennes à l'entrée de la ville druze de Jaramana, à la suite d'affrontements meurtriers, au sud-est de Damas, en Syrie, le 29 avril 2025. YAMAM AL SHAAR / REUTERS

lienne a[va]it mené une action d'avertissement et frappé l'organisation d'un groupe extrémiste qui se préparait à attaquer la population druze de la ville de Sahnaya ». Le communiqué conjoint de MM. Nétanyahou

et Katz ajoute que, « dans le même temps, un message ferme a été adressé au régime syrien : Israël attend de lui qu'il agisse pour protéger la communauté druze ».

Lundi, des affrontements meurtriers dans la localité voisine à majorité druze de Jaramana, aux environs de Damas, avaient fait 17 morts, selon un nouveau bilan de l'OSDH : huit combattants druzes et neuf membres

des groupes armés qui ont donné l'assaut à la localité.

Un accord avait été scellé pour mettre un terme aux affrontements

En soirée, un accord avait été scellé entre des représentants du gouvernement syrien et les

responsables druzes de Jaramana, pour mettre un terme aux affrontements.

Ces violences ont réveillé le spectre des affrontements confessionnels, après des massacres qui ont visé, en mars, la minorité alaouite dont était issu le président déchu Bachar

Al-Assad, renversé en décembre par la coalition islamiste au pouvoir.

L'attaque contre Jaramana a été menée par des groupes affiliés au pouvoir après la diffusion sur les réseaux sociaux d'un message audio attribué à un Druze et jugé blasphématoire

à l'égard du prophète Mahomet.

L'Agence France-Presse n'a pas pu vérifier l'authenticité du message et les chefs spirituels de la minorité druze ont condamné toute atteinte au prophète.

Le Monde

Nissim Gasteli
30 avril 2025

En Syrie, la peur de violences communautaires ravivée par des affrontements dans des villes druzes

Une trentaine de personnes ont été tuées dans la banlieue de Damas après la publication sur les réseaux sociaux d'un message attribué à un Druze et jugé blasphématoire envers l'islam.

Le sang continue de couler dans l'agglomération damascène. Dans la matinée de mercredi 30 avril, des combats sur fond de violence confessionnelle et communautaire se sont à nouveau déroulés dans la ville de Sahnaya, une ville à majorité druze, située à douze kilomètres au sud-ouest de la capitale syrienne. Au moins onze personnes ont été tuées, selon l'agence de presse officielle syrienne SANA « *Au cours des dernières heures, les attaques et les affrontements se poursuivent, avec des armes légères et moyennes, des obus, des drones et des forces aériennes, à Sahnaya et Ach-rafiyat Sahnaya, où vivent environ un million et demi de personnes venues de toute la Syrie* », témoigne Lama Al-hassanieh, journaliste et ancienne professeure à l'université de Damas, habitante de cette banlieue jointe par téléphone. Le quartier a été placé sous couvre-feu.

Des combats avaient déjà eu lieu la veille dans cette ville et dans une autre banlieue de la

capitale syrienne. Jaramana, située au sud-est de Damas, s'est réveillée, mardi 29 avril, au son des armes. Peu après minuit, des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans cette ville limitrophe de Damas, avant d'ouvrir le feu sur les forces de sécurité locales. « *Des escarmouches mineures ont commencé après minuit, puis de violents affrontements ont éclaté aux premières heures de l'aube* », raconte Eyad Alsharany, avocat, habitant de Jaramana, joint par téléphone. La ville, où vit une population majoritairement druze – mais aussi des chrétiens et des musulmans sunnites –, est contrôlée par des miliciens membres de cette minorité religieuse, issue de l'islam chiite, ainsi que des membres de la direction de la sécurité générale du ministère de l'intérieur.

Toute la matinée, des affrontements ont eu lieu, plusieurs habitants rapportent avoir entendu des rafales d'armes automatiques et des tirs de mortiers. Le bilan fait état d'au moins 17 morts, dont « huit

combattants druzes originaires de la ville, ainsi que neuf membres des forces de sécurité et des groupes affiliés » et de nombreux blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Habituellement très animée, Jaramana était déserte au cours de la journée, et les magasins sont restés fermés jusqu'en fin d'après-midi. Le calme est revenu dans la soirée. « *Les habitants restent en état d'alerte, de prudence et de peur, avec des informations qui circulent sur des tentatives d'assaut depuis le côté est de la ville* », ajoute Eyad Alsharany, membre de la communauté druze. Des affrontements similaires avaient été rapportés dès mardi dans la ville de Sahnaya.

« Discours de haine »

Ces attaques font suite à la diffusion d'un message audio, consulté par *Le Monde*, issu d'une conversation sur la messagerie WhatsApp, dans lequel une voix masculine s'en prend au prophète Mahomet, le traitant de « *maudit* » et ses disciples de « *porcs* ». L'enregist-

rement, attribué à Marwan Kiwan, un clerc druze, qui a nié en être à l'origine, a circulé massivement sur les réseaux sociaux, accompagné de messages de haine à l'encontre de la communauté druze, dont les membres représentent environ 3 % de la population syrienne. Les autorités religieuses druzes ont condamné tout autant les attaques contre leur communauté que les insultes contre le prophète.

« *A la suite des discours de haine sur les médias sociaux, la zone de Jaramana a été le théâtre d'affrontements sporadiques entre des groupes d'hommes armés* », a déclaré le ministère de l'intérieur syrien, dans un message publié sur le réseau social X, affirmant poursuivre « *toutes les personnes impliquées et à les tenir responsables conformément à la loi* ».

Des enquêtes sont également en cours « *pour découvrir l'identité de la personne derrière le message audio insultant notre prophète Moham-med* ». Des représentants du

gouvernement syrien ont également été dépêchés auprès des autorités locales druzes de Jaramana pour conclure un accord sur la fin des heurts, qui prévoit que « les responsables de l'attaque seront poursuivis et traduits devant la justice ». Ce qui n'a pas empêché la poursuite des tirs.

« Les autorités ne font pas assez pour protéger les Druzes », estime Lama Alhasanieh, elle-même membre de la communauté druze. Un avis partagé par Eyad Alsharany. « La nouvelle administration du pays n'adopte pas la meilleure voie dans la phase de transition pour construire l'Etat sur des bases participatives et une base nationale », estime l'avocat. « La société syrienne a besoin d'une voie politique claire et transparente qui ne soit pas basée sur une logique de domination par un groupe », poursuit-il, en référence au nouveau pouvoir syrien, issu en majorité de l'organisation islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, qui gouverne le pays depuis la chute du régime d'Al-Assad.

Ces affrontements intervien-



Les forces de sécurité du nouveau gouvernement syrien montent la garde sur la route menant à l'aéroport, à Jaramana, dans la banlieue de Damas, le 29 avril 2025, après des affrontements interconfessionnels nocturnes entre les druzes et les combattants du gouvernement. RAMI AL SAYED/AFP

nent alors que le pays a connu une montée des violences communautaires depuis décembre 2024. Ces dernières semaines, les massacres d'alaouites, commis par des hommes armés dont des membres des nouvelles forces de sécurité syriennes, ont fait 1 334 morts, selon le Syrian Network for Human Rights.

« Toute la communauté syrienne a peur après ce qu'il s'est passé sur la côte. Ces actes sont organisés pour faire peur aux minorités », estime Lama Al-Hassanieh.

En mars, Jaramana a déjà été le théâtre de fusillades à la suite desquelles Israël avait menacé d'intervenir militaire-

ment pour protéger les Druzes, dont une partie de la communauté est établie sur son territoire et sur le plateau du Golan occupé. Mercredi, l'Etat hébreu a affirmé avoir mené une frappe « d'avertissement » pour enjoindre aux autorités de protéger la communauté druze.

Le Monde

Nissim Gasteli
30 avril 2025

En Syrie, le défi de la reconstruction malgré les sanctions internationales

Alors que certaines villes ont été largement détruites pendant la guerre, des habitants tentent de s'y réinstaller depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre. Des efforts ralentis par l'absence d'investissements.

Assis sur un parpaing, dans une rue dévastée de Daraya, Mahmoud Al-Qara contemple le ballet incessant des camions remplis de ferraille, des bennes remplies de gravats et des engins de chantier. Cette banlieue de Damas, située à 10 kilomètres au sud-

ouest de la capitale syrienne, vidée de sa population au cours de la guerre civile, est devenue un vaste chantier à ciel ouvert. « Depuis la chute du régime [de Bachar Al-Assad, en décembre 2024], de plus en plus de familles reviennent », se réjouit M. Al-Qara, retraité sexagénaire,

serré dans une chemise blanche qui détonne dans le paysage gris de poussière, en faisant glisser entre ses doigts les grains de son cha-pelet.

Lui-même a passé plusieurs années dans d'autres villes de l'agglomération damas-

cène avant de revenir à Daraya, en 2019. « Quand nous sommes rentrés, nous avons retrouvé notre immeuble considérablement endommagé », raconte-t-il. Posé sur six piliers fragiles, dépourvu de porte ou de murs au rez-de-chaussée, le bâtiment semble léviter au-dessus de

sa tête. « *Nous n'avions nulle part d'autre où aller, donc nous nous sommes installés et nous avons commencé à réparer par nos propres moyens.* »

Quelques briques et de l'enduit pour refaire les murs du troisième et du quatrième étage, « *rien de bien luxueux, juste le minimum* », précise-t-il. Les autres étages sont balayés par le vent. Cinq familles, soit environ 30 personnes, s'entassent dans quelques appartements. « *Dans la rue, nous avons installé quelques lampes et nous avons rebouché les trous causés par les bombes barils d'Al-Assad* », poursuit son gendre Habib Sadiq. A 26 ans, le plombier bataille chaque jour pour rapporter 3 millions de livres syriennes mensuels (environ 230 euros) à la famille. « *Nous n'avons pas les moyens de faire plus à notre échelle, il nous faut des financements* », implore-t-il. Des fonds qui pourraient venir des Etats arabes, ou de leurs partenaires occidentaux, espèrent les deux hommes. Mais les investissements étrangers demeurent entravés par les sanctions internationales imposées lors de la guerre commencée en 2011.

« Punition collective »

Daraya, l'un des berceaux de la révolution, martyrisée par l'ancien régime, attend sa résurrection. A partir de 2012, le siège que lui a fait subir le pouvoir de Bachar Al-Assad, les bombardements incessants et des affrontements meurtriers entre les forces loyalistes et les rebelles, ont laissé d'innombrables séquelles. Le quartier de Khalij, accolé à l'aéroport militaire de Mazze, a été anéanti. En 2016, les habitants de la ville, plongés dans l'extrême

pauvreté, ont été forcés d'évacuer à la suite d'un accord entre le régime et les autorités locales, mettant un terme aux combats.

Dès 2019, « *des habitants ont commencé à revenir d'eux-mêmes et à reconstruire par leurs propres moyens, malgré la présence d'officiers du régime qui les obligeaient à payer des pots-de-vin* », raconte Houssam Al-Laham, responsable des initiatives au conseil local de Daraya, lui-même exilé à Idlib, dans le nord-ouest du pays, pendant neuf ans. « *Ils n'ont reçu que peu d'aide, car Daraya était considérée comme une ville opposée au régime. Il s'agissait d'une punition collective de la part d'Al-Assad.* »

Aujourd'hui, environ 100 000 âmes peuplent la ville, selon les statistiques collectées par le conseil municipal, soit un tiers de la population recensée avant 2011. Près de la moitié d'entre elles vivent dans des maisons détruites ou endommagées. Malgré l'état de délabrement de Daraya, des habitants ont pris la peine de planter des arbustes ici et là.

« *Les gens sont attachés à leur ville* », observe Mahmoud Al-Najar – surnommé le « coiffeur du siège » pour avoir continué son activité jusqu'à l'évacuation de 2016 –, depuis son nouveau salon de la rue principale de l'ancien quartier commerçant de Jamayat, en ruine. Devant le grand miroir, quelques riverains se relaient pour se faire couper les cheveux, dans un mélange de parfum bon marché et d'odeur du tabac froid. Tous cultivent l'espoir de voir la ville renaître. « *Mais on ne peut aborder la question de la reconstruction sans celle des sanctions* », constate M. Al-Najar.

Depuis le début de la guerre civile, des sanctions internationales, graduellement renforcées, ont été adoptées, étouffant l'économie locale. Régulièrement, M. Al-Najar doit se rendre dans l'ancienne poche rebelle d'Idlib où affluent des marchandises importées de Turquie, pour s'approvisionner en produits cosmétiques, toujours introuvables dans la capitale « *à cause des sanctions* », assure-t-il.

Mais la reconstruction des villes et quartiers détruits est la priorité pour ces Syriens. « *Les grandes entreprises sont les seules à avoir les moyens de faire des grands travaux, pour rebâtir les infrastructures, proposer des services aux habitants* », explique Abou Sabri, un entrepreneur de la ville. Dans un immeuble calciné, criblé d'impacts de balle, successivement contrôlé par les différents belligérants qui se sont affrontés ici, il réhabilite l'appartement d'un client. « *Les enduits, les briques, la pierre, le marbre, nous avons des problèmes pour trouver des matières premières à cause des sanctions* », se désole lui aussi l'homme de 45 ans, en montrant l'état d'avancement des travaux.

Infrastructures défaillantes

Rénover un appartement coûte entre 20 000 et 50 000 dollars (entre 17 000 et 44 000 euros), selon la qualité des matériaux, le niveau d'équipements – réservoirs d'eau, panneaux solaires, pour compenser les rationnements imposés par l'Etat, précise Abou Sabri. Mais certains n'ont pas les moyens de s'offrir la simple reconstruction d'un mur et sont contraints de s'y atteler eux-mêmes. Les disparités sont évidentes dans les rues de la ville, même si tous les

habitants pâtissent de l'absence d'infrastructures. Le réseau électrique ne peut toujours fournir que quelques heures d'électricité par jour.

« *Sur 150 stations électriques en service avant 2011, 30 sont opérationnelles. Sur les 300 pompes à eau de la ville, 10 fonctionnent encore. La moitié des 30 écoles de Daraya ont été détruites, les autres sont pour la plupart endommagées et nécessitent des travaux*, liste M. Al-Laham. *De nombreuses organisations nous ont rendu visite pour nous aider à améliorer les conditions de vie dans la ville. Des responsables de l'ambassade du Qatar nous ont clairement fait comprendre qu'ils veulent investir ici. Mais rien ne pourra se faire sans la levée des sanctions, nous disent-ils tous.* » Selon ses estimations, le budget nécessaire à la reconstruction de la ville se compte en « *centaines de millions de dollars* ».

Depuis la chute d'Al-Assad, l'Union européenne a annoncé une levée graduelle des sanctions sur des secteurs-clés comme l'énergie, les transports et les institutions financières. Cette décision réversible reste toutefois conditionnée au respect des droits humains et des engagements en matière de gouvernance du nouveau régime dirigé par le président de transition, Ahmed Al-Charaa. Véritable obstacle à la reprise des investissements, les sanctions américaines font actuellement l'objet de négociations entre Washington et le gouvernement syrien.

Alors que la lumière décline dans les rues de Daraya, quelques ampoules, installées par des habitants, illuminent les rues obscures, dans l'attente de jours meilleurs.

L'Iran dit avoir exécuté « un espion de haut rang » lié à Israël

La justice iranienne accuse l'individu pendu mercredi d'avoir « acheté une moto pour surveiller » Hassan Sayyad Khodaï, un colonel des gardiens de la révolution, tué le 22 mai 2022 à Téhéran

L'Iran a annoncé l'exécution mercredi 30 avril d'un homme présenté, selon lui, comme coupable d'avoir « espionné » pour le compte des services de renseignement israéliens, et pour son implication dans la mort d'un officier iranien en 2022. « *Un espion de haut rang et soutien opérationnel de plusieurs missions du Mossad en Iran, Mohsen Langarneshin, a été pendu ce matin* », a assuré Mizan, l'agence de presse du pouvoir judiciaire. Ni la date de son arrestation ni celle de son procès n'ont toutefois été précisées.



Lors des funérailles du colonel Hassan Sayyad Khodaï, à Téhéran, le 24 mai 2022. ARASH KAMOO-SHI/NYT-REDUX-REA

La justice a déclaré que l'individu en question était impliqué dans « l'assassinat » de Hassan Sayyad Khodaï, un colonel des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran. Agé de 50 ans, il avait été tué par balles par deux motards le 22 mai 2022, alors qu'il rentrait chez lui, dans l'est de la capitale, Téhéran. Quelques jours plus tard, le quotidien américain *The New York Times* avait écrit qu'Israël avait

affirmé aux Etats-Unis être responsable du meurtre de l'officier.

La justice iranienne accuse l'individu pendu mercredi d'avoir « acheté une moto pour surveiller » Hassan Sayyad Khodaï.

Selon la télévision iranienne, le colonel était « connu » en Syrie, où

l'Iran a été un soutien sur le plan militaire du président Bachar Al-Assad, renversé en décembre par une coalition d'islamistes sunnites radicaux.

L'Iran a annoncé à plusieurs reprises l'arrestation d'agents travaillant pour les services de renseignement de pays étrangers,

notamment son ennemi juré Israël. En décembre 2023, la justice iranienne avait exécuté un homme dans le sud-est du pays reconnu coupable d'avoir coopéré avec le Mossad. Quatre hommes ont été pendus en décembre 2022 après leur condamnation à mort pour « coopération » avec Israël.

Les dépêches de l'afp d'avril 2025

1 avril 2025

Kurdistan d'Irak: deux blessés dans une attaque contre des chrétiens imputée à l'EI

Dohouk (Irak), 1 avr 2025 (AFP) — Deux personnes ont été blessées mardi dans une attaque à l'arme blanche lors de célébrations de la communauté assyrienne chrétienne dans le nord de l'Irak, où les autorités du Kurdistan autonome ont pointé du doigt le groupe Etat islamique (EI).

Tard mardi soir, le conseil sécuritaire des autorités du Kurdistan autonome a confirmé dans un communiqué l'arrestation de l'assaillant, précisant qu'il était "de nationalité syrienne" et qu'il "partageait une idéologie terroriste affiliée à Daech", acronyme arabe de l'EI.

Selon une source policière interrogée par l'AFP, l'attaque, très rare au Kurdistan et qui a eu lieu sur un marché de la ville de Dohouk, a visé des participants des traditionnelles célébrations d'"Akitu",

fête du printemps tirant ses origines de la Mésopotamie antique et aujourd'hui encore célébrée comme le nouvel an du calendrier de la communauté chrétienne assyrienne.

La télévision kurde locale Rudaw a évoqué une attaque au coutelet.

"Un homme de 25 ans a été légèrement blessé au cuir chevelu", et "une femme de 65 ans a également été frappée à la tête", selon un communiqué des autorités médicales de Dohouk.

La sexagénaire a eu une hémorragie "qui n'a pas nécessité d'intervention chirurgicale", selon la même source, précisant qu'elle était sous surveillance médicale et que son état était "stable".

Forte de plus de 1,5 million de personnes avant la chute

de Saddam Hussein en 2003, la communauté chrétienne d'Irak s'est réduite depuis comme peau de chagrin à quelque 400.000 âmes, beaucoup ayant fui par vagues successives les violences qui ont ensanglanté le pays.

La montée en puissance en 2014 du groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui avait conquis Mossoul pour en faire leur "capitale" dans le nord de l'Irak, avait notamment accentué leur exode.

Mais même quand l'EI tenait Mossoul et ses environs, jusqu'à sa mise en déroute en 2017, le Kurdistan autonome voisin avait été relativement épargné par les attaques jihadistes.

Des cellules jihadistes restent actives aujourd'hui en Irak, attaquant sporadiquement

l'armée et la police, particulièrement dans les zones rurales et reculées.

Un récent rapport onusien publié en début d'année indique qu'en Irak, "les opérations antiterroristes menées par le gouvernement ont entraîné la mort de près de la moitié des hauts responsables de Daech dans le pays."

Mais si l'EI "poursuit ses activités à un rythme moins soutenu en Irak", note ce rapport, "il existe un risque que le groupe tire parti de la situation instable en République arabe syrienne pour renforcer sa position."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 avril 2025

Syrie: des combattants kurdes quittent Alep dans le cadre d'un accord avec les autorités

Damas, 4 avr 2025 (AFP) — Des combattants kurdes se sont retirés vendredi de deux quartiers de la ville d'Alep en Syrie, selon un responsable local et un média d'Etat, dans le cadre des efforts en cours pour intégrer les institutions dirigées par les Kurdes dans le nouvel Etat syrien.

"Plus de 500 combattants" ont quitté la ville du nord de la Syrie, a affirmé à l'AFP Nouri

Sheikho, haut responsable du conseil local dans les quartiers à majorité kurde d'Achrafiya et de Sheikh Maksoud d'Alep.

Ces forces, a-t-il indiqué, se dirigent vers des secteurs du nord-est de la Syrie sous contrôle de l'administration autonome kurde, qui contrôle de larges zones dans la région.

Cette structure a conclu mi-

mars un accord pour intégrer ses institutions dans l'Etat avec le nouveau pouvoir syrien, qui cherche à unifier le pays, morcelé par plus de 13 ans de guerre civile, après le renversement le 8 décembre de Bachar al-Assad.

Un accord conclu début avril entre le conseil d'Achrafiya et Sheikh Maksoud et des représentants des nouvelles autorités prévoyait le retrait des

combattants kurdes.

L'agence de presse officielle Sana a indiqué qu'un convoi de combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, avait "quitté les quartiers de Sheikh Maksoud et d'Achrafiya (...) sous supervision du ministère de la Défense".

Elle a publié une vidéo montrant des véhicules chargés

de combattants en tenue militaire.

Les combattants kurdes ont contrôlé les deux quartiers d'Alep pendant des années, et avaient étendu leur présence alentour, avant d'être repoussés fin 2024 par des forces proturques.

Ces combats ont coïncidé avec l'offensive éclair d'une coalition rebelle emmenée par

le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) qui a pris Damas le 8 décembre.

Jeudi, dans le cadre du même accord concernant Achrafiya et Sheikh Maksoud, les autorités kurdes et nationales ont procédé à un échange de prisonniers.

Selon M. Sheikho, "146 civils et soldats ont été libérés par le gouvernement", en échange

de "97 personnes" détenues par les Kurdes.

L'administration autonome a contesté dimanche la légitimité du nouveau gouvernement syrien annoncé par le président par intérim, Ahmad al-Chareh, affirmant n'être pas liée "par l'application ou l'exécution des décisions émanant de ce gouvernement".

Dominé par les alliés de M.

Chareh, le cabinet de 23 membres comprend un seul membre kurde, qui n'est pas originaire du territoire sous le contrôle de l'administration autonome.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Lundi 7 avril 2025

Le président syrien en visite vendredi en Turquie

Istanbul, 7 avr 2025 (AFP) — Le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, se rendra vendredi en Turquie, l'un des principaux soutiens des nouvelles autorités à Damas, a annoncé lundi un responsable turc.

M. Chareh participera à un forum diplomatique à Antalya, dans le sud de la Turquie, a indiqué à la presse lundi Ömer Çelik, le porte-parole du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan.

Le président intérimaire syrien doit également se rendre cette semaine aux Emirats arabes unis, selon le ministère syrien

des Affaires étrangères.

M. Chareh, dont la coalition islamiste a renversé Bachar al-Assad en décembre et pris le pouvoir après près de 14 ans de guerre civile, avait déjà été reçu début février à Ankara par M. Erdogan.

La nouvelle influence turque en Syrie inquiète Israël qui a mené une série de frappes et d'incursions en territoire syrien et dénoncé la semaine passée "un rôle négatif" d'Ankara.

"Nous ne pensons pas que la Syrie devrait être un protectorat turc", a lancé le ministre israélien des Affaires étrangères Gideon Saar.

Selon une source syrienne proche du dossier à l'AFP, la Turquie tente d'établir des "positions militaires" en Syrie, dont une "à l'intérieur de la base T4", une base aérienne militaire de la province de Homs visée mercredi dernier par des frappes israéliennes.

"Les déclarations provocatrices des Israéliens envers notre pays sont le reflet de leur mentalité et des politiques expansionnistes et agressives du gouvernement raciste israélien", a affirmé jeudi le ministère turc des Affaires étrangères en réponse aux propos du chef de la diplomatie israélienne.

MM. Erdogan et Chareh se

sont dits déterminés à lutter ensemble contre les menaces terroristes en Syrie. Ankara réclame notamment l'expulsion des combattants kurdes étrangers du Nord-Est syrien, et affirme vouloir aider son voisin à lutter contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

La Turquie, qui accueille toujours sur son sol près de trois millions de réfugiés syriens, plaide également pour une levée totale des sanctions internationales contre la Syrie, afin de faciliter la reconstruction du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 avril 2025

Syrie: accord entre les Kurdes et Damas sur un barrage stratégique (source kurde)

Beyrouth (Liban), 10 avr 2025 (AFP) — L'administration autonome kurde et les autorités de Damas sont convenues jeudi de la formation d'une administration conjointe pour gérer un barrage stratégique dans le nord de la Syrie, a indiqué une source kurde. Cette décision s'inscrit dans

le cadre d'un accord bilatéral conclu mi-mars, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome dans l'Etat syrien.

"Un accord a été conclu entre l'administration autonome et le gouvernement syrien pour la gestion du barrage de Tech-

rine", a déclaré une source kurde à l'AFP.

Selon cette source, "les forces militaires (kurdes) se retireront complètement de la zone du barrage, qui sera placée sous le contrôle sécuritaire de la sécurité générale" relevant de la nouvelle autorité.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome, contrôlent le barrage stratégique de Techrine, situé près de Manbij, dans la province d'Alep.

Quelques jours après l'arrivée au pouvoir des islamistes à

Damas le 8 décembre, le barrage a été la cible de frappes de drones turcs qui ont causé la mort de dizaines de civils, selon les Kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le barrage revêt une importance stratégique, car il fournit de l'électricité à de vastes régions de Syrie. Il constitue également une porte d'entrée vers la région de l'est de l'Euphrate, sous contrôle de l'administration kurde.

Selon la source kurde, cet accord intervient "en application de l'accord signé entre le commandant des FDS, Maz-

loum Abdi, et le président syrien Ahmad al-Chareh", le 11 mars.

Cet accord a été suivi, ce mois-ci, par le retrait des forces kurdes de deux quartiers majoritairement kurdes de la ville d'Alep, ainsi que par la réduction de la présence militaire des factions pro-Ankara dans la région majoritairement kurde d'Afrine.

Damas n'a pas émis de déclaration sur l'accord concernant le barrage de Tchrine. Selon l'OSDH, l'accord prévoit que l'administration autonome supervise "les travaux de res-

tauration et de réparation du barrage".

Il a ajouté que des membres des forces de sécurité intérieure kurdes participeront aux équipes chargées de la protection de l'installation, aux côtés d'agents de sécurité de la nouvelle autorité.

L'administration autonome kurde contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie.

Son bras armé, soutenu par Washington, a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation État is-

lamique, qu'il a défait territorialement en 2019.

Malgré l'accord avec M. Chareh, l'administration autonome a vivement critiqué le gouvernement qu'il a formé fin mars, se disant non concernée par l'application ou l'exécution des décisions qui émane de celui-ci, car il ne "reflète pas la diversité" de la Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 avril 2025

Syrie: les autorités se déploient autour d'un barrage stratégique en accord avec les Kurdes

Damas, 12 avr 2025 (AFP) — Les forces des nouvelles autorités syriennes se sont déployées samedi autour d'un barrage stratégique dans le nord de la Syrie, en vertu d'un accord conclu avec l'administration autonome kurde, selon un média d'Etat.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde et soutenues par Washington, contrôlent de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie, dont le barrage stratégique de Tchrine, situé près de Manbij, dans la province d'Alep.

Une source kurde a indiqué

à l'AFP samedi qu'un accord entre l'administration autonome kurde et les autorités de Damas supervisé par la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington, prévoit que le barrage reste sous administration civile kurde mais sous la protection de forces conjointes.

L'agence officielle syrienne Sana a fait état samedi du "début de l'entrée des forces de l'Armée arabe syrienne et des forces de sécurité dans le barrage de Tchrine, (...) pour faire régner la sécurité dans la région, en vertu de l'accord conclu avec les FDS." L'accord prévoit la création d'une force militaire conjointe

entre les FDS et les nouvelles autorités pour protéger le barrage, et un retrait de la zone des factions soutenues par Ankara "qui tentent d'entraver cet accord", selon la source kurde.

Il s'inscrit dans le cadre d'un accord bilatéral plus général conclu mi-mars entre le président syrien Ahmad al-Chareh et le commandant des FDS Mazloum Abdi, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome dans l'État syrien.

Quelques jours après l'arrivée au pouvoir des islamistes à Damas le 8 décembre, le barrage a été la cible de frappes

de drones turcs qui ont causé la mort de dizaines de civils, selon les Kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le barrage revêt une importance stratégique, car il fournit de l'électricité à de vastes régions de Syrie. Il constitue également une porte d'entrée vers la région de l'est de l'Euphrate, sous contrôle de l'administration kurde.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 avril 2025

Syrie: un puissant groupe armé dans le sud annonce son intégration au ministère de la Défense

Damas, 13 avr 2025 (AFP) — Un puissant groupe armé qui contrôle la région de Deraa, dans le sud de la Syrie, a annoncé dimanche sa dis-

solution et son intégration au ministère syrien de la Défense, dans un communiqué lu par son porte-parole.

Cette décision répond aux efforts déployés par le nouveau pouvoir pour consolider son autorité sur l'ensemble du territoire syrien morcelé par 14

ans de guerre civile, notamment avec la dissolution de nombreux groupes armés et un accord avec les Kurdes.

“Nous, officiers, soldats et membres de ce qui était connu sous le nom de 8ème Brigade, annonçons officiellement la dissolution complète de cette formation et la remise de toutes ses ressources militaires et humaines au ministère de la Défense de la République arabe syrienne”, a déclaré le colonel Mohamed al-Hourani, dans une vidéo du groupe, sans affiliation islamiste, dirigé par Ahmad Al-Audeh.

“Cette décision s’inscrit dans une volonté de préserver l’unité nationale, de renforcer la sécurité et la stabilité, et réaffirmer notre engagement envers la souveraineté de l’État”, a-t-il ajouté.

L’annonce intervient deux jours après des heurts à Bosra al-Cham, dans la province de

Deraa, frontalière du Golan occupé par Israël, soldés par un accord avec des notables locaux pour l’entrée des forces de sécurité du ministère de l’Intérieur dans la ville, selon l’agence de presse officielle Sana.

La 8ème brigade qui compte des milliers d’hommes, avait refusé jusqu’ici de remettre ses armes aux nouvelles autorités syriennes qui ont décidé la dissolution de tous les groupes armés et leur intégration au sein de la nouvelle armée.

Cette brigade fait partie de la “Chambre d’opérations du sud” regroupant des factions de la région de Deraa, mise en place le 6 décembre dans le cadre de l’offensive rebelle, menée par le groupe radical islamiste Hayat Tahrir al-Sham

(HTS), qui a chassé deux jours plus tard Bachar al-Assad du pouvoir.

Également dirigée par Ahmad al-Audeh, la Chambre aurait été, selon des témoins à l’AFP, la première à entrer dans Damas le 8 décembre.

M. Audeh, proche d’Abou Dhabi et Moscou, n’avait pas pris part à la réunion du nouveau dirigeant du pays, Ahmad al-Chareh, fin décembre, avec des chefs de plusieurs formations armées qui ont affirmé accepter leur dissolution.

En 2018, un accord supervisé par la Russie avait permis aux forces d’Assad de reprendre théoriquement le contrôle de la province de Deraa, berceau du soulèvement prodémocratie de 2011, tout en autorisant les anciens rebelles

à garder leurs armes.

Les nouvelles autorités ont passé un accord mi-mars avec l’administration autonome kurde dans le nord et le nord-est, visant à intégrer les institutions de cette administration dans l’État syrien.

Des négociations sont également en cours avec différents représentants de la minorité druze, implantée dans la région de Soueïda (sud), voisine de Deraa pour une intégration de leurs groupes armés au sein de la nouvelle armée syrienne.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

18 avril 2025

Les Etats-Unis annoncent réduire de moitié leurs effectifs militaires en Syrie

Washington, 18 avr 2025 (AFP) — Les Etats-Unis ont annoncé vendredi réduire de moitié leur présence militaire en Syrie, estimant avoir lutté avec “succès” contre le groupe Etat islamique (EI), même si des groupes jihadistes demeurent actifs dans un pays encore fragile.

Cette décision intervient près de trois mois après l’arrivée au pouvoir de Donald Trump, défavorable depuis longtemps à la présence américaine sur place et défenseur d’un retour à une politique isolationniste des Etats-Unis.

Les Etats-Unis disposent d’une présence militaire en Syrie depuis des années, notamment dans le cadre de la coalition internationale contre l’EI.

La présence américaine en Syrie va être ramenée “à moins d’un millier de soldats

dans les mois prochains”, sur environ 2.000 actuellement, a déclaré Sean Parnell, le porte-parole du Pentagone, dans un communiqué.

“Cette consolidation démontre les pas importants que nous avons faits pour dégrader l’attrait et les capacités opérationnelles du groupe Etat islamique, dans la région et dans le monde”, a-t-il dit, évoquant plus globalement “le succès des Etats-Unis contre l’EI”.

- “Pas notre combat” -

Donald Trump, arrivé au pouvoir à Washington le 20 janvier, est depuis longtemps sceptique sur la présence militaire en Syrie. Et la chute fin décembre de Bachar al-Assad, remplacé à la tête du pays par une coalition menée par des islamistes, n’a pas changé la donne.

“La Syrie est un bordel, mais elle n’est pas notre amie, (...) ce n’est pas notre combat”, avait écrit Donald Trump en décembre lors de l’offensive qui avait mis fin à cinquante ans de règne sans partage par le clan Assad.

La prise de contrôle de pans entiers de la Syrie et de l’Irak par l’EI à partir de 2014 a déclenché l’intervention d’une coalition internationale menée par les Etats-Unis visant surtout à soutenir, par les airs, les unités de l’armée irakienne et les Kurdes qui combattaient l’EI au sol.

Mais Washington a alors aussi déployé des milliers de ses soldats pour soutenir ces troupes locales et mener ses propres opérations militaires.

Après la victoire contre l’EI, déclarée en 2017 en Irak et 2019 en Syrie, une présence

militaire américaine est restée sur place — surtout dans le nord-est du pays contrôlé par les forces kurdes — pour s’en prendre aux cellules restantes de groupes jihadistes.

Fin décembre, l’administration de l’ancien président démocrate Joe Biden, alors au pouvoir, avait annoncé avoir augmenté les effectifs américains en Syrie sur les mois précédents, alors que Washington affirmait depuis des années compter 900 militaires sur place.

L’armée américaine “va rester prête à mener des frappes contre ce qu’il reste de l’EI en Syrie”, a déclaré vendredi le porte-parole du Pentagone, qui dit maintenir “des capacités importantes dans la région”.

Les Etats-Unis disposent d’environ 2.500 soldats en Irak, une présence appelée à diminuer.

La sécurité en Syrie reste précaire depuis la chute de Bachar al-Assad, après près de 14 ans d'une guerre déclenchée par la répression violente de manifestations antigouver-

nementales en 2011.

À la tête de forces de sécurité dominées par d'anciens rebelles islamistes, les autorités syriennes de transition ont la

lourde tâche de maintenir la sécurité dans un pays multiethnique et multiconfessionnel où demeurent encore de nombreux groupes armés, parmi lesquels des jihadistes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 avril 2025

Turquie : un mois après, le vent de fronde souffle toujours

Istanbul, 19 avr 2025 (AFP) — L'arrestation le 19 mars du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu a débarrassé Recep Tayyip Erdogan de son plus coriace opposant. Mais un mois plus tard, le président turc peine à se défaire d'une contestation portée par la jeunesse.

Les grandes manifestations de la première semaine, quand des dizaines de milliers de personnes défilaient chaque soir devant l'hôtel de ville d'Istanbul, et que des Turcs de tous âges descendaient dans les rues de dizaines de villes, sont révolues.

Les fêtes de la fin du ramadan ont ramené le calme, mais la contestation, inédite depuis le grand mouvement de Gezi, parti de la place Taksim d'Istanbul en 2013, a repris depuis dix jours dans des universités d'Istanbul et d'Ankara.

Ces derniers jours, la fronde s'est répandue à des dizaines de lycées du pays, où une décision du gouvernement AKP (islamo-conservateur) d'y remplacer certains enseignants, interprétée comme une tentative de reprise en main de ces établissements par le pouvoir, a mis le feu aux poudres.

"Le malaise (de la jeunesse) était déjà latent, mais il s'est cristallisé en un rejet plus explicite de l'AKP depuis la mi-mars", explique à l'AFP Demet

Lüküslü, professeure de sociologie à l'université stambouliote de Yeditepe.

Selon elle, une partie des jeunes "rejette le conservatisme et l'islamisation de la société" et réclame davantage de "droits et de libertés".

- "Briser le silence" -

L'arrestation d'Ekrem Imamoglu, investi candidat du principal parti d'opposition (CHP, social-démocrate) à la présidentielle de 2028 le jour-même de son incarcération pour "corruption", a été le déclencheur d'une colère plus large, dans un pays dirigé depuis 2002 par le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdogan.

"C'est l'accumulation d'une colère, chez des millions de jeunes qui n'ont connu que l'AKP et qui ne sont pas pris en compte", confie Eda, 17 ans, en classe de terminale dans un lycée d'Istanbul, où des blocages ont eu lieu cette semaine.

"Nous voulons briser le silence sur lequel le gouvernement a bâti son hégémonie", ajoute la lycéenne, qui ne souhaite pas donner son nom de famille. Elle rappelle que plusieurs dizaines des 300 jeunes placés en détention depuis le début du mouvement de contestation demeurent incarcérés.

Vendredi, le procès de 189

personnes accusées d'avoir participé à des rassemblements interdits, dont de nombreux étudiants, s'est ouvert à Istanbul. Leurs soutiens - camarades, professeurs, députés de l'opposition - s'étaient réunis devant le tribunal.

"Nous n'avons pas peur", a martelé auprès de l'AFP Sümeyye Belentepe, une étudiante visée par un procès, qui aura lieu en septembre. "Désormais, nous sommes plus forts, plus unis" dans la lutte, souffle à ses côtés un autre élève, Ahmetcan Kaplan.

- Répercussions économiques -

L'arrestation du maire d'Istanbul, qualifiée de "coup d'Etat" par l'opposition, a aussi eu des répercussions économiques.

Outre les appels au boycott visant des entreprises proches du pouvoir, la Bourse d'Istanbul a reculé de presque 14% sur un mois, et la livre turque a perdu environ 4% face au dollar et presque 8% face à l'euro, atteignant un niveau historiquement bas malgré 50 milliards de dollars injectés par la banque centrale turque pour soutenir la devise.

Jeudi, la banque centrale a ainsi été contrainte de relever son taux directeur pour la première fois depuis mars 2024, de 42,5% à 46%.

Cette semaine, Devlet Bahçeli, le principal allié du président Erdogan, a exhorté la justice à juger le maire d'Istanbul dans les plus brefs délais, inquiet selon certains observateurs que l'agitation autour du sort de l'opposant N.1 ne perturbe les efforts entamés par le pouvoir turc pour parvenir au désarmement et à la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le chef du CHP, Özgür Özel, a réclamé à nouveau des élections anticipées, et participé samedi à Yozgat, chef-lieu d'une province rurale du centre du pays, à une manifestation de l'opposition rejointe par une centaine de tracteurs.

"Je préviens les autorités qui considèrent les habitants de Yozgat comme des fourmis et tentent de les écraser: nous ne vous laisserons pas écraser ces agriculteurs qui travaillent dur!", a-t-il lancé à la foule alors que des agriculteurs avaient écopé d'amendes début avril pour avoir protesté contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu.

"Gouvernement, démission!", ont scandé les manifestants dans ce fief agricole profondément conservateur, qui a longtemps soutenu le parti AKP du président Erdogan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 avril 2025

“Comme un père”: dans une église d’Irak, on pleure le pape

Qaraqosh (Irak), 21 avr 2025 (AFP) — Dans le nord de l’Irak, les cloches des églises de Mossoul et de ses environs ont sonné lundi pour pleurer la mort du pape François, plus de quatre ans après sa visite historique dans une région autrefois dévastée par les jihadistes.

Sous les élégantes arches en marbre gris de l’église syriaque catholique d’al-Tahira, des dizaines de fidèles étaient réunis pour une messe de Pâques qui coïncidait avec les funérailles d’un habitant de cette petite localité de la région de Qaraqosh.

Mais cette messe a aussi été l’occasion de se remémorer la visite du pape en 2021 dans la bourgade chrétienne, traumatisée par les exactions du groupe Etat islamique (EI).

L’imposant fauteuil en bois sur lequel le souverain pontife s’était installé dans l’église a été préservé. Désormais à jamais inoccupé.

Sur les bancs, des femmes toutes de noir vêtues, le visage triste et les bras croisés, écoutent les liturgies.

“C’est un grand drame pour les chrétiens, en particulier au Moyen-Orient. Il gardait toujours un oeil vigilant sur la région comme un père sur ses enfants”, a confié à l’AFP Kadouun Yohanna à la sortie de la messe.

Le sexagénaire se souvient encore de la liesse qui a marqué la venue du pape: “Nous débordions d’amour, nous étions extrêmement heureux: il est venu dans ce petit village où le nombre de chrétiens a diminué avec l’exil de milliers de personnes”.

Forte de plus d’1,5 million de personnes avant la chute de Saddam Hussein en 2003, la communauté chrétienne d’Irak s’est réduite à quelque 400.000 âmes, beaucoup ayant fui par vagues successives les violences qui ont ensanglanté le pays.

- “Rapprochement des religions” -

La montée en puissance en 2014 des jihadistes de l’EI, qui un temps avaient conquis Mossoul pour en faire leur “capitale” du nord de l’Irak, avait constitué une nouvelle tragédie pour la communauté:

des villages entiers ont été désertés et les lieux saints chrétiens saccagés.

Boutros Mazen, un assistant médical, salue “la fraternité et l’amour” insufflés par le pape François.

“Il a légué quelque chose de bon au peuple irakien, sa cohésion et son unité”, lance-t-il.

Lors de son déplacement en Irak, le pape avait rencontré le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse pour des millions de chiites d’Irak et du monde.

“Il était sincère et humble, il aimait le rapprochement entre les religions”, poursuit M. Mazen.

A Qaraqosh, mais aussi dans les églises de Mossoul, fraîchement rénovées après la déroute de l’EI en 2017, les cloches ont sonné à la mémoire du pape.

Originaire de Mossoul, Sanaa Abdel Karim a, comme de nombreux chrétiens, trouvé refuge au Kurdistan autonome quand les jihadistes ont envahi le nord de l’Irak.

La mort du pape, “une tragédie” et “une perte inimaginable”, souffle-t-elle. “Quand il est venu en Irak, on a vu son humilité”, se souvient-elle.

“Il faisait partie de ceux qui encourageaient le retour des chrétiens d’Irak. C’était très émouvant pour nous.”

A Najaf, ville sainte chiite du sud de l’Irak, l’ayatollah Sistani a lui aussi salué le rôle du pape François “au service de la paix et de la tolérance” ainsi que “sa solidarité exprimée avec les opprimés et les persécutés du monde entier.”

Il a rappelé que sa rencontre historique avec le pape avait constitué “une étape extrêmement importante” pour “renforcer la culture de coexistence pacifique”, “le rejet de la violence et de la haine” et “le respect mutuel entre les religions.”

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

23 avril 2025

Le chef de la diplomatie française en visite en Irak pour la première fois

Bagdad, 23 avr 2025 (AFP) — Le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot a entamé mercredi en Irak une tournée régionale qui le conduira également en Arabie saoudite et au Koweït, pour relancer le processus vers une solution à deux Etats

dans le conflit israélo-palestinien.

Cette tournée intervient alors que Paris co-organise en juin avec Ryad une “conférence internationale pour la mise en oeuvre de la solution à deux États”.

Dans la capitale irakienne Bagdad le ministre français rencontrera son homologue Fouad Hussein avant de s’entretenir avec le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani. Il se rendra au Kurdistan (nord) où il sera reçu par les dirigeants de la région autonome.

La visite vient affirmer “l’attachement de la France à la stabilité de l’Irak et à son rôle de pôle d’équilibre régional”, selon un communiqué de la diplomatie française.

Elle permettra également de “réaffirmer l’engagement de

la France à poursuivre la lutte contre Daech (groupe Etat islamique, ndlr), dans un contexte de transition dans la Syrie voisine et de repositionnement du dispositif américain”, selon le texte.

Après la mise en déroute de l’EI en 2017, l’Irak a récemment dévoilé un calendrier de

retrait des troupes de la coalition internationale de son territoire. Ce dispositif sera remplacé par des partenariats bilatéraux engagés avec chaque pays membre de cette alliance militaire antijihadistes.

Outre la coopération économique, la France, qui fait partie de cette coalition internatio-

nale, entretient également un partenariat militaire avec les autorités irakiennes.

Concernant le conflit israélo-palestinien, “cette tournée permettra de préparer la conférence internationale pour la mise en oeuvre de la solution à deux États que la France co-organisera avec l’Arabie

Saoudite en juin et la Conférence de Bagdad III pour la stabilité de la région”, selon le Quai d’Orsay.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

23 avril 2025

Le journaliste suédois détenu en Turquie risque 12 ans de prison (employeur)

Stockholm, 23 avr 2025 (AFP) — Un journaliste suédois arrêté à son arrivée en Turquie fin mars a été inculpé d’“insulte au président” et de “crimes liés au terrorisme”, risquant jusqu’à 12 ans de prison, a annoncé mercredi son employeur.

Joakim Medin, 40 ans, sera jugé le 30 avril pour le chef d’accusation d’“insulte au président”, a précisé le journal pour lequel il travaille, Dagens ETC, dans un article publié sur son site internet. Aucune date de jugement n’a encore été fixée pour le second chef d’accusation.

Ce procès sera ouvert au public, ce qui signifie que des

journalistes, des organisations et l’ambassade auront la possibilité d’assister à l’audience, selon Dagens ETC.

“C’est tout de même une bonne nouvelle”, a déclaré au journal Veysel Ok, l’un des avocats de Joakim Medin. “Car nous pourrions maintenant répondre aux accusations”.

Le journaliste a été arrêté le 27 mars à Istanbul où il venait couvrir la vague de manifestations qui a secoué la Turquie après l’arrestation du maire d’opposition d’Istanbul Ekrem Imamoglu. Il est depuis détenu dans la prison de Silivri.

Selon Dagens ETC, Joakim

Medin est également accusé par les autorités turques d’être en lien avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Lors de son interrogatoire par la police turque, le journaliste a nié sa participation à une manifestation du PKK à Stockholm en janvier 2023 lors de laquelle une effigie de Recep Tayyip Erdogan avait été pendue par les pieds, selon MLSA, l’association turque de défense des droits humains.

Egalement interrogé sur une photographie le montrant avec un drapeau des Unités de protection du peuple kurde (YPG), que les autorités turques considèrent comme une extension en Syrie du

PKK, le Suédois a affirmé que le cliché avait été pris après qu’une personne lui a tendu la bannière.

“Je ne peux que répéter qu’il est un journaliste qui a exercé son métier. Joakim n’est pas un criminel, et certainement pas un quelconque terroriste. Je pense qu’il a lui-même hâte que son affaire soit jugée, tout simplement parce qu’il est innocent”, a affirmé son rédacteur en chef Andreas Gustavsson, cité dans l’article publié mardi.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

25 avril 2025

Turquie: le procès fleuve de Pinar Selek de nouveau renvoyé

Istanbul, 25 avr 2025 (AFP) — La justice turque a de nouveau renvoyé vendredi le procès fleuve pour “terrorisme” de la sociologue turque réfugiée en France Pinar Selek, après 27 ans de poursuites et quatre acquittements.

A peine ouverte, l’audience a été renvoyée au 21 octobre, le tribunal a affirmé attendre

la réponse d’Interpol, l’organisation internationale de police criminelle, à sa demande d’extradition, selon l’avocat de Mme Selek.

Or, a souligné Me Akin Atalay auprès de l’AFP, “Interpol a bien refusé le mandat d’arrêt mais la cour ne l’a pas pris en compte et dit attendre une décision”.

Mardi soir, lors d’une conférence de presse à Paris, Pinar Selek avait exprimé un “demi-espoir” en affirmant que “Interpol a(vait) refusé la demande de la Turquie”.

“Il pourrait donc y avoir une surprise, puisqu’ils n’ont plus de prétexte pour reporter” encore le procès, avait espéré l’écrivaine et chercheuse.

Pinar Selek a été arrêtée en Turquie en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, puis accusée d’être liée à une explosion qui avait fait sept morts au bazar aux épices d’Istanbul.

Libérée fin 2000, elle est un temps restée à se battre en Turquie avant d’être poussée à l’exil en raison de ses tra-

vaux sur la communauté kurde.

Lors des quatre précédentes audiences - mars et septembre 2023, juin 2024 et la dernière, le 7 février - le Tribunal d'Istanbul avait exigé d'entendre l'accusée in situ.

- "harcèlement judiciaire" -

Pinar Selek, 53 ans, qui a quitté la Turquie en avril 2009, est convaincue d'être arrêtée dès son retour au pays.

En juin 2024, l'accusation avait ajouté une nouvelle pièce au dossier en accusant la chercheuse d'avoir participé à un événement organisé en France par le PKK.

Ce dont Mme Selek se défend, affirmant avoir animé

une table ronde autour de femmes kurdes, organisée par son université, à Nice (sud-est de la France).

Cette nouvelle et brève audience s'est tenue alors que la vague de contestation qui a suivi l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, le 19 mars, est à peine retombée.

Près de 2.000 personnes dont de très nombreux étudiants et des journalistes, ont été arrêtés à Istanbul, Ankara la capitale et Izmir (ouest) principalement, dont plus de 800 ont vu leur procès renvoyé à l'automne.

La députée européenne Mélissa Camara, qui se déplace chaque fois à Istanbul pour suivre les audiences, a dé-

noncé "un harcèlement judiciaire depuis bientôt trois décennies. Les autorités turques mettent tout en oeuvre depuis 1998 pour que Pinar abdique, capitule", a-t-elle déclaré à l'AFP.

"La démocratie en Turquie fait bien plus que vaciller depuis des années" a-t-elle relevé.

En février, plus de 300 personnes avaient été également arrêtées dans tous les milieux, accusées de "liens avec une organisation terroriste", le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), pour ne pas le nommer.

Or c'est justement avec le PKK, mouvement armé interdit, qui a annoncé sa dissolution prochaine, qu'Ankara est en train d'envisager la paix.

Dans ce contexte, citant le poète alévi Metin Altioek, assassiné en 1993 par des islamistes radicaux, Pinar Selek se disait confiante mardi. D'autant qu'Ankara, selon elle, a épuisé toutes les voies de recours.

L'an dernier, Pinar Selek avait évoqué "un procès kafkaïen" dont le but était de la "fatiguer", elle et ses soutiens, notamment son père, âgé, et sa soeur, tous deux avocats, qui la représentent au tribunal.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 avril 2025

Les Kurdes de Syrie réunis pour élaborer une vision commune de l'après-Assad

Qamichli (Syrie), 26 avr 2025 (AFP) — Plusieurs partis kurdes se sont réunis samedi dans le nord-est de la Syrie pour adopter une position unifiée sur leur rôle dans la reconstruction du pays après la chute de Bachar al-Assad, a indiqué un participant à l'AFP.

Soutenus par Washington, les Kurdes contrôlent de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie, incluant les principaux champs de pétrole et de gaz.

L'objectif de la réunion est de discuter de "la manière de construire et de fonder la Syrie de demain", dont "les Kurdes sont une composante essentielle", a expliqué à l'AFP Eldar Khalil, membre du Parti de l'Union démocratique (PYD), le principal parti de l'administration autonome kurde, à Qamichli.

"Les Kurdes doivent proposer une feuille de route et un projet pour l'avenir de la Syrie", a-t-il ajouté, précisant que "le modèle fédéral" faisait "partie des propositions sur la table".

Selon l'agence de presse kurde Anha, plus de 400 personnalités, dont des représentants kurdes d'Irak et de Turquie, participent à cette conférence intitulée "Unité de la position et du rang kurdes".

Les Kurdes voient dans la fin du pouvoir de Bachar al-Assad, évincé par les nouvelles autorités islamistes le 8 décembre, l'occasion d'être mieux représentés dans un pays multiethnique et de contribuer à la construction d'une Syrie nouvelle, respectueuse des droits de toutes ses composantes.

Les nouvelles autorités ont

rejeté toute tentative de division ou de séparatisme, visant implicitement les aspirations kurdes à consolider l'autonomie acquise au fil du conflit depuis 2011.

Le président Ahmad al-Chareh et le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, ont signé un accord bilatéral le 11 mars visant à intégrer les institutions de l'administration autonome kurde dans l'Etat syrien.

Les FDS, bras armé de l'administration autonome, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique, qu'elles ont défait territorialement en 2019.

"La conférence n'a pas pour objectif, comme certains le prétendent, de diviser le pays, mais au contraire de promou-

voir l'unité de la Syrie", a déclaré M. Abdi lors de l'ouverture de la conférence, à laquelle participent également des partis kurdes rivaux de l'administration autonome.

"Nous voulons que toutes les composantes syriennes obtiennent leurs droits dans la constitution afin que nous puissions construire une Syrie démocratique, décentralisée et inclusive", a-t-il ajouté.

Les Kurdes ont rejeté la déclaration constitutionnelle adoptée par Damas, qui accorde les pleins pouvoirs à M. Chareh, estimant qu'elle ne reflète pas la diversité syrienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 avril 2025

Syrie : les Kurdes demandent la construction d'un Etat "démocratique et décentralisé"

Qamichli (Syrie), 26 avr 2025 (AFP) — Plusieurs partis kurdes ont adopté samedi une position commune pour construire un Etat "démocratique et décentralisé" après la chute de Bachar al-Assad en Syrie, où leurs droits seraient garantis.

Soutenus par Washington, les Kurdes contrôlent de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie, incluant les principaux champs pétroliers et gaziers, et voient dans la fin du pouvoir de Bachar al-Assad, évincé par les nouvelles autorités islamistes le 8 décembre, l'occasion d'être mieux représentés dans le pays multiethnique.

Plus de 400 figures kurdes syriennes et des représentants kurdes d'Irak et de Turquie, ont participé à cette conférence intitulée "Unité de la position et du rang kurdes" et à l'issue de laquelle les participants ont adopté un "projet de vision politique kurde commune, exprimant (...) une approche réaliste pour une

solution juste à la question kurde en Syrie, en tant qu'Etat démocratique décentralisé".

Mohammad Ismaïl, responsable kurde, a indiqué que la déclaration finale constituait la "charte fondatrice" d'une "Syrie unifiée, pluriethnique, multiconfessionnelle et multiculturelle, dont la Constitution garantit les droits nationaux du peuple kurde, protège la liberté et les droits des femmes et favorise leur participation active à toutes les institutions politiques, sociales et militaires".

La déclaration appelle à adopter cette vision comme "base du dialogue national" entre les forces kurdes ainsi qu'avec la nouvelle administration de Damas et l'ensemble des forces nationales syriennes, et annonce la formation prochaine d'une délégation chargée de dialoguer avec les parties concernées pour concrétiser les objectifs de cette position.

Les nouvelles autorités ont

rejeté toute tentative de division ou de séparatisme, visant implicitement les aspirations kurdes à consolider l'autonomie acquise au fil du conflit depuis 2011.

Le président Ahmad al-Chareh et le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, ont signé un accord bilatéral le 11 mars visant à intégrer les institutions de l'administration autonome kurde dans l'Etat syrien.

Les FDS, bras armé de l'administration autonome, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique, qu'elles ont défait territorialement en 2019.

"La conférence n'a pas pour objectif, comme certains le prétendent, de diviser le pays, mais au contraire de promouvoir l'unité de la Syrie", a déclaré M. Abdi lors de l'ouverture de la conférence, à laquelle participaient également des partis kurdes rivaux de l'administration autonome.

"Nous voulons que toutes les composantes syriennes obtiennent leurs droits dans la constitution afin que nous puissions construire une Syrie démocratique, décentralisée et inclusive", a-t-il ajouté.

Les Kurdes ont rejeté la déclaration constitutionnelle adoptée par Damas, qui accorde les pleins pouvoirs à M. Chareh, estimant qu'elle ne reflète pas la diversité syrienne.

Dans un message publié sur X, Badran Ciya Kurd, responsable de l'administration autonome, a déclaré que la conférence marquait un "moment historique" qui permettra aux Kurdes de "jouer un rôle de premier plan dans les transformations démocratiques radicales en Syrie".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 avril 2025

Irak : la justice acquitte l'ex-président du Parlement

Bagdad, 27 avr 2025 (AFP) — La justice irakienne a acquitté l'ancien président du Parlement, Mohamed al-Halboussi, destitué en 2023 après des accusations de "falsification", a annoncé son bureau dimanche.

Cet influent homme politique sunnite avait accédé à la présidence du Parlement en 2018, avec le soutien des puissants partis pro-iraniens, et avait été reconduit en 2022 à la suite d'élections anticipées.

En novembre 2023, la Cour suprême fédérale d'Irak l'avait destitué après qu'un député l'a accusé d'avoir falsifié une lettre de démission en antidatant un document pour provoquer son départ.

Dimanche, son bureau a indiqué que la justice irakienne l'avait acquitté "des accusations portées contre lui", précisant que "les plaintes avaient été classées" et "l'enquête close".

A la tête du parti Taqadom, M. Halboussi est connu pour son ascension rapide dans la vie politique irakienne et ses relations étroites avec de nombreux responsables occidentaux et arabes.

Le Parlement irakien, composé de 329 membres, est dominé par une coalition de partis chiites pro-iraniens.

Selon le système de partage du pouvoir en vigueur depuis

l'invasion américaine de 2003, la fonction de Premier ministre, actuellement occupée par Mohammed Chia al-Soudani, revient traditionnellement à un musulman chiite, celle de président à un Kurde et celle de chef du Parlement à un musulman sunnite.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 avril 2025

La Syrie rejette toute “tentative” de partition après un appel kurde à la décentralisation

Damas, 27 avr 2025 (AFP)

— La présidence syrienne a dit rejeter dimanche “toute tentative” de partition du pays, au lendemain d’une conférence lors de laquelle les Kurdes ont demandé un “Etat démocratique décentralisé” garantissant leurs droits.

“Nous rejetons clairement toute tentative d’imposer une réalité séparatiste ou de créer des entités séparées sous le couvert du fédéralisme (...) sans un consensus national global”, a déclaré la présidence dans un communiqué, condamnant “les récentes activités et déclarations” des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) qui “appellent au fédéralisme”.

“L’unité de la Syrie, de son territoire et de son peuple, est une ligne rouge”, a ajouté la présidence.

Ces déclarations interviennent au lendemain d’une conférence durant laquelle plusieurs partis kurdes ont adopté un “projet de vision politique kurde commune, exprimant (...) une approche réaliste pour une solution juste à la question kurde en Syrie, en tant qu’Etat démocratique décentralisé”.

Les nouvelles autorités ont rejeté à plusieurs reprises toute tentative de division ou de séparatisme, visant implicitement les aspirations kurdes à consolider l’autonomie acquise au fil du conflit depuis 2011.

Le président Ahmad al-Chareh et le commandant des FDS, Mazloum Abdi, ont signé un accord bilatéral le 11 mars visant à intégrer les institutions de l’administration autonome kurde dans l’Etat syrien.

Les FDS, bras armé de l’administration autonome, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique, qu’elles ont défait territorialement en 2019.

“La conférence n’a pas pour objectif, comme certains le prétendent, de diviser le pays, mais au contraire de promouvoir l’unité de la Syrie”, avait déclaré M. Abdi samedi lors de l’ouverture de la conférence, à laquelle participaient également des partis kurdes rivaux de l’administration autonome dans le nord-est.

“Nous voulons que toutes les composantes syriennes obtiennent leurs droits dans la Constitution afin que nous puissions construire une Syrie démocratique, décentralisée et inclusive”, avait-t-il ajouté.

Soutenus par Washington, les Kurdes contrôlent de vastes territoires dans le nord et l’est de la Syrie, comprenant les principaux champs pétroliers et gaziers. Ils voient dans la chute de Bachar al-Assad, évincé par les nouvelles autorités islamistes le 8 décembre, l’occasion d’être mieux représentés dans ce pays multiethnique.

Mais ils ont rejeté la déclaration constitutionnelle adoptée par Damas, qui accorde les pleins pouvoirs à M. Chareh, estimant qu’elle ne reflète pas la diversité syrienne.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

